

Avec ce numéro, supplément « Initiatives »

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14548 - 6 F

MERCREDI 6 NOVEMBRE 1991

FONDATEUR HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR JACQUES LESSOURNE

## « L'Afrique bouge... »

**ÉLECTIONS** démocratiques en Zambie, abandon du Zaïre à son triste sort... Au gré des événements, optimistes et pessimistes ont pu nourrir leurs arguments ces derniers jours. Si « l'Afrique bouge », l'expression, désormais consacrée, n'a résolu-

ment pas le même sens pour les deux camps, aux pronostics diamétralement opposés. Après avoir pesé vingt-sept années aux commandes, M. Kenneth Kaunda vient de s'incliner devant le verdict des urnes. Les Zambiens vont pouvoir se lancer dans l'expérience du multipartisme, avec un syndicalisme à leur tête. « L'ère des dictateurs, de l'hypocrisie et des manœuvres est finie en Afrique », tel a été le premier message de M. Frederick Chiluba, le nouveau chef de l'Etat. La date est à marquer d'une croix blanche.

Le jour même de ces élections, jeudi 31 octobre, les militaires français intervenus à Kinshasa après les émeutes de fin septembre quittaient le Zaïre. Estimant qu'il n'y avait plus rien à attendre du président Mobutu, Paris, après toutes les autres capitales occidentales, l'a « éléché ».

De tous les scénarios, envisagés à propos de l'ancien Congo belge, le plus nettement paysan a été celui de l'établissement au Congo d'un régime démocratique. Mais, dans leur grand voisin, celui de « congolisation » n'est pas le moins redoutable. Car le pays a déjà connu violences ethniques, désintégration de l'Etat et sécessions (au Katanga devenu le Shaba). Pour les plus pessimistes, les chaos somaliens et libanais pourraient se reproduire.

Après la guerre froide, le vide ? Le temps n'est plus où les superpuissances se partageaient l'Afrique, qui pouvait jouer sur leur rivalité. L'aide des Etats-Unis au Zaïre a cessé avec la fin de la guerre en Angola. Washington n'ayant plus besoin de Kinshasa pour installer dans le sud du pays une base à la disposition de son « protégé », M. Jonas Savimbi, le chef de l'UNITA.

DANS la corne de l'Afrique, le départ du président Mengistu d'Addis-Abeba et, de ce fait, la fin - déjà bien amorcée - de l'implication soviétique ont provoqué un retrait général. Or ce secteur ne connaît-il pas le désordre le plus total ? Aux tentatives intéressées à succéder un désintérêt qui risque de marginaliser des régions entières.

Le continent noir semble hésiter entre deux spirales : marginalisation ou démocratisation. Aux craintes du camp des pessimistes font toutefois écho les espoirs nés au Cap-Vert, à Sao-Tomé-et-Principe, au Bénin. Ailleurs, des conférences nationales ont abouti, ou vont aboutir, à la remise en cause de régimes dictatoriaux. Quelques irréductibles tréignent des quatre fers. Au Cameroun, au Kenya, à Madagascar, par exemple. Mais combien de temps les Paul Biya, Daniel arap Moi et autres Didier Ratsiraka résisteront-ils à la vague ?

Raete que la démocratie ne s'apprend pas en un jour. Dans de nombreux pays, l'opposition se révèle pour le moment bien mal armée pour assurer la relève. Aussi, les pays occidentaux, après avoir soutenu pendant des décennies toute une génération d'autocrates, ne devraient-ils plus, aujourd'hui, avoir d'autre ambition que d'aider au fragile processus de démocratisation en cours.

M0147 - 1106 0 - 6.00 F



## Douzième cessez-le-feu en Yougoslavie

### La Serbie rejette le plan de règlement de la CEE

La Serbie a rejeté, mardi 5 novembre, à La Haye, le nouveau plan de règlement présenté par la Communauté européenne. Les Douze devraient, dès lors, mettre en œuvre, à partir de vendredi, leur programme de sanctions économiques à l'égard de Belgrade. Les parties en conflit ont toutefois accepté de conclure un douzième cessez-le-feu. Cependant, les combats s'étaient intensifiés ces derniers jours, notamment en Slavonie, où l'armée fédérale a lancé une nouvelle offensive contre la ville de Vukovar, symbole de la résistance croate.

A l'issue des réunions du Parlement et du Parti socialiste au pouvoir en Serbie, plusieurs dirigeants ont déclaré, lundi 4 novembre, que la Serbie ne pouvait accepter la troisième version du plan de paix des Douze.

Pour le vice-président de l'Assemblée, M. Mihajlo Markovic, la Serbie ne peut accepter que les régions de Croatie où les Serbes sont en majorité fassent partie d'un « Etat croate souverain », car il s'agit d'un Etat « coupable de génocide ».

Belgrade demande notamment, pour poursuivre les négociations, que le territoire actuel des régions serbes de Croatie soit placé « sous tutelle internationale ».

En Croatie, les combats se sont intensifiés. Dimanche et lundi, ils auraient fait au moins soixante-dix morts. Selon des responsables militaires à Belgrade, l'armée a lancé une « offensive finale » contre la ville de Vukovar, en Slavonie, assiégée depuis plus de deux mois par les unités fédérales.

Lire nos Informations page 3

## Après l'intervention des forces de police

### Les négociations ont repris à Renault-Cléon

Après l'intervention des forces de l'ordre le mardi 5 novembre, à 3 h 30, à l'usine Renault de Cléon, où le climat demeurait tendu, des négociations entre la direction et les syndicats - qui avaient été repus séparément par le conciliateur M. Jean Cordouan - ont commencé en fin de matinée. « La liberté du travail a été rétablie », a déclaré M. Martine Aubry, ministre du travail, qui a justifié sa décision par le « refus de la CGT des dernières propositions de la direction ». Le conflit avait débuté le 17 octobre.



Lire page 23 les articles de VALÉRIE DEVILLECHABROLLE et d'ALAIN LERBAUVE

## Le Koweït ne brûle plus

Les 732 puits de pétrole en feu ont été éteints avec une rapidité inespérée

par Yvonne Rebeyrol

Le pétrole du Koweït ne brûle plus. Le dernier des 732 puits de pétrole, auxquels les Irakiens avaient mis le feu avant de se retirer de l'émirat en février dernier, devait être éteint en grande pompe (si on peut risquer un mauvais jeu de mots) le 5 novembre.

Lorsque l'ampleur du désastre avait pu être évaluée, il y a huit mois, les experts étaient unanimes pour penser que l'extinction de tous les puits demanderait au moins une ou deux années de travail.

Dès le mois de janvier, des spécialistes - probablement télécommandés par des mouvements écologistes et les autorités jordaniennes, comme l'avait suggéré le Financial Times du 9 janvier - avaient annoncé que l'incendie des puits de pétrole du Koweït, auquel tout le monde s'attendait dès ce moment, risquait d'une part de provoquer une catastrophe écologique quasi planétaire.

Lire la suite page 12

## Le Brésil contre la cocaïne

A Corumbá, petite ville du Mato-Grosso, tous les moyens sont bons pour enrayer le trafic de stupéfiants

CORUMBÁ

de notre envoyé spécial

« Arrêtons ces chiens de trafiquants, courons leur après et ne les lâchons pas. Un panier à salade est fait pour être rempli. » Chaque jour depuis un an et demi, Armando Amorim Anacleto, directeur de la Radio Club de Corumbá, interpelle les forces de l'ordre et multiplie les dénonciations à l'antenne de sa station. Don Quichotte, indicateur de police, journaliste d'investigation, fils de député faisant campagne pour devenir maire de cette ville du Mato-Grosso du Sud, dans le sud-ouest du pays, Armando, âgé de trente-deux ans, est sans doute un peu tout cela à la fois. « Mais il est l'un des premiers à

avoir tiré le signal d'alarme », dit de lui le directeur-adjoint de la prison de Corumbá, Rildo de Souza. Si Armando Anacleto est parti en campagne contre la drogue, c'est que la cocaïne est de plus en plus répandue parmi les 130 000 habitants de sa cité. « Le trafic a été multiplié par dix en trois ans », dit Vicente Sarube, président du Conseil fédéral des étudiants pour le Mato-Grosso du sud. Pour expliquer ce développement, le maire, M. Fadali Scaff Grattas, évoque « la déchéance économique » de sa ville, autrefois port fluvial prospère et « aujourd'hui à la dérive ». Il mentionne aussi le caractère lucratif du trafic.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT Lire la suite page 7

## Le spleen rose des députés PS

Certains claquent la porte, d'autres se replient sur leur circonscription quelques-uns tentent de réagir en rêvant d'une rénovation de la vie politique

Par Pascale Robert-Diard

C'était aux journées parlementaires du Parti socialiste, les 25 et 26 septembre. Dans la lumière blafarde du troisième sous-sol de l'Assemblée nationale, l'ancien ministre de la santé, M. Claude Evvin, faisait sa rentrée de député de base. Sourires appuyés aux lèvres, poignées de main chaleureuses à ses collègues. Mais son passage, on murmure. Tout de même, avoir été élu, en juin 1988, avec 67,28 % des voix et ne reprendre son siège, deux ans plus tard et une expérience gouvernementale en plus, qu'à une courte majorité de 50,75 %, ce n'est pas très brillant. Dans bien des têtes,

on a sorti sa calculatrice : au rythme de près de 17 points perdus en vingt-sept mois, sachant qu'il en reste encore dix-huit à tenir jusqu'aux prochaines législatives et qu'une centaine de députés socialistes n'ont dû leur élection qu'à un ou deux points d'avance, déterminez l'intensité du frisson d'angoisse qui parcourt les parlementaires de la majorité.

Ils sont nombreux à avouer, comme M. François Hollande, que le score médiocre de M. Evvin a été pour eux un « électrochoc ». Certes, on peut essayer de se rassurer, en se disant que le contexte d'une rentrée sociale difficile, la multiplication des rumeurs d'« affaires » et l'annonce, deux

jours avant le premier tour, du suicide du maire socialiste Yves Laurent, avaient sans doute lourdement grevé le moral des électeurs de gauche en Loire-Atlantique. Mais, comme l'observe M. André Bellon, député PS des Alpes-de-Haute-Provence, « il faudrait être aveugle pour ne pas voir qu'il existe aujourd'hui un malaise en profondeur ».

La tentation est grande alors de sombrer dans un spleen épais, de rechercher à tout prix des responsables à cette dépression, si possible au gouvernement, et de se lamenter de sa condition de pauvre député de base, jamais écouté, régulièrement incompris, mais toujours vivipède.

Lire la suite page 9

## Prix Goncourt

PIERRE COMBESCOT

### Les Filles du Calvaire

roman

Grasset



## SCIENCES • MÉDECINE

Le sang contaminé

### Un drame en questions

Depuis plusieurs mois, l'opinion publique française découvre, incrédule et indignée, ce qu'on a sans doute trop vite réduit au seul scandale de la transfusion sanguine. Après les articles de presse, les déclarations contradictoires et les incultures de quatre responsables médicaux et administratifs, l'heure est à la réorganisation du système transfusionnel français. Elle est aussi à l'indemnisation des milliers de personnes contaminées depuis 1980 par le virus du sida à partir de l'usage thérapeutique du sang. Une étape essentielle a été franchie, celle de l'indemnisation du risque médical en l'absence de faute.

De ce dossier complexe, on pourrait être tenté de ne retenir que quelques caricatures, médecine démoniaque, scientifiques impuissants ou responsables politiques inconscients. Sans préjuger des suites judiciaires, pour tenter de comprendre et pour prévenir l'amalgame, il faut dissocier les différentes affaires (contamination des hémophiles, retard au dépistage, indemnisation, situation financière du Centre national de transfusion sanguine, base juridique des poursuites judiciaires) à l'origine de ce qui est aujourd'hui vécu comme un scandale - un drame - national.

Lire pages 13 à 16 le dossier établi par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 455 F CFA ; Danemark, 14 KSD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Inde, 1,20 \$ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

سكنا من لاجل



## DÉBATS

Communication

# Pour une éthique des médias

par Félix Guattari

**N**OTRE époque est caractérisée par une extraordinaire accélération des découvertes scientifiques et des innovations technologiques. Les États-Unis, l'Europe, le Japon (associé à ce qu'il est convenu d'appeler l'«anneau pacifique») sont les principaux protagonistes de cette évolution qui ne s'inscrit pas nécessairement dans le sens d'un progrès social et d'une émancipation culturelle. Dans l'état actuel des relations internationales, certains paramètres essentiels de la situation planétaire semblent même échapper à toute gestion politique cohérente : parmi ceux-ci, les problèmes démographiques et écologiques sont sans doute les plus voyants et les plus dramatiques.

Mais l'avenir des médias est tout aussi inquiétant et confère une responsabilité toute particulière aux grandes puissances industrielles. Les adaptations économiques, sociales, démographiques et écologiques aux nouvelles formes de production et aux grands recensements géopolitiques actuels ne sauraient s'effectuer de façon convenable sans une transformation des mentalités, une réinvention permanente des pratiques de communication, de concertation, de culture. Et dans tous ces domaines les mutations technologiques relatives aux médias audiovisuels, à la télématique et à l'informatique sont appelées à jouer un rôle primordial.

Le mode de consommation des programmes de télévision qui prévaut dans les pays développés manifeste souvent une véritable aliénation des adultes et des enfants qui s'y trouvent, pourrait-on dire, assujettis de longues heures par jour. La télévision finit par fonctionner comme une drogue hypnotique, coupant le sujet de son environnement, contribuant à disjoindre des rapports familiaux et sociaux par ailleurs déjà fort distendus, diminuant le rôle de la lecture et de l'écriture au profit d'éléments culturels et informatifs

d'autant plus superficiels qu'ils participent d'un phénomène qui a été caractérisé comme celui de la «mémoire courte».

Il faut bien admettre que le rapport de conditionnement qu'un nombre considérable d'individus entretiennent avec l'écran de télévision relève d'une névrose artificielle se surimposant et masquant d'autres facteurs de trouble. Cette aliénation mass-médiatique, relayée au Japon par la pratique intensive des jeux informatiques et la lecture des bandes dessinées, a donné lieu à des descriptions proprement psychopathologiques. (Chez les jeunes : le «dan des murs» - *otaku zoku* - et chez les adultes : les «maris murets» - *otaku teishu*; *Nihon Keizai Shinbun* cité par le *Courrier International*, n° 35, du 4 juillet 1991.)

Cette passivité, cet «abandon» à l'image et au son télévisés et téléguidés n'est pas sans répercussion sur le fonctionnement de la Cité. Les systèmes de concertation démocratique s'en trouvent nés en raison d'une modélisation suggestive globale de l'opinion s'opérant au détriment des leaders d'opinion de proximité - associatifs, politiques, syndicaux, etc. Les grands partis politiques viennent eux-mêmes leur fonctionnement progressivement infléchir dans le sens de l'établissement de consensus répondant aux réactions de la masse des consommateurs de médias et de sondages. Il y a là un affaiblissement du véritable débat, un évitement des authentiques problèmes dissensusuels.

Mais cette désingularisation, ce lissage de l'opinion et du goût publics ne correspondent peut-être qu'à une phase transitoire de l'état des médias. D'autres évolutions, plus substantielles, sont concevables. A cet égard, un dialogue entre le Japon et la France pourrait se révéler fructueux, du fait que ces deux pays sont parvenus, dans une certaine

mesure, à conjuguer le modernisme technologique et la préservation de traits culturels spécifiques, dont certains sont hérités des périodes préindustrielles. Il ne s'agit nullement de s'accrocher à un passé archaïque, mais d'inventer de nouvelles façons de penser et de sentir qui aient au moins la même consistance existentielle que celles de naguère.

Une sortie de la présente ère mass-médiatique et une entrée dans ce que j'appelle une ère post-média pourraient être envisagées, dans une perspective prospective, en raison de quatre séries de facteurs :

- Les évolutions technologiques prévisibles ;
- La nécessaire redéfinition des relations entre producteurs et créateurs ;
- L'instauration de nouvelles pratiques sociales et leur interférence avec l'évolution des médias ;
- L'évolution de l'information.

### Une nouvelle forme d'écriture

**1. Les évolutions prévisibles**  
La jonction entre les moyens audiovisuels, la télématique et les technologies de l'information et de la commande devrait aller globalement dans le sens d'un développement qualitatif d'une amélioration qualitative des transmissions de message et de l'ouverture de nouvelles possibilités esthétiques. La généralisation du câblage et de la diffusion par satellites, la création de réseaux planétaires de diffusion, la multiplication des canaux et des styles de programme, la télévision haute définition associée au Compact Disc interactif, à la carte télé interactive, au téléphone de poche, etc. (1), toutes ces mutations technologiques infléchiront à court terme l'actuel rapport de passivité aux médias audiovisuels. La diversification possible des choix, les possibilités d'entrée dans de multiples banques de don-

nées et d'images amorceront une réappropriation et une resingularisation des programmes personnels. L'écran télévisuel comme instrument d'échange, d'interactivité, de concertation, d'activités festives prendra peu à peu une nouvelle place dans la vie individuelle, familiale, l'éducation, la culture, l'activité professionnelle. A terme, la révolution informatique pourra conduire à de nouvelles façons de penser, de sentir le monde, de vivre la société, d'inventer les arts et les sciences.

Pierre Lévy estime, pour sa part (2), qu'on est en train d'assister à la naissance d'une nouvelle forme d'écriture, qu'il qualifie d'«idéographie dynamique» représentant une rupture peut-être encore plus grande que celle de l'imprimerie au quinzième siècle. La linéarité de l'écriture informatique s'ouvre sur divers «hypertextes» avec lesquels le lecteur entre en dialogue, elle permet l'établissement de rapports avec de multiples interlocuteurs. Mais toutes ces mutations sont aujourd'hui du ressort exclusif des chercheurs et des techniciens qui travaillent à leur mise au point et il semble nécessaire que le plus large débat puisse s'engager avec leurs différents collègues : les enseignants, les collectivités locales, etc.

**2. La nécessaire redéfinition des relations entre producteurs et créateurs**

Toutes les disciplines artistiques sont interpellées par la révolution informatique-médiatique. Déjà, de grands peintres comme Matta ont réalisé des œuvres remarquables avec la «palette graphique». Mais, lorsque l'on songe aux possibilités immenses d'être rapportés aux domaines vidéo-cinématographiques et photographiques, on s'interroge sur les remaniements nécessaires des professions concernées. En France, le cinéma d'auteur a failli mourir avant la venue de la gauche au pouvoir. L'intervention de l'État fut maintenue en vie et aussi le rôle des producteurs bancaires comme les SOFICA. Mais il reste à créer les conditions permettant qu'une véritable recherche cinématographique puisse exister. Les écoles de cinéma, les cinémathèques, l'Institut national audiovisuel devraient être repensés dans un rapport plus organique avec les créateurs, les producteurs, les «consommateurs», les tutelles et la recherche technologique.

La création est enserrée comme dans une pince entre le public et le privé, qui ni l'un ni l'autre ne lui garantissent une vraie liberté. Il serait indispensable, pour sortir de cette alternative en impasse, de promouvoir un nouveau type d'organisme de production, adossé au privé, adossé à l'État, mais directement géré par les créateurs et véritablement libre et responsable de ses projets.

**3. L'instauration de nouvelles pratiques sociales et leur interférence avec l'évolution des médias**

On ne peut attendre des répercussions positives des nouvelles technologies qu'à la condition que celles-ci soient assumées à partir de pratiques créatives individuelles et collectives. A cet égard, il est intéressant de considérer les champs d'application du dispositif télématique Minitel dans diverses directions publicitaires, associatives, voire libidinales avec le

«Minitel rose». Les promoteurs de ces dispositifs n'avaient pas prévu les utilisations «détournées» qui devaient en être faites. Ce genre de rencontre entre une technologie et ses utilisateurs ne s'opère généralement qu'après son lancement sur le marché ; il paraît souhaitable qu'elle soit aussi aménagée, dans la mesure du possible, en amont de sa mise au point définitive, alors qu'il est encore temps d'infléchir sa définition et ses standards. C'est à ce niveau que toute une politique d'échange, d'étude, d'expérimentation et de prospective mériterait de passer dans les mœurs. Des enseignants, des chercheurs, des travailleurs de la santé, de l'urbanisme - en particulier pour ce qui concerne le développement social des quartiers - des écologistes et d'autres sont potentiellement partie prenante des évolutions technologiques à venir.

Il serait essentiel, comme dans le domaine de l'art, que soit posée la question de la connaissance du public l'état des travaux de la recherche et des cellules prospectives des diverses entreprises concourant à ces évolutions. Ici, la protection du secret industriel doit trouver ses limites, qui sont celles d'un principe éthique de base, à savoir que les recherches dont les résultats impliquent le sort de tous doivent être portées à la connaissance de tous. Cela paraît évident dans le domaine de la biologie, cela ne l'est pas moins dans les domaines des médias, de la télématique et de l'informatique.

### Une éducation à refaire

**4. L'évolution de l'information**  
La guerre du Golfe a révélé l'ampleur et les limites de la mondialisation de l'information. Des commentaires sur les événements, agrémentés de très peu d'images, mais en direct, en temps réel, ont mobilisé des centaines de millions d'individus jusqu'à un point de fascination qui confinait à la névrose. Mais, en contrepartie, la vérification de l'information et son interprétation ont été systématiquement contrôlés et manipulés par l'autocratie militaire.

Déjà, les événements de Timor, en Roumanie, avaient été imbriqués avec une manipulation médiatique des plus cyniques. A ce niveau, il semble nécessaire d'instituer une sorte d'équivalent des pouvoirs judiciaires. Des commissions nationales et internationales d'éthique des médias devraient garantir que les abus en la matière pourraient être, sinon sanctionnés, du moins pointés en toute clarté à l'attention du public. En France, les télévisions ne sont plus sous la tutelle directe des instances étatiques et politiques. Mais, à l'intérieur de leur chaîne, les journalistes demeurent assujettis à leur direction et très souvent pratiquent une autocensure, une soumission à l'opinion régnante. Il y a beaucoup à faire pour aboutir à une véritable démocratisation de l'information qui passe par la démythification du mythe de l'«information objective». Les faits, quels qu'ils soient, sont sujets aux interprétations les plus diverses. Seule une problématisation collective menée avec constance et largeur d'esprit peut conduire à des évaluations convenables. Pour cela, il est nécessaire d'en finir avec la pratique

suggestive et simplificatrice de la pensée et de l'image «clip». Toute une éducation du public est à faire qu'à rebelle, il en va de l'avenir des institutions démocratiques.

Les médias, les nouveaux moyens télématiques et informatiques produisent une part importante de la subjectivité de notre temps. Leur gestion, leur capacité à s'adapter au bien public devraient devenir l'affaire de tous : des individus, des associations, des partis, des États, des institutions internationales. La détermination du contenu véhiculé par les médias ne peut être abandonnée au simple jeu du marché publicitaire, des sondages, des indices de taux d'écoute (Audimat). De même que l'événement du tiers-monde et des équilibres écologiques de la planète ne peuvent être laissés à la libre disposition des lobbies contrôlant le marché des matières premières, de même qu'il convient de penser la croissance urbaine et les ressorts de la poussée démographique, de même l'avenir des médias et des nouvelles technologies de communication doit devenir un enjeu primordial des débats démocratiques et de la concertation internationale. Il ne s'agit pas de retourner en arrière, de revenir à des télévisions d'État, de promouvoir une censure tatillonne, mais d'aménager au mieux l'entrée dans ce que j'ai appelé une ère post-média.

Comment concilier le goût du grand nombre, des impératifs d'information et de formation et les légitimes aspirations à l'expression de minorités culturelles ? C'est la question d'une redéfinition d'une démocratie, sociale articulant le pouvoir du consensus et le droit au dissensus à la différence, à la singularité, qui se trouve posée. Il n'y a pas de destin en la matière, de causalité linéaire, d'entropie incontournable. Des moyens nouveaux sont à portée de main. Mais seule une volonté collective, l'affirmation de nouvelles finalités sociales, éthiques et culturelles, associées à une multitude d'initiatives, d'expérimentations, pourront y parvenir.

Les relations internationales devraient donc être beaucoup plus concernées qu'elles ne le sont actuellement par ces questions. Les médias peuvent œuvrer pour le meilleur comme pour le pire. Ils peuvent contribuer à reformer sur eux-mêmes les individus et les collectivités. Ils peuvent au contraire les ouvrir à l'entraide, à la passion de la connaissance de l'autre, ils peuvent les libérer du racisme, de la xénophobie. La question de l'éthique des médias et de l'orientation prospective de nouvelles technologies de communication, d'intelligence artificielle et de commande constitue, avec la problématique écologique, un des deux axes de recomposition d'une pensée des progrès pour la planète d'aujourd'hui.

(1) *Les Rendez-vous du futur*, de Joël de Rosnay, Ed. Fayard, 1991.

(2) *Les Technologies de l'Intelligence*, de Pierre Lévy, Ed. La Découverte.

► Félix Guattari est psychanalyste et philosophe. Il est l'auteur avec Gilles Deleuze de *Qu'est-ce que la philosophie ?* (éditions de Minuit). Ce texte a fait l'objet d'une communication au colloque des «convergences franco-japonaises».

**ALTERNANCES**  
DANS VOS KIOSQUES LE 6 NOVEMBRE 1991

**ALTERNANCES**

**CONFÉRENCE DE LA PAIX**



N° 9 - 21 F  
BIMENSUEL  
6 NOVEMBRE 1991

CANIER SPÉCIAL  
8 PAGES

### Témoignage

## Philippe Serre, un isolé chaleureux

par Léo Hamon

Le Monde daté 28-30 septembre a informé ses lecteurs du décès de Philippe Serre, qui a été un symbole pour toute une génération, celle qui s'éleva à la vie politique dans les années 30 et mourra ensuite la Résistance.

Nous étions quelques-uns à connaître le très brillant candidat à l'agrégation de droit public codécouvert de Charles Espartero et René Capitant, et le Palais avait reconnu son immense talent d'orateur.

Catholique et démocrate fervent, tenant équilibre de la grande tradition du Sillon, pacifiste résolu, membre de la Jeune République, il se révéla à l'opinion en mettant en balottage à l'élection législative de Briey, François de Wendel, jusqu'à maître incontesté des lieux.

Il ouvrait, en effet, une possibilité d'expression à des travailleurs soucieux de leur dignité et de leur personnalité, rabotés cependant par l'antidémocratie sous le marquis de gauche ; une brèche s'ouvrait, Philippe Serre fut élu à une autre

consultation, Georges Izard, futur académicien, fut lui aussi élu dans le même mouvement et le même département.

A la Chambre des députés, Philippe Serre mena une très forte campagne de sa démarche : il fut le premier, avec Paul Reynaud, à présenter et à défendre, au Palais-Bourbon, les idées d'un certain commandant de Gaulle sur les transformations nécessaires de l'armée française.

Quand vint le Front populaire, la Jeune République fut une des dix « grandes organisations » fondatrices et cela entra sans doute en ligne de compte pour que le notaire catholique Philippe Serre soit membre du deuxième gouvernement Léon Blum, en qualité de secrétaire d'État au travail.

Anti-murichois résolu, il fut au cœur de ces années un grand témoin de la présence chrétienne dans le regroupement que nous cherchions. Il ne nous a pas

déçu. Dans l'abdication de Vichy, il fut un des 80 « non » et quand on annonce le résultat du scrutin, il cria « Vive la République quand même » - exclamation qui allait devenir une des devises de notre Résistance.

A l'Assemblée consultative provisoire, en 1944, les nouveaux venus de la Résistance, dont l'état retrouvaient les 80 dont était Philippe Serre... Il se révéla maître dans la France politique d'après-guerre où il avait cependant tant de titres à être une figure de proue. A ce catholique très late, le MRP appert comme trop confessionnel et menacé de devenir conservateur, tandis qu'il refusait la machine trop souvent impersonnelle et à sa manière, titulle, du Parti socialiste.

Intéligent, talentueux, chaleureux - attentif aux grandes causes d'humanité - il demeura un homme, un témoin dans un monde et un temps devenus ceux des « machines » de parti.



TURQUIE : la rentrée parlementaire

## M. Suleyman Demirel veut obtenir la destitution du président Ozal

Sous l'impulsion de M. Suleyman Demirel, dirigeant du Parti de la juste voie, qui s'emploie à former un gouvernement de coalition, les partis vainqueurs des élections législatives du 20 octobre (le Monde du 22 octobre) se sont mis d'accord, lundi 4 novembre, pour tenter d'obtenir la destitution du président de la République, M. Turgut Ozal, par le vote d'un amendement constitutionnel au Parlement, qui fait sa rentrée mercredi.

ANKARA

de notre correspondant

M. Demirel, le futur premier ministre, a repris sa croisière contre le président Ozal, qu'il a juré de faire tomber avant la fin de son mandat, en 1996. Après une journée de consultations avec les dirigeants des quatre partis représentés au Parlement, M. Demirel a indiqué qu'il était arrivé à une entente de principe avec le Parti populiste, social-démocrate (SHP), de M. Erdal Inonu et le Parti de la prospérité (RP) de M. Necmettin Erbakan, qui regroupent les islamistes et les nationalistes. M. Demirel évoquait ainsi, implicitement, la possibilité d'une coalition tripartite. « Nous sommes prêts à offrir notre aide pour obtenir un changement de président, et assurer que la présidence se

conforme au système parlementaire », a déclaré M. Inonu.

Afin d'être en mesure de tenir sa promesse électorale - écarter M. Ozal, son rival de longue date, par le biais d'un amendement à la Constitution - M. Demirel, dont le parti a obtenu 178 des 450 sièges de l'Assemblée, a besoin du soutien des deux tiers du Parlement. Les 62 sièges obtenus par les islamistes et les nationalistes du Parti de la prospérité, ajoutés aux 88 sièges des sociaux-démocrates, lui permettraient de dépasser le chiffre fatidique des 300 voix nécessaires.

Des partenaires mal assortis

Le premier ministre sortant, M. Mesut Yilmaz, a condamné les efforts de M. Demirel pour démettre M. Ozal, fondateur du Parti de la juste voie (ANAP) - battu au scrutin législatif d'octobre - et annoncé que le comité exécutif de l'ANAP, qui détient 115 sièges au Parlement, avait décidé à l'unanimité de ne pas participer à un gouvernement de coalition. « Le Parti de la juste voie ne peut pas appuyer des propositions qui ne font qu'ajouter de nouveaux problèmes à l'agenda déjà chargé de la Turquie », a déclaré M. Yilmaz, ajoutant : « M. Ozal a été élu légalement, ce fait est incontestable. »

La nouvelle Assemblée nationale, qui aura la lourde responsabilité de décider du sort du chef de l'Etat, se réunit pour la pre-

mière fois mercredi (1). Le lendemain, M. Demirel - s'il décide d'accepter l'invitation de M. Ozal, qu'il boycotte depuis son accession à la présidence - se rendra au palais présidentiel de Cankaya pour discuter la formation du nouveau gouvernement.

Vieux renard de la politique turque, M. Demirel est célèbre pour ses revirements inattendus. Mais les trois alliés potentiels de la coalition envisagée sont des partenaires mal assortis : les sociaux-démocrates sont fidèles à la tradition laïque du kémalisme ; le Parti de la prospérité représente les intégristes, qui tournent le dos à l'Occident, et les ultranationalistes de M. Alpaslan Tirkles ; le parti conservateur de droite de M. Demirel prône une économie de marché... C'est pourquoi l'éventualité d'une telle alliance inquiète aussi bien les militaires - qui seraient ainsi réapparaître à la tête du pays les politiciens qu'ils avaient renversés en 1971 et 1980 - que les alliés occidentaux de la Turquie - et une grande partie de la population - en particulier dans les grandes villes - qui ne garde pas un bon souvenir des coalitions fragiles des années 70 et de l'anarchie qui s'ensuivit.

NICOLE POPE

(1) Quatre sièges parlementaires de la ville d'Adiyaman, dont l'attribution au parti populiste social-démocrate a été contestée, restent en suspens jusqu'à la publication par le comité électoral des résultats officiels définitifs.

YUGOSLAVIE : nouvelle séance plénière de la conférence de La Haye

## La Serbie rejette le plan européen mais veut poursuivre les négociations

La Serbie a rejeté, lundi 4 novembre, le nouveau plan de paix pour la Yougoslavie que la CEE devait soumettre, mardi à La Haye, aux présidents des six Républiques et aux membres de la présidence collégiale. Toutefois, Belgrade entend poursuivre les négociations. En Croatie, les combats se sont intensifiés : ils ont fait au moins soixante-dix morts ces deux derniers jours. L'armée fédérale a notamment bombardé les environs de Dubrovnik et les villes de Vukovar et d'Osijek, en Slavonie.

Le plan de règlement de la crise yougoslave qui devait être présenté, mardi 5 novembre, à La Haye est « inacceptable pour la Serbie », a déclaré, lundi soir, le vice-président du Parlement serbe, M. Pavic Obradovic, à l'agence Tanjug, mais, a-t-il ajouté, « cela ne signifie pas que la Serbie ferme la porte à l'Europe et que les négociations pour un règlement de la crise yougoslave ne vont pas se poursuivre ». Belgrade avait été mise en demeure par la CEE d'accepter ce plan sous peine de faire l'objet de sanctions économiques. La Serbie reproche principalement aux médiateurs européens de vouloir « contourner » la Yougoslavie en tant qu'Etat de droit et de négliger les positions des Républiques qui souhaitent continuer à vivre ensemble dans un Etat commun fédéral. Elle fait allusion au Monténégro et aux communautés minoritaires serbes de Croatie, de Bosnie-Herzégovine et de Macédoine.

« Malgré sa volonté de chercher une solution pacifique à la crise yougoslave et de poursuivre les négociations, la Serbie ne peut accepter la nouvelle version qui lui a été proposée de documents de La Haye, dans la mesure où ils violent les bases mêmes du droit international, les documents de la CSCE [Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe], la charte de Paris et jusqu'aux normes élémentaires de l'éthique », avait déclaré le même jour à Belgrade, M. Miljko Markovic, vice-président du Parti socialiste serbe (au pouvoir), cité par l'agence Tanjug. Selon notre correspondant à La Haye, Christian Chartier, les Douze devaient présenter une version modifiée de leur plan de paix, plus « souple » à l'égard de la Serbie.

« Offensive finale » contre Vukovar

« L'offensive finale contre Vukovar est en cours », ont annoncé des sources militaires fédérales à l'agence Tanjug, en affirmant que les combats des deux derniers jours ont fait cinquante morts parmi les combattants croates de cette ville de l'est de la Croatie (150 km à l'ouest de Belgrade), assiégée depuis soixante-quinze jours par l'armée. Après avoir fait débarquer des troupes par le Danube, qui borde Vukovar, l'armée yougoslave contrôle désormais

la moitié de la ville. Cité autrefois prospère de 50 000 habitants, Vukovar ne compte plus que 13 000 personnes, dont 2 000 enfants. Les conditions de vie y sont précaires. De nombreux bâtiments sont ravagés par les pilonnages qui rythment les journées depuis août. La nourriture commence à manquer et les médecins sont obligés d'opérer les blessés sans anesthésie.

« La Croatie n'a pas fait tout ce qu'elle a pu », s'insurge M. Milan Dedakovic, commandant des forces croates locales. « La mobilisation n'a pas été effectuée sur l'ensemble du territoire. Pensez au potentiel humain que cela pourrait être. » Il accuse les Douze qui « ne se soucient même pas de savoir s'il y a dix mille ou un million de victimes. Ils ne font rien ». Malgré plusieurs tentatives de la CEE, un seul convoi humanitaire a pu entrer dans la ville en deux mois de siège et évacuer 109 blessés graves.

A Vienne, le ministre croate de l'Information, M. Branko Salaj, n'a pas caché son pessimisme sur le sort de Vukovar. « Nous faisons ce que nous pouvons, mais il y a des faits simples dans la vie que nous devons prendre en compte. Nous n'avons pas d'aviation et ils en ont. Nous n'avons pas d'artillerie lourde et ils en ont. Nous n'avons pas les missiles qu'ils ont. » De violents combats ont également eu lieu à Osijek où les affrontements avaient fait dimanche onze morts et soixante-dix blessés, selon le journal *Vecernje Novosti* de Belgrade et l'agence croate Hina. L'armée yougoslave a poursuivi son avancée vers Zagreb en occupant les faubourgs de Sunja, une ville située à 60 km au sud de la capitale croate.

Près de 20 000 Serbes de Croatie fuient actuellement vers la République voisine de Bosnie-Herzégovine et près de 5 000 sont

arrivés lundi à Banja-Luka (Bosnie-Herzégovine), leurs villages ayant été incendiés par les troupes croates, a indiqué l'agence Tanjug. Le convoi des réfugiés, qui s'étire sur une quinzaine de kilomètres, transporte des Serbes habitant la région de Daruvar (200 km à l'est de Zagreb) où quelque 20 000 Croates, selon l'armée yougoslave, sont passés à l'offensive.

La Radio croate a indiqué, de son côté, que cet exode a été provoqué à dessein par les autonomistes serbes et l'armée yougoslave. Un garde national croate et un civil ont été tués et quatre autres personnes blessées, lundi, au cours d'un bombardement par l'armée sur Dubrovnik (côte adriatique) où les duels d'artillerie et les échanges de tirs de mitrailleuse entre Croates et militaires fédéraux ont duré plusieurs heures. - (AFP, Reuters)

□ L'armée annonce la mort d'un général. - Le général Mladen Bralic, commandant du corps d'armée de Novi-Sad, en Voïvodine, l'un des responsables de l'opération lancée contre Vukovar, a été tué au cours de combats en Croatie lundi « alors qu'il se trouvait en première ligne », selon un communiqué du ministère de la défense. - (AFP)

□ ALLEMAGNE : interdiction de deux marches nazi. - Le général Mladen Bralic, commandant du corps d'armée de Novi-Sad, en Voïvodine, l'un des responsables de l'opération lancée contre Vukovar, a été tué au cours de combats en Croatie lundi « alors qu'il se trouvait en première ligne », selon un communiqué du ministère de la défense. - (AFP)

## AFRIQUE

AFRIQUE-DU-SUD : plus de trois millions de personnes en grève

## Syndicats et mouvements d'opposition ont prouvé leur capacité de mobilisation

Plus de trois millions de personnes, soit environ 80 % des salariés, ont suivi lundi 4 novembre un appel à une grève générale de deux jours, lancé par le Congrès sud-africain des syndicats (COSATU), pour protester contre l'instauration de la TVA, qui s'est substituée le 1<sup>er</sup> octobre à une taxe générale sur les services.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'action syndicale engagée contre la TVA est mobilisatrice. Son instauration aurait entraîné une hausse du coût de la vie de 5 %. Les Sud-Africains sentent l'effet du nouveau système, qui touche des secteurs jusqu'alors exemptés de taxes, comme ceux de certains produits alimentaires de base et

des services médicaux. Mais le COSATU et les mouvements d'opposition extra-parlementaires, le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela, le Congrès panafricain (PAC) et l'Organisation du peuple d'Afrique (AZAPO), voulaient aussi démontrer leur capacité de bloquer la vie économique du pays. Une menace qu'ils brandissent et brandiront à nouveau s'ils ne sont pas associés aux décisions prises par Pretoria dans ce domaine.

« Le gouvernement n'a aucune légitimité pour prendre des décisions économiques au nom du peuple de ce pays », a déclaré lundi M. Jay Naidoo, en cours d'un rassemblement à Soweto. Le secrétaire général du COSATU, la puissante confédération syndicale, a appelé le gouvernement à geler les restructurations économiques et à accepter la création d'un « forum de négociations macro-économiques », où les syndicats, les

employeurs, les partis politiques et l'Etat seraient représentés. En cas de refus, « nous n'aurons d'autre choix que de lancer une vaste campagne d'actions de masse », a menacé Jay Naidoo.

Deux personnes ont été poignardées dans le Natal, vraisemblablement parce qu'elles allaient travailler. A Welkom, une petite ville minière de l'Etat libre d'Orange, des affrontements, dimanche, entre mineurs grévistes et « jaunes » ont fait une quinzaine de morts et une quarantaine de blessés, dont quatre dans un état grave (le Monde du 5 novembre). Ailleurs, peu d'incidents ont été enregistrés au cours de cette première journée de grève. Une centaine de personnes ont été arrêtées au cours de manifestations interdites, principalement à Johannesburg.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

CAMEROUN

## Échec de la concertation entre le gouvernement et l'opposition

Le gouvernement camerounais a une nouvelle fois rejeté, lundi 4 novembre, la demande de l'opposition d'organiser une conférence nationale. Les principaux partis d'opposition, qui assistent depuis mercredi à une réunion de concertation organisée par le gouvernement, n'y sont pas revenus lundi après-midi, pour protester contre le refus du premier ministre, M. Sadou Hagegeon, de prendre en compte leurs revendications. Le gouvernement souhaitait que cette réunion permette de débattre du code électoral des prochaines élections législatives et des modalités d'accès aux médias publics. La plupart des partis d'opposition ont demandé que l'ordre du jour soit élargi à une réforme de la Constitution et que la présidence de cette réunion soit assurée par une personnalité indépendante. Le premier ministre a répondu que l'ordre du jour avait été fixé par le chef de l'Etat et que les participants y étaient donc « liés ». Le président Paul Biya reste opposé à l'organisation d'une conférence nationale, malgré les grèves et les manifestations organisées par l'opposition depuis cinq mois. - (AFP, Reuters)

□ MAROC : les affrontements à l'université d'Orléans ont fait trois morts, selon un journal d'opposition. - Les violents affrontements qui ont éclaté à la mi-octobre à l'université d'Orléans, entre étudiants islamistes et étudiants d'extrême gauche, ont fait trois morts, parmi ces derniers, a rapporté lundi 4 novembre le quotidien socialiste d'opposition *El-Ichtrah*. Selon ce journal, « plusieurs ressortissants algériens » ont été arrêtés. - (AFP, Reuters)

□ TOGO : visite de M<sup>re</sup> Edwige Ayice à Lomé. - « La France poursuivra ses efforts de soutien à la démocratie au Togo », a affirmé M<sup>re</sup> Edwige Ayice, ministre de la coopération et du développement, lundi 4 novembre, à l'occasion d'une visite d'une journée à Lomé. Une dizaine d'instructeurs militaires français sont arrivés récemment à Lomé. - (AFP)

□ RWANDA : les attaques des rebelles continuent dans le Nord. - Les troupes gouvernementales rwandaises ont repoussé une attaque des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), dimanche 3 novembre, dans la région de Muvumba, dans le nord du pays, a annoncé le radio d'Etat rwandais, précisant qu'il s'agissait de la deuxième attaque en moins d'une semaine. - (AFP)

## LA COULEUR DES IDÉES

Collection dirigée par Jean-Luc Giribone, Jean-Pierre Dupuy et Olivier Mongin

Editions du Seuil

كتاب في الفكر



هذا من اجل

4 Le Monde • Mercredi 6 novembre 1991 •

## LA CONFÉRENCE SUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

### Le président Bush affirme qu'« il reste beaucoup de chemin à parcourir »

Le président George Bush s'est déclaré relativement optimiste, lundi 4 novembre, à propos de l'évolution des négociations sur la paix au Proche-Orient. Mais il a préféré se montrer prudent : « Il nous reste beaucoup de chemin à parcourir et des interruptions auront probablement lieu », a-t-il dit, selon son porte-parole, M. Marlin Fitzwater. D'après le porte-parole américain, le président a estimé, après s'être entretenu avec le secrétaire d'Etat James Baker, que « les négociations progressent bien » et que « les réunions ont ouvert une nouvelle voie en établissant une nouvelle base pour l'examen des problèmes du Proche-Orient ».

Interrogé sur les « interruptions » auxquelles M. Bush a fait allusion, le porte-parole a expliqué que le président et M. Baker « veulent être prêts à toute éventualité et ne pas être pris trop rapidement ». « C'est un processus et il existe dans la politique américaine des choses qui nous sont étrangères et nous les combattons. Le premier ministre a eu l'occasion de s'assurer que les gens ne se découragent

pas si quelque chose comme ça arrive », a-t-il ajouté.

À Jérusalem, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a affirmé lundi que « l'intifada doit cesser, mais pas la colonisation » par Israël des territoires occupés. « Ces deux choses n'ont aucun rapport », a-t-il souligné. Selon le chef du gouvernement, le Proche-Orient après la conférence de Madrid « est encore le même ». « Certes, le Proche-Orient s'est engagé sur une voie historique. S'il est prouvé qu'il continue de l'emprunter et que nous aboutissons à la conclusion d'accords de paix avec des Etats de la région, alors seulement nous pourrions affirmer que le Proche-Orient a changé », a-t-il poursuivi. M. Shamir, qui se rendra dans deux semaines aux Etats-Unis, a affirmé : « Même entre amis, il y a des différends, et il existe dans la politique américaine des choses qui nous sont étrangères et nous les combattons. Le premier ministre a eu l'occasion de s'assurer que les gens ne se découragent

pas si quelque chose comme ça arrive », a-t-il ajouté.

« Grèce Israël ». « Je vais aux pourparlers de paix avec la foi qu'il ne faut renoncer à aucune partie d'Eretz Israël, et je m'efforcerai de faire en sorte que la paix ne soit pas atteinte à cette fois, ni aux besoins du pays », a-t-il dit.

« L'intensification par Israël des implantations, son refus de se retirer des territoires occupés et les préparatifs qu'il mène en vue d'une vaste agression contre le Liban » témoignent des « véritables intentions agressives et expansionnistes sionistes », affirme le journal.

À Washington, la chaîne américaine NBC a diffusé un entretien avec M. Yasser Arafat au cours duquel ce dernier exprime l'espoir que le processus de paix engagé à Madrid puisse se poursuivre de façon « très positive ». « Jusqu'à maintenant, a dit le chef de l'OLP, nous considérons qu'il va dans un sens très positif. » « Je suis sûr, a-t-il ajouté, que nous avons un intermédiaire honnête. M. Baker finira par trouver une solution » pour la continuation des pourparlers, dont le lieu et la date ne sont pas fixés. (AFP, AP, Reuters)



### Israël développe ses implantations sur le Golan

JÉRUSALEM  
correspondance

Trente-deux implantations, dans lesquelles vivent près de douze mille habitants, existaient déjà sur le plateau du Golan. Il y en a désormais une trentaine de plus, dont six personnes, pour la plupart des nouveaux immigrants d'URSS. Kéla, qui était jusqu'ici un camp militaire, a été inauguré, lundi 4 novembre, en tant que localité civile en présence de quatre cents habitants du plateau ainsi que de trois ministres du camp des « durs » du gouvernement et de nombreux journalistes. Car il s'agissait, avant tout, d'une opération médiatique au moment où des négociations sont engagées entre Israël et la Syrie avec, pour enjeu principal, le Golan, occupé depuis 1967 et « annexé » en 1981.

d'Israël. Quant au gouvernement, il semble bien déterminé à donner un coup de fouet au développement de cette région, mais dans la discrétion et sans pas de manière trop agressive, comme le font les ministres d'extrême droite.

D'importants crédits sont déboursés depuis des mois, des travaux d'infrastructure et de construction sont entrepris dans toutes les implantations. Mille cinq cents logements seront achevés d'ici la fin 1992. Ainsi, à Kéla, la nouvelle implantation, des fonds sont prévus pour la mise en chantier de trois cents unités de logements.

HENRI BAINVOL

### Les Palestiniens existent, les Israéliens les ont rencontrés

par Francis Comu

COMME pour tempérer l'étonnante impression de satisfaction laissée par les négociations des deux bords après la réunion « israélo-palestinienne » de la veille à Madrid, M. Itzhak Shamir a jugé nécessaire de déclarer, lundi 4 novembre à Jérusalem, que son gouvernement « n'accepte pas que la paix américaine fasse pousser de mauvaises herbes telles qu'un Etat palestinien ».

Devant la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, le premier ministre s'est réaffirmé qu'il n'entendait « renoncer à aucune partie d'Eretz Israël » - la « terre » d'un pays qui, selon lui et les siens, va de la Méditerranée au Jourdain, incluant la Cisjordanie - et il a démenti des informations parues dans la presse israélienne selon lesquelles la délégation israélienne devait se scinder en deux parties indépendantes lors des négociations à venir. Cette dernière précision n'était sans doute pas inutile, tant les délégués israéliens avaient perdu, dimanche, avoir « oublié » la partie jordanienne en donnant le sentiment de n'avoir, en affaire qu'aux représentants palestiniens.

Mais personne ne s'y est trompé, Israël a franchi un grand pas à Madrid lorsque ses délégués ont souligné l'importance de leur première rencontre directe avec leurs interlocuteurs palestiniens, s'accordant avec ces derniers à reconnaître la « bonne atmosphère » de la réunion, l'aspect « positif » et « sérieux » de la discussion. Le porte-parole israélien a même indiqué que « plai-

series », « bons mots » et « rires » avaient été échangés. Quelle différence avec l'attitude de froide réserve manifestée de part et d'autre à l'ouverture de la conférence.

Certes, cette bonne humeur affichée à quelques chose de tactique. Les Israéliens n'ont-ils pas toujours exigé des pourparlers séparés que les Arabes n'avaient jusqu'alors cessé de leur refuser ? L'Etat hébreu, dimanche, obtenait enfin gain de cause sur ce point. Il s'agissait aussi de faire pièce à la position « dure » de la Syrie, qui persistait à montrer de très fortes réticences à ce type de contacts.

Toutefois, que de chemin parcouru, en quelques jours, du côté israélien ! Les délégués palestiniens, avec qui la discussion a été entamée dimanche, ne venaient-ils pas, par la voix de leur chef, jeudi, de rappeler leur volonté de fonder un Etat palestinien et de se référer ouvertement à l'autorité de l'OLP ?

L'évocation de la « direction » de l'OLP

Dimanche soir, un député de l'opposition de gauche à la Knesset n'a pas manqué de faire valoir ce changement avec ironie : il a déposé plainte contre la délégation israélienne, l'accusant d'avoir violé la loi prohibant tout rapport avec l'OLP, une loi au nom de laquelle le ministre israélien Abie Nathan a encore été récemment condamné à une peine d'emprisonnement ferme.

Il faut se souvenir que, pendant des mois, le gouvernement israélien s'est battu pour limiter le rôle de l'OLP. Les Israéliens ne pouvaient pas ignorer que des membres de l'OLP étaient présents dans les coulisses de la conférence pour assurer la coordination, et qu'une « délégation-bis », constituée de Palestiniens exclus, à la demande d'Israël, de la représentation officielle, avait également fait le voyage de Madrid, avec, parmi eux, M. Hussein (le Monde du 24 octobre).

De toute façon, Israël avait déjà fait une concession majeure de procédure en acceptant que M. Abdel Chafi dispose d'un temps de parole égal à celui du ministre jordanien des affaires étrangères et obtienne ainsi, pratiquement, un statut comparable à celui des autres chefs de délégations. De la sorte, il était spécifiquement démontré que le principe de la « fusion » des représentants palestiniens au sein de la délégation jordanienne relevait de la pure fiction, malgré l'insistance préalable des Israéliens

représentation palestinienne, en faisant en sorte non seulement qu'il n'y ait pas de délégation palestinienne distincte de celle de la Jordanie mais encore que soient écartées des personnalités de Jérusalem-Est - comme M. Fayçal Hussein, pourtant principal interlocuteur de M. James Baker - ou des gens de l'« extérieur » des territoires occupés, notamment parce que ceux-ci étaient supposés être plus directement sous la coupe de l'OLP.

La semaine dernière, les Israéliens avaient vivement contesté la présence à la table de la conférence de M. Saeb Orlakat, qui avait prévenu qu'il serait à ce titre de l'OLP. Et ils avaient menacé de quitter la salle si ce délégué ou un autre se réclamait de la centrale palestinienne.

Tous ces efforts se sont finalement révélés assez vains. Les délégués israéliens, M. Shamir à leur tête, sont restés à leur place - face à M. Orlakat - quand M. Haidar Abdel Chafi, dans son discours en séance plénière, a parlé de la « direction » de l'OLP et fait de « claires allusions » au mandat accordé par cette organisation aux représentants palestiniens à Madrid.

Les Israéliens ne pouvaient pas ignorer que des membres de l'OLP étaient présents dans les coulisses de la conférence pour assurer la coordination, et qu'une « délégation-bis », constituée de Palestiniens exclus, à la demande d'Israël, de la représentation officielle, avait également fait le voyage de Madrid, avec, parmi eux, M. Hussein (le Monde du 24 octobre).

De toute façon, Israël avait déjà fait une concession majeure de procédure en acceptant que M. Abdel Chafi dispose d'un temps de parole égal à celui du ministre jordanien des affaires étrangères et obtienne ainsi, pratiquement, un statut comparable à celui des autres chefs de délégations. De la sorte, il était spécifiquement démontré que le principe de la « fusion » des représentants palestiniens au sein de la délégation jordanienne relevait de la pure fiction, malgré l'insistance préalable des Israéliens

pour préserver au moins les apparences.

Qu'ils le veulent ou non, les délégués israéliens ont achevé dimanche de « distinguer » leurs interlocuteurs palestiniens en soulignant le bon climat de leur rencontre, en dépit de tout ce qui les sépare. Cet aveu de satisfaction, calculé ou non, a presque valeur de légitimation. Pour les Palestiniens de l'« intérieur », en tout cas, Israël ne peut plus que tenter de maintenir, voire que valoir, une distinction entre ces derniers et l'OLP, bien qu'ils s'en réclament et bien que la « centrale » déclare leur faire confiance.

Le risque d'affronter les extrémistes

Les Israéliens semblent donc avoir enfin compris qu'on ne peut rechercher réellement la paix qu'avec ses véritables ennemis, quels qu'ils soient, et qu'on ne peut les choisir.

Il est vrai que, de leur côté, en s'essayant à la table de négociation, les Palestiniens ont, concrètement, confirmé leur acceptation de l'existence de l'Etat d'Israël et qu'ils viennent de faire, une fois de plus, une concession, de taille en admettant d'envisager une autonomie provisoire en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza, étape transitoire qu'ils n'avaient cessé de rejeter depuis que cette formule a été proposée en 1978 dans les accords israélo-égyptiens de Camp David.

Israéliens et Palestiniens ont fait à Madrid des efforts notables, même si leurs positions restent sur le fond inconciliables pour le moment. Ils ont déjà pris le risque de provoquer le colère des extrémistes des deux camps. Mais c'est la seule voie possible. Il semble que, sous la pression des Etats-Unis, chacun a décidé de faire assaut d'habileté manœuvrière en essayant de prendre l'autre au piège d'une relative modération. Mais cela vaut beaucoup mieux que la stérile et dangereuse confrontation des intransigeances. Tel est le changement intervenu à Madrid. C'est actuellement le seul résultat de la conférence, mais il n'en est pas moins important.

### La CEE refuse de lever ses sanctions contre la Libye

Les ministres des affaires étrangères des Douze ont refusé lundi 4 novembre de lever les sanctions imposées par la CEE à l'encontre de la Libye, tout en promettant aux cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA) - Algérie, Maroc, Mauritanie, Libye et Tunisie - de résoudre ce problème dans l'avenir.

Les chefs de la diplomatie des deux organisations, réunis pour débattre de l'intensification de leur coopération, n'ont pas éludé le dossier, devenu embarrassant depuis que la justice française a lancé le semiole dérogatoire, des mandats d'arrêt internationaux contre quatre hauts responsables libyens, dont le beau-frère du colonel Mouammar Kadhafi, recherché dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre un DC-10 d'UTA en 1989. « Cela a été discuté très franchement », a déclaré M. Hans van den Broek, ministre néerlandais des affaires étrangères, dont le pays préside la CEE jusqu'à la fin de l'année. La CEE avait décidé, en 1986, sa solidarité avec la Grande-Bretagne après la mort d'une femme policière tuée par un membre de l'ambassade de Libye

en plein centre de Londres, d'imposer certaines sanctions à l'égard de Tripoli : embargo sur les ventes d'armes, réduction du nombre de diplomates libyens en poste dans les pays de la Communauté et limitation de leurs déplacements, estimant que ce pays était impliqué dans le terrorisme international.

Au cours des derniers mois, la France et d'autres pays du sud de la Communauté s'étaient déclarés prêts à lever les sanctions pour entamer avec l'UMA un dialogue que les pays du Maghreb appellent de leurs vœux. Mais, pour Paris au moins, le lancement des mandats d'arrêt internationaux contre des personnalités libyennes a quelque peu changé les données du problème. Des diplomates britanniques ont, pour leur part, souligné que Londres ne changerait pas d'avis avant d'avoir reçu la preuve que Tripoli ne soutient plus des organisations terroristes. M. Ibrahim Bechari, ministre libyen des affaires étrangères, a estimé que, de toute façon, son pays ne souffrait pas de sanctions. « Les relations bilatérales se poursuivent », a-t-il ajouté. (AFP, AP, Reuters)

#### « Une bêtise politique » ?

Cette cérémonie d'inauguration était prévue pour le 29 octobre, la veille de l'ouverture de la conférence de Madrid. Le gouvernement avait alors fait pression sur les organisateurs pour la repousser de quelques jours afin de ne pas être accusé de « provocation ». Les trois ministres qui ont pris la parole au cours de la cérémonie ont, en tout cas, vu dans l'attitude des Syriens à Madrid une justification supplémentaire à la création de nouvelles implantations sur le Golan. « Le véritable promoteur, c'est le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charrak », a affirmé le ministre du logement, M. Ariel Sharon. Et, pour le ministre de l'Agriculture, M. Rappaport Eynan, « Kéla est la réponse israélienne au tyran de l'est » (le président Assad).

Cette cérémonie était-elle une « bêtise politique », comme l'ont affirmé des personnalités de la gauche israélienne ? En fait, le très actif lobby des localités du Golan a déjà recueilli les signatures de près de soixante-dix députés, sur cent vingt, contre « tout retrait du Golan, indispensable à la sécurité

□ Juifs et musulmans prient ensemble, à Paris, pour la paix au Proche-Orient. Pour le succès de la conférence de Madrid et la paix au Proche-Orient, des juifs et des musulmans ont prié ensemble, lundi soir 4 novembre, à la synagogue de la rue Gastan-de-Calla-vois à Paris (19). Cette rencontre était organisée par le Mouvement juif libéral de France (MJLF), le Bnei-Brit de France, l'association Identité et dialogue, avec des représentants de la Mosquée de Paris et de la Conférence mondiale des religions pour la paix.

### Dans la presse internationale

« The Washington Post » : Madrid est un succès. - « Compte tenu des difficultés rencontrées, l'étape madrilène du processus de paix au Proche-Orient doit être considérée comme un succès. Elle a été une nouvelle règle irréversible de rencontres diplomatiques directes entre les différentes parties, a officialisé la participation des Palestiniens, longtemps absents du débat, à un sommet d'Etats à la recherche de la paix. Elle a en outre engagé les participants même si des détails doivent être réglés, à mener des négociations bilatérales aboutissant à une conférence régionale. »

« The New York Times » : L'histoire en marche. - « Après les premières années d'entretiens, une interrogation plane sur la conférence de paix de Madrid : est-ce l'histoire en marche ou seulement des gentilhommes ? Les avis divergent sur cela. Certains croient que cela pourrait bien être un peu des deux. (...) C'était une chance idéale pour les dirigeants arabes et israéliens de tendre la main à leurs adversaires et d'essayer de redéfinir leurs attitudes. Au lieu de cela, ils se sont tendu la main et se sont égarés. (...) Parmi tous les participants, les représentants palestiniens, dont M. Abdel Chafi (...), ont montré les seuls signes discernables d'une nouvelle approche. (...) La plaisanterie circulait dans le hall de la conférence que, sur le papier glissé par M. Shamir à l'un de ses assistants lors du discours de M. Abdel Chafi, était écrit : « Nous avons fait une grosse erreur. Nous aurions dû laisser venir l'OLP. »

« The Wall Street Journal » : L'hypothèque syrienne. - « Les perspectives des futures négociations, dont les deux parties [les délégations israélienne et jordanienne-palestinienne] ont accepté le principe, pourraient être déformées par une action arabe violente. (...) L'échec de M. Haidar El Assad (le président syrien) pour faire aboutir sa principale revendication [la restitution du

Golan] pourrait inciter à saboter toute avancée vers une paix générale. Si le terrorisme est employé contre des israéliens jordanien et palestiniens, il faudrait en chercher l'origine à Damas. »

« The Times » : Un triomphe pour James Baker. - « Ce fut, malgré des hauts et des bas, un triomphe pour le secrétaire d'Etat américain James Baker. Après Madrid, la question de la date et du lieu où les Israéliens reprendront le dialogue avec les Arabes n'est pas résolue. Mais le fait que le processus de paix ne soit pas brisé permet l'espoir d'être raisonnablement optimiste. »

« The Financial Times » : Les Palestiniens premiers vainqueurs. - « Les Palestiniens sortent vainqueurs des premiers escarmouches dans ce qui promet d'être une négociation de longue haleine. (...) Ils ont su présenter à la communauté internationale ce qui apparaît raisonnablement comme la formulation la plus cohérente de leurs aspirations. Plus important encore, ils ont obtenu une place (...) dans un processus où les délégués charnels ne présagent pas forcément de son succès. (...) Les tensions entre les Israéliens et les Syriens pourraient bien devenir la pierre d'achoppement des efforts américains pour faire avancer le règlement du conflit. »

« The Observer » : L'esprit de bazar est nécessaire. - « Aussi longtemps que le secrétaire d'Etat James Baker, a supervisé les travaux de Madrid, la conférence sur la paix au Proche-Orient est demeurée sur les rails. Tout le monde se pose la question de savoir si cela continuera ainsi maintenant que les négociations sont censées devenir bilatérales et que M. Baker retourne à Washington. L'élément le plus encourageant, d'une manière surprenante, est peut-être la présence du premier ministre israélien Itzhak Shamir aux négociations. Sa position lors de la session inaugurale

fut aussi inébranlable que jamais. (...) Mais sa participation rend plus difficile pour Jérusalem un désaveu des négociations, tandis que sa présence sur la ligne de front peut permettre des concessions qui seraient inacceptables de la part d'une « calambre ». Les commentateurs se disputent sur l'opportunité de se retirer de la conférence. (...) Ce sont les participants ont besoin à présent simplement d'enlever le prix à débattre. »

« Die Welt » : Israël a marqué des points. - « La conférence avait commencé avec une inhabituelle démonstration d'unité arabe. Elle se poursuit par un nouveau cliquet entre les Arabes. Les Syriens restent à l'écart (...) « Nous voulons discuter avec les Israéliens », a déclaré un diplomate libanais à Die Welt. « Mais nos frères syriens nous ont dit de rester à l'hôtel et de regarder CNN. » Malgré tout, le processus madrilène conserve son élan. Les Jordaniens ont déclaré qu'ils pourraient aboutir à un accord de paix avec Israël dans « quelques semaines ». (...) Le trouble arabe a permis à Israël de marquer des points. Mais Baker a raison de contraindre les participants à dépasser ces querelles. »

« Süddeutsche Zeitung » : Réchauffement pour une paix froide. - « La paix ne doit effectivement pas rester un rêve, comme disait George Bush, la paix est possible. (...) Elle sera une paix froide, certes, un peu plus qu'un pacte de non-agression mais moins qu'un simple accord de conciliation. (...) Il y aura des chances pour une entente raisonnable entre Arabes et Israéliens compte tenu de deux éléments : une conjoncture internationale favorable et la capacité de James Baker à profiter de ces circonstances. (...) A Madrid, les bases ont été jetées sur lesquelles les futures générations pourront et devront s'appuyer. »



## DIPLOMATIE

Montée de la « fièvre européenne » en Grande-Bretagne

### Haro sur la monnaie unique

A mesure que la date du sommet de Maastricht (Pays-Bas) approche, les altercations se succèdent entre la Grande-Bretagne et la Commission européenne. Le premier ministre britannique reçoit de multiples mises en garde sur les dangers potentiels que ferait courir à la Grande-Bretagne la signature du traité instituant la monnaie unique.

LONDRES

de notre correspondant

Le dernier épisode de cette confrontation entre la Grande-Bretagne et la Commission européenne s'est déroulé lundi 4 novembre à Bruxelles lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze. Le représentant de la Grande-Bretagne, M. Douglas Hurd, a dénoncé le « souhait apparent de la commission d'exercer son influence dans chaque coin et recoin de la vie quotidienne », et souligné que les Britanniques sont hostiles à tout accroissement des pouvoirs de la commission. Son président, M. Jacques Delors, a répliqué que ces propos lui rappelaient ceux du représentant britannique à la conférence de Maastricht, en 1985 (avant la signature du traité de

Rome) qui avait déclaré : « Vous n'avez pas encore d'accord sur rien, et si vous vous mettez d'accord, cela (l'Europe) n'aura jamais lieu, et si cela a lieu, ce sera un désastre. »

Le débat européen a également été au centre du congrès de la confédération de l'industrie britannique (CBI, le patronat), qui se tient à Bournemouth. Son président, M. John Bannan, a conseillé à M. Major de ne pas signer un traité à Maastricht si celui-ci devait éliminer la règle du vote majoritaire par les gouvernements européens : « Si le prix est trop haut, ne signez pas. Si c'est un mauvais accord, allez-vous-en. »

Le ministre du commerce et de l'industrie, M. Peter Lilley, a rassuré le patron des patrons britanniques en soulignant que le gouvernement ne se laisserait pas influencer par ceux qui craignent de « manquer le train » européen.

L'approche de l'échéance de Maastricht accroît, d'autre part, les tensions au sein du Parti conservateur, partagé entre « européens » et adversaires du fédéralisme. Selon un sondage réalisé pour l'Evening Standard, 44,4 % des parlementaires des Tories sont favorables à un accord de la Grande-Bretagne au projet de la monnaie unique, et 51 % y sont hostiles. 75 % d'entre eux estiment normal qu'un référendum ait

lieu sur cette question. Une délégation de onze députés du Parti conservateur appartenant à la tendance « pro-européenne » a été reçue, lundi, par le premier ministre pour plaider en faveur d'une « négociation constructive » à Maastricht, alors que pour le porte-parole des antifédéralistes, M. Norman Tebbit, « ce n'est pas du nationalisme, mais du patriotisme » que de combattre le traité sur la monnaie unique.

Pour sa part, M. Nigel Lawson, ancien chancelier de l'Echiquier, a estimé qu'un « non » de la Grande-Bretagne serait inutile parce qu'il n'empêcherait pas ses partenaires d'aller de l'avant dans la construction européenne. Dans un article publié par l'Evening Standard, il se déclare cependant hostile à la création de la monnaie unique, estimant que celle-ci équivaut à la négation de l'identité nationale, et entraînant les « manifestations les plus détestables du nationalisme ». « Rien ne pourrait mieux encourager le nationalisme en puissance du Front national de M. Le Pen en France, et cela de mouvements similaires dans d'autres pays de la Communauté », souligne M. Lawson, que la création d'une union politique et monétaire complète.

LAURENT ZECCHINI

### L'administration Bush demande au Sénat une ratification rapide du traité CFE

L'administration Bush a demandé, lundi 4 novembre, au Sénat, de ratifier dans les meilleurs délais le traité sur les forces conventionnelles en Europe (CFE), en dépit des incertitudes sur la composition future de l'Union soviétique.

Le traité CFE, signé par vingt-deux pays en novembre 1990, réduit les forces conventionnelles stationnées sur le théâtre européen à leur plus faible niveau des cinquante dernières années. La ratification par le Sénat américain semble acquise en dépit des questions soulevées par certains parlementaires sur son opportunité dans le contexte actuel en URSS.

Le sénateur démocrate Al Gore (Tennessee) s'est dit en faveur d'un report de la ratification à l'année prochaine pour permettre aux Etats-Unis d'observer l'évolution dans les Républiques soviétiques ayant indiqué qu'elles souhaitent devenir des Etats indépendants, comme l'Ukraine.

Le sénateur démocrate, Sam Nunn (Géorgie), président de la commission sur les services armés, s'est pour sa part déclaré préoccupé par le fait que des Républiques russes comme l'Ukraine ou la Biélorussie pourraient décider de lever leurs propres armées, dont les effectifs ne seraient pas comptabilisés par le traité. (AFP)

Le règlement du contentieux avec la France

### L'Iran attend M. Dumas en décembre

Le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mahmoud Vaezi, a affirmé lundi 4 novembre que les documents portant sur le règlement du contentieux franco-iranien seraient signés « le mois prochain » à Téhéran, en présence du chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas.

Téhéran avait déjà annoncé précédemment cette visite de M. Dumas pour le mois de novembre. Au Quai d'Orsay, on ne confirmait pas cette information mardi et l'on affirmait que les modalités et la date de la signature n'étaient pas fixées. Il est vraisemblable que cette visite, sujette à controverse en France, ne sera annoncée qu'au dernier moment.

Rendant compte de ses négociations avec la France, M. Vaezi, qui négocie depuis l'arrestation de son fils pour la partie iranienne, a affirmé que le règlement concernait « cinq dossiers », seize articles et vingt appendices. L'accord réglerait le contentieux, vieux de douze ans, et été paraphé récemment à Paris.

Deux dossiers concernent le prêt Eurodif de 1 milliard de dollars, octroyé en 1974 par l'Iran au chah au Commissariat français pour l'énergie atomique pour la construction d'une usine d'enrichissement d'uranium dans le cadre du programme multilatéral Eurodif. La France a déjà réglé 630 millions de capital, et, selon Téhéran, les deux

pays semient d'accord pour qu'elle paie à l'Iran 1 milliard de dollars comme reliquat, et intérêts du prêt.

Le troisième dossier concerne « le contrat avec un consortium de sociétés françaises pour construire la centrale nucléaire de Karun que l'Iran a abandonnée, après la révolution ». C'est la première fois que l'Iran évoque publiquement cet aspect du contentieux.

Les deux autres dossiers concernent les parts de l'Iran dans la société Eurodif, a ajouté M. Vaezi. Selon M. Vaezi, « plus de 50 pour cent de la dette française » seront payés quarante-huit heures après la signature, le reste étant échelonné en trois versements.

M. Vaezi a précisé que la participation iranienne dans le consortium de production d'uranium enrichi est maintenant. Au Quai d'Orsay, on note que l'Iran a effectivement des « droits théoriques » qui seront gérés le moment venu, conformément aux engagements que la France a par ailleurs en matière de non-prolifération, et on affirme que l'opération, et la façon dont l'Iran pourrait l'utiliser à l'avenir n'ont jamais été dans la négociation qui visait uniquement à régler « un contentieux du passé ». Le ministre des affaires étrangères maintient d'autre part qu'il a été convenu de garder confidentiel le contenu de l'accord et ne confirme par conséquent aucune des informations données par M. Vaezi.

Le budget du Quai d'Orsay

### De nouveaux postes diplomatiques vont être créés à l'Est

Le projet de budget du ministère français des affaires étrangères devait être discuté, mardi 5 novembre, à l'Assemblée nationale. Avec une enveloppe globale de 14,094 milliards de francs, sa part relative au sein du budget de l'Etat est pour la troisième année consécutive en légère augmentation.

Ce budget, refait cependant, un « effort de régularité » se traduit par la suppression de 102 emplois (1 % des effectifs). Une redistribution des postes diplomatiques est d'autre part en cours : quatre ambassades ont en effet été créées (à Vilnius, à Riga, à Tallin et à Phnom-Penh, où il s'agit d'une réouverture), de même que deux consulats, à Leipzig et à Canton. Ont été fermés en revanche l'ambassade de Mogadiscio et six consulats : Liverpool, Rotterdam, Innsbruck, Fianarantsoa, Nouadibou, Constantine. Le mouvement devrait se poursuivre en 1992 par la suppression de cinq à dix autres consulats, dont un ou deux dans l'Europe des Douze.

On fait remarquer au ministère que le réseau des consulats dans les pays de la CEE n'est plus adapté et qu'il conviendrait de débiter à l'avenir de transférer certaines de leurs fonctions (état civil, par exemple) vers les administrations du pays où ils se trouvent. Les Douze commencent en outre à réfléchir à la mise en commun de certains équipements ou locaux consulaires. La France cepen-

dant ne prévoit pas de telles mises en commun pour les postes qui pourraient être créés dans les Républiques anciennement soviétiques, contrairement aux Allemands et aux Britanniques qui étudient actuellement cette question.

La priorité de l'action extérieure allait l'année dernière aux pays de l'Est. Les crédits de coopération pour cette région sont « ramifiés » pour 1992 à 498 millions de francs, contre 628 millions en 1991. On fait valoir que le chiffre de l'année dernière correspondait à de nombreuses missions d'exploration et dépenses de première installation et que l'action dans cette région trouve désormais son « rythme de croisière ».

L'aide publique au développement se voit attribuer 338 millions supplémentaires. 125 millions iront aux organismes de développement du système des Nations unies. Les priorités géographiques sont principalement le Maghreb (169 millions), les pays de l'ex-indochine (25 millions) et le Liban (24 millions). Le ministère gère 10 % de l'ensemble de l'aide publique au développement, qui doit représenter en 1992 0,57 % du PIB. Enfin l'action humanitaire voit tripler ses crédits, qui seront de 150 millions de francs, pour faire de cette action une vraie composante de l'action diplomatique, ce qui était l'objectif du rattachement du secrétariat d'Etat de M. Bernard Kouchner au Quai d'Orsay.

C. T.

## A TRAVERS LE MONDE

### NIGER

#### Début d'une année de transition démocratique

La Conférence nationale du Niger, qui réunissait depuis le 29 juillet, à Niamey, 1 204 députés chargés d'assurer provisoirement le pouvoir, a officiellement achevé ses travaux le dimanche 3 novembre. Elle avait présenté, vendredi, les institutions qui gouverneront le pays pendant la période de transition qui a débuté le 1<sup>er</sup> novembre et se terminera le 31 janvier 1993.

Les députés ont confirmé à son poste le chef de l'Etat, le général Ali Saibou, qui a lui-même souligné que son rôle était désormais réduit « au niveau du symbole ». Ils ont par ailleurs élu le président de la Conférence nationale, le professeur André Salifou, à la tête du Haut Conseil de la République, qui fera office d'Assemblée législative provisoire.

Le gouvernement de transition sera dirigé par un premier ministre, déjà désigné par la Conférence, M. Amadou Cheffou. Celui-ci a inauguré la période de transition de quatre mois, en appelant les

rebelles touaregs à « déposer les armes » pour trouver « des solutions appropriées ». Evoquant les récents affrontements interethniques (le Monde du 2 novembre), il a souligné que « cette tragédie » soit « la dernière manifestation de velléités séparatistes révolues ». (AFP, Reuters)

### ARABIE SAOUDITE

#### Riyad dément financer Abou Nidal

Le gouvernement saoudien a catégoriquement démenti, lundi 4 novembre, les informations publiées la veille par l'hebdomadaire britannique The Sunday Times selon lesquelles le royaume finance secrètement le terroriste palestinien Abou Nidal.

Citant des « sources des services de renseignement occidentaux », The Sunday Times avait affirmé que l'Arabie saoudite et le Koweït auraient versé plusieurs millions de livres à Abou Nidal depuis la fin de la guerre du Golfe pour lui permettre de poursuivre sa guerre contre le chef de l'O.P.L. M. Yasser Arafat. L'hebdomadaire indiquait que Saoudiens et Koweïtiens auraient agi ainsi,

en raison de la position pro-irakienne adoptée par M. Arafat pendant la crise du Golfe. (AFP)

### BULGARIE

#### M. Filip Dimitrov va former un gouvernement minoritaire

Le nouveau Parlement bulgare, issu des élections du 13 octobre, a commencé ses travaux, lundi 4 novembre, dans une atmosphère houleuse en présence du président de la République, M. Jeliou Jeleu, et du premier ministre en exercice, M. Dimitar Popov. Pour le troisième fois depuis quarante-cinq ans, les anciens communistes, regroupés dans le Parti socialiste bulgare (PSB), sont en minorité avec 105 députés contre 110 pour l'Union des forces démocratiques (UFD), dont le président, M. Filip Dimitrov, trente-six ans, devrait être chargé, mercredi, par le chef de l'Etat de constituer un nouveau gouvernement.

L'UFD veut former un gouvernement minoritaire, qui comptera sur le soutien parlementaire des

24 députés du parti de la minorité turque (MDL, Mouvement pour les droits et libertés). (AFP)

### ALBANIE

#### Le président Ramiz Alia veut faire cesser les grèves

Le président albanais, M. Ramiz Alia, a annoncé, dimanche 3 novembre, que la police allait intervenir pour tenter de mettre fin à la vague de grèves et de troubles qui secoue le pays.

Des dizaines de milliers d'ouvriers et mineurs rejoignent par les journalistes de la radio et de la télévision de Tirane, ont cassé le treuil à l'appel des syndicats indépendants. Une « grève illimitée » est notamment observée, depuis vendredi, par les ouvriers de l'industrie pétrolière. Ce mouvement de mécontentement est dû à la pénurie générale de la plupart des biens de consommation courante et produits alimentaires de base. Les conditions de vie des Albanais risquent, encore de s'aggraver après la libéralisation, depuis le 1<sup>er</sup> novembre, des prix de vente d'une partie des denrées alimentaires et des transports. (AFP)

## La maison des BIBLIOTHEQUES

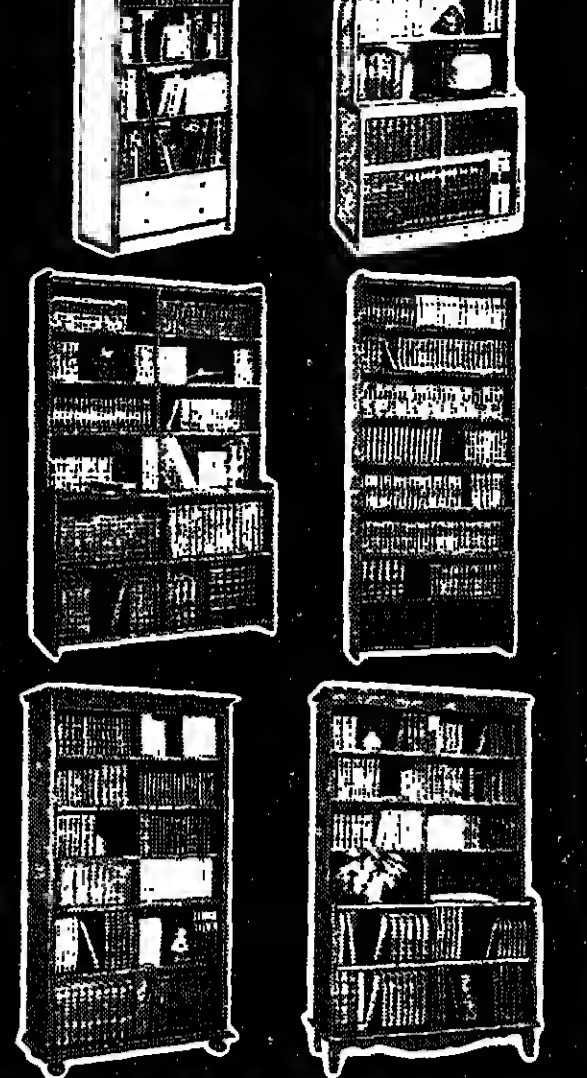
61, RUE FROIDEVAUX PARIS 14<sup>e</sup>

ARPAJON (91290) - 13, Route Nationale 20 - Tél. 64 90 05 47

VERSAILLES (78000) - 64-70, rue des Chantiers

Tél. 39 53 66 09

## Le plus grand choix de bibliothèques individuelles



## JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES,

SANS AUCUNE FIXATION MURALE, DONC DÉMONTABLES ET DÉMÉNAGEABLES A VOLONTÉ.

pour former des ensembles de la mesure de vos besoins, de l'espace dont vous disposez et de votre budget.



## 17 LIGNES ET STYLES

DEMANDEZ LE CATALOGUE COMPLET EN COULEURS

GRATUIT

Vous trouverez tous les modèles, hauteurs, largeurs, profondeurs et prix.

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ VILLE : \_\_\_\_\_

PROFESSION : \_\_\_\_\_

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75680 PARIS CEDEX 14

OU PAR 24 h/24 : (1) 43.20.73.33

M072

فيلسوف في العلم



## ASIE

AFGHANISTAN : victime d'une tentative d'assassinat

## L'ex-roi Zahir Shah demeure un atout pour le régime de Kaboul

Un Portugais de vingt-six ans se faisant passer pour un journaliste et se disant musulman, J.P. Santos de Almeida, a, le lundi 4 novembre, blessé de plusieurs coups de couteau l'ancien roi d'Afghanistan dans la villa où il vit, à Rome, depuis son abdication, le 24 août 1973. Les jours de l'ancien souverain ne sont pas en danger. Le jeune homme a expliqué qu'il avait voulu empêcher Zahir Shah de rentrer à Kaboul pour y jouer le rôle d'un roi politique.



« Mo porte est toujours ouverte », aimait à dire Zahir Shah à ceux, très rares, qui lui rendaient visite via Cassia, dans cette élégante banlieue du nord de Rome où il avait élu domicile après avoir été renversé par son cousin et beau-frère Mohammed Daoud, le 17 juillet 1963. Lundi 4 novembre, vers 13 heures, les carabinières qui gardent en permanence sa belle villa ont laissé passer un étrange visiteur. Rien à dire : ce « journaliste » à bien rendez-vous. Passé le second barrage, celui constitué par le général Abdul Wali, homme à tout faire de l'ex-roi d'Afghanistan, l'homme se trouve en présence de Sa Majesté. Il feint de vouloir offrir un cadeau et ouvre un paquet qui avait échappé à la vigilance des corps successifs. Et il en tire un couteau, dont il frappe, à plusieurs reprises, Zahir Shah.

Qui a commandité ce geste ? Pour M. Nassir Azim Zia, porte-parole du Front national islamique (NIFA) — un groupe d'opposants

afghans installés au Pakistan qui, au demeurant assez rares, se réclament de l'ancien roi — « des Afghans certainement, peut-être le régime communiste [de Kaboul], ou des fondamentalistes ». La tentative criminelle est survenue alors que se déroule une partie serrée entre les factions de la résistance au régime du président Najibullah installées à Peshawar. Le coup de boutoir militaire qu'elles ont lancé contre les villes de Gardez et de Jalalabad ayant échoué, l'hypothèse d'une solution diplomatique au drame afghan retrouve consistance. (Le Monde du 2 novembre). Aller ou ne pas aller à Moscou discuter avec les anciens envahisseurs soviétiques : telle est bien la question du jour. Et, comme chaque fois que le dialogue semble devoir prendre le pas sur les armes en Afghanistan, un personnage se profile : Zahir Shah.

Vif d'esprit et de corps en dépit de ses soixante-dix-sept ans, d'une élégance un peu surannée, s'expri-

mant lorsqu'il le souhaite dans un français quasi raciné, appris dans sa jeunesse au lycée Janson-de-Sailly, tel est Zahir Shah. L'homme peut-être à l'Afghanistan ce que le prince Sihanouk a entrepris d'être pour le Cambodge ?

## L'ancien ordre des choses

Dans un pays terriblement divisé entre ethnies rivales et conceptions antagonistes de l'islam, et dont les régions communiquent mal en raison d'une géographie tourmentée, il est certes peu de fédérateurs possibles. Pourtant Zahir Shah n'a pas, comme on le croit, jamais convaincu de sa capacité à cristalliser une solution. Rarément l'a-t-on entendu faire une de ces propositions hardies, une prise de position nette qui, à un moment crucial, entraînerait l'adhésion. Il a ostensiblement préféré attendre qu'on vienne le chercher. Comme si, au fond, il avait perdu le goût d'un pouvoir qu'il ne pourrait plus exercer comme par le passé de façon absolue, encore que, le plus souvent, débonnaire. A moins que, convaincu que son heure sonnerait à nouveau, il ne se soit persuadé qu'il suffisait d'attendre.

Le compte des handicaps de Zahir Shah pour un éventuel retour est impressionnant. Pas plus de l'ethnie majoritaire (40 % de la population afghane, croit-on), l'ex-roi est évidemment perçu comme le symbole de l'ancien ordre des choses par ces composantes de la population (Tadjiks, Hazares) qui ont prouvé qu'elles ne le considéraient en rien, pour ce qui est du courage guerrier, au-dessus de la nature.

JAPON : la formation du gouvernement de M. Kiichi Miyazawa

## M. Watanabe, un « faucon » aux affaires étrangères

M. Toshiki Kaifu, premier ministre depuis le 9 août 1989, a démissionné mardi 5 novembre afin de laisser la place à M. Kiichi Miyazawa, élu le 27 octobre président du parti conservateur PLD, majoritaire au Parlement. La composition du nouveau gouvernement devait être annoncée un peu plus tard dans la journée. Déjà, la poste-clé des affaires étrangères a été attribuée à M. Michio Watanabe, un des « grands barons » du Parti libéral démocrate, dont la « nomenklatura » revêtait ainsi en force après deux années de relatif éloignement consécutives à une affaire de manipulation boursière, le scandale Recruit.

TOKYO

de notre correspondant

Le nouveau chef de la diplomatie nipponne est un « bête-antenne ». M. Watanabe sera d'autant moins enclin à se conformer à cet art de la nuance généralement attaché à sa charge qu'il est apparu comme le virtuel nouvel homme fort du PLD, en arrivant bon second dans la course à la présidence de cette formation, derrière M. Miyazawa. Le remplaçant de M. Taro Nakayama, qui assumera parallèlement aux affaires étrangères la fonction de vice-premier ministre, est à la tête, depuis 1989, du quatrième clan, par le nombre de ses parlementaires, du parti conservateur PLD, celui de l'ex-premier ministre, M. Nakasone. Le dynamisme et le poids politique de M. Watanabe devraient lui assurer une grande influence dans l'élaboration de la politique du cabinet Miyazawa.

Le nouveau responsable de la diplomatie japonaise ne paraît pas avoir soixante-huit ans. Diplômé de l'université de com-

merce de Tokyo (aujourd'hui Hoshu-bashi), il a conservé de son premier métier de représentant de commerce, exercé dans la débâcle de la défaite, un franc parler et une gouaille qui rappellent Kakuei Tanaka, le « bulldozer électronique », premier ministre de 1972 à 1974. Populiste à ses heures, M. Watanabe est si fier de dire ce qu'il pense qu'il peut commettre des gaffes. Il tint, par exemple, voici deux ans, des propos racistes sur les Noirs américains, dont il dut s'excuser.

La diplomatie est un passage obligé pour M. Watanabe, en qui on voit déjà le plus probable successeur de M. Miyazawa à la tête du gouvernement : être connu à l'étranger (pour d'autres raisons que des faux pas) est en effet une condition indispensable pour briger les fonctions de premier ministre.

Ministre des finances (1980-1982), de la santé publique, de l'agriculture (et par conséquent très proche du lobby paysan) puis du commerce international et de l'industrie (1985-1988), M. Watanabe a derrière lui une brillante carrière ministérielle. Son implication indirecte (par son fils) dans la scandale Recruit en 1988 l'avait provisoirement contraint à renoncer à des fonctions gouvernementales.

Le nouveau ministre fut membre, en 1973, d'un groupe de parlementaires extrémistes de droite au sein du PLD, l'« Association des tempêtes de la jeunesse » (Seiran-kai), dont l'objectif était d'empêcher un rapprochement sino-japonais. M. Watanabe n'a jamais failli, par la suite, à sa réputation de « faucon » : il a notamment fait l'avocat de l'envoi de dragueurs de mines japonais dans le Golfe lors de la guerre avec l'Irak ; et il pensa que la Constitution, qui prive le Japon du recours à la guerre, n'est pas un tabou mais doit au contraire être objet d'un débat national.

PHILIPPE PONS

PHILIPPINES : après le retour de M<sup>me</sup> Imelda Marcos

## Le climat politique risque de se détériorer un peu plus

« Imelda », veuve de l'ancien dictateur philippin Ferdinand Marcos, est rentrée lundi 4 novembre à Manille, après cinq années d'exil aux Etats-Unis.

MANILLE

correspondance

Les gigantesques manifestations de soutien exprimées par les partisans de l'ancienne première dame des Philippines n'ont pas eu lieu : seuls sont accueillis quelques milliers de nostalgiques. Et, sous la pression des autorités, la couverture télévisée, arme favorite de M<sup>me</sup> Marcos, a été réduite à la portion congrue.

Le retour de la veuve de Ferdinand Marcos ajoute à la confusion du débat politique, déjà fort échauffé par l'approche des élections générales, en mai prochain. En dépit des explications légitimantes du gouvernement, ce retour constitue bien un défi à la présidente Corason Aquino. Car Imelda revient sans avoir cédé sur les deux conditions posées depuis toujours par « Cory » : reconnaissance de la légitimité du nouveau régime démocratique, et donc de M<sup>me</sup> Aquino elle-même ; et acceptation de rendre compte de la destination des centaines de millions de dollars (on parle ici de 5 milliards) d'argent public qu'elle est accusée d'avoir détournés pendant les deux décennies du « règne » des Marcos.

M<sup>me</sup> Aquino s'empare qu'Imelda se verra enfin signifier directement les multiples accusations judiciaires, pour fraudes fiscales et malversations, qui l'attendent. Mais déjà quarante-huit heures de débat ont été données à M<sup>me</sup> Marcos : si l'objectif est de ne pas donner l'impression d'un acharnement à son

encontre, le sentiment qui ressort est celui d'une sorte d'impunité à l'égard d'une ex-puissance politique.

## Amitiés à « Cory »

Le chignon toujours aussi parfait, élégamment vêtu de blanc, le teint de pêche, colosseusement entrecœur, seigneur de la beauté qu'elle fut, Imelda, soixante-deux ans, a débarqué d'un Boeing 747 affrété par ses soins. Et elle s'est répandue en déclarations, dont le moins cynique n'est pas une offre d'amitié à « Cory ». Elle a aussi promis de ramener bientôt aux Philippines les restes embaumés de son mari toujours gardés dans une chapelle ardente aux îles Hawaï — ce que le gouvernement refuse pour le moment. Et un de ses conseillers a veillé à livrer aux journalistes qu'elle « pleure lorsque les routes de l'aviation ont touché le sol de la patrie ».

« Cory » et ses conseillers ont, manifestement, décidé d'autoriser le retour d'Imelda en fonction de considérations à très court terme : à huit mois du grand moment politique qui constituera l'élection présidentielle, Imelda ajoutera aux divisions de l'opposition de droite. La nostalgie d'un pouvoir fort, qu'incarne toujours le « système Marcos », a refait surface. Mais est-ce bien d'Imelda que viendra le débat sur les réformes qu'attendent les Philippines ? Seul pays d'Asie à enregistrer à nouveau une aussi catastrophique performance, l'archipel va terminer 1991 sans augmentation de son PNB, avec 20 % d'inflation et une croissance démographique supérieure à 2 % — ce qui signifie, dans ce pays de 64 millions d'habitants, 1,5 million d'enfants de plus par an.

JEFF BRITTON

■ CORÉE DU NORD : des entreprises allemandes seraient aidées à l'avancement du programme nucléaire. — Le magazine allemand *Der Spiegel* écrit dans sa livraison du 4 novembre que des entreprises de l'ex-RFA ont livré à Pyongyang des matériaux susceptibles d'être utilisés dans le développement d'un programme nucléaire militaire. Un seul nom est cité, celui de la Leis Engineering, de Berlin, qui aurait fourni l'acier au silicium utilisable pour la construction de conteneurs de produits radioactifs. Le magazine fait état d'un rapport en ce sens des services secrets allemands envoyé au chancelier Kohl. — (AFP).

■ MONGOLIE : prochaine visite de M. Alain Vivien à Oulan-Bator. — Le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, M. Alain Vivien, se rendra en Mongolie du 7 au 12 novembre, a annoncé lundi 4 novembre le Quai d'Orsay. Ce voyage, d'abord prévu pour la mi-octobre, avait été annulé à l'extrême pour des raisons de calendrier. Ce sera la première visite à Oulan-Bator d'un membre d'un gouvernement français. La Mongolie, longtemps dominée par un régime soviétique inféodé à Moscou, est entrée, en 1990, dans un processus de démocratisation.

## AMÉRIQUES

CHILI : observant une grève de la faim depuis plus d'un mois

## Trois prisonniers politiques sont hospitalisés de force

SANTIAGO

de notre correspondant

Trois des six prisonniers politiques qui font la grève de la faim depuis plus d'un mois ont été hospitalisés, lundi 4 novembre, la justice ayant ordonné l'injection de sérum aux jeûneurs, dont l'état de santé s'est considérablement détérioré. Emprisonnés depuis de nombreuses années, les six détenus (sur un total de cent quarante-cinq prisonniers politiques) avaient annoncé qu'ils ne s'alimenteraient plus jusqu'à leur mise en liberté, qui dépend de la grâce présidentielle. Mais, avant de pouvoir en bénéficier, les militants d'extrême gauche, auteurs d'attentats souvent meurtriers contre des membres des forces armées, doivent d'abord être jugés. En vertu d'une loi votée au début de l'année, les tribunaux militaires se dessaisissent — sans empressement — des affaires

de « terrorisme », afin de les confier à la justice pénale, laquelle n'a pas suffisamment de personnel pour accélérer les procédures. Protestant contre la lenteur de l'action judiciaire, une soixantaine de prisonniers avaient déjà fait la grève de la faim pendant tout le mois de juin.

Les six détenus ont reçu le soutien des partis de gauche. Le gouvernement, en revanche, condamne leur mouvement. Le président Patricio Aylwin a récemment exprimé l'espoir que tous les prisonniers politiques soient libérés avant Noël. Ceux qui ne seraient pas graciés, en raison de la gravité des faits imputés, pourraient être autorisés à purger leur peine à l'étranger. Une « solution » dénoncée par certaines organisations de défense des droits de l'homme, qui la considéraient comme un rétablissement sournois de l'exil.

GILLES BAUDIN

## ÉTATS-UNIS

## Quand MM. Bush, Carter, Ford et Nixon saluent M. Reagan...

Super show patriotique hollywoodien, lundi 4 novembre, pour l'inauguration de la bibliothèque Ronald-Reagan à Simi-Valley (Californie) où le président George Bush et trois « ex » ont rendu de vibrants hommages au « grand communicateur ». C'est en partie grâce à M. Reagan que « les petits enfants de Khroutchev vivent en liberté » (Richard Nixon), que l'Amérique a retrouvé « force et résolution » (Jimmy Carter), que « les espoirs les plus élevés

et les convictions les plus profondes du peuple américain » ont pu se rencontrer (Gerald Ford). « L'histoire lui a donné raison », a conclu M. Bush. Les Américains sont rétrospectivement moins laudatifs : 8 % d'entre eux, pense que M. Reagan a été un des meilleurs présidents des Etats-Unis et seulement 28 % le plaçant au-dessus de la moyenne des présidents, selon un sondage publié par Los Angeles Times. — (AFP).

## HAÏTI

## La rentrée des classes largement boycottée

En dépit des appels lancés par le gouvernement à « provisoirement » d'Haïti, la rentrée des classes a été largement boycottée, lundi 4 novembre, dans les principales villes du pays, conformément au mot d'ordre de grève lancé par les partisans du retour au pouvoir du président légitime, M. Jean-Bertrand Aristide. La veille, le premier ministre, M. Jean-Jacques Honorat, installé par les militaires putschistes, avait dénoncé, dans un entretien télévisé, un « complot anti-national pour permettre aux étrangers de prendre pied sur le sol national » et les sanctions « injustes et illégales » prises notamment par l'Organisation des Etats américains, dont une mission doit arriver mercredi à Port-au-Prince. Le Canada a emboîté le pas aux Etats-Unis et à la France en annonçant lundi la suspension de son commerce avec Haïti (30 millions de dollars par an) et de son aide bilatérale (20 millions de dollars).

■ PEROU : seize civils assassinés par la commanda au centre de Lima. — Dans un quartier populaire de Lima, seize personnes réunies pour une fête ont été tuées et quatre autres blessées dans la soirée du dimanche 3 novembre par un commando de huit terroristes masqués, a annoncé la police qui a lancé une

## COSTA-RICA

## Démission du ministre des finances

Principal architecte de la politique d'austérité mise en place depuis un an et demi au Costa-Rica, M. Thelmo Vargas a démissionné, lundi 4 novembre, de son poste de ministre des finances, parce qu'il était en désaccord avec les mesures d'essoufflement prises en octobre par le président Rafael Calderon pour calmer un mécontentement populaire grandissant. Ce dernier avait décidé de mettre fin aux licenciements dans la fonction publique et d'accorder des crédits aux universités qui s'étaient mises en grève. M. Vargas avait dénoncé ce changement de cap qui, selon lui, risquait de compromettre les accords avec les institutions financières internationales. Le Costa-Rica s'est engagé avec le FMI à réduire son déficit fiscal, environ 360 millions de dollars actuellement, à 1,5 % du produit intérieur brut contre 7 % en 1990. M. Vargas sera remplacé par l'actuel ministre de la présidence, M. Rodolfo Mendez. — (AFP).

veste opération de recherches. La plupart des victimes étaient originaires de Pangua, un district du département andin d'Ayacucho, fief du mouvement extrémiste maoïste Sendero Luminoso. Cet attentat non revendiqué est le plus meurtrier commis à Lima depuis 1981. — (AFP, Reuters).

**alternatives ÉCONOMIQUES**

**HORS SÉRIE**

**LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE**

édition 1991

20 thèmes — 80 tableaux et graphiques les chiffres essentiels de l'année 1991, en France et dans le monde

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES • 12 RUE DU CHAIGNOT  
21000 DIJON • TEL : 80 30 97 76



## AMÉRIQUES

### Le Brésil en guerre contre la cocaïne

Suite de la première page

A Corumbá vivent des petits, ceux que l'on surnomme les « mules », et passent les gros. Tous font preuve d'imaginaire. La drogue est diluée dans des bouteilles de whisky apparemment ordinaires ou mélangée à des cires recouvrant des valises : 3 kilos de cocaïne ont déjà été récupérés sur une seule valise, qui avait paru suspecte aux policiers. Lors de la prise record de 646 kilos effectuée dans le nord-est du pays à la fin du mois d'août, la drogue, qui avait transité par l'Etat du Mato Grosso du Sud, était camouflée dans un emballage plastique imitant à la perfection un tube de colle.

Dans le Brésil tout entier, l'augmentation considérable des saisies (1 278 kilos en 1989, 2 634 en 1990, et 3 167 pour les huit premiers mois de cette année, selon la police fédérale) prouve le développement du trafic. A son niveau, Corumbá enregistre une évolution comparable. La prison est pleine : « Deux cent trente-cinq prisonniers actuellement », dit la directrice, M<sup>me</sup> Vanilda de Oliveira, dans un établissement où nous n'avons ni y a trois ans qu'une

centaine de détenus. Ils s'entassent à huit par cellule, par une chaleur qui dépasse régulièrement, en été, les 40 °C. 80 % d'entre eux sont condamnés ou incriminés pour trafic de drogue. Plus d'un tiers sont originaires de la ville, et 20 % sont étrangers.

Athenasius Odera Okeke, par exemple, est un « homme d'affaires » nigérien venu prendre des vacances, après une semaine de travail à São-Paulo. Il a été pris avec 2 kilos de drogue, dont il dit « ignorer la provenance ». Hans Peter Holzer, étudiant bolivien, a quant à lui affirmé à la police « avoir déjà effectué cinq voyages à destination de Milan avec 1,5 kilo de cocaïne, et reçu à chaque fois 5 000 dollars ». Beaucoup sont là pour avoir simplement voulu vendre quelques dizaines de grammes, afin d'assurer leur propre consommation.

Dans une conférence de presse donnée à Washington en septembre, M. Robert Boeder, le directeur de l'organisme américain de lutte anti-droque (DEA), estimait que dans un Brésil « devenu la plus grande route du trafic », la consommation des jeunes « croît au rythme de 25 % tous les deux ans ».

Armando Anache affirme qu'il existait dans Corumbá « près de cent points de vente de drogue » appelés « bocas de po ». Un chiffre confirmé par le délégué local de la police fédérale, M. Luis Gonçalves. « Je suis ici depuis quatre ans, dit-il, et il n'y avait à l'époque qu'une trentaine de ces bocas. La situation ne cesse d'empirer. » Dans les quartiers populaires de la périphérie, ces bocas sont de simples maisons particulières, repérables la nuit par l'agitation qui les entoure. Le long de la superbe avenue bordée de palmiers qui longe le fleuve Paraguay, de petits groupes proposent presque leurs produits à la cantonade. Dans son émission, Armando Anache lance de constants appels à la délation et livre à l'attention les adresses des vendeurs les plus connus, en laissant à la police le soin de vérifier les informations incertaines. « Il faut en finir avec cette racaille », dit-il, avant d'insister sur la recrudescence récente des vols et agressions diverses.

Un litre d'acétone vendu toutes les cinq minutes

« Ces délits ont augmenté de 40 % en une seule année », selon la déléguée adjointe de la police civile, M<sup>me</sup> Sidineia Tobias : « Pour se procurer quelques grammes, les drogués volent des autoradios, des appareils électroménagers, et même des sacs de riz ou de haricots. Tout cela est accepté en paiement dans les bocas qui envoient ensuite ce

butin vers la Bolivie. » Certaines mères de famille disent « ne plus vouloir sortir de chez elles », de peur de trouver la maison vidée à leur retour, par un de leurs propres enfants drogué et en manque.

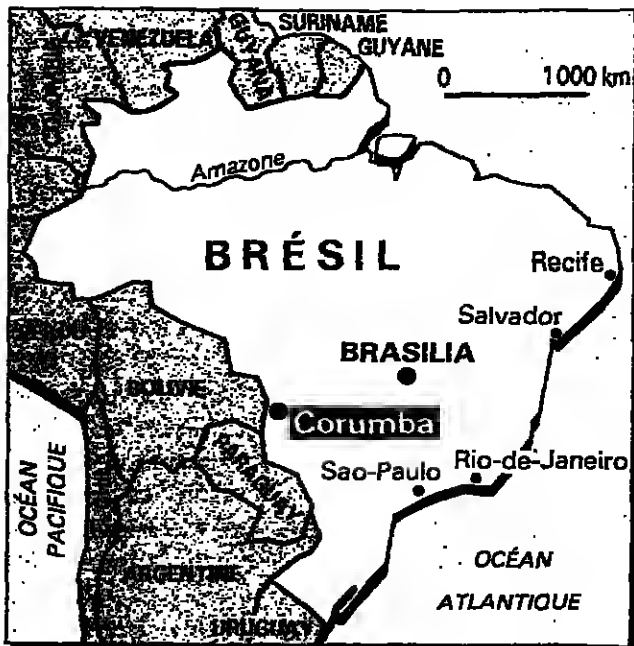
raffinage — est tout aussi florissante. Dans la seule ville de Corumbá, on dénombre au moins quarante pharmacies, seuls établissements autorisés à vendre ces substances fabriquées au Brésil et en Argentine, à raf-

finement « pour avoir vendu en quatre jours 264 litres d'acétone, soit, en fonction des heures d'ouverture, un litre toutes les cinq minutes... » Le juge a estimé « que plus de la moitié des pharmacies de Corumbá n'existent que pour ce seul commerce ».

Malgré la relative complexité des procédés de transformation, des laboratoires ambulants commencent à apparaître. La police fédérale de la ville en a découvert sept au mois d'août. « Corumbá, résume le délégué régional de la police fédérale, M. Roberto Alves, se structure peu à peu en fonction de ces entreprises criminelles, comme d'autres régions frontalières. Pour y parer, nous manquons cruellement de moyens humains et en matériel. » Pour le rapporteur de la commission parlementaire d'enquête sur la drogue, le député fédéral Toroni Morgan, il est clair que, si rien n'est fait, « le Brésil peut devenir une nouvelle Colombie », d'ici quelques années.

« Je parlerai de Mozart ou de Vivaldi le jour où il n'y aura plus de drogue à Corumbá », dit Armando Anache. Pour l'heure, il soutient la création toute récente d'un centre de désintoxication et il continue ses campagnes de dénonciation malgré les menaces qu'il reçoit.

DENIS HAUTIN-GIRAULT



La vente illégale d'éther et d'acétone — deux produits nécessaires à la transformation de la pâte de feuille de coca en cocaïne lors de l'opération de son d'un litre maximum par client. Au cours d'un jugement rendu en avril 1991, le juge Luiz Claudio Bonassini a condamné la propriétaire d'un

### Histoire d'un drogué

CORUMBA

de notre envoyé spécial  
Renei Midon a vingt-six ans. Il a commencé à boire et à se droguer à l'âge de quatorze ans. L'histoire qu'il raconte est celle de beaucoup d'autres : « Au début, je travaillais encore et je jouais au football, ma passion. La cocaïne devenant trop chère, je suis passé à la pâte de coca. Très vite, j'ai abandonné mon travail d'aide-mécanicien, dormant le jour et me droguant la nuit. Je faisais parfois un voyage en Bolivie pour acheter quelques grammes de cocaïne et les revendre. Mais, le plus souvent, je volais dans les maisons, les voitures, les magasins. »

Après un mois en prison pour trafic, j'ai commencé à piller ma famille. La montre de ma mère, des disques, divers objets. Je consommais de plus en plus et je passais parfois quatre ou cinq jours loin de la maison, dormant au bord du fleuve Paraguay ou dans la campagne.

« Aider les autres à s'en tirer »

« Lorsque je croisais mon père dans la rue, il tournait la tête. C'est à cette époque que

mon meilleur ami a été assassiné de manière atroce, dans un bolé. A mon avis, il trafiquait avec des policiers qui ont voulu l'éliminer. »

Au début, les revendeurs me faisaient crédit mais ensuite ils exigeaient un paiement, en espèces ou en objets, quels qu'ils soient. J'ai alors vendu mes chaussures usées, ou mes chemises, offertes par ma mère. Je connaissais tous les points de vente de la ville, les anciens et les nouveaux. Les plus souvent, les revendeurs étaient présents avant les descentes de police. Ils s'enfuyaient d'ailleurs que de petites quantités : chez eux, la rasta étant cachée ou enterrée dans des jardins. »

A deux reprises, Renei a suivi une cure de désintoxication et a « réplongé ». Conduit dans le superbe centre de Las Trombas, géré par une association de bénévoles avec le concours du gouvernement de l'Etat du Mato Grosso du Sud, il a travaillé à la réfection de cet ancien centre de détention pour mineurs, et y revint maintenant pour aider les autres à s'en tirer. Son frère aîné est de ceux-là, qui traîne dans les rues de la ville, à la recherche de ses doses quotidiennes.

D. H.-G.

### VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur sais. immob. au Palais de Justice de VERSAILLES, 3 place André-Mignot, le Mercredi 20 Novembre 1991 à 14 h 30, en un seul lot

**MAISON d'habitation de 6 P.P.**  
9, square de Bonn - (avec JARDIN)

à MONTIGNY-le-BRETONNEUX (78)  
Cadastré section AX 166 pour 5a 60ca - (occupée par la partie saisie)

Mise à Prix : 700 000 F

Renss. au Cabinet de la S.C.P. COURTAIGNE - FLICHER-TOFANI, avocats à VERSAILLES, 32 av. de Saint-Cloud. Tél. : 39-50-02-28 Fax : 39-02-15-37

### PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement en date du 22 MARS 1991, le tribunal de grande instance de Villefranche-sur-Saône a condamné la société anonyme M.P.G. pour avoir contrefait la marque « La Pierrière », dont sont titulaires M<sup>me</sup> Agnès BAUDURET et la société anonyme SULEX ENTREPRISE.

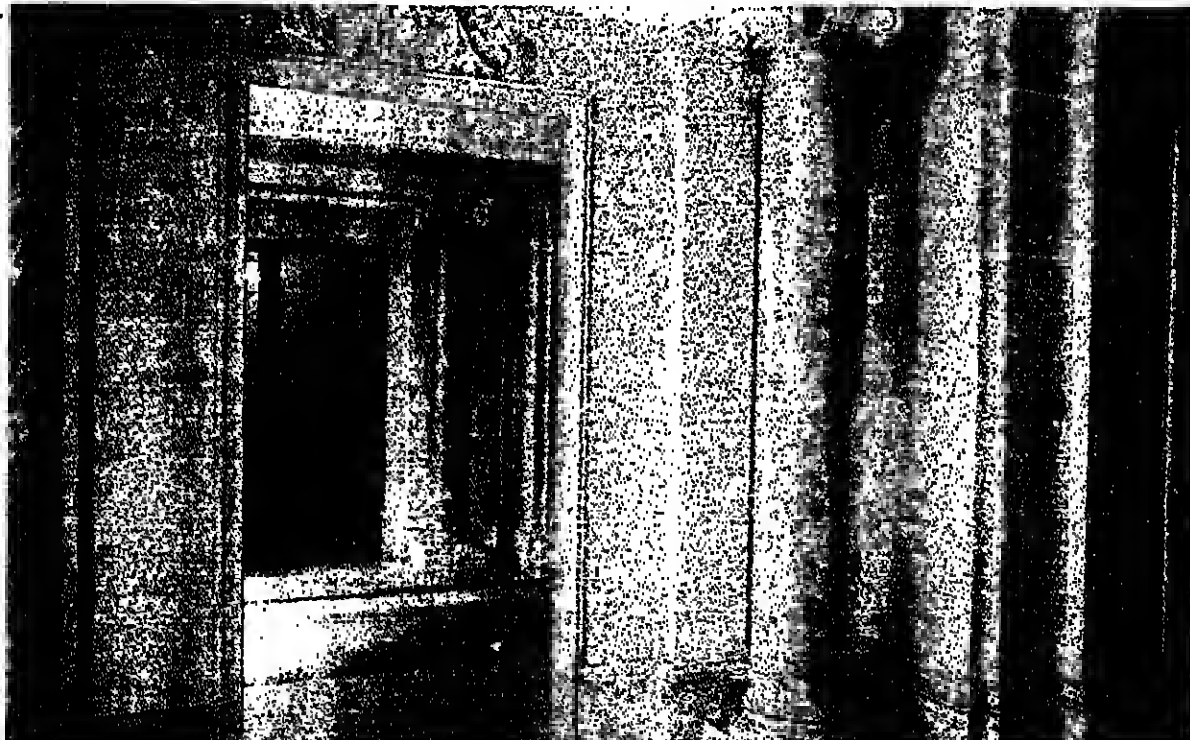
Le tribunal a dit et jugé que la marque n'avait aucun caractère générique ou nécessaire, et a confirmé la validité de celle-ci.

Il a dit et jugé que la société anonyme M.P.G. s'était rendue coupable de contrefaçon en reproduisant cette marque pour désigner des assiettes et services d'assiettes.

Il a ordonné la cessation des faits de contrefaçon sous astreinte de 1 000 F par infraction constatée, et la publication de son jugement.

INVESTISSEMENT PIERRE

## L'IMMOBILIER D'ART LOIN DES CONVULSIONS DE LA BOURSE.



Depuis 15 ans, nous guidons les investisseurs dans les placements les mieux adaptés à leur situation personnelle et à leur fiscalité.

Notre philosophie repose sur quatre principes : rentabilité immédiate, sécurité du placement, fiscalité avantageuse et constitution d'un patrimoine générateur de plus-value à terme.

Nous proposons des investissements dans des immeubles de qualité, situés dans les meilleurs emplacements de Paris et à des prix bien placés dans le marché (il suffit de les comparer).

Selon votre situation — imposition fiscale élevée, capacité d'investissement mal évaluée, volonté de procéder à un arbitrage patrimonial — nous

déterminons avec vous la solution la mieux adaptée et nous vous conseillons dans le choix financier le plus judicieux, avec une possibilité de crédit à 100 %.

Investissement immobilier avec garantie locative.

Nous vous faisons bénéficier : — d'un rendement de votre investissement, en vous assurant une rentabilité, adossée à une caution bancaire, pendant une durée de six ans, les loyers étant réévalués en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Une garantie unique en France.

— d'une plus-value à terme en raison du caractère exceptionnel des placements immobiliers « haut de gamme » proposés à la vente.

Pour vous aider dans votre réflexion, nous avons édité une brochure présentant une vue d'ensemble de nos placements investissement immobilier avec garantie locative, statut de locateur professionnel en meuble, opération de réhabilitation réalisée dans le cadre de la Loi Malthus, placement bénéficiant des incitations fiscales de la Loi Malthus.

Pour vous la procurer, envoyez-nous votre carte de visite.

JRH Conseil  
4, rue de Castiglione 75001 Paris  
Tél. 4261 5238 - Fax 4260 81 20.

**JRH**  
CONSEIL

Notre Passion, l'Immobilier d'Art

Handwritten signature or note at the bottom of the page.



L'examen du budget à l'Assemblée nationale

## Transports : l'opposition souligne la faiblesse des crédits consacrés au réseau routier

M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, n'a pu venir à bout de l'opposition désormais classique de l'UDF, de l'UDC, du RPR et du groupe communiste. Le budget des transports terrestres et de la sécurité routière qu'il défendait n'a trouvé grâce aux yeux des socialistes. Ces crédits n'ont pas été soumis au vote puisque les députés se prononceraient sur l'ensemble des différents budgets du ministère, le 13 novembre, mais M. Quilès a d'ores et déjà demandé la réserve pour celui qu'il venait de présenter.

M. Quilès a souligné que les crédits consacrés aux transports terrestres s'élevaient pour 1992 à 44,5 milliards de francs, soit une augmentation de 3,5 % par rapport à ceux de cette année. Le ministre a même indiqué qu'il avait obtenu une rallonge de 1,2 milliard de francs d'autorisations de programme supplémentaires pour le budget des routes en loi de finance rectificative pour 1991 (non dernieres éditions du 5 novembre). Cette annonce, saluée sur tous les bancs, n'a pu cependant désamor-

cer les critiques de l'opposition et les réserves des socialistes qui se sont focalisées précisément sur la faiblesse des moyens accordés aux routes. Dans le projet de budget des transports terrestres, la SNCF se taille en effet la part du lion avec 37 milliards de francs, soit plus de 83 % de l'ensemble. Les crédits des routes s'élèvent, selon le ministre, à 8 milliards de francs en moyen de paiement et à 5,5 milliards en autorisations de programme.

M. Michel Giraud (RPR, Val-de-Marne) a déploré que le budget des routes inséparable qui, loin d'être une priorité, soit en fait une simple « copie conforme de l'ancien ». M. Michel Voisin (UDC, Ain) a déploré la contradiction entre le discours du gouvernement, qui présente l'aménagement du territoire comme une priorité, et les actes : « Les crédits des routes s'élèvent de 25 % pour 1992 », M. Charles Fèvre (UDF, Haute-Marne) a rappelé que « ces crédits avaient déjà été omis de 20 % en 1991 », puis il s'est interrogé sur la « disproportion » entre les crédits accordés à l'ile-de-

France, où « les subventions d'investissement augmentent de 50 % » et ceux de la province, où « régresse le budget des routes et des autoroutes ».

Les mêmes voix se sont élevées pour déplorer la baisse des crédits affectés à la sécurité routière. Les crédits de paiement, selon M. Alain Rodet (PS, Haute-Vienne), rapporteur de la commission des finances, passent de 828 à 769,5 millions de francs, soit une baisse de 7 %. M. Rodet a cependant ajouté que la lutte contre l'insécurité routière dépendait surtout de l'évolution des mentalités. Convaincu qu'« la maîtrise des Français ont encore besoin de directeurs de conscience », M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, a fait l'apologie du « modèle » américain et a assuré, en réponse à une question de M. Christian Bergelin (RPR, Haute-Saône), qu'il n'était pas question d'introduire la moindre souplesse dans le dispositif de limitation de vitesse.

GILLES PARIS

## Environnement : M. Barnier (RPR) juge que M. Lalonde fait « du bon travail »

Les plus sincères des reconnaissances volontaires : l'écologie les intéresse. « Nous sommes bien seuls, ce soir, pour parler du budget de l'environnement. Gageons qu'il y aura davantage de monde pour parler d'écologie, dans quelques mois, au moment des élections régionales et législatives », a déclaré, lundi 4 novembre, le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Michel Barnier. Le député (RPR) de la Savoie, auteur, en 1990, d'un rapport sur l'environnement assorti de cent propositions, se serait lui-même abstenu, si le vote de ce budget, comme les précédents, n'avait pas été réservé. « Au total, vous faites du bon travail avec un petit ministère, a-t-il lancé à l'adresse du ministre, M. Brice Lalonde. Le jour viendra, comme vous le souhaitez vous-même, où la gravité et le nombre des problèmes écologiques, sans doute aussi des considérations politiques, conduiront à la création d'un grand ministère de l'environnement. Ce jour-là, les ministres de l'environnement n'auront peut-être plus à déplorer. Ils seront respectés ».

Pour l'heure, les crédits de l'environnement s'élèvent à 1,443 milliard de francs, soit une augmentation spectaculaire de 13,65 %, due, pour l'essentiel, à des transferts de services en provenance d'autres ministères. Depuis 1988, ces crédits ont doublé, précise M. Lalonde. « Vous aimez bien vous présenter, depuis plusieurs années comme l'enfant gâté des ministères », souligne M. François-Michel Gonnat (UDF, Oise). Mais le résultat est là. Vous voilà doté de près d'un milliard de francs de l'Etat. Vous aviez 40 fonctionnaires en 1988, vous en avez 2 110 dans un an ».

Il en est toujours ainsi chaque fois que M. Lalonde se rend à l'Assemblée nationale : les députés ne peuvent l'attaquer de front, même s'ils ne peuvent, pour des raisons politiques, soutenir son action. Ils s'en prennent alors à « ces messieurs de Bercy ». « Votre démarche apparaît sympathique aux Français. Les sondages le disent. Mais cela ne suffit pas pour assurer une grande politique », déclare ainsi M. Gonnat. Depuis que l'écologie pèse sur les choix

électoraux, les députés se sont mis au vert. M. Barnier a ainsi proposé la création d'une commission d'enquête sur le coût de l'énergie. M. Richard Cazenave (RPR, Isère) préconise d'intégrer aux prix des produits toxiques le coût de leur collecte et de leur retraitement par les collectivités locales.

Pour M. Jean-Marie Demange (RPR, Moselle), « l'environnement demeure plus que jamais une idée neuve et seconde ». L'écologie devrait même devenir « un véritable devoir civique ». Et pour qu'il n'aurait pas compris, M. Demange ajoute : « Nous sommes persuadés, au RPR, que des accords sont possibles avec ceux qui partagent les valeurs qui sont les nôtres ». Puis, comme tous ses collègues du gouvernement qui l'ont précédé dans la discussion budgétaire, M. Lalonde est contraint, faute de majorité, de demander la réserve du vote. Comme pour mieux marquer que son budget n'est pas en cause, il le fait de mauvaise grâce, sans même se lever pour parler dans le micro : « Je crois que j'ai quelque chose à vous dire... »

J.-L. S.

## Mort du sénateur RPR Paul Kauss

Paul Kauss, sénateur RPR du Bas-Rhin, est décédé dimanche 3 novembre, à l'âge de soixante-huit ans. Il sera remplacé au Sénat par M. Joseph Ostermann (RPR).

[Né le 23 octobre 1923 à Strasbourg (Bas-Rhin), expert-comptable, Paul Kauss avait été maire de Bischwiller (Bas-Rhin) de 1954 à 1981. Conseiller général depuis 1969, il avait été élu sénateur du Bas-Rhin en 1977 et réélu en 1980. Paul Kauss résidait au palais du Luxembourg sur les bancs du RPR.]

## CORRESPONDANCE

## La crise de Frères des hommes

A la suite de l'article consacré à la crise au sein de l'association humanitaire Frères des hommes (Le Monde du 23 octobre), nous avons reçu la lettre suivante de M. Julien Droy et Jean-Luc Méléchon, animateurs de la Nouvelle Ecole socialiste :

Mis en accusation dans vos colonnes par une équipe d'anciens dirigeants de Frères des hommes, condamnés par leurs militants, nous soumissions plaider coupables. Oui, il est exact que les militants membres de la Gauche socialiste appliquent à la lettre les statuts de leur parti : chacun adhère à un syndicat ou à une association. Du coup, leur présence est signalée à la tête de plusieurs syndicats de ce pays !

Pour ce qui est du problème particulier de l'association Frères des hommes, la direction sortante doit faire la preuve qu'il y a eu des irrégularités lors de l'élection des nouveaux dirigeants. Elle a le

droit de le faire, non par des insinuations, mais par des éléments probants.

Il nous semble plutôt que cette équipe à bout de souffle, à la tête d'une association exsangue, s'est fait débarquer par une large coalition de militants associatifs excédés. Malades de honte et de ridicule, peut-être dans la crainte de ce que les nouveaux dirigeants découvriraient de la situation réelle, ces personnes se sont fabriquées un adversaire mystérieusement habile pour masquer leur bilan. Cette guerre psychologique ne nous intéresse pas vraiment.

Mais peut-être s'agit-il de créer le doute, d'effrayer les adhérents. Bonne vieille méthode, mais qui sur nous n'a aucune prise. Notre confiance va plutôt aux militants qui veulent véritablement que le codéveloppement, la solidarité avec le tiers-monde, retrouvent un deuxième souffle.

Invité de la Cinq dimanche 10 novembre

## M. Mitterrand a décidé de multiplier ses interventions contre la « sinistrose »

M. François Mitterrand a accepté d'être, dimanche 10 novembre, de 19 heures à 20 heures, sur la Cinq, l'invité du magazine de Jean-Pierre Elkabbach. Au lendemain du sommet de l'OTAN, auquel il participera, à partir de mercredi après-midi, à Rome, et à trois semaines du sommet de Maastricht, le président de la République fera de nouveau le point sur le processus de la construction européenne, mais il répondra aussi aux questions d'actualité afin de tenter de dissiper la « sinistrose » ambiante.

« Ouvrez les cartons ! » A l'Elysée, la consigne a été donnée. M. François Mitterrand a demandé à tous ses conseillers de presse de lui bâtir un programme de communication « tout terrain ». Après avoir résumé son approche des débats européens dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *l'Expansion*, puis tout, non sans succès, de ramener un certain calme chez les agriculteurs par l'intermédiaire de Franco-Inter et du *Journal du Centre*, le président de la République a décidé de poursuivre sur sa lancée.

Il intervient assez fréquemment, dans les prochaines semaines, avec une double préoccupation : enfoncer le clou sur l'importance que les discussions en cours au sujet de l'union politique de l'Europe des Douze auront, quelle que soit leur issue, sur la vie quotidienne des Français, et tenter de dissiper la « sinistrose » ambiante qui entretient, dans le pays, l'impopularité de la politique suivie par le gouvernement de M. Edith Cresson.

Ainsi M. Mitterrand se propose-t-il de profiter de l'invitation que lui a transmise la Cinq pour dire ce qu'il pense, dimanche soir, des questions d'éthique soulevées par l'affaire du sang contaminé ; en insistant sur la nécessité, pour les hommes politiques, de se donner les moyens d'un mieux contrôler les progrès scientifiques à une époque où les gouver-

nants ont de plus en plus de mal à suivre le rythme des savants. Si la question lui est posée, le chef de l'Etat n'esquivera pas non plus, indiqué-on à l'Elysée, le débat ouvert, à droite comme à gauche, au-delà de l'intérêt d'une réforme éventuelle des modes de scrutins électoraux, sur l'opportunité de réviser la Constitution de la V<sup>e</sup> République dans un sens qui puisse revivifier le fonctionnement des institutions.

### La réforme des institutions

Sur ce point, les rares confidences rapportées dans son entourage n'autorisent aucune certitude sur ses intentions. Il laissera sans doute, comme il l'a souvent fait dans le passé, le débat se développer à l'intérieur même du gouvernement et de l'état-major du PS, qu'il a l'air de temps en temps, avant de se déterminer personnellement. Avec cette différence, toutefois, que ses perspectives personnelles apparaissent sans analogie, aujourd'hui, avec ce qu'elles étaient aux temps tourmentés de 1983-1984, à l'époque où il était déjà question d'« instiller » une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin législatif.

Menacé alors d'une cohabitation forcée avec l'opposition à partir des élections législatives de 1986, M. Mitterrand pouvait échauffer des plans en cultivant le doute sur sa propre succession à la présidence de la République. Sa marge de manœuvre est désormais d'une autre nature. Il s'agit davantage, pour lui, de préserver, autant que possible, les acquis de deux septennats et de réussir sa sortie.

Ainsi, quand on lui objecte que le retour à la proportionnelle dominerait au mouvement de M. Jean-Marie Le Pen, à en juger par les sondages, l'occasion de disposer d'un groupe parlementaire important, au Palais-Bourbon, il répond qu'il est préférable, pour le gouvernement et pour le pays, de voir siéger à l'Assemblée nationale une trentaine de députés du Front national que d'avoir à subir les sautes d'humeur de plus d'une centaine de députés RPR ou UDF « qui devraient leur élection au Front

national ». Quand on lui demande comment il pourrait s'accommoder d'une nouvelle cohabitation, au lendemain des législatives de 1993, M. Mitterrand ne raisonne plus comme il le faisait lorsqu'il expliquait qu'il avait choisi M. Jacques Chirac comme premier ministre, en 1986, parce que la logique institutionnelle le poussait à placer à la tête du gouvernement le principal vainqueur des élections et qu'il l'avait fait avec d'autant plus de détermination que cela lui avait permis de mieux le neutraliser.

Aujourd'hui, il souligne qu'il n'aurait, en pareille hypothèse, en 1993, que l'« embarras du choix », et que ce choix serait, pour lui, moins difficile. Il laisse donc entendre qu'il pourrait opter pour une personnalité possédant un profil plus nuancé, comparable, par exemple, à celui de M. Jacques Chaban-Delmas, auquel il avait songé en 1986.

De même, quand il s'exprime, en privé, sur les propositions de réforme constitutionnelle faites par les uns ou les autres, M. Mitterrand ne rejette pas l'idée que l'année qui sépare les élections cantonales et régionales de mars 1992 des législatives de 1993 pourrait être la plus propice à un ample toilettage. Il se déclare même, au passage, partisan d'un renforcement des pouvoirs de l'Assemblée nationale, en ce qui concerne, notamment, la maîtrise de l'ordre du jour des travaux parlementaires. Mais il rappelle toujours que toute révision constitutionnelle implique de la part des députés et des sénateurs un vaste consensus, dont on ne discerne pas vraiment l'ampleur, ces jours-ci, dans l'attitude polémique de l'opposition à l'encontre du pouvoir exécutif.

Une chose, en tout cas, est certaine : M. Mitterrand tient à faire savoir que son bureau personnel reste impénétrable à l'air du temps. On l'a même vu se mettre franchement en colère quand, dans l'une de ses dernières livraisons, *Paris-Match* a cru pouvoir affirmer que le président de la République traversait une phase dépressive.

ALAIN ROLLAT

Le débat sur la proportionnelle en 1985

## « Les Français ont fait tout de travers... »

Dans le deuxième tome du livre qu'ils consacrent à la *Décennie Mitterrand* (1), Pierre Favier et Michel Martin-Roland, journalistes à l'AFP, racontent notamment les échanges de vues qui aboutirent, en 1985, à l'adoption d'un mode de scrutin proportionnel pour les législatives de 1986.

Il rapportent ainsi les réflexions de M. Mitterrand en conclusion d'une discussion intervenue au sein du conseil des ministres, le 3 avril 1985 : « Les Français ont fait tout de travers. Ils ont accru la faiblesse de la V<sup>e</sup> par le scrutin proportionnel. Ils ont renforcé le pouvoir de la V<sup>e</sup> par le scrutin majoritaire. Cette remarque rejoint ce que disait le général de Gaulle : il faut changer de mode de scrutin tous les quinze ans. (...) Aujourd'hui, notre choix et notre campagne doivent être animés par la défense d'un seul principe, qu'en tant que président de la République je suis seul qualifié à exprimer : il faut que la scrutin soit enfin égal. La gauche a souffert d'un déni de justice en 1962, en 1967, en 1968 et plus encore en 1978 où elle constituait la majorité. (...) Pour être égal, le système majoritaire exigeait un formidable recoupage. (...) Notre intérêt est de choisir un système simple, car si la majorité donne l'impression de se défendre par des moyens juridiquement compliqués elle y perd. C'est ce qui m'a éloigné de la proportionnelle à deux tours, qui aurait eu faveur, mais qui eût été un système trop compliqué ».

Pierre Favier et Michel Martin-Roland rapportent également comment M. Mitterrand, un mois avant la victoire de l'opposition aux législatives de 1986, au cours d'un déjeuner

sur la côte normande, à Courseulles-sur-Mer, chez M. Louis Mexandreu, exposait sa problématique à propos du choix du premier ministre : « A table, raconte le ministre des PTT, Mitterrand nous dit : « Les jeux sont faits mais le résultat ne sera pas catastrophique. Ce sera même très serré. (...) Dans l'hélicoptère qui le ramène à Paris, Mitterrand évoque avec son chef de cabinet le choix du futur premier ministre : « Disons-vous bien, Glavany, qu'il n'est pas interdit d'être habile et qu'il n'est pas obligatoire d'être idiot. De toute façon, des candidats, il y en aura à ne pas savoir qu'en faire. (...) Puis il les laisse en route. » Chaban-Delmas ? Tout le monde sait qu'il en veut. On ne peut pas l'exclure mais à condition qu'il en ait les moyens en termes de majorité parlementaire. Ce serait sans doute le plus facile pour moi compte tenu de nos liens. Valéry Giscard d'Estaing ? Je me demande si ce ne paraîtrait pas trop facile. C'est celui qui en veut le plus, Jacques Chirac ? C'est la logique de l'enfermement : la droite a gagné, on se la paie. Et il y a tous ceux, comme Alain Peyrefitte, dont on ne parle pas mais qui, directement ou indirectement, ont fait acte de candidature. (...) Dumeznil préconise Giscard d'Estaing en faisant valoir que ce serait plus facile. Vous voulez dire, observe Mitterrand, vous imaginez ce numéro des deux présidents. C'est tout à fait impensable. (...) Puis il dit clairement : « Le plus dur d'entre tous, c'est Chirac. C'est donc le plus dur qu'il faut prendre. Pour lui céder les reins en l'usant au pouvoir... »

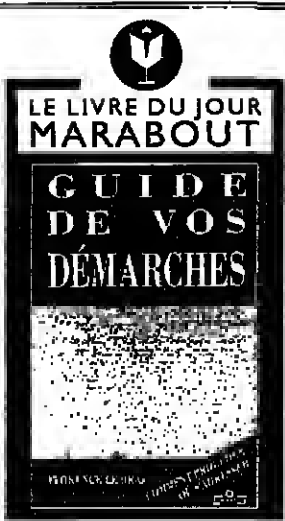
(1) La *Décennie Mitterrand*, 2. Les Epreuves, de Pierre Favier et Michel Martin-Roland, Le Seuil, 765 pages, 149 F.

## EN BREF

■ M. Bérézgovy souhaite un débat sur les institutions. — M. Pierre Bérézgovy a exprimé, lundi 4 novembre, au « Club de la presse » d'Europe 1, le souhait d'un grand débat sur les institutions, qui devra être tranché, selon lui, entre 1993 et l'élection présidentielle de 1995. Il s'agit, pour le ministre de l'économie et des finances, de savoir « quelles sont les institutions qui permettent le mieux d'assurer la stabilité de l'exécutif, la représentation des minorités et la cohésion nationale ». « Le gouvernement doit-il être responsable devant le président ou devant le Parlement ? s'est-il interrogé. Il s'est prononcé, aussi, pour une réforme du mode de scrutin, car « on ne peut pas écarter du Parlement des courants qui représentent aujourd'hui 10 % à 15 % de l'opinion ».

■ M. Sarkozy, pas d'alliance avec le FN. — M. Nicolas Sarkozy, secrétaire adjoint du RPR, a récusé, lundi 4 novembre sur RTL, toute alliance du RPR et de l'UDF avec le Front national pour les élections législatives de 1993. « Nous ne ferons pas alliance avec le Front national car il est porteur de haine et de divisions », a souligné le député des Hauts-de-Seine, qui a condamné également les propos de M. Michel Poniatowski, « inexactes sur le plan de la tactique et contraires à nos valeurs ».

■ M. Longuet : « une condamnation tranquille » de M. Michel Poniatowski. — M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, a prononcé, mardi 5 novembre sur RTL, « une condamnation tranquille » des propos de M. Michel Poniatowski, favorable à des accords avec le Front national. « Nous lui avons dit et nous le répétons : cela n'est pas sérieux, a-t-il déclaré. Ou nous avons une majorité, absolue ou relative, et nous gouvernons les régions. Ou nous n'avons pas la majorité, cela veut dire que les électeurs ne veulent pas de nous et, alors là, il ne faut pas s'obstiner à vouloir gouverner avec : n'importe qui pour faire n'importe quoi ».



le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ENTREPRISE ET L'APPRENTISSAGE

Envoyer 60 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro



## POLITIQUE

# Le spleen rose des députés socialistes

Suite de la première page

A partir de là, les attitudes divergent. Il y a ceux qui, comme M. Yves Vidal (Bouches-du-Rhône), démissionnent avec fracas du Parti socialiste en dénonçant un système dans lequel les députés sont condamnés « à jouer les spectateurs passifs », apprennent les projets de loi ou les grandes lignes du budget « à la télévision » et obtiennent moins, en le demandant poliment aux ministres, que les manifestants - agriculteurs, lycéens ou infirmières - bruyants et discoureurs (Le Monde du 1<sup>er</sup> novembre).

### « Labourage » de circonscription

Il y a les autres, la grande majorité, qui, conscients que rien ne va plus, pensent que, malgré tout, pour eux ça ira. L'orage peut éclater, ils ont toujours un parapluie sur eux. « L'été ri dans l'illusion qu'on ne le confondra pas avec son pari, qu'on reconnaîtra la valeur de son travail sur le terrain et que, individuellement, il s'en servira », observe M. Hollande. Les membres de ce camp se reconnaissent à plusieurs signes particuliers : absentéisme parlementaire accru au profit du « labourage » de circonscription, individualisme forcené, médiatisation outrancière de leur personne, indifférence à l'égard des débats qui agitent leur parti et désertion voyante des diverses conventions nationales, journées de réflexion, réunions de courant ou, *à fortiori*, congrès idéologique. Seul avantage de cette attitude : avec un parti assoupi, un groupe parlementaire résigné et docile, des députés actifs sur le terrain, le gouvernement peut mener sa politique dans une relative quiétude.

Dans une troisième catégorie, on trouve le lot des députés qui, tout mouillés de pluie, commentent la météo avec fatalisme. « 1993, ce sera comme 1996, du temps de Poulain : sortez les sorbiers. Et on dira tant et si bien qu'il se présente sous l'étiquette « mais je ne fais pas de politique », affirme M. Bertrand Gallot, député d'Eure-et-Loir. « La France fonctionne par cycles politiques : dix ans pour former une génération, dix ans pour qu'elle prenne le pouvoir, dix ans pour qu'elle décline », poursuit-il. « Le malheur, pour ma génération, c'est qu'elle arrive à maturité dans le dernier cycle », constate avec ironie ce quadragénaire socialiste. Un constat partagé par M. Hollande : « Finalement, naïf, un aura été trop jeune pour gérer cette fois, les affaires de l'État et on sera peut-être trop vieux la prochaine fois... ».

### Cassure entre la gauche et les Français

A cette inéluctable élimination M. Gallot donne deux explications : « La cassure entre la gauche et les Français date du congrès de Rennes et des affaires. Avant, les socialistes avaient ou moins l'image de ne pas se chamailler pour le pouvoir et de ne pas aimer le fric. C'était vraiment les deux domaines dans lesquels la gauche était propre. Aujourd'hui, on a cassé notre plus beau jouet. Et il faudra des années pour le réparer. » M. Michel Suchod, député de la Dordogne, partage cette analyse : « Les plus grands déçus du socialisme sont les socialistes eux-mêmes. Ils ont le sentiment d'avoir perdu leur âme et ils ne savent plus quelle politique ils défendent. Quant à la morale, quelle crédibilité nous restera-t-il, demain, pour dénoncer la République bananière des autres ? ».

Ces tristes considérations incite-

raient-elles, pour autant, à renouer à se battre ? « Oui », répondent sans hésitation M. Jean-Michel Belorgey, député de l'Allier, et M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau, députée, appartenée PS, du Doubs. Tous deux ont décidé de ne pas se représenter en 1993. M. Belorgey en a « assez de battre contre des moulins ». Il a fait scrupuleusement ses calculs et il en conclut que « la dose d'énergie dépensée, pour le produit que l'un obtient au Parlement, n'est vraiment pas d'un bon rapport qualité-prix ».

En dépit de sa fonction, envier et privilégier de président de la commission des affaires familiales, culturelles et sociales de l'Assemblée nationale, il a perdu l'illusion à laquelle, sans doute, il était le plus attaché : « J'ai longtemps cru que l'Assemblée était le lieu de la transformation du projet en réalité, le lien idéal entre les idées collectives et la vie, parce que c'était là que l'on fabriquait des normes. En fait, on vérifie peu l'impact de ce qu'on vote sur le quotidien des gens ». Auteur d'un livre-réquisitoire intitulé *Le Parlement à refaire* (1), M. Belorgey dénonce aussi un système parlementaire qui « oblige toujours les députés de la majorité à soutenir le gouvernement, à servir les rangs, alors que notre rôle devrait être de se montrer attentif aux cris des citoyens et de la société ».

Aujourd'hui, affirme celui qui fut le rapporteur averti du projet de loi instituant le revenu minimum d'insertion (RMI), ces « cris » ne sont entendus ni par ses collègues députés ni par son parti. Ce qui l'incite à chercher ailleurs, au sein par exemple des mouvements d'usagers, du militantisme associatif, qui véhiculent « moins d'affirmations idéologiques, mais plus de propositions d'amélioration des conditions de vie ». « Je serais heureux si je pouvais, à ma place, aider à résoudre le problème des gens qui créent la dalle ».

### Le bilan de M<sup>me</sup> Bouchardeau

M<sup>me</sup> Bouchardeau ne dit pas autre chose lorsqu'elle constate que, faute d'implantation locale, le député « ne peut d'aucun sens à son action sur le terrain ». Parachutée une première fois en 1986, au bénéfice de la proportionnelle et sans un enthousiasme débordant, dans le Doubs, elle avait toutefois voulu se battre pour repagner, sur son aumône et non plus sur son étiquette, son siège en 1988. Las, on lui demanda de quitter Besançon pour aller se présenter dans le nord du département. Ce qu'elle fait, avec succès. Mais son échec aux élections municipales de 1989, à Sochaux, la démoralise. « Quatre heures de train et aucune possibilité d'agir concrètement, ça use », lance-t-elle dans un soupir.

Parce qu'elle ne veut « plus passer la moitié de sa semaine, donc de sa vie, à travailler seulement à sa réélection », elle a décidé de se retirer. Elle avoue aussi qu'« être payée pour ce genre d'activité politique (la) gêne de plus en plus » et elle a même sérieusement pensé, comme M. Belorgey, à avancer le terme de son mandat via démissionnisme, parce qu'elle se disait qu'« un an de vie, c'est beaucoup ». Lorsque, en outre, on a découvert, comme elle, les délices de l'écriture, de l'autobiographie au récit de la vie de George Sand, avant de se lancer dans le roman, on a peut-être, plus que quiconque, la distanciation facile... M<sup>me</sup> Bouchardeau dresse elle-même son bilan : « J'ai été une militante passionnée et non rémunérée du PSU pendant vingt ans. Puis ministre, et j'en garde un souvenir précieux et complètement satisfaisant ».

Enfin député : je l'ai été avec honnêteté et vertu, mais je n'en ai pas tiré un quelconque plaisir ».

Moins affirmatif que M<sup>me</sup> Bouchardeau et M. Belorgey, M. Jean Giovannoli, élu du Morbihan, qui « ne regrette absolument pas son expérience de député » reconnaît lui aussi « en avoir un peu fait le tour ». Pour « tourner la page », ce « militant socialiste depuis l'âge de douze ans » veut toutefois s'assurer de pouvoir céder son siège à quelqu'un de sa famille politique. D'autres députés, qui ne vont pas jusqu'à renoncer à solliciter, une fois encore, les voix de leurs électeurs, avouent leurs doutes. M. Philippe Saamrao, élu des Bouches-du-Rhône, est l'un d'eux : « Les gens ont compris qu'il était inutile de s'adresser à moi, car, faute de mandat local, je ne leur sers à rien ». Lui aussi, pourtant, a essayé d'y croire. « À l'Assemblée, j'ai pris le rapport sur le budget du logement. Je me disais, voilà du concret, qui concerne directement mes électeurs et qui va me donner un sujet de conversation avec eux. Je l'ai étudié à fond. Bilan entièrement négatif car dès qu'il fallait obtenir quelque chose, c'était le maire de Marseille qui en avait le pouvoir, pas moi ».

### Un groupe « anti-blues »

Comme M<sup>me</sup> Bouchardeau, M. Sannarco a un peu mauvaise conscience en ce qui concerne ses engagements de parlementaire : « Je suis payé pour le travail que je fais. Ça ne peut plus durer ». Sa candidature en 1993 ? « Si c'est pour continuer comme aujourd'hui, je ne me représente



pas, car c'est se moquer des gens ! Son voisin des Alpes-de-Haute-Provence, M. Belon, n'a pas non plus envie de se représenter si c'est « uniquement pour gagner une élection, sans savoir pour quoi faire, avec qui et à quel prix ». Pensant plus directement aux élections régionales qu'aux législatives, il met en garde ses amis contre la tentation « d'accepter n'importe quoi, dans le seul but de sauver les

meubles ». M. Hollande se veut plus pragmatique : « Le problème, quand on a commencé à faire de la politique, c'est que l'on ne sait plus faire grand-chose d'autre. Quelle est l'entreprise qui va embaucher un oncle député ? » observe-t-il avec lucidité.

N'y aurait-il donc pas, pour ces députés cafardeux, de perspectives d'éclaircie ? Ils veulent y croire. Certains essaient même de les sol-

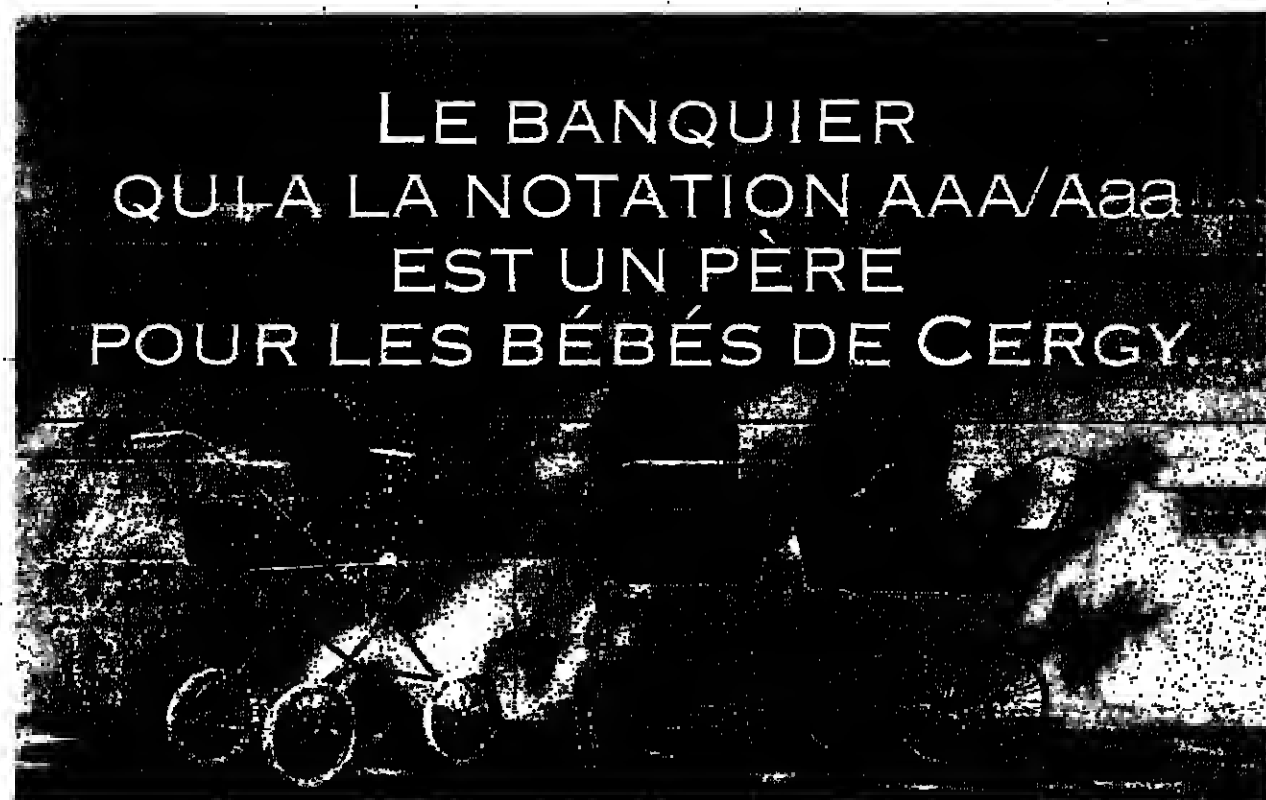
liciter. Dans leurs petits bureaux de douze mètres carrés, quelques-uns se prennent à rêver de la création d'un groupe parlementaire autonome, à la rentrée de printemps. M. Belorgey y réfléchit sérieusement. S'il a raison à démissionner, il n'attend pas rester inactif dans les douze mois qui viennent. Il souhaite regrouper des députés de droite comme de gauche qui, comme lui, veulent « mieux faire marcher le Parlement » et retrouver la « liberté de déposer des propositions de loi », de « critiquer les textes du gouvernement ».

De son côté, M<sup>me</sup> Bouchardeau, qui avait activement participé à la préparation d'un groupe France unie à l'Assemblée nationale, sous l'impulsion de M. Jean-Pierre Soisson, ne veut pas croire que l'échec de cette tentative est définitif. Mais elle en a tiré les leçons. Le groupe parlementaire auquel elle réfléchit, avec quelques autres, à encore de divers horizons politiques, ne veut pas se contenter « d'être la carie sur le gâteau de la majorité présidentielle ». Elle voudrait, dans les dix-huit mois qui restent, « ne pas perdre son temps » et « tenter de rénover la vie politique en examinant les projets à fond, en tirant les conséquences lucides de la fin des idéologies ». Son projet tient en une formule : un groupe « anti-blues ». Puisqu'il n'existe pas, autant songer à l'inventer...

PASCALLE ROBERT-DIARD

(1) Editions Gallimard-Le Dénoué (Le Monde daté 13-14 octobre)

## LE BANQUIER QU'IL LA NOTATION AAA/Aaa EST UN PÈRE POUR LES BÉBÉS DE CERGY.



Le Crédit local bénéficie de la meilleure note décernée par les experts internationaux : AAA/Aaa. Cette note est un signe de sa solidité financière et, en particulier de l'importance de ses fonds propres.

Principal banquier des collectivités locales, le Crédit local finance la réalisation de projets urbains, d'équipements sportifs, d'écoles, de crèches, de réseaux de transports, etc.

En devenant actionnaire du Crédit local, votre intérêt est double : vous participez à l'amélioration de votre cadre de vie et vous investissez dans une entreprise solide et dynamique.

Un document de référence (N°COB 891-013 du 18 octobre 1991) est disponible sur simple demande auprès du Crédit local de France au 16 (1) 40.57.70.53.



CRÉDIT LOCAL DE FRANCE  
BIENTÔT, VOUS POURREZ EN ÊTRE ACTIONNAIRE.

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC  
AUX MEILLEURES TABLES.





## SOCIÉTÉ

Relance du débat sur la peine capitale après le double meurtre des Pyrénées-Orientales

## Compassion pour deux petites filles mortes

Le viol et l'assassinat de deux petites filles de dix ans, Ingrid et Muriel, originaires d'Elne (Pyrénées-Orientales), dont les corps ont été découverts dimanche 3 novembre près de Lodève (Hérault), ont été l'occasion, pour des élus de l'opposition, d'ouvrir à nouveau le débat sur la peine de mort. MM. Robert Pandraud et Eric Raoult, députés RPR de Seine-Saint-Denis, ont souhaité qu'une proposition de loi sur son rétablissement soit sans tarder inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée.

La sénatrice Paul Alduy (UDF), maire de Perpignan, a déposé une proposition de loi réclamant le rétablissement de la peine de mort pour les crimes de sang assortis de violences sexuelles à l'encontre de mineurs.

Mardi 5 novembre, plusieurs milliers de personnes ont assisté dans le calme aux obsèques de Muriel Sanchez et d'Ingrid Van de Portaela à la cathédrale d'Elne où, la veille, la population était venue se recueillir devant les deux cercueils.

## PERPIGNAN

## de notre envoyée spéciale

C'étaient deux petites filles, avec leurs sourires et leurs cheveux brillants, dont jamais les photos n'auraient dû quitter les albums de famille. Ingrid, la toute blonde, avec ses yeux d'iris en amande, comme il sied à une petite fille du Nord, et Muriel, la brune, surprise naguère en col Claudine et bretelles roses, le sourire retenu, et l'œil noisette.

Les a-t-on vues, les a-t-on cherchées, ces deux « petites » au même geste d'enfant sage, mains jointes sur le ventre pour le photographe familial qui passait par là.

De ces deux photos, le cauchemar a fait des avertissements, placardés dans tous les commerces et collés sur les vitres de tous les bus de la région. Deux longues semaines - depuis leur disparition le 19 octobre - ces deux bouilles-là sont entrées dans toutes les têtes, dans toutes les peurs.

Deux enfants sages parties chercher des images avant - croyaient-elles - de mourir dans un gîte d'anniversaire dont personne n'alluma les bougies.

Le chemin de ces deux enfants croisa celui d'un homme, d'un père de famille, qui avait plus tard les avoir entraînés sous le prétexte de chercher une cabine téléphonique, puis les avoir violés, puis tués, puis jetés dans un trou de la montagne avant de tenter, en vain, de mettre fin à ses jours.

Deux semaines durant, Elne et ses habitants, quelques milliers de braves gens qui vivent - ou vivaient - paisiblement entre Canigou et côte Vermeille, les ont cherchées et aimées d'amour, dans une compassion fraternelle qui les a rendus collectivement orphelins d'enfants devenus les leurs.

Ce sont les coqueurs, les hélicoptères, les ordinateurs, les

chiens, les renseignements qui ont permis de découvrir que les deux « petites », comme on dit à Elne, étaient mortes si tôt - ou presque - (mais ce presque n'est pas rien) après avoir été enlevées par un homme malheureux qui passait par là. Les habitants d'Elne, les 3 000 bénévoles qui ont cherché la nuit, le jour, fait des battues, fouillé les vieilles granges, les ébénistes creux et les murs n'ont rien trouvé. Sinon que dans la peine, ils pouvaient être solidaires.

## Inséparables cousines

Et voilà qu'on leur a rendu les petites filles. Lundi 4 novembre, dans l'après-midi, avec une rapidité inouïe, la justice, les médecins légistes les leur ont redonnées. Le suspect, interpellé la veille, une fois raconté par le menu son terrible périple, avait fini par guider les enquêteurs aux abords d'un aven, comme un soupire de montagne, une faille entrouverte où les deux corps nus avaient été repêchés.

Enfermées dans des cercueils de plomb pour que les pères, les mères, déshérités, ne puissent voir ni toucher ce qui avait été dix ans durant leurs filles, on les avait une nouvelle fois recloses, dans un cercueil de bois cette fois, une deuxième enveloppe « normale » qui cachait l'indolence et pourrait être vue de tous. Deux heures durant, les familles, les proches, les amis avaient pu se recueillir à la maison devant ces deux boîtes.

Et puis, puisque Ingrid et Muriel, ces inséparables cousines, désormais, appartenait à tous, on avait porté ces cercueils à la cathédrale d'Elne. Cette sublime protobranche romane, perchée en haut d'un chemin en lacets, démentait avec ses trois nefs et son cloître de marbre pour ce village modeste, aux ruelles coupées de petites places qui appellent la balade romantique, et où la vigne

vierge court naturellement. On les avait posées, ces deux boîtes pour petites filles mortes, et on les avait ouvertes.

On croyait, on craignait une foule vaine, méchante, prête à lyncher poissée des pétitions pour la peine de mort circulant dans le village. Et on vit arriver dans la nuit, dans le vent, dans ce village qui faisait mine de s'assourdir, des gerbes portées par des messieurs en costume du dimanche, des roses, une à une dans les mains de femmes discrètes.

Dans la cathédrale, au chant retenu des prières, devant les bougies courtes, trapues, insérées dans du verre rouge épaissi, piquées comme des bouquets,

répondait le glissement chuintant des pieds sur les dalles. On s'avancait vers les corps de ces petites filles tuées, avec une infinie délicatesse, comme sur la pointe des pieds. On osait à peine pleurer. Il y eut des accolades, des embrassades furtives, des poignées de main discrètes.

Beaucoup d'enfants étaient là, du même âge qu'Ingrid et Muriel. Sur leur épaule, en signe d'une protection presque violente, le main d'un adulte, presque toujours, était posée. Comme s'il fallait s'assurer que son petit à soi était bien là, à sa main. Et pour les rassurer aussi, ces enfants sortaient dans la nuit et le vent pour s'incliner devant deux des leurs.

Des vociférations, dans ce

moment privilégié de dantier d'une déchirante dignité, il n'y en eut pas. On écrivait sa peine et sa solidarité sur de loards cahiers qu'il fallait changer vite de peur que le papier ne vienne à manquer. On avait peine à quitter cette cathédrale comme saupoudrée de fleurs blanches, enfantines et frêles, où les cercueils, objets, sujets du pèlerinage, disparaissaient dans un buisson d'amis connus ou inconnus.

Demain, plus tard, peut-être se parviendrait-on pas à contenir la colère. Mais ce soir-là, entre soi, il n'y avait place que pour la peine.

AGATHE LOGEART

## Abolir l'abolition ?

Cela fait dix ans que la peine de mort a été abolie en France, et dix ans que l'on parle de la rétablir. Avec régularité, des parlementaires proposent son retour, généralement au lendemain de crimes qui révoltent l'opinion, comme l'assassinat et le viol des deux fillettes d'Elne. Avec la même régularité, les sondages démontrent que les Français restent partisans du rétablissement de la peine capitale, à une forte majorité lorsqu'on leur pose la question après de tels crimes.

Sept propositions de loi engagent l'application du châtiment suprême aux meurtriers de mineurs, mais pas à ceux-ci, ont été déposées depuis le début de la législature (1988), deux au Sénat et cinq à l'Assemblée nationale, par des parlementaires de l'opposition. Avec peu de chances d'être inscrites à l'ordre du jour puisque le gouvernement y est opposé.

Au demeurant, il n'existe pas de majorité à l'Assemblée nationale pour rétablir la peine de mort. Outre les communistes et les socialistes, de nombreux députés de l'UDF et du RPR y seraient opposés, qui ont voté son abolition en 1981, tel M. Jacques Chirac. Comme premier ministre rétablir la peine de mort, de 1986 à 1989, à envisager un retour au châtiment suprême, malgré des velléités en

ce sens du garde des sceaux de l'époque, M. Alain Chabat. Il n'est pas certain non plus que le Sénat soit prêt à favoriser le rétablissement de la peine capitale. En 1981, bien que penché à droite comme aujourd'hui, il s'était prononcé pour son abolition.

## Au ban des nations

Un autre obstacle, international celui-là, s'oppose à ce rétablissement : la France a ratifié en 1988, juste avant le changement de majorité, un « protocole annexé » à la Convention européenne des droits de l'homme, protocole qui rend difficile un retour à la peine capitale. Pour rendre effectif ce rétablissement, la France devrait au préalable dénoncer cette convention où bien ce protocole - les spécialistes débattent de l'étendue de ses obligations.

Dans le Cœur du 9 octobre, M. Robert Badinter, qui fit, comme ministre de la Justice, voter l'abolition de la peine de mort et qui est aujourd'hui président du Conseil constitutionnel, avait expliqué la nécessité dans laquelle serait la France de dénoncer la convention si elle souhaitait rétablir la peine de mort. L'obligation de dénoncer le seul protocole est mise en avant par d'autres juristes. Dans les

deux cas le verrou est solide, à déseiner. En rétablissant la peine capitale, la France risquerait de se retrouver au ban de l'Europe.

Au ban des nations aussi. Paris a signé en 1989 un autre protocole, dit, là, à l'ONU, qui interdit, comme le précédent, les exécutions capitales (1). La France ne l'a pas encore ratifié. Il n'est donc pas, pour elle, valeur contraignante. Mais l'adoption de ce protocole, après dix ans de bataille aux Nations unies, est révélateur d'une évolution observée partout dans le monde, où la peine de mort a tendance à reculer. Saisie par l'ont abolie en droit ou en fait depuis 1981 : cette année-là date à laquelle, dernier pays d'Europe occidentale à s'être libérée de la peine de mort, la France s'y était résignée à son tour.

B. L. G.

(1) Dominique Brillet, *L'abolition mondiale de la peine de mort*, Revue de science criminelle, avril-juin 1991.

Rectificatif. - C'est par erreur que nous avons indiqué dans notre édition du 29 octobre qu'aucun Blanc n'avait jamais été exécuté aux États-Unis pour le meurtre d'un Noir depuis que la peine de mort y a été rétablie en 1976. L'un d'eux a été exécuté en Caroline du Sud, le 6 septembre, en Caroline du Sud. C'est la première exécution d'un Blanc pour le meurtre d'un Noir depuis 1944, sur la millier survenues aux États-Unis depuis cette date.

## A la base de Toulouse-Francal

## Sept appelés parachutistes inculpés de sévices sexuels

Sept parachutistes appelés de la base opérationnelle mobile aéroportée (BOMAP) de Toulouse-Francal ont été inculpés par M. Christiane Vignau, juge d'instruction à Toulouse, pour avoir fait subir des sévices sexuels à deux de leurs camarades. Cinq des inculpés ont été incriminés à la maison d'arrêt Saint-Michel, deux autres ont été placés sous contrôle judiciaire (voir nos dernières éditions du 5 novembre). Une commission rogatoire a été délivrée pour un complément d'information.

## TOULOUSE

## de notre correspondant

A Francal, dans le banlieue de Toulouse, les quelque sept cents militaires chargés de l'entretien, du pliage des parachutes ainsi que de la maintenance des différents matériels engagés sur les théâtres d'opération extérieurs vivent à leurs occupations. Ils sont, ce lundi, en pleines manœuvres, avec pour consigne stricte de ne pas verser dans la confidence. Et pourtant l'affaire a transpiré depuis qu'un jeune militaire a confié au commandant du régiment que certains de ses camarades lui avaient réservé une soirée un peu spéciale. Une plainte a été déposée. La brigade territoriale de gendarmerie de Toulouse-Mirail a mené l'enquête.

L'affaire remonte au mardi soir 29 octobre. De jeunes soldats étaient punis de vingt jours d'arrêt, condamnés tous les soirs après le travail à faire chambre à quatre, sous la surveillance d'un gradé, pour avoir manqué à la discipline militaire, ou pour quelque menu vol à l'étalage dans une

grande surface de la région. Prévenus par le commandant de corps de la BOMAP, les enquêteurs ne tardèrent pas à connaître les sévices subis par deux appelés : étouffements, coups de poing, fétillations, introduction d'un manche à balai dans l'anus...

Incorporés en avril et juin derniers, certains de ces apprentis torionnaires avaient déjà eu maille à partir avec la justice. L'un d'eux avait même sous le coup d'une peine de prison de deux ans avec sursis. « Nous recevons des appels de toute la France. Je ne connais leurs antécédents que trois ou quatre mois après leur incorporation. Et encore, la justice ne nous donne pas toutes les pièces », plaide le lieutenant-colonel Duc.

L'armée, affirme qu'elle ne fait aucune enquête, sauf sur les jeunes recrues appelées à tenir des emplois sensibles comme standardistes, secrétaire ou opérateur radio. Elle n'en a, dit-elle, ni les moyens ni la permission. Et pourtant, de l'avis même de la hiérarchie, nombre des quelque quatre cent quarante appelés qui transitent par la BOMAP à Francal posent de

gros problèmes. Une soixantaine d'entre eux suivent actuellement des cours d'alphabétisation. En fait, ce qui inquiète et agace l'autorité militaire, c'est la répétition des « problèmes » dans cette caserne.

Le 25 avril dernier en effet, quatre appelés de cette même BOMAP étaient condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité pour trois viols et quatre meurtres de jeunes filles de la région toulousaine. M. Marc-Christophe Elia, avocat de la partie civile, avait alors, sur la foi des confidences d'un ancien instructeur militaire, mis en cause l'encadrement de la base, coupable, selon lui, d'entretenir à l'intérieur un climat malsain.

Aujourd'hui, la BOMAP a pris sur elle de livrer ses brebis galeuses. D'après cette dernière affaire, certains appelés risquent la cour d'assises. La justice militaire se contentera des arrêts de rigueur. Mais, sensibles à l'image que l'opinion pourrait avoir d'eux, les militaires voudraient bien qu'on ne les confonde pas avec les « ramassis de bandits » alors qu'ils participent à plusieurs missions humanitaires au Kurdistan et au Cambodge.

GÉRARD VALLÉS

## EN BREF

Le Canada pourrait acquiescer des missiles antichars français. - En visite en France, le ministre canadien de la défense, M. Marcel Masse, a convenu, lundi 4 novembre, avec son homologue français, M. Pierre Joxe, d'augmenter la coopération militaire entre les deux pays. En particulier, le ministre canadien s'est dit intéressé par l'acquisition de missiles antichars Eryx conçus par le groupe Aérospatiale, dont la particularité est de pouvoir être tiré depuis une « encoche » confiante, dans des combats de rue par exemple. L'industrialisation de ce missile commencerait en 1992.

Suède à l'attention pour la ligne EDF de Val-Louron. - Le tribunal administratif de Pau, dans un jugement rendu le 5 novembre, a ordonné le sursis à exécution des travaux de la ligne EDF de Val-Louron (Hautes-Pyrénées). Au motif que l'ouvrage envisagé porterait une atteinte irréversible au site (une ligne à très haute tension portée par des pylônes de 70 mètres), les juges ont confirmé les conclusions du communiqué du gouvernement (le Monde du 24 octobre). Cette décision démontre l'opposition des écologistes et du ministre de l'environnement, M. Lalonde.

Le Monde  
NUMÉRO SPÉCIALPROCHE-ORIENT :  
DE LA GUERRE A LA PAIX ?

Le Monde publie un numéro hors-série sur les grands dossiers du Proche-Orient : les incertitudes de l'après-guerre dans le Golfe, le sort des Kurdes, la situation au Liban, le conflit israélo-arabe. Outre ces points chauds, le Monde répertorie les situations à risques dans le contexte géopolitique de la région : le pétrole, l'armement, la pénurie d'eau, l'intégrisme islamique. Avec des photos qui ont fait date, de nombreuses cartes en couleur, et les meilleurs dessins parus dans le quotidien. Proche-Orient : de la guerre à la Paix ? un numéro spécial du Monde pour mieux comprendre les enjeux politiques, économiques et religieux.

132 pages - 45 F



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

## BON DE COMMANDE : PROCHE-ORIENT

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_  
PAYS \_\_\_\_\_  
FRANCE (métropole uniquement) Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ X 50 F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F  
DOM-TOM et ÉTRANGER Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ X 55 F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F

Bulletin et règlement à retourner à :  
Le Monde - Service Vente au numéro - 15, rue Falgaire, 75011 PARIS CEDEX 13 - FRANCE. 1/4 LM

550 من الأصل



## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

La reconduite à la frontière d'un Sénégalais

#### Le préfet de l'Allier est condamné pour « voie de fait »

Le tribunal de grande instance de Cusset (Allier) a jugé, samedi 2 novembre, « contraire à la légalité et aux principes généraux du droit » l'embarquement forcé pour Dakar de M. Dia M'Bake, un Sénégalais de trente-trois ans qui avait fait l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière pour séjour illégal. Au moment où les juges examinaient son recours, l'intéressé avait déjà été mis dans un avion.

M. Dia M'Bake avait été interpellé sans papier le 28 octobre à Vichy. Deux mois plus tôt, la préfecture de l'Allier avait refusé sa demande de carte de séjour, lui donnant un mois pour quitter la France. Il a fait immédiatement l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière, confirmé le 29 octobre par le tribunal de grande instance de Cusset, qui l'assigne à réintégration au commissariat de police de Vichy, le département de l'Allier ne disposant d'aucun centre de rétention administrative. Le tribunal administratif de Clermont-Ferrand refuse, deux jours plus tard, d'annuler l'arrêté du préfet, en tant qu'il n'est pas assorti d'un recours en annulation. Mais les juges administratifs constatent que l'arrêté du préfet ne comporte pas indication du pays où il doit être reconduit et ne peuvent donc valablement le contrôler. Ils suggèrent à M. M'Bake de déposer un second recours dès qu'il aura connaissance, même verbalement, de la destination qu'on lui impose. C'est évidemment la voie suivie par son défenseur qui lui fait signer un nouveau recours ayant son retour

en rétention, le 31 octobre au soir. Le lendemain, lorsque l'avocat tente de reprendre contact avec son client, il est déjà dans l'avion pour Dakar qui a décollé de Roissy à dix heures. Le tribunal administratif, ne peut donc, le 2 novembre, que rejeter la demande d'annulation d'une décision déjà exécutée. Mais le juge constate que « M. Dia M'Bake n'a en réalité eu connaissance de la décision d'expulsion qu'au moment de son embarquement » et n'a donc pas pu « en demander l'annulation » comme le prévoit l'ordonnance de 1945 sur les étrangers. « Au regard des exigences qu'impose l'état de droit », poursuit le tribunal, l'intéressé doit pouvoir « exercer un recours effectif » et disposer « du droit de se que sa cause soit entendue équitablement ».

Le tribunal de grande instance de Cusset, saisi en référé le même jour, reprend les mêmes motifs et juge « tous à fait contraire au respect de la plus élémentaire des droits de la défense que M. Dia M'Bake ait été, quelques heures seulement après le rendu du jugement du tribunal administratif (...), mis dans un avion à destination de Dakar, pays où il semble qu'il risque des persécutions (...) ». Le juge judiciaire qualifie de « voie de fait » les agissements de l'administration et se déclare donc compétent. Il condamne le préfet de l'Allier à tous les dépens et ordonne que M. M'Bake soit « ramené sans délai » au commissariat de Vichy.

Décision toute formelle puisque l'intéressé se trouve à présent au Sénégal, victime, selon ses avocats d'un « enlèvement ». Le ministre de l'Intérieur a décidé de faire appel du jugement du tribunal de grande instance. Affirmant que la législation a été « strictement respectée », il conteste la compétence du juge judiciaire et réclame la qualification de « voie de fait », estimant que les craintes manifestées tardivement par M. M'Bake à l'égard du Sénégal n'ont « aucun caractère sérieux ».

PHILIPPE BERNARD

A Châlons-sur-Marne

#### La décision de fermer une maternité est annulée par le tribunal administratif

Le tribunal administratif de Châlons-sur-Marne (Marne) a annulé un arrêté du préfet de la Marne suspendant le fonctionnement de la maternité de l'hôpital de Sainte-Menehould. Le 27 décembre 1990, l'arrêté du préfet qui suspendait le fonctionnement de la maternité avait plongé une partie de la population de cette petite ville de 3 400 habitants dans la consternation.

Pour justifier sa décision, le préfet invoquait notamment le fait que n'étaient pas présents en permanence dans l'hôpital un médecin anesthésiste et un gynécologue obstétricien. Avec moins de 300 accouchements par an, seuil minimal fixé par le ministère de la santé pour assurer les conditions de sécurité, la maternité publique devait fermer ses portes.

Dès le 9 janvier, le maire de la commune avait déposé un recours en annulation devant le tribunal administratif de Châlons-sur-Marne (le Monde du 12 janvier), suivi par le centre hospitalier. Les hôpitaux de Châlons et de Verdun, situés à une quarantaine de kilomètres, étaient trop éloignés, particulièrement en cas d'urgence, pour assurer la sécurité des parturientes, estimait le maire. Le 13 janvier, l'occasion d'un référendum local, les électeurs des soixante-sept communes de l'arrondissement s'étaient prononcés massivement pour le maintien des services hospitaliers de la petite ville. Le 2 avril, l'accouchement difficile d'une femme d'une commune voisine, pratiqué à domicile par le médecin obstétricien de Sainte-Menehould avait relancé la mobilisation.

Dans son jugement du 8 octobre, le tribunal administratif a annulé la décision du préfet de la Marne en vertu de l'« incompétence » de l'autorité qui a pris la décision. Le tribunal considère

que seul le ministre chargé de la santé a le pouvoir de se substituer au conseil d'administration pour ordonner la fermeture provisoire ou définitive d'un service d'un établissement hospitalier public. Dans l'entourage du ministre délégué à la santé, on annonçait, mardi 5 novembre, la décision de maintenir la fermeture « compte tenu de l'insuffisance des garanties de sécurité à l'égard des parturientes ».

M. La.

A Paris

#### Les squatters du quai de la Gare acceptent un relogement provisoire

Les cent et une familles sans logement, qui campent depuis le 13 juillet, quai de la Gare, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris sur le terrain voisin du chantier de la Très Grande Bibliothèque, ont décidé d'accepter les propositions de relogement provisoire faites par M. Christian Sautter, préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris (le Monde du 1<sup>er</sup> novembre). Les cinquante-trois familles, autrefois domiciliées à Paris, seront hébergées dans des appartements de la capitale, certaines immédiatement, d'autres, dans un délai de

quinze jours à six semaines nécessaires à une remise en état des logements. La Mairie de Paris s'est engagée de son côté à trouver un toit aux huit familles qui travaillent pour la ville.

En attendant, tous ces parents et enfants seront installés dans des préfabriqués placés sur deux terrains appartenant à l'Etat, boulevard Berthier (17<sup>e</sup>), et quai d'Austerlitz (13<sup>e</sup>). Ces préfabriqués accueillent également les quarante-sept autres familles venues de banlieue et qui recevront des propositions de relogement similaires de la part des préfets des départements dans lesquelles elles dépendent. Toutes devraient, selon la loi Besson, accéder à un logement définitif d'ici à trois ans.

M<sup>me</sup> de Panafieu (RPR) : « L'Etat est malhonnête »

« L'Etat est malhonnête en prétendant régler l'affaire des squatters du quai de la Gare alors qu'il ne fait que déplacer le problème d'un arrondissement à un autre », a affirmé M<sup>me</sup> Françoise de Panafieu, adjointe (RPR) au maire de Paris, député du 17<sup>e</sup> arrondissement, en apprenant qu'une partie des Malien allaient être hébergés provisoirement dans des baraquements de chantier installés boulevard Berthier, à l'angle de la porte d'Asnières. « C'est déjà un quartier qui compte parmi sa population 22 % à 30 % d'immigrés », précise M<sup>me</sup> de Panafieu, qui ajoute « les élus locaux n'ont pas été prévenus de cette initiative alors qu'ils doivent par exemple régler la scolarisation des enfants et assurer le suivi social de ces familles ». Le député de l'arrondissement affirme que les riverains du boulevard Berthier vont créer une association pour protester contre la venue des squatters de l'Est parisien.

La situation des sans-logis dans la capitale a par ailleurs été relancée, lundi 4 novembre, par le début d'une grève de la faim de huit familles sur le trottoir de la rue de Turbigo (3<sup>e</sup>).

JEAN PERRIN

### REPÈRES

#### CYCLISME

Record des 3 km pour Jeannie Longo

Exclue des derniers championnats du monde de cyclisme pour ne pas avoir accepté la marque de pédales imposée par la Fédération française de cyclisme, la Grenobloise Jeannie Longo a amélioré son propre record du monde sur 3 kilomètres sur la piste couverte du vélodrome du Palais des sports de Grenoble. Avec un temps de 3 min 41 s 29, la Grenobloise a réalisé lundi 4 novembre 2 secondes de moins que son précédent record établi au Palais des sports de Paris en 1986.

#### INTERPERIES

Précoce vague de froid aux Etats-Unis

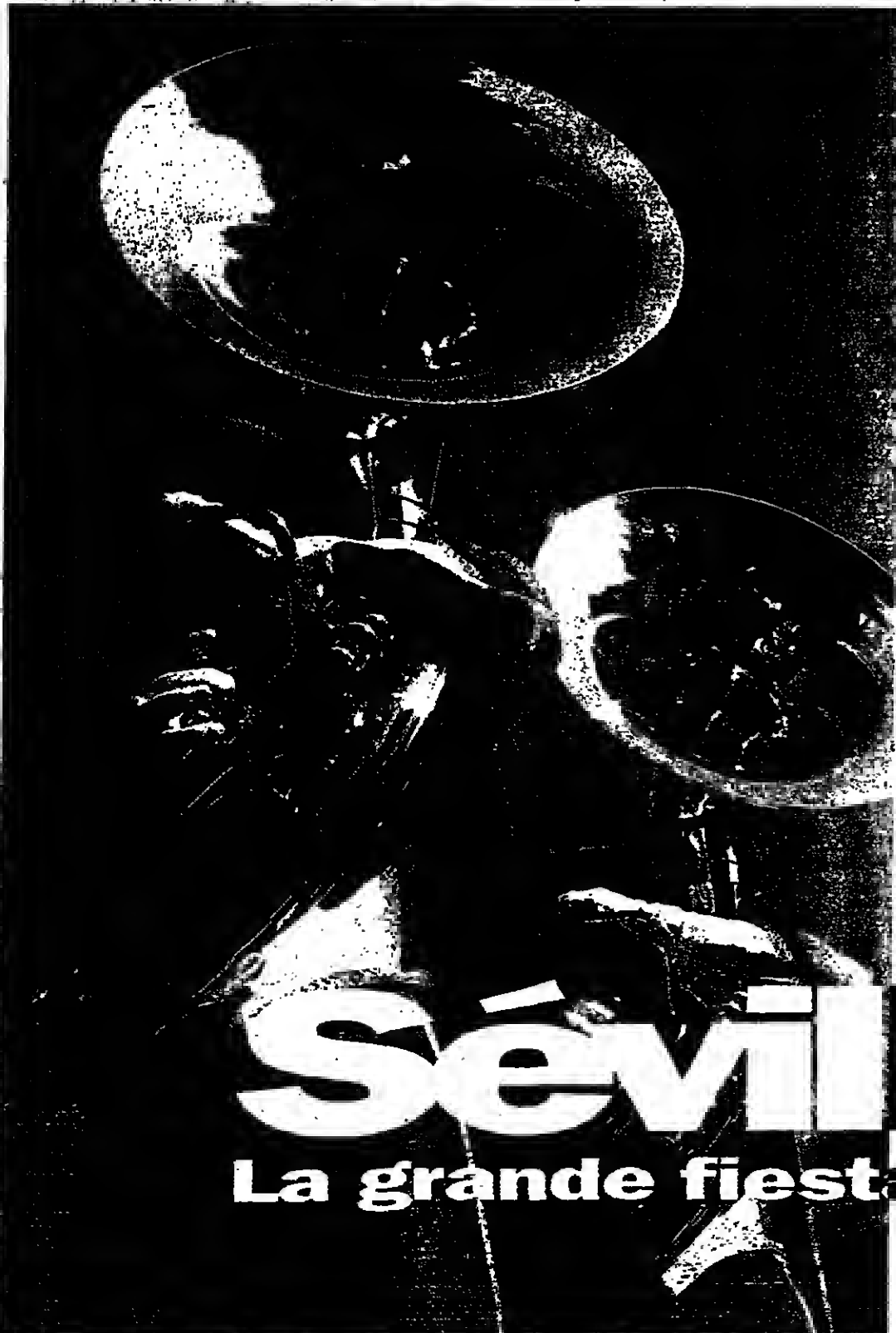
Une centaine de villes de toute la région centrale des Etats-Unis, des Grands Lacs ou gnifs du Mexique, a subi depuis quelques jours une vague de froid très précoce et exceptionnelle pour le début d'un mois de novembre. On

a ainsi enregistré des températures allant de -20°C à -10°C. Plus graves encore sont les très abondantes chutes de neige, parfois de près d'un mètre.

#### ILE-DE-FRANCE

3 500 arbres menacés d'abattage en forêt de Saint-Germain

Après la déclaration d'utilité publique prononcée le 26 octobre pour les travaux de l'autoroute A-14, le maire (RPR) de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), M. Michel Péricard, s'est élevé contre l'empiètement avec lequel la société d'autoroutes Paris-Normandie veut entreprendre l'abattage des arbres du tracé. « Les travaux doivent durer au moins quatre ans, dit-on à la mairie. Les arbres pourraient donc rester en place encore deux ans. » Le maire n'apprécie pas non plus qu'au moins 3 500 arbres soient endommagés, alors que ses lettres pour demander la protection de la terrasse du château et du stade n'ont pas eu de suite.



# Séville '92

La grande fiesta du spectacle

Venez à EXPO'92, la grande Exposition Universelle, en Espagne. Avec les grandes stars mythiques de la musique, du théâtre, de la danse, du cinéma, de Liza Minnelli à Plácido Domingo, de la Scala de Milan à Stevie Wonder. Live, spécialement pour vous. Venez à EXPO 92 et vivez le plus grand spectacle du monde. A EXPO 92, c'est tout le temps la fête pour tous. Pour tous les âges et pour tous les goûts : carnavals, carrosses, musiciens, rayons laser, théâtre pour enfants, effets spéciaux, feux d'artifice, distributions, cinémas, restaurants. Ne ratez pas le grand rendez-vous des loisirs, des stars et de la fantasia, au cœur de l'Andalousie, dans le sud de l'Espagne, à Séville. Rencontrez-vous auprès de votre agence de voyages, choisissez la date qui vous convient le mieux et réservez votre voyage pour l'Exposition Universelle la plus importante du siècle. EXPO'92 La grande fête universelle du spectacle, du futur, de la culture. Six mois durant, nuit et jour, à Séville, nous vous attendons.

EXPO'92  
20 AVRIL - 12 OCTOBRE, 1992. ESPAGNE

هنا من انزل







# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### Sang contaminé : un drame en questions

Que retiendront demain les historiens des différentes affaires qui agitent la transfusion sanguine, bouleversent l'opinion publique et qui, depuis six mois, ont pris la dimension d'un scandale médical et national ?

Entre 1980 et le début de 1985, près de la moitié des hémophiles français ont été contaminés par le virus du sida. Dans le même temps, plusieurs milliers de personnes ont été contaminées par ce virus à la suite de transfusions de sang ou de produits sanguins. Tels sont les faits essentiels de ce douloureux dossier. C'est à leur suite qu'il faut ensuite poser les questions auxquelles certains pensaient, simplisme ou amalgame, pouvoir réduire toute l'affaire.

Pourquoi e-t-on distribué pendant quelques mois

de l'été 1985 des produits sanguins que l'on savait contaminés ? Pourquoi a-t-on pris une telle décision qui fut sans doute à l'origine de quelques contaminations supplémentaires ? Pourquoi les pouvoirs publics de l'époque ont-ils retardé la mise en œuvre du dépistage du virus du sida, ce qui eut des conséquences catastrophiques ? Comment ces mêmes pouvoirs publics ont-ils échoué à concilier bénévolat et rentabilité industrielle ?

La France vit depuis peu une véritable révolution en passant brutalement du système d'indemnisation classique à une indemnisation des victimes en l'absence de toute faute médicale. A court terme, la relation médecin-malade se s'an trouver bouleversée tout comme plus tard l'ensemble de notre système de protection sociale.

Les historiens et les sociologues étudieront un jour prochain le rôle à la fois bénéfique, ambigu et dévastateur qu'a pu jouer la presse pendant toute cette période ainsi que les raisons de l'impunité dont peuvent jouir les hommes politiques. D'autres retiendront l'extraordinaire difficulté qu'il y eut en France comme ailleurs à faire face de manière rapide et efficace à ce problème de santé publique sans précédent.

Depuis six mois, la France, unique cas dans le monde, vit un énorme scandale où l'on retrouve dans l'amalgame, le sang, la mort et l'argent. Un scandale bien français puisque l'Etat - tutelle et monopole obligent - est ici en partie directement responsable. Un scandale qui, entre autres, impose de nouveaux regards sur la médecine, la science et

la politique. Un scandale enfin qui pour la première fois peut-être permet de mettre à nu les mécanismes de prise de décision dans le domaine politique longtemps inappréhensibles et pourtant autrement sensibles qu'est la santé publique.

A la lumière de plusieurs mois d'enquête et après une longue observation de la prise en compte de l'épidémie de sida par les institutions scientifiques, médicales et politiques, nous proposons, en dehors de toute passion, des éléments de réponse aux principales questions posées. Il ne s'agit pas de désigner des coupables, mais bien d'essayer de comprendre. Et, si la chose est possible, de décrire objectivement une réalité complexe qui ici ou là a, pour différentes raisons, très souvent déformée.

Dossier réalisé par JEAN-YVES NAU et FRANK NOUCHI

#### Le test de dépistage du sida a-t-il été mis en œuvre avec retard ?

**S** l'affaire de la contamination des hémophiles par le virus du sida n'avait pas éclaté, cette autre affaire - qui prend aujourd'hui les dimensions d'un véritable scandale - n'aurait peut-être jamais été révélée. Le processus s'est enclenché lorsque MM. Jean-Louis Bianco et Bruno Durieux, respectivement ministres des affaires sociales et de la santé, ont demandé à M. Michel Lucas, le « patron » de l'IGAS, un rapport détaillant la chronologie des faits qui ont conduit à la contamination massive des hémophiles.

C'est en effet à la lumière de ce rapport, et des différentes révélations qui suivirent sa publication, qu'apparut au grand jour une affaire mettant en cause directement les responsables politiques de l'époque. Pour des raisons d'ordre essentiellement protectionniste et plus encore économique, on a retardé la mise en œuvre du dépistage de l'infection par le virus du sida dans les dons de sang et en généralisé son remboursement par la Sécurité sociale (sous-estimant la gravité de cette nouvelle pathologie, les pouvoirs publics ont estimé pendant plusieurs mois « hors de proportion » le coût de la prise en charge des tests - 200 millions de francs - avec le bénéfice escompté en termes de santé publique).

Les faits parlent d'eux-mêmes : le 25 avril 1985, alors directeur du Laboratoire national de la santé, le docteur Robert Netter, aujourd'hui co-investigateur au cabinet de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, qu'il ne lui est pas possible de surveiller plus longtemps l'enregistrement du test de dépistage mis au point par la firme américaine Abbott sans risquer un recours en Conseil d'Etat pour abus de pouvoir. Et il donne au gouvernement jusqu'au 13 mai pour lui indiquer la marche à sui-

vre. Faute de quoi il accordera son consentement à Abbott.

Le 9 mai, au cours d'une réunion interministérielle qui a lieu à Matignon sous la présidence du professeur François Gros, lui-même ancien directeur de l'Institut Pasteur, les représentants des ministères des affaires sociales et de l'économie se déclarent opposés à la prise en charge du test de dépistage par l'assurance-maladie « en raison de l'importance des sommes en cause ». D'autres participants évoquent clairement la nécessité de favoriser, par rapport à son concurrent américain, le test mis au point par Diagnostica Pasteur. Et pour conclure cette réunion, le cabinet du premier ministre M. Laurent Fabius demande que le dossier d'enregistrement d'Abbott « soit encore retenu quelque temps ». Il faut attendre le 1<sup>er</sup> août pour que le dépistage systématique de l'infection par le virus du sida dans les dons de sang soit institué. Dans l'interim, il n'est pas exagéré d'affirmer que de nombreuses personnes furent contaminées par l'intermédiaire de transfusions sanguines.

#### Incohérence

L'autre aspect de cette affaire concerne le remboursement du test par la Sécurité sociale. Afin de protéger la firme Diagnostica Pasteur et de lui permettre de conquérir ce marché important du marché français, il fut décidé de ne rembourser que le seul test français. La conséquence de cette décision fut que des laboratoires d'analyse privés se mirent à pratiquer le test américain à un prix parfois très élevé. Et très vite, de nombreuses personnes à risques, soucieuses de connaître leur état sérologique, s'adressèrent aux centres de transfusion sanguine (où le test était

anonyme et gratuit). Cette situation conduisit à augmenter le nombre des donneurs potentiellement infectés (l'inverse exact de ce qu'il convenait de faire) et, corollaire, celui des dons contaminés mais utilisés (faux négatifs) du fait d'un manque de sensibilité des tests. Cette grave incohérence dura jusqu'en février 1987, date à laquelle le gouvernement se décida enfin à rembourser tous les tests, quels que soient le fabricant et le lieu de dépistage.

Il est clair que dans cette affaire est engagée la responsabilité du gouvernement de l'époque. On pourrait également y ajouter celle de certains responsables des organismes de recherche dont l'attitude constante fut, parfois jusqu'en 1987, de refuser d'admettre la gravité de l'épidémie de sida. De ce point de vue, il ne serait sans doute pas inutile d'examiner de près la manière dont fut gérée - pour ce qui est des crédits de recherche alloués - cette épidémie, en particulier à l'INSERM et au ministère de la recherche. Et l'on comprend mal que, pendant des années, les appels répétés, en particulier du professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris), aient trouvé aussi peu d'écho. Il est incontestable que si l'on avait écouté les chercheurs à l'origine de la découverte du sida en 1983, un test de dépistage fiable aurait été mis au point à l'Institut Pasteur beaucoup plus tôt.

En tout état de cause, cette affaire souligne à quel point il aurait été injuste - tant il apparaît qu'il y a la responsabilité de l'Etat est engagée - de ne pas indemniser, comme le proposait le gouvernement en 1989, que les hémophiles contaminés par le virus du sida et de ne pas accorder les mêmes dédommagements aux personnes ayant été contaminées à la suite d'une transfusion.

#### Quand a-t-on su que le chauffage inactivait le virus ?

**P**OUR répondre avec le maximum d'honnêteté à cette question fondamentale, il importe de ne pas confondre suppositions et certitudes.

On invoque en effet souvent un courrier adressé le 10 mai 1983 par un dirigeant de la firme américaine Travençolo à l'informant le CNTS de l'hypothèse selon laquelle un produit chauffé, l'Hemophil T, en passe d'être autorisé par la Food and Drug Administration américaine, pourrait protéger contre la transmission du sida par l'intermédiaire des fractions coagulantes. Or, cette lettre, restée d'ailleurs sans réponse, n'était qu'une hypothèse reposant sur deux postulats : que le sida soit causé par un virus - ce qui était loin encore d'être démontré - et que la technique de chauffage efficace contre le virus de l'hépatite soit efficace également contre le supposé virus du sida.

En définitive, la première recommandation officielle suggérant - avec des réserves importantes - que les techniques de chauffage étaient capables d'inactiver le virus du sida au sein des seules fractions coagulantes date d'octobre 1984. Il s'agit d'un article paru dans la revue américaine *Hemophilia* montrant que « des données très préliminaires suggèrent que le HTLV III (c'est ainsi que l'on appelle à l'époque, aux Etats-Unis, le virus du sida) est sensible à la chaleur ». Tout en se demandant si la séroactivité était le symptôme d'une infection à venir ou la manifestation de l'existence d'une protection immunitaire chez les personnes porteuses d'anticorps dirigés contre le virus du sida, les auteurs estimaient que « dans certaines circonstances » - chez les enfants de moins de quatre ans et chez les personnes chez lesquelles on vient de découvrir une hémophilie

et qui n'ont jamais été traitées auparavant par des concentrés de facteur VIII - « l'utilisation de facteur VIII chauffés semble être appropriée ». Mais, concluaient les auteurs, « il n'est pas prouvé qu'en agissant ainsi, on protège contre le virus du sida ».

En France, l'un des tout premiers spécialistes à avoir attiré l'attention des responsables de la transfusion sanguine fut le docteur Jean-Baptiste Brunet, épidémiologiste à la direction générale de la santé. Le 22 novembre 1984, devant la commission consultative de la transfusion sanguine, il expliqua que « l'inactivation du virus après chauffage des dérivés sanguins (...) est prouvée » et que « le Center for Disease Control (CDC) américain conclut que l'usage des dérivés non traités par la chaleur devrait être limité ». Le docteur Brunet faisait allusion à un article paru le 26 octobre 1984 dans les colonnes du *MMWR* montrant l'utilité des produits chauffés pour réduire le risque de transmission du virus du sida.

#### Novembre 1984

Le 24 janvier 1985, le CNTS signait avec la firme américaine Immuno un accord de transfert de technologie portant sur les procédés de chauffage. Et, pour le monde entier, il ne fut plus guère de doute que le chauffage était efficace à partir de mai 1985, lorsqu'au Congrès mondial sur le sida d'Atlanta, plusieurs études montrèrent définitivement l'efficacité des méthodes de chauffage. Le premier lot ébauffé par le CNTS ne fut distribué qu'à partir du 30 août 1985 et dans cette attente, les dirigeants de cet organisme - qui détiennent, rappelons-le, le monopole en France de l'importation des fractions coagulantes - durent se résoudre à importer des

concentrés chauffés (plus de 5 millions d'UI de janvier à juillet 1985).

Vraisemblablement dès le mois de mai 1985 - il semble impossible de dater avec précision le moment où fut arrêtée une telle stratégie - il fut décidé de traiter les hémophiles séronégatifs avec des produits chauffés et de réserver les stocks existants de produits non chauffés - et donc potentiellement contaminants - aux hémophiles déjà séropositifs. Et donc en prenant le risque de les sur-contaminer (appelons qu'à l'époque on ne connaissait que très imparfaitement la signification de la séroactivité et qu'on se soit toujours pas aujourd'hui quelle est la conséquence physiopathologique d'une ou de plusieurs surcontaminations).

Il est bien entendu extrêmement difficile de savoir exactement combien d'hémophiles ont été contaminés pour la première fois au cours du premier semestre 1985, et peut-être même au-delà. Plusieurs études rétrospectives montrent en tout cas qu'environ 90 % à 95 % des contaminations d'hémophiles sont survenues avant 1985. On peut discuter à l'infini - nous l'avons fait à maintes reprises - tant sur le niveau d'information des différents acteurs (dirigeants de la transfusion sanguine, médecins prescripteurs, experts scientifiques de tous ordres, pouvoirs publics, associations de malades) que sur les responsabilités des uns et des autres dans cette affaire.

Remarquons simplement que personne n'a, à l'époque, protesté publiquement contre les décisions qui étaient prises concernant la prise en charge thérapeutique des hémophiles et en particulier le fait que l'on avait décidé vers le mois de mai 1985 de prescrire à certains hémophiles des produits que l'on savait contaminants. Et ce, même s'il est vrai que telle ne fut pas l'attitude pratique observée par certains dirigeants de CTS de province, à Lille en particulier.

De toutes manières - et c'est sans doute plus à ce niveau que s'est joué le drame des hémophiles - c'est beaucoup plus tôt, dès que l'on eut la certitude que le sida se transmettait par voie sanguine - qu'il aurait fallu prendre des mesures d'un ordre tout à fait différent. Certes, on doutait de l'importance et de la gravité de ce phénomène. Mais tout de même, dès mars 1983, plusieurs articles - y compris dans la presse médicale française - signalaient que « les hémophiles étaient en danger ». On savait à cette époque qu'aux Etats-Unis 31 % des hémophiles se traitaient avec des préparations commerciales lyophilisées de facteur VIII avaient un rapport lymphocytaire (auxiliaire-suppresseur) anormal. Des cette date, le directeur du CNTS, le professeur Jean-Pierre Soulier, insistait sur l'utilité des préparations cryoprécipitées (qui ne nécessitent qu'un seul donneur) et mettait en garde sur l'excès non motivé d'utilisation des préparations lyophilisées, certes « industriellement » plus rentables mais potentiellement plus dangereuses.

Outre ces mesures, il aurait fallu dès cette époque considérer que le problème à traiter se jouait au début de la chaîne de contamination et pratiquer la sélection des donneurs par l'exclusion des donneurs « à risques ». Mais cela semblait alors impossible à décrire tant cette décision allait à l'encontre des pratiques de la transfusion sanguine française qui reposent d'abord et avant tout sur des notions de générosité et de solidarité.

Lire la suite du dossier pages 15 et 16

#### POINT DE VUE

### Tirer les leçons d'un scandale

par le professeur Claude Got

**A** PRÈS le déferlement des mots qui résonnent et ne résolvent rien : responsabilité collective, justice, terreur, jury d'honneur, lynchage médiatique... il convient, par respect pour ceux qui ont été contaminés par un geste thérapeutique, de manifester notre aptitude à apprendre et à comprendre, en distinguant les erreurs concernant la connaissance, l'organisation et la prise de décision.

La difficulté que nous éprouvons à nous replacer au niveau des connaissances de 1984/1985 ne doit pas minimiser ce que nous savions à l'époque. La gravité exceptionnelle de la maladie déclarée était évidente depuis 1981, la transmission du virus par le sang ou les produits dérivés du sang l'était également. La première erreur médicale fut d'évaluer sans argument sérieux à 10 % la proportion de porteurs de virus évaluant vers la maladie. A force d'être répétée par les spécialistes les plus écoutés, cette proportion relativement rassurante fut considérée comme une certitude.

La mesure la plus efficace que nous pouvions appliquer dans la période 1982/1983 concernait la sélection des donneurs. L'identification précoce des comportements

et des régions à risque permettait d'avoir une politique beaucoup plus sélective que celle qui fut développée. Faire des collectes de sang dans le centre de Paris ou dans les prisons après 1982 témoignait d'un retard dans l'adaptation de notre comportement à nos connaissances. Un fois reconnues les déficiences médico-scientifiques de la période initiale : illusion sur les « porteurs sains » du virus, carence dans la sélection des donneurs et persistance d'un usage « facile » du sang et de ses dérivés, il faut analyser les décisions du printemps 1985, bien qu'il soit abusif de limiter à cette période de quatre mois (mars/juillet) l'apprentissage de l'efficacité du chauffage et de la possibilité de faire des tests éliminant les sages contaminés.

Le chauffage est apparu dès 1983, l'année de la découverte du virus, mais ce n'est qu'en 1984 que sa production s'est développée, malgré les incertitudes concernant son efficacité. Cette dernière peut être considérée comme très probable à partir d'octobre 1984 et certaine au début de 1985. Son évaluation était en partie conditionnée par le développement des tests prouvant la contamination ou la protection.

De ce point de vue, la demande

de retardement de l'homologation du test d'Abbott pour favoriser l'usage de celui de Pasteur sans argument scientifique, pour un motif purement économique, fut une décision politique. Il serait d'ailleurs utile à ce propos de mieux préciser la nature de la responsabilité d'un conseiller technique : engage-t-il sa propre responsabilité ou celle du ministre qu'il représente ?

En ce qui concerne le fonctionnement du CNTS, un livre pourrait être consacré à l'évolution de cette institution pour analyser comment une logique d'autonomie nationale fondée sur le don du sang, qui est la meilleure solution et qu'il convient de défendre, aboutit au développement d'une logique industrielle rappelant les erreurs de La Villette. Les pouvoirs et l'isolement du responsable du CNTS, Michel Garetta, qui n'est ni un clinicien ni un scientifique et qui défend ses investissements comme un chef d'entreprise, sont à mettre au passif des pouvoirs publics. Le CNTS n'avait pas de véritable conseil scientifique et la solution mixte d'un conseil d'administration associant des gestionnaires, des représentants d'administrations diverses et de rares compétences était mauvaise.

Au lieu de réduire la place de la transfusion, de revenir aux cryoprécipités pour traiter les hémophiles (méthode moins confortable mais plus sûre, un nombre réduit de dons était mélangés), de freiner les traitements de confort, de mieux sélectionner les donneurs, les choix antérieurs ont été poursuivis, allant jusqu'à la décision de continuer l'usage des produits non chauffés de mai à octobre 1985 chez les hémophiles déjà contaminés. Même si la commercialisation fut en pratique arrêtée dès le début août, cette mesure avait une justification purement économique et elle pouvait être évitée sans remettre en question les principes de la transfusion française. Quand une association de la loi de 1901 prend de l'ampleur, se substitue aux pouvoirs et échappe aux régulations financières de l'Etat, elle finit dans l'impérialisme et le privilège l'argent et le pouvoir aux dépens des objectifs qui avaient justifié sa création. Les exemples abondent dans le sport ou la recherche contre le cancer et le pouvoir politique a une responsabilité évidente dans l'abus d'usage de la loi de 1901.

Un autre facteur a joué un rôle fondamental : l'incompréhension de l'importance de la maladie et de

la découverte de Luc Montagnier et de son équipe en 1983 est une erreur historique. Les crédits n'ont afflué qu'avec le plan de financement de 1987 et les décisions qui ont suivi le rapport sur le sida de 1988. Dès octobre 1983, Pasteur aurait dû pouvoir investir plusieurs dizaines de millions et nous aurions gagné de six à neuf mois sur la production industrielle des tests, et sauvé des centaines de transfusés de la contamination. La responsabilité de Robert Gallo est considérable dans cette affaire, il a contribué à réduire la crédibilité de l'équipe de Pasteur et avec ce que l'on sait maintenant de l'usage qu'il a fait du virus qui lui avait été confié par Luc Montagnier, sa responsabilité paraît encore aggravée.

Lire la suite page 16

Le professeur Got est l'auteur d'un Rapport sur le sida remis au gouvernement en octobre 1988 (Flammarion). C'est à la suite de la publication de ce rapport que furent mises en place les structures actuelles de lutte contre le sida (Agence française de lutte contre le sida, Agence nationale de recherche sur le sida, Conseil national du sida).

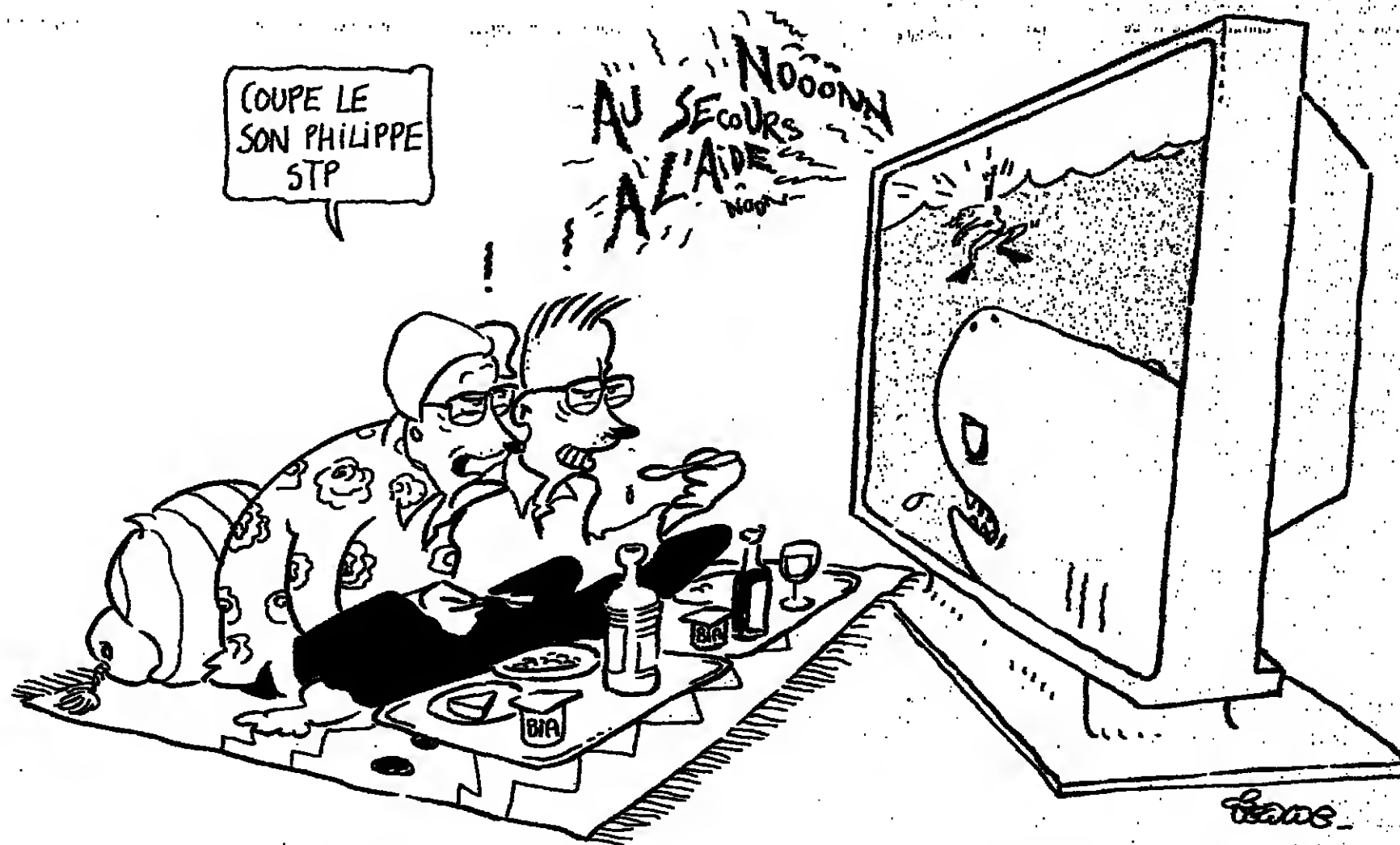
سكتا من الاموال



هكذا في المنزل

14 Le Monde • Mercredi 6 novembre 1991 •

Vous savez pertinemment pourquoi  
vous allez manger un turbot à l'oseille  
sur son lit de petits légumes bio,  
mais êtes-vous sûr  
de bien digérer le film de ce soir ?



**Télérama**

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.

Gare



## SCIENCES • MEDECINE

### ● Dans quelles conditions l'indemnisation des malades contaminés est-elle mise en œuvre ?

Il faut attendre le début de l'année 1989, alors que quelques titres de la presse d'information générale publiaient les premiers articles exposant dans le détail les causes exactes et les conséquences de la contamination de la moitié des hémophiles français par le virus du sida (le Monde du 22 février, du 25 mars et du 26 avril 1989), pour que le gouvernement fasse savoir qu'il travaillait à l'indemnisation des victimes. Déjà, quelques mois auparavant, M. Claude Evvin, alors ministre de la santé et de la solidarité, avait annoncé dans ces colonnes (le Monde du 4 novembre 1988) que ces indemnités seraient justes et rapides. « Je vais réunir les partenaires concernés (victimes, centres de transfusion sanguine, compagnies d'assurances) pour voir selon quelles modalités peut se mettre en place une indemnisation rapide et juste pour les personnes contaminées avant le 1<sup>er</sup> août 1989, et dont l'origine de la séropositivité par transfusion n'est pas contestée ».

En mars 1989, M. Bruno de Lange, nouveau président de l'Association française des hémophiles, adressait sur ce thème un véritable ultimatum au gouvernement. « Les médias, les députés et les sénateurs, moi aussi l'opinion publique se sont désintéressés de notre situation, nous déclarait alors M. de Lange (le Monde du 25 mars 1989). Pourtant, quel que soit le travail du ministère de la santé sur cette question, il n'y a aucun résultat concret pour le moment. Notre association n'est ni consultée ni informée, comme le demanderait la gravité du dossier. La méthode d'indemnisation indiquée par le ministre est difficile, voire impossible à mettre en œuvre. Notre association ne recherche ni pitié, ni pitié, ni pitié, mais elle attend des résultats concrets pour les hémophiles séropositifs et pour leurs familles ».

« Faut-il rappeler qu'il est question d'enfants que leurs parents n'arrivent plus à faire soigner convenablement. Faut-il rappeler que des situations qui paraissent sans issue ? De charges de famille particulièrement anxiées et qui, vous le savez, ont conduit les uns à l'abandon ? De familles sans ressources à cause de la perte du travail ou du décès du chef de famille ? Toutes ces personnes n'ont plus le temps d'attendre ! [...] Nous allons d'abord demander que les personnes concernées nous fassent parvenir des témoignages permettant d'appuyer nos demandes. Si nous ne sommes pas entendus, nous attaquerons l'Etat. Soit par le biais de l'association, soit de manière individuelle ».

Le vendredi 7 avril 1989, M. Claude Evvin annonçait pour la première fois de manière officielle, et dans le cadre du printemps de Bourges, la création d'un fonds de solidarité pour les hémophiles atteints du sida. On soulignait alors, dans l'entourage de M. Evvin, que la création de ce fonds de soli-

darité n'avait pu être décidée qu'après des négociations difficiles entre le ministère de la santé et celui des finances.

Ce fonds ne devait être, en principe, destiné qu'aux seuls hémophiles atteints du sida et non aux séropositifs. Il ne devait pas concerner les personnes polytransfusées, contaminées, elles aussi de manière accidentelle, par le virus du sida. La question de l'indemnisation des familles des hémophiles décédés du sida ou cours des dernières années ne semblait pas alors avoir encore été tranchée. On ne connaissait, d'autre part, ni le montant ni l'origine du financement de ce fonds de solidarité.

On devait, par la suite, rapidement abandonner la notion d'indemnisation pour celle de solidarité. Le 10 juillet 1989, un accord était signé entre les représentants de la transfusion sanguine française (les docteurs Jean-Marc Bidet, Maurice Chassaigne et Michel Garret), ceux de l'Association française des hémophiles (MM. Francis Graeve, James et Gérard Mauvillain) et des assureurs. Ces derniers acceptaient alors le financement d'un fonds privé par une « enveloppe globale et unique » d'un montant de 170 millions de francs. Le

règlement intérieur de ce fonds privé précisait que le bénéfice de ces sommes était « subordonné à la délivrance, par le bénéficiaire, d'une quittance pour solde volant renonçant à toute insistance et action contre tout tiers au titre de sa contamination ».

Les versements globaux, fonds publics et privés confondus, se situent entre un minimum de 100 000 F et un maximum de 620 000 F, avec une moyenne de 325 000 F. soulignait-on encore auprès du gouvernement. « Il s'agit d'une solution inédite, d'une démarche de solidarité vis-à-vis d'une communauté confrontée à de douloureux problèmes ». Selon le dernier bilan fait par les assureurs, ce fonds privé avait versé au 16 septembre dernier 1 095 allocations de séropositivité, 83 allocations de veuve et 93 allocations d'orphelin, soit un montant total de 127 millions de francs. 1 078 dossiers avaient alors été présentés, correspondant à 90 % des cas de contamination des hémophiles français.

Tout, aujourd'hui, est remis en cause avec les nouvelles modalités arrêtées par l'Etat pour une « indemnisation équitable, rapide et complète » des personnes contaminées par le virus du sida, à la suite

de transfusions sanguines pratiquées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1990 (le Monde du 1<sup>er</sup> novembre). Cet accord a été obtenu au terme de plusieurs semaines de négociations de manière publique par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration.

#### Plusieurs points en suspens

Cet accord bouleverse totalement celui de 1989. D'abord, parce qu'il étend à l'ensemble des contaminations post-transfusionnelles — et non plus aux seuls hémophiles — le bénéfice d'une indemnité. Ensuite, parce que les sommes annoncées sont nettement plus élevées (jusqu'à 2 millions de francs, jodique-t-on de bonne source) : enfin, parce que les sociétés d'assurances ont accepté de procéder pour le compte de l'Etat à la gestion des dossiers et à l'inscription de toutes les procédures d'indemnisation.

Un projet de loi doit, par ailleurs, être déposé à l'Assemblée nationale avant la fin de l'année. Plusieurs points demeurent aujourd'hui en suspens, concernant notamment l'accord définitif des différentes associations de victimes et le partage à venir entre le financement provenant du budget de l'Etat et celui provenant des prélèvements spécifiques effectués sous la forme d'une contribution additionnelle sur les contrats d'assurances de biens.

L'émotion et le scandale gagnant, ce est ainsi passé d'un geste de « solidarité » vis-à-vis des hémophiles atteints du sida à une indemnisation beaucoup plus substantielle pour tous ceux qui ont, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1990, été victimes d'une contamination post-transfusionnelle par le virus responsable de cette maladie. Au-delà du montant des sommes en jeu — plusieurs milliards de francs — la vraie question qui doit ainsi être posée (et que, curieusement, personne ne soulève) est bien celle de l'indemnisation du risque thérapeutique.

La justice n'a encore nullement tranché quant aux responsabilités pénales des uns et des autres, autorités politiques, administratives ou médicales, et tout indique qu'une proportion importante des indemnités à venir concernera des contaminations remontant à une époque où elles ne pouvaient techniquement être évitées. Les pouvoirs publics, suivant une jurisprudence naissante, et sous la pression d'une série d'affaires qui touchent à la responsabilité politique, ont décidé de proposer de larges indemnités. Ils prennent, en agissant ainsi, un risque important : celui, véritable révolution culturelle, d'ouvrir toutes grandes — c'est-à-dire bien au-delà du sida — les portes de la solidarité nationale à l'indemnisation du risque sans faute.

### ● Quelle est la situation financière du CNTS ?

DEUX affaires de nature financière, a priori totalement distinctes, ont été évoquées ces dernières semaines à propos des scandales liés au CNTS.

La première concernait l'existence, depuis 1982, d'un compte spécial alimenté par les bénéfices réalisés par le CNTS sur les opérations d'importations de fractions coagulantes. Initialement, ce compte réservé, dont la création avait été réclamée par le ministère de la santé, ne devait servir qu'à financer des programmes de recherche. Or, devait révéler en 1985 un rapport de l'IGAS, ce compte, « au lieu de financer immédiatement des actions d'intérêt commun à la transfusion sanguine », fut en réalité « utilisé à d'autres fins ».

Selon le rapport de l'IGAS, les bénéfices dégagés par le CNTS sur l'importation des fractions importées auraient été intégralement utilisés, du moins dans un premier temps, à atténuer le déficit de trésorerie. Si l'on prête aujourd'hui une telle attention à ce compte c'est que, pour des raisons inconnues, le rapport de l'IGAS qui analysait l'avant-jamais été rendu public, pas même dans le rapport Lucas consacré à la transfusion sanguine et au sida en 1985. Or ce rapport de juillet 1985 s'intitulait « Rapport sur le Centre national de transfusion sanguine ».

#### Ethique et gestion

L'autre affaire concerne directement le manière dont étaient gérés à la fois la Fondation nationale de transfusion sanguine et le CNTS. Tout à sa volonté de vouloir faire cohabiter la philosophie altruiste du don de sang et une logique entrepreneuriale, seule à même selon lui de prémunir le CNTS contre la concurrence acharnée à laquelle se livreront dès 1993 les principales firmes internationales productrices de produits sanguins, le docteur Michel Garreta, avait voulu doter son entreprise de tous les atouts d'une entreprise capitaliste moderne. Don du sang et argent : le mélange était explosif.

Dans l'attente de deux rapports demandés à l'Inspection générale des finances (IGF) — l'un sur la situation financière actuelle du CNTS, l'autre sur la restructuration du système transfusionnel — le résultat de cette stratégie figure déjà en conclusion du rapport que M. Laurent Vachey, inspecteur des finances, vient de rédiger à la demande du président de la FNTS, le professeur Jean-Claude Imbert : la dégradation de la situation financière de la FNTS, écrit-il, apparue en 1990, est principalement imputable à la FNTS, « dont les diri-

geants ont eu des ambitions démesurées par rapport à ses capacités financières, sans réflexion stratégique suffisante sur les priorités et souvent sans maîtrise des choix faits ».

Cette stratégie ambitieuse et tous azimuts visait à investir dans tous les secteurs (recherche, diversification, investissements industriels et financiers, internationalisation). Résultat : pas moins de quatorze personnes, dans l'organigramme actuel de la FNTS, ont le titre de directeur général ou de directeur, avec des rémunérations brutes annuelles comprises entre 500 000 et 800 000 francs. Il y avait un peu de mégalomanie dans tout cela. Par exemple, lorsque fut créée la holding Espace-Vie, l'ambition de ses dirigeants était d'en faire « la plus grande organisation à vocation éthique au monde ». Pas moins. Conséquence : on y trouvait, avant sa dissolution il y a quelques jours, pas moins de neuf personnes à la direction de la communication, huit à la direction de la stratégie, dix aux opérations internationales. Et comme le note pudiquement M. Vachey, « le train de vie a été également à l'image de ces ambitions ».

#### Concurrence internationale

Au-delà de ce qui peut apparaître à bien des égards comme scandaleux, le problème soulevé par le docteur Garreta reste entier : comment la France pourra-t-elle préserver ses principes éthiques qui reposent sur le bénévolat du donneur, l'apôlymat du don vis-à-vis du receveur et le non-profit des organismes contribuant à la préparation des produits sanguins lorsque les entreprises étrangères voudront, dans un peu plus d'un an, concurrencer le marché français du sang ?

Aucun autre marché au monde n'est aussi attraitif puisque, par définition, toutes les parts du marché français sont à prendre. Tous les coups seront donc permis. Les récents scandales qui ont agité la structure transfusionnelle ont été observés à la loupe par les entreprises étrangères concurrentes. Certains observateurs n'hésitent pas à aller plus loin et affirment qu'elles n'ont pas manqué de jeter un peu d'huile sur le feu.

Le système français — unique au monde — résistera-t-il à cette offensive ? Réponse dans quelques années. Mais, en cas d'abandon de tout ou partie de ses principes éthiques, il y aurait fort à craindre que l'ensemble des produits dérivés du corps humain (organes, tissus, sperme) alimenteraient un esprit de lucre qui ne connaîtrait plus de frontière.

### Les deux hémophilies

L'hémophilie recouvre deux anomalies génétiques différentes : l'une, l'hémophilie A, est un trouble congénital du facteur VIII de la coagulation ; l'autre, moins fréquente, l'hémophilie B, touche les personnes ayant une anomalie congénitale du facteur IX. Dans les deux formes, la transmission génétique, les manifestations cliniques et la gravité sont similaires.

La transmission de la maladie est récessive, liée au sexe. L'anomalie est portée par le chromosome X, ce qui explique que chez la femme, qui possède deux chromosomes X, la maladie ne s'exprime que cliniquement (IX sans compensant l'X porteur de l'anomalie).

Cliniquement la maladie se caractérise par des hémorragies apparaissant en général lors des premiers pas. Survient alors des ecchymoses et des hématomas à certains endroits caractéristiques : les hémarthroses surviennent surtout au niveau des genoux, des chevilles et des coudes, et les hématomas sont très souvent musculaires. A terme, les hémarthroses provoquent une destruction progressive des articulations qui, associée aux désordres liés aux phénomènes compressifs touchant les nerfs et les muscles, transforment en quelque

années les hémophiles en grande invalides.

Le traitement consiste à apporter le facteur de coagulation qui fait défaut. Jusqu'à ce qu'on utilise des traitements transfusionnels, cette maladie était mortelle à un âge précoce. A la fin des années 70, grâce à l'utilisation de fractions plasmatiques, on parvint à doubler l'espérance de vie des hémophiles. Ces fractions sont constituées par des cryoprécipités simplifiés, fournis par un seul donneur, mais surtout par des cryoprécipités lyophilisés ou des concentrés de facteur VIII ou IX. Ces derniers, de plus en plus utilisés dans les pays développés, sont préparés à partir de lots résultant du mélange de plasma de plusieurs centaines à plusieurs milliers de donneurs. Cette technique de « pooling » a considérablement accru le risque de contamination virale.

Dès janvier 1983, des experts, inquiets de l'apparition de cas de leishmaniose chez des hémophiles, avaient préconisé, notamment dans les colonnes du New England Journal of Medicine, le remplacement des concentrés par le recours aux cryoprécipités simplifiés. Si ce type de mesures avait été adopté, sans doute aurait-on pu éviter de nombreuses contaminations.

#### POINT DE VUE

## Gare aux effets pervers

par le docteur Louis René

Le drame est insoutenable : victimes d'un geste qui devait guérir et qui s'avère fatal quelques années plus tard, plusieurs milliers de nos concitoyens créent aujourd'hui leur désespoir, leur indignation, leur dénuement. Confrontés à cette tragédie médicale effrayante, nos concitoyens ont éprouvé stupéur, désarroi, mais aussi besoin de justice.

La mise en place d'une réparation la plus équitable possible de pareilles blessures — si tant est qu'on puisse réparer de tels désastres — doit être rapide. Mais elle ne peut faire oublier à notre communauté le devoir d'accroître les recherches afin de découvrir un traitement enfin efficace pour mettre au point des substituts du sang, des dérivés obtenus par génie génétique. Ces espoirs doivent se concrétiser le plus rapidement possible.

La mise en place des mesures de réorganisation des structures de la transfusion, les dispositions à appliquer pour parvenir à la protection la plus efficace possible des malades sont annoncées. Qu'elles soient promptement réalisées. Que tout ancien transfusé des années 1981-1985 fasse vérifier son état

humoral : des structures mises en place doivent faciliter de telles investigations. Ces mesures constructives, porteuses d'espoir pour un avenir proche, sont prioritaires.

Bien sûr, à la justice de faire serinement, et sans tarder, le tri entre les innocents, les incompetents, les fautes et les coupables ; et de les sanctionner en fonction de leur responsabilité propre. Ainsi peut-on espérer voir la violence des passions partisanes ne plus induire de généralisations imprudentes et hâtives dont il faut dénoncer la charge mortifère à plus ou moins long terme.

Il serait absurde, injuste et dangereux de laisser les charges émotionnelles suscitées par des débats passionnés bouleverser trop compréhensiblement amener, sit-ce inconsciemment, nos compatriotes à ne plus reconnaître le dévouement immense des donneurs de sang. Leur loyauté, leur probité, sont au-dessus de tout. Jean Dausset, en termes excellents, le soulignait dans une récente intervention. Je n'y reviens pas : nous avons besoin d'eux pour être soignés, et bien souvent soignés alors que nous nous trouvons dans une situation intérieurement com-

promise. Ils ne sauraient être impliqués dans le scandale actuel.

Dans notre pays, leur générosité a contribué à affirmer et à maintenir le principe de la non-commercialisation des éléments du corps humain. Y reconstruire sous la pression de sirènes intéressées accroît encore le bilan du drame que nous vivons. L'achat, la vente, d'un rein, d'un foie, d'un cœur, seraient au bout de la route.

Mais les impératifs de la santé publique ne se bornent pas là. Qui oserait accuser les médecins, encore, d'avoir injecté des produits contaminés, mortels, en fio de compte « conscientement », délibérément, volontairement ? S'il en existe, que la justice passe, mais d'allégations en généralisation, une rumeur se fortifie et devient tyrannique. Si le drame que notre société vit de vivre devait aboutir à une perte de confiance, à un rejet de tout progrès de la médecine, la catastrophe d'aujourd'hui induirait demain d'autres victimes.

Nous avons déjà vu cet enchaînement. Un seul exemple : en 1931 à Lubbeck, la vaccination par un BCG défectueux a abouti à la contamination massive de nourrissons par

le bacille virulent de la tuberculose. Le scandale est énorme. Et justifié. Mais, en France, l'exploitation politique prend une tournure partisane : on ne pourra — avec quelles difficultés ! — généraliser la vaccination salvatrice par le BCG que des années après le fin de la guerre de 1939-1945. Des enfants sont morts de méningite, de péritonite tuberculeuse, alors que, dans des pays voisins, le BCG avait depuis des années lutté efficacement contre la survenue de pareils drames.

Avons-nous atteint un degré suffisant de sérénité pour méditer de semblables effets ? Bien sûr, aux médecins prescripteurs de peser rigoureusement les indications des injections de produits sanguins ; aux patients, aux familles d'écouter les explications données en termes simples, compréhensibles et loyaux quant aux raisons du choix. Notre époque supporterait mal un recul des possibilités thérapeutiques salvatrices.

► Le docteur Louis René est président du Conseil national de l'ordre des médecins.

## La transfusion française

L'organisation du système transfusionnel français était définie, avant que le gouvernement n'annonce sa réforme (le Monde du 5 novembre), par une loi promulguée en 1952. Elle reposait sur un réseau de plus de 160 établissements publics ou privés, juridiquement indépendants les uns des autres. Qu'ils se situent dans un cadre associatif, dans celui d'un établissement hospitalier ou relevant de l'autorité locale, ces centres, ainsi que leurs directeurs, sont agréés par le ministère de la santé.

Certains d'entre eux, sept au total (Bordeaux, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy, Paris (CNTS) et Strasbourg), sont autorisés à fractionner le plasma pour produire de l'albumine, des facteurs de la coagulation et des immunoglobulines.

Plusieurs structures coordonnent ce système :

- une structure de conseil : la commission consultative de transfusion sanguine qui regroupe des représentants des établissements, de l'administration et d'organismes intéressés par la transfusion.
- une structure de concertation : l'association pour le développement de la transfusion sanguine.

Le Centre national de transfusion sanguine, outre ses activités de base (collecte et contrôle du sang, préparation et distribution de produits thérapeutiques labellisés dérivés du sang) et celle d'un centre de fractionnement, peut

se voir confier certaines missions de caractère national (par exemple, depuis 1982, l'importation des fractions coagulantes destinées aux hémophiles). Quant à l'Institut national de transfusion sanguine, ses activités sont orientées vers la recherche fondamentale et l'enseignement.

Ces deux dernières structures ont été regroupées en 1974 dans une fondation de droit privé, la Fondation nationale de transfusion sanguine (FNST). En 1987, la Fondation s'est vu confier l'organisation de missions d'information et de formation.

Les conseils d'administration de la Fondation nationale de transfusion sanguine et du CNTS sont présidés par la même personnalité :

- le professeur Jean Bernard, jusqu'en décembre 1984 ;
- le professeur Jacques Ruffid de décembre 1984 au 25 février 1988 ;
- l'intérim de la présidence a été assuré par M. Charles Farina jusqu'en 30 juin 1988 ;
- du 30 juin 1988 au 16 avril 1991, c'est le professeur Jean Loygue qui a présidé le conseil d'administration ;
- depuis cette date, le conseil d'administration est présidé par le professeur Jean-Claude Imbert.

Le 8 octobre 1990, le FNST a été donné naissance à la holding Espace Vie. Cette structure, contrôlée à 100 % par la FNTS, devrait permettre à celle-ci d'assurer la gestion et le réinvestissement des bénéfices dégagés par la Fondation.

كثير من الناس



سنة من العمل

SANG CONTAMINE

SCIENCES • MEDECINE

## Sur quelles bases juridiques des poursuites peuvent-elles être engagées ?

AU-DELA de la polémique, au-delà des propos lancés çà et là et pour lesquels on aimerait être toujours convaincu de la pureté des intentions de leurs auteurs, la justice devra trancher. Mais l'approche judiciaire donne déjà un aspect de la difficulté d'apprécier les faits, alors même que, pour l'heure, il s'agit seulement de savoir si « des charges suffisantes » peuvent être relevées contre des personnes ayant joué un rôle dans la contamination des hémophiles.

Le docteur Michel Garretta, ex-directeur général du Centre national de la transfusion sanguine, et le docteur Jean-Pierre Allain, ancien chef du département « Recherche » au CNTS, ont été inculpés sur la base de l'article 1, alinéa 3, de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 concernant la répression des fraudes et la falsification en matière de produits ou services. Cette loi sanctionne « quiconque, qu'il soit ou non partie ou control, aura trompé ou tenté de tromper le consommateur par quelque moyen ou procédé que ce soit (...) sur l'aptitude à l'emploi, les risques inhérents à l'utilisation du produit, les contrôles effectués, les modes d'emploi ou les précautions à prendre ».

### Défaut d'information

Le magistrat-instructeur a également visé l'article 2 de la même loi, qui prévoit des peines de six mois à quatre ans de prison et une amende de 2 000 à 500 000 francs si le délit « a eu pour conséquence de rendre l'utilisation de la marchandise dangereuse pour la santé de l'homme ».

ou de l'animal ». Il s'agit là de la notion de « tromperie sur la marchandise » qui aurait été opérée par le biais d'un défaut d'information. Le docteur Robert Netter, ancien responsable du Laboratoire national de la santé, et le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, ont, pour leur part, été inculpés de « non-assistance à personnes en danger ».

### Une notion extrêmement floue

Cette infraction, que les juristes appellent « l'obstruction délictueuse », est passible de peines allant de trois mois à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 360 à 20 000 francs de par l'article 63 du code pénal.

Ce texte sanctionne « quiconque, pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, soit un fait qualifié crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle de la personne, s'obtient volontairement de le faire ». L'interprétation de l'article 63 est déjà plus large que la loi sur la répression des fraudes, bien que le mot « volontairement » implique une connaissance précise du risque qu'il appartiendra aux tribunaux d'établir.

Enfin, des associations se sont constituées parties civiles dans des informations judiciaires ouvertes à leur demande pour « homicide et blessures involontaires ». Prévue par les articles 319 et 320 du code pénal, il s'agit là d'une notion extrêmement floue, principalement utilisée pour les accidents de la route mais qui peut s'appliquer à toutes sortes de faits.

Ainsi, l'article 319 punit de

trois mois à deux ans d'emprisonnement « quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, aura commis involontairement un homicide ou en aura été involontairement la cause ». Et, outre, l'article 320 concerne les blessures seulement si elles sont le résultat « d'un défaut d'adresse ou de précautions ».

Les juristes vont donc jusqu'à parler de faute « inconsciente », qui n'est plus très éloignée de la responsabilité civile, au point que, dans le cas précis, un tribunal civil ou peut pas condamner à des dommages et intérêts celui qui a été relaxé en correctionnelle pour homicide involontaire.

### La loi ne s'applique pas de la même manière pour tous

Cette qualification permet aussi de rechercher des responsabilités au plus haut niveau, même lorsqu'elles sont indirectes. C'est ainsi que les responsables d'une entreprise internationale de produits chimiques ont été condamnés en 1979 pour avoir laissé sur le marché un bactériocide puissant, sans prévenir les utilisateurs de sa toxicité. Pourtant, il s'agissait d'un accident où la multinationale semblait n'avoir joué aucun rôle.

Par erreur, un manutention-

naire avait jeté dans un train de conditionnement de tôle un sac d'hexachlorophène destiné à un tout autre usage. Cette erreur provoqua des intoxications irréversibles chez deux cent quatre bébés, dont trente-six sont morts, victimes du tôle Morhange.

Le procès dura près de trois mois et, si la responsabilité des dirigeants du fabricant du bactériocide fut reconnue, c'est parce que les juges ont notamment partagé la colère d'un expert, selon lequel la multinationale savait depuis de nombreuses années que ce produit était dangereux.

Mais, pour des raisons économiques, elle n'avait pas prévu d'emballages et de notices techniques permettant d'alerter les utilisateurs en évitant les confusions. Et, là aussi, l'entreprise chimique avait largement indemnisé avant le procès, dans l'espoir de l'éviter.

La contamination du sang fourni aux hémophiles résulte d'une chaîne encore plus complexe. On y trouve des acteurs scientifiques, administratifs, économiques et politiques.

Or la loi ne s'applique pas de la même manière pour tous. Ainsi, l'administratif a ses propres règles et la poursuite des ministres récemment mis en cause par un inculpé présente certaines difficultés de procédure. La justice fera ce qu'elle pourra.

MAURICE PEYROT

## Tirer les leçons d'un scandale

Suite de la page 13

Nous avons eu la chance d'avoir en France une équipe de cliniciens, d'épidémiologistes et de biologistes qui ont su sentir l'importance du problème, sa gravité et qui ont trouvé l'agent responsable. Nous n'avons pas su leur donner les moyens dont ils avaient besoin à une période critique de l'acquisition des connaissances.

La phase de réparation des dommages provoqués, qui ne pouvait être que financière, a été de déconsidérer notre société. Alors que la nécessité de faire un choix rapide entre la responsabilité des centres de transfusion et l'indemnisation par un fonds de solidarité est énoncée depuis de nombreuses années (Rapport sur le sida de 1988, p. 82 et p. 280), les solutions retenues ont été partielles et insuffisantes. Les recommandations faites insistent sur l'importance d'une mesure générale concernant les différents modes de contamination par un geste thérapeutique, pour éviter de faire du sida une maladie à part. La fin du pouvoir politique vient d'annoncer une indemnisation correcte des victimes, dans les jours qui suivent son implication politique dans les erreurs commises en 1984-1985, est indécente et inacceptable puisqu'elle ne concerne que les victimes du virus du sida. Elle signifie que seule la peur d'un scandale politique est apte à déboucher un problème humain posé depuis six ans.

L'addition de multiples responsabilités ne fait pas une responsabilité collective. La plupart des grandes catastrophes mettent en jeu plusieurs facteurs et nous devons éviter de nous

polariser sur l'une d'entre elles pour désigner « les vrais responsables ». Trouver un bon équilibre est une méthode facile pour éviter de faire l'effort d'améliorer notre société. Il serait plus constructif que le Parlement et le gouvernement réforment les modes de fonctionnement des associations qui utilisent des fonds publics ou sollicitent des dons et qu'ils se préoccupent de la santé publique en dépassant les obstacles artificiels.

Nous allons avoir une nouvelle indication sur la volonté politique de mettre en œuvre une politique de santé quand le Haut Comité de la santé publique, dont nous avons recommandé la création en 1989, sera créé. Nous demandons un organisme indépendant du pouvoir, réunissant des activistes de la santé publique ayant le sens des responsabilités et ayant prouvé, disposant de moyens pour établir un rapport annuel sur l'état de santé des Français. Cette structure a été annoncée à la suite d'un conseil des ministres de mars 1990, le ministre de la santé actuel a dit il y a sept mois qu'elle serait formée dans les trois mois suivants. Elle n'est toujours pas créée. Si elle apparaît sous la forme d'une commission sans moyens, soumise à la tutelle du pouvoir politique et de l'administration, réunissant des représentants des différentes structures traditionnelles associées à quelques « experts otages », il se trouvera bien quelques volontaires pour y participer, mais aurons-nous mis sur pied un organisme adapté au rôle que l'on attend de lui ?

CLAUDE GOT

## Gaspra devant les caméras

La sonde américaine Galileo inaugure l'exploration des astéroïdes

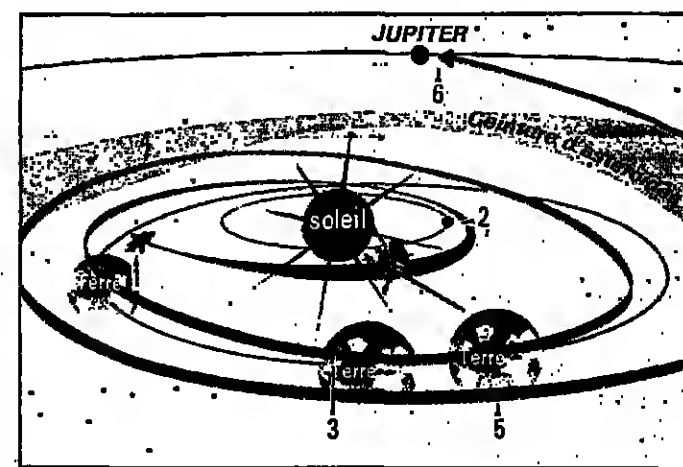
LES soodées américaines et soviétiques ont, au cours des trois dernières décennies, surveillé presque toutes les planètes du système solaire, y effectuant parfois des « reportages » photographiques saisissants. Moins spectaculaires, les astéroïdes n'avaient pas, jusqu'à présent, été la cible de ces exploits technologiques. Cet « oubli » a été réparé au cours de la nuit du mardi 29 au mercredi 30 octobre par la sonde américaine Galileo, dont la caméra « mitraille » l'astéroïde Gaspra, un énorme rocher en forme de pomme de terre de 12 kilomètres de diamètre, situé à 410 millions de kilomètres de la Terre.

Galileo est passée à environ 1 600 kilomètres de Gaspra mardi 29 octobre à 23 h 35 (heure française), a indiqué le Jet Propulsion Laboratory (JPL) de Pasadena (Californie). La confirmation de la rencontre est arrivée par signal radio vingt-trois minutes plus tard. La sonde devait prendre environ 150 photos de l'astéroïde et de son environnement, par rapport auxquels elle se déplace à une vitesse de 28 800 kilomètres à l'heure.

### Témoins de la naissance des planètes

Découverts au début du siècle dernier seulement, alors que la plupart des planètes et des comètes sont connues depuis l'Antiquité, les astéroïdes intéressent beaucoup les astronomes. Ces derniers estiment, en effet, que ces corps rocheux sont probablement les restes de débris cosmiques ayant servi à la formation des planètes. Ils ont, pensent les scientifiques, subi assez peu de transformations depuis, et leur étude devrait donc fournir des renseignements précieux sur la mesure du système solaire.

Gaspra, survolé par Galileo, a été découvert par un astronome ukrainien en 1916. Il met 3,3 ans pour tourner sur une orbite comprise entre 389 et 270 millions de kilomètres autour du Soleil, et tourne sur lui-même en sept heures. De couleur grise avec un soupçon de rouge, Gaspra contient notamment du fer et du nickel. Il appartient à la famille des astéroïdes Flora, qui ont une orbite, une réflectivité et une couleur similaires et auraient fait partie d'un astéroïde plus gros qui se serait cassé au cours d'une collision.



La grande voyage de Galileo vers Jupiter et à travers la ceinture d'astéroïdes ressemble à une gigantesque partie de billard spatial. Lancée le 18 octobre 1989 (1), la sonde a d'abord frôlé Vénus en février 1990 (2), puis la Terre, en décembre 1990 (3), utilisant la gravité de ces deux planètes un peu à la manière d'une fronde pour augmenter sa vitesse. Après son survol de Gaspra (4), elle reviendra frôler la Terre en décembre 1992 (5) pour filer ensuite sur Jupiter qu'elle atteindra en 1995 (6), après avoir observé au passage un second astéroïde, Ida.

En deux siècles d'observations, quelque dix-buit mille astéroïdes ont été identifiés, et l'on a pu déterminer l'orbite exacte de cinq mille d'entre eux, explique M<sup>me</sup> Aotioetta Barucci, astronome à l'Observatoire de Paris. La plus grande partie d'entre eux tournent entre Mars et Jupiter, sur « la ceinture principale d'astéroïdes ». Malheureusement, leur taille ne permet pas, depuis le sol, de se faire une idée très précise de leur composition.

L'analyse des météorites tombées sur Terre, et qui sont très probablement des morceaux de certains d'entre eux, a bien fourni des indices précieux. Hélas ! ils ne coïncident pas toujours avec les mesures faites à l'aide des télescopes, qui permettent de déduire la composition de la surface de certains corps célestes à partir de l'analyse de la lumière qu'ils réfléchissent.

Explication possible : les plus gros des astéroïdes pourraient avoir été chauffés fortement par un phénomène qui reste à déterminer, ce qui aurait modifié leur composition, les rendant plus riches en minéraux métalliques.

« Les observations de Galileo nous permettront peut-être de tester les hypothèses que nous avons

élaborées à partir de ces observations », espère M<sup>me</sup> Barucci. Ses collègues et elle devront cependant patienter, sans doute un an, avant de voir ces images très attendues.

### Une antenne récalcitrante

Lancée le 18 octobre 1989 par la navette américaine Atlantis, pour une mission dont le but principal est la piste Jupiter, sur laquelle elle devrait larguer une mini-sonde en 1995 (le fond de la sonde d'octobre 1989), Galileo a en effet connu très vite quelques problèmes techniques préoccupants.

L'antenne principale de cet engin, qui a coûté 1,4 milliard de dollars et que ses constructeurs avaient baptisé « la Rolls des soodées interplanétaires », refuse de se déplier. Après plusieurs tentatives manquées, les techniciens de la NASA essaieront de nouveau de la débloquer à la mi-décembre.

En cas d'échec, les images en stock ne pourront être transmises qu'en novembre 1992, quand la sonde repassera suffisamment près de la Terre pour les envoyer grâce à une antenne secondaire.

JEAN-PAUL DUFOUR

### Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
520 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie  
du « Monde »  
112, M. Gumbourg  
94852 IVRY CEDEX  
(1990)

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

### Le Monde

Jacques Lesourne, président  
Françoise Hugues-Devallet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Tél. MONDIPUB 634 128 F  
Tél. : 46-62-94-71 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

### Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - TAPES LEMONDE  
ou 36-15 - TAPES LM  
Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

### ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

### ARTS

Le Monde et SPECTACLES



**A PARTIR D'AUJOURD'HUI  
FEDERAL EXPRESS PEUT LIVRER  
TOUS VOS COLIS EXPRESS A...**

BOMBON	VELU	AVON LA PEZE	TREIZE VENTS	TOUTLEMONDE	SUZANNE	OYRE
MARCHAIS BETON	VERRUE	CANARI	PISELLOUP	AUTRUCHE	ST BONNET DE CHIRAC	BELLAFFAIRE
ARTIGUELOUTAN	PETTONCOURT	BENQUE DESSOUS ET DESSUS	MONTCUL	LAPLUME	MONTCHATON	ROGNON
ARSURE ARSURETTE	QUINTAL	NEGRE PELISSE	BILLE	ANDOUILLE NEUVILLE	OGNON	BETON BAZOCHES
BABY	ASSAIS LES JUMENTAUX	OUSTE	AVRIL SUR LOIRE	SAXI BOURDON	ARC SOUS CICON	CHAMP D'OISEAU
CASTET	COUCOURON	DEUIL SUR LE MIGNON	FUMICHON	SOULVACHE	AZUR	CALLUIRE ET CUIR
LE SEL DE BRETAGNE	SOULOSSE	AITI	LA VACHERIE	JOB	CADILLAC	SEPT SORTS
POISSON	PORCELETTE	PONTECOULANT	PONT PEAN	LE TARTRE	ARNAC SUR DOURDOU	TROO
LA VACHERESSE ET LA ROULLIE	VILLECHETIVE	CHAMOUILLEY	BELLEHERBE	PLURIEN	ONGLES	SOMMEILLES
MARIOL	POIL	L'AJOUA BOUILLON	VILLECHAUME	BAILLEUL AUX CORNAILLES	PREPOTIN	BIGORNO
ALLEMAGNE EN PROVENCE	CORPS NUDS	CAGNOTTE	TOUQUETTES	SOULOM	BEAUSOLEIL	BEAUJEU ET QUITTEUR
BALZAC	MOLIERES	SERQUEUX	SERINGUES ET NESLES	TRIE SUR BAISE	BIBICHE	CAMARADE
				AZOLETTE	AISEY ET RICHECOURT	LA TRONCHE
				REVEILLON	EVE	ADAM LES PASSAVANT

*Joël, in 1991*



هذا هو اصل

## CULTURE

### ARTS

## Derain avant Derain

Les débuts d'un maître : une exposition précieuse à l'Orangerie

Il fut un temps, pas si lointain, où il était de bon ton de tenir André Derain pour négligeable. Il avait trahi l'idéal avant-gardiste, il n'avait pas cru que l'art du vingtième siècle fût en progrès sur celui des époques antérieures. Il méritait donc l'oubli. Peu à peu, cette vulgate perd de son autorité. Quelques conservateurs plus audacieux que leurs collègues et quelques historiens s'intéressent à lui. Résultat : ils vérifient et démontrent ce qu'ils avaient imaginé vrai d'après les écrits d'Apollinaire et autres admirateurs. Ils vérifient et démontrent par exemple que la chronique du fauvisme et du cubisme ne peut s'écrire sans lui.

Bref, accrochée un peu à l'étrémité d'une salle obscure de l'Orangerie, l'exposition conçue par Michel Hoog est de celles qui contribuent à l'accélération de cette entreprise. Elle rassemble pour l'essentiel des études dessinées et peintes d'après tableaux et sculptures du Louvre au début du siècle, avant que Derain ne soit dit « fauve », et une suite de gravures sur bois et cuivre exécutées entre 1907 et la guerre, la plupart dans l'intention d'illustrer Apollinaire et Max Jacob.

Les copies témoignent de la variété des goûts du peintre. Il ne néglige ni les primitifs, tous les primitifs, ni les maîtres reconnus. Leur étude révèle la diversité singulière des intérêts de Derain à l'âge de vingt ans. Les têtes égyptiennes le retiennent, et aussi un *Portement de croix* du quinzième siècle florentin, qu'il copie comme l'eût copié Cézanne, en colorant les ombres et en modelant les volumes par touches très marquées. Il étudie aussi volontiers dans son carnet la composition d'un Titien, d'un Rubens, d'un Poussin, celle des *Massacres de Scio* de Delacroix et

l'anatomie de la *Source* d'Ingres. Pas plus que Picasso, son contemporain majeur et le seul avec lequel il vaille de le comparer, Derain ne songe à se passer de l'enseignement du musée. Quand Matisse, procédant à l'inverse, travaille à déconstruire l'impressionnisme, néo-impressionnisme et postimpressionnisme, oubliant tout autre passé plus ancien, Derain, lui, multiplie les références et compulse comme à dessein ses exercices combinatoires.

### Les premiers butins d'une exploration

Aussi a-t-il mieux qu'aucun autre compris Gauguin et sa mélancolie. C'est là le second enseignement de l'exposition et sa part sans doute la plus novatrice. En octobre ou novembre 1906, Derain, comme tous ses voisins et camarades de Montmartre, visite la rétrospective Gauguin organisée par les soins du Salon d'Automne. Comme eux, il est éberlué par les bois sculptés, les gravures faiblement rudimentaires et les grands nus à l'huile, vahoins et allégoriques. Presque aussitôt, il emprunte à Gauguin la xylographie, les figures dessinées par fusaux et contours épais et les visages semblables à des masques.

A-t-il alors déjà acquis son premier objet africain ? Il se peut mais le détail n'a guère d'importance tant il apparaît à l'évidence que l'art nègre lui devient familier grâce à l'océanien, c'est-à-dire grâce à Gauguin lui-même.

Il a d'autant moins d'importance que Derain, à la différence de tant de ses contemporains, ne fait que passer à travers la mode africaine. Il ne pastiche pas, il adapte. D'une tête fang, il fait un roi médiéval. L'art du Bénin et celui des Rénans se rencontrent, sans que l'artiste renonce à son ironie. Primitivisme ?

Baigneuse nue.  
Burlin.  
1909.



Si l'on veut, mais primitivisme du deuxième degré, débarrassé de toute croyance vaine en l'innocence retrouvée et de tout espoir de pureté. L'inverse de Matisse, autrement dit, et à tel point fluide que Derain se distrait à parodier les odalisques trop grandes dames de son ancien meilleur ami. A l'occasion, il joue aussi avec l'abstraction métaphysique, qu'il ne prend pas plus au sérieux.

Tout cela se voit dans des dessins, peintures sèches, aquarelles et lithographies au trait d'une splen-

dide dextérité. Or il y a à l'Orangerie qu'une faible partie de l'œuvre, ni une anthologie ni une synthèse mais des fragments, les premiers butins d'une exploration à peine commencée. On n'en a pas fini avec André Derain.

PHILIPPE DAGEN

« Un certain Derain », Musée de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, 75001 Paris. Jusqu'au 20 janvier. Un catalogue scientifique très utile et très riche de documents peu connus accompagne l'exposition (152 pages, 116 ill., 200 F.).

Les Anges veulent manifester rue de Valois. En attendant la décision de la cour d'appel des Paris sur l'action introduite par l'Association « Les Anges des Recollets » (*Le Monde* du 15 octobre) pour éviter son expulsion de l'ancien couvent des Recollets (148, rue du Faubourg-Saint-Martin, dans le dixième arrondissement), une manifestation était prévue le 5 novembre, à Paris, devant le ministère de la culture. Ce bâtiment, propriété du ministère de l'équipement, est occupé par une vingtaine d'artistes - constitués en association - qui vivent là depuis le début de l'été et ont entrepris sa restauration.

BEAUNORD  
CENTRE WALLONIE - BRUXELLES  
du 5 nov. au 1<sup>er</sup> déc.  
*Credo*  
d'ENZO CORMANN  
avec CATHERINE GRAZIANI  
mise en scène FRANÇOIS BERGOIN  
Loc. : 42 71 26 16 • FNAC-VIRGIN

Le Monde  
ÉDITIONS  
**AUTOUR D'UN PLAT**  
Les chroniques de La Reynière  
à la sauce Desclozeaux  
EN VENTE EN LIBRAIRIE  
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
ARTS ET SPECTACLES

### THÉÂTRE

## Un Nobel qui n'a pas de prix

Duflho et Wilson en pleine farce

LE MÉTÉORE  
au Théâtre de l'Œuvre

Quand Marcel Aymé adapte une pièce de l'écrivain suisse de langue allemande le plus joué au théâtre, Friedrich Dürrenmatt, il faut s'accrocher au fauteuil : la version française du *Météore*, farce vive et dévastatrice, est un de ces moments qui déclenchent en permanence un rire qui fait mal, qui fait moucher. Elle met en scène la dernière journée d'un prix Nobel de littérature, Wolfgang Schwitter (Jacques Duflho), qui n'arrive absolument pas à mourir, quoi qu'en ait la presse qui a fait le matin même, sur la foi des déclarations des médecins, les gros titres sur sa disparition.

Riche à millions, misanthrope de première qui se passionne pourtant (charme du paradoxe) pour les hommes, plutôt pour les femmes d'ailleurs - à condition qu'elles soient jeunes et appétissantes - Schwitter revient (essayer de mourir dans la chambre mansardée et misérable où il a écrit ses premières lignes. Il y voit défiler personnages de son passé et personnages du présent en une farandole de la flagornerie et de la haine, souvent méchante, jamais réellement cynique.

Cela nous vaut quelques années imparables pour une antholo-

gie de la bonne humeur réalisée sans fausse pudeur par Jacques Duflho (barbe et cheveux blancs, chemise de malade hospitalisé, baskets de vieillard gouteux) et par son compère Georges Wilson. Le premier joue une nouvelle fois de toutes les cordes d'un talent achevé, gestes et paroles agencés comme une machine à massacrer les défauts de ses contemporains. Inutile d'en dresser la liste... Le second - qui signe une nouvelle fois une mise en scène roublarde - s'emploie d'abord dans un rôle d'entrepreneur réactionnaire puis, investi, dans celui d'une femme dite d'affaires qui a en fait réussi dans la mise en valeur (industrielle) de ses charmes et de ceux de sa fille.

Autour d'eux, ce qu'on pourrait appeler la « troupe de l'Œuvre », une poignée de comédiens (Paula Lanz, Jean-Pierre Dravel, Pierre Val et Serge Fenillard) que l'on retrouve chaque automne aux côtés de leurs maîtres, dévoués, prêts à tout, sans grand gain mais pas sans grâce. Ils sont l'huile dans les rouages d'un tandem qu'on a toujours beaucoup de plaisir à retrouver.

OLIVIER SCHMITT

Théâtre de l'Œuvre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-42-52. De 50 F. à 250 F.

## A chacun sa fantaisie

Deux beaux spectacles dans un même théâtre

UNE DES DERNIÈRES  
SOIRÉES DE CARNAVAL  
chez Renaud-Barraud

Goldoni a offert. Une des dernières soirées de carnaval à ses comédiens, qu'il allait quitter pour aller à Paris. Le fil de la pièce, c'est le bouleversement apporté dans un groupe d'amis travaillant ensemble, tisserands, brodeuses et autres, par le départ à Moscou du dessinateur. Un fil transparent, métaphore transparente. Un texte sur mesure pour des acteurs précis, avec sans doute des allusions aux histoires privées. Bien que la biélarchie de la troupe semble respectée, chacun a eu son morceau de bravoure, l'occasion de montrer ce qu'il savait faire. Goldoni espérait que le spectacle survivrait à l'accroche. Deux siècles plus tard, Jean-Claude Penchenat lui donne raison.

Les personnages correspondent à des « emplois » selon la coutume et la convention de l'époque, si bien que tout comédien aujourd'hui comme hier peut s'en emparer et l'adapter à sa propre fantaisie. Ici, Nadine Alari, Frédérique Ruchaud, Gilbert Benignot, Guillaume Briat, Gélstan Gallier...

## Hommage à Soutter

UN PRÉNOM D'ARCHIDUC  
petite salle

L'herbe est d'un vert un peu passé, un ciel à nuages est peint sur une toile de fond. Mais la table et les chaises de jardin sont vraies et les deux personnages aussi qui viennent dialoguer, le plus souvent avec eux-mêmes. Un homme et une femme. Elle s'occupe de tout, elle a tout vu, tout compris. Il s'appelle Ferdinand - un prénom d'archiduc - il est écrivain, il a rêvé tous les mondes. Mais, finalement, qui a rêvé qui ?

Au Festival d'Avignon 1990, le spectacle a fait de beaux soirs. C'était la dernière mise en scène de Michel Soutter. Les deux acteurs, Martine Pas-

cel et Claude Guyonnet, ont décidé de le reprendre. On les comprend, d'autant que l'intimité de la petite salle du Théâtre Renaud-Barraud, leur permet une interprétation moins ludique, plus sensible qu'à Avignon. On comprend qu'ils prennent un vrai plaisir à faire goûter, en tant que spectateurs, de détours, de charme, de souriante détresse, plein de générosité. Une vision de la vie lucide ne peut pas être totalement optimiste. Mais elle peut, comme chez Charles-Ferdinand Ramuz, soulever des vagues d'émotions. Bizarrement, on sort épuisé du spectacle.

COLETTE GODARD

Un prénom d'archiduc. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche 15 heures. Jusqu'au 31 décembre puis en tournée. Tél. : 42-58-60-70.

du 8 novembre au 14 décembre  
**Coeur Ardent**  
d'ALEXANDRE DUMAS  
Mise en scène BENNO BESSON  
LOCATION 49 80 18 88  
FNAC - Virgin Megastore

au THÉÂTRE DU CAMPAGNOL  
du 5 au 30 novembre 1991  
**LE BOUC** de R.W. FASSBINDER  
mise en scène ANITA PICCHIARINI  
une création du Sirocco Théâtre  
"La Piscine" 254, avenue de la Division Leclerc  
CHATELAIN-MAILLABRY  
RÉSERVATION : 46.61.33.33 • FNAC  
R.E.R. ANTONY + navette gratuite

**CHATELET**  
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS

## récitals

5 novembre 19 h  
l'Auditorium

**Thomas Allen**, baryton  
Roger Vignoles, piano  
Monteverdi, Scarlatti, Schubert, Brahms...

6 novembre 19 h  
l'Auditorium

**Alexander Paley**, piano  
Weber, Rachmaninov, Prokofiev, Debussy...

7 novembre 20 h 30  
Châtelet

**Francisco Araiza**, ténor  
Irwin Gage, piano  
Mozart, Beethoven, Schumann, Liszt...

21 novembre 19 h  
l'Auditorium

**Jean-Marc Luisada**, piano  
Mozart, Granados, Chopin

25 novembre 19 h  
l'Auditorium

**Della Jones**, mezzo-soprano  
Malcolm Martineau, piano  
Poulenc, Debussy, Satie...

27 novembre 19 h  
l'Auditorium

**Elisabeth Leonskaja**, piano  
Schubert, Prokofiev, Liszt

3 décembre 19 h  
l'Auditorium

**Thomas Moser**, ténor  
Helmut Deutsch, piano  
Haydn, Mozart, Beethoven, Schubert

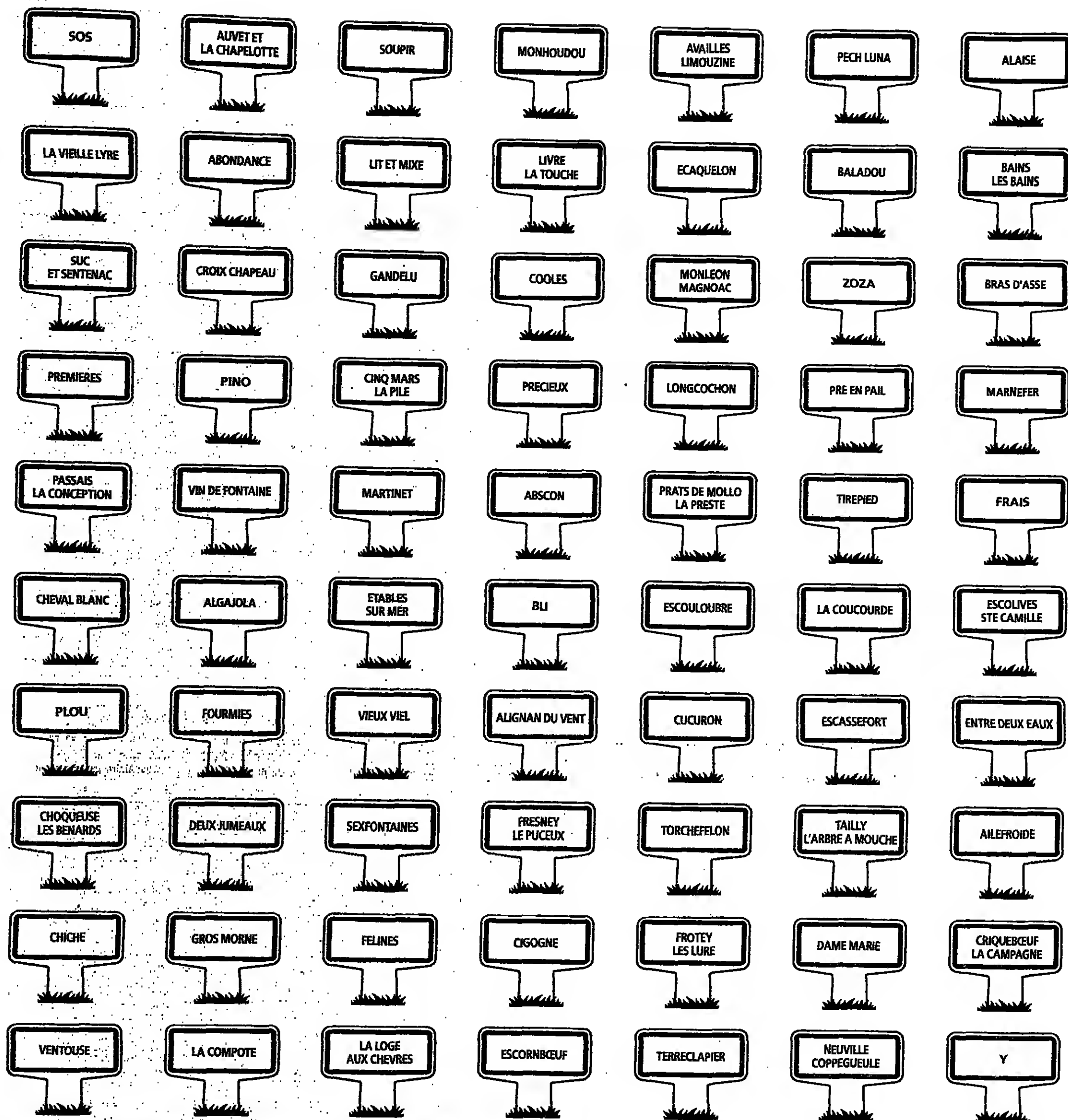
Location 40 28 28 40  
Minitel 3615 Châtelet

FONDATION  
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
POUR LA MUSIQUE

Mairie de Paris

FONDATION  
SACEM





**... NOUS LIVRONS AUSSI A  
LYON, BORDEAUX, LILLE,  
PARIS,...**

Oui, à partir d'aujourd'hui Federal Express livre vos colis express dans plus de 36000 communes de France et de Navarre. Quel que soit le lieu où se trouve votre destinataire, Federal Express livre, à l'heure promise. Pour cela 3 services sont à votre disposition : **FEDEX PRIORITE**... Vos documents et vos colis urgents de moins de 70 kg, livrés en 12/24 heures, de porte à porte. **FEDEX RAPIDE**... Votre service de messagerie en 24/72 heures. **FEDEX FRET**... Vos marchandises les plus encombrantes acheminées directement vers leur destination sans rupture de charge. Ainsi vous bénéficiez de toutes les qualités qui font de Federal Express un leader mondial du transport express : fiabilité, rapidité, ponctualité...



Alors, dès que vous êtes prêt à livrer vos colis en France, réflexe Fedex !

**NOUVEAU SERVICE NATIONAL**  
**TÉL. : 05 33 33 55**  
**3615 FEDEX**



**VOUS N'IMAGINEZ PAS TOUT CE QUE FEDERAL EXPRESS PEUT VOUS APPORTER**

فدكس



# CULTURE

**VÉRONIQUE MORTAIGNE**



# CULTURE

## MUSIQUES

### Le piano en majesté

La Britannique Stephen Hough inaugure la saison du piano romantique de l'Orchestre national

HAYDN, HUMMEL ET DVORAK  
au Théâtre des Champs-Élysées

L'idée est maximaliste, séduisante, mais tout de même un peu «écœurée». Placée sous le signe du piano romantique, la programmation 1991-1992 de l'Orchestre national de France verra défiler dix-sept pianistes pour un ensemble d'œuvres qui s'annonce particulièrement riche. Le risque serait que, suivant le même principe, Franco-Musique s'intéresse l'année prochaine, mettons, au tube, à l'héli-coptère, voire au million chez à Barbey d'Aurevilly. Après tout, il n'y a pas de raison. Si, il y en a une, le choix du piano obéit à une logique de marketing.

Placé sous la direction de Neville Martin, le National retrouvait le public du Théâtre des Champs-Élysées pour inaugurer cette série, le 31 octobre. Premier glorieux à se mesurer aux grands fleuves du répertoire pianistique : Stephen Hough, un pianiste britannique de trente ans, passé par le Collège royal de Manchester puis par la Juilliard School. Le public français le connaît grâce au disque et aux récitals qu'il a donnés à la Gaveau et à la Grange de Meslay. Mais c'est la première fois qu'il se produit à Paris avec un orchestre : le théâtre de Perret est plein jusqu'au paradis.

Hough joue le *Troisième concerto* pour piano et orchestre de Johann Nepomuk Hummel, une rareté absolue en concert de nos jours, un tube au début du dix-neuvième siècle.

Tous les dictionnaires affirment d'ailleurs qu'il servit de modèle à Chopin pour ses propres concertos. Son auditoire le confirme et autorise même un autre rapprochement, plus fugace, certes, mais qui s'impose. Est-il possible que le premier thème du *Concerto pour piano* de Francis Poulenc, plus chantourné encore qu'une arabesque de Guimard, ne soit pas un écho de celui qui parcourt ce concerto autrichien au programme de la soirée ? Un ouvrage au petit point, près de quarante minutes à enfiler, sans répit et sans autre nécessité que celle de déclencher les hourras, des gammes, des arpegges, des tierces diaboliques, les mains dévalant le clavier, des batteries d'accords à télescoper tous les tempers d'époque, avec comme seule pause ce petit thème délicat qui, de temps à autre, vient refroidir tant de vaine ardeur. Hummel était-il plus sadique encore que Czerny ? Comme lui, il a été l'élève de Beethoven qui le tenait en grande estime, comme lui il a été un tortionnaire de pianistes.

Le public fait un triomphe au pianiste, dont le jeu brillant (pas une note à côté : son Yamaha est un instrument de haute précision), imperturbablement sérieux dans la haute volée et fleur bleue dans la cantilène, dénote des ailes à une musique qui n'existe que lorsque qu'elle est jouée avec cette élégance de dandy.

Le public, et l'Orchestre ! Celui-ci l'applaudit sans compter. Mais que dire du National ? Qu'il n'a pas assez répété le concerto et la *Cent deuxième symphonie* de Haydn ? Ils

savent qu'ils se sont mieux tirés du finale de cette symphonie (moins jouée que celles qui l'entourent : c'est d'un ennui...) que des mouvements précédents, que les cordes ont un grave problème d'inflation et de jeu d'ensemble (défaut de tous les orchestres parisiens) qui ne peut être surmonté qu'au prix d'un nombre important de répétitions. Si Haydn est une spécialité de Martin, il ne l'est pas du National (Mozart, pas davantage) qui y expose des lacunes, moins gênantes dans la *Humaine* de Dvorak par laquelle le concert s'achève. Les mélodies, l'orchestration colorée et agreste du compositeur bohème sont, en effet, d'un optimisme inextinguible.

ALAIN LOMPECH

► Stephen Hough donne un récital, le 7 novembre, à 20 h 30, salle Gaveau : au programme une pièce de Beethoven, la *Sonata D 960*, de Schubert, *Prélude, choral et fugue*, de César Franck, et les *Scherzos n° 2 et 4*, de Chopin. Tél. : 49-53-05-07.

(1) James Tocco (le 23 novembre), Alexandre Toradze (le 28), Michel Dalberto (le 3 décembre), François-Joël Tiliou (le 30 janvier), Aldo Ciccolini (le 6 février), se produiront avec l'Orchestre national, durant la saison 91-92. Pour la suite du programme, tél. : 43-30-15-16.

## Les Atrides en musique

NEW-YORK

correspondance

Les Jackson Five, devenus grands, font des Atrides une comédie musicale à rebondissement. Cette fois-ci, c'est Jérôme, qui, dans la version originale d'une nouvelle chanson, *Word to the bad!*, abondamment diffusée par une radio américaine, évoque l'isolement précoce paranoïaque de Michael, ses constants recours à la chirurgie esthétique et, en prenant plus particulièrement aux opérations destinées à blanchir artificiellement sa peau, à l'accusé d'avoir honte d'être «Black».

La station de radio refuse pour l'instant de révéler comment elle s'est procuré l'enregistrement original de *Word to the bad!* (la version discographique officielle a été expurgée). Du côté des Jackson, on se refuse à tout commentaire. Des porte-parole affirment que l'hypothèse selon laquelle tout cela ne serait qu'un gigantesque coup de pub préjudiciable à la sortie concomitante des nouveaux albums des deux frères est «diffamatoire».

Est-il vraiment exclu que la version «originale» de *Word to the bad!* soit un *single* qui sera très vite mis en place chez tous les disquaires ?

H. B.

## CINÉMA

### Comique à la traîne

HOT SHOTS

de Jim Abrahams

LINGUINI INCIDENT

de Richard Shepard

Parodie des films d'action militaire façon *Top Gun* n'est pas une mauvaise idée, tant ce genre d'histoires avec leurs vieux sages ravis et leurs jeunes fous au menton volontaire, au regard franc, donne envie de cogner. Avec *Hot Shots!*, Jim Abrahams - de l'équipe *I wish to be in Paris* dans *Paris* - attaque au grand spectacle de l'heroïsme avec un budget minuscule, c'est encore mieux. Mais il le fait sans agressivité et, du coup, tombe dans une naïveté qui finit par rejoindre celle de ses modèles. Le comique méchant est plus immédiatement efficace que la moquerie potache.

Il y a à vrai dire, quelques moments réussis, plutôt dans la parodie de numéros musicaux, ainsi Valeria Golino en robe rouge se traînant sur un piano, imitant Michèle Plaff dans *Suzie et les Baker Boys*. Mais Jim Abrahams est un déplorable metteur en scène. Il gâche ses meilleurs effets par une désinvolture qui touche à l'amateurisme.

C'est assez rare dans le cinéma américain, pourtant c'est le même gâchis dans le film de Richard Shepard, *Linguini Incident*. Là il ne s'agit plus d'un n'importe quoi assemblé n'importe comment, mais d'une étrange maladresse.

L'histoire d'une fille (Rosanna Arquette) obsédée par Houdini servie dans un restaurant new-yorkais super-décadent tenu par un couple d'homosexuels (André Gregory et Buck Henry), et qui ont paré des fortunes avec David Bowie qu'il se mariera en huit jours, est loufoque mais très amusante. Les scénaristes n'ayant pas eu trop d'idées pour ralentir le film, celui-ci se déroule au ralenti. Les gags et les situations se répètent au moins trois fois. David Bowie, l'âne mais élégant, garde une distance très britannique. Rosanna Arquette grimace comme un travesti qui imiterait Rosanna Arquette. La description des milieux excentriques branchés tourne court. Y a-t-il un metteur en scène dans les films ? C. G.

**ORCHESTRE COLONNE.**  
Jeudi 14 novembre 1991 à 20 h 30  
SAINT-GERMAIN-DES-PRES  
VERDI  
Jeanne d'Arc  
ELGAR  
Concerto pour violoncelle  
PUCCINI  
Messa di Gloria  
Chœur de l'Orchestre Colonne  
Françoise GROBEN violoncelle  
Mihai ZAMFIR ténor  
Ionel PANTEA basse  
direction PIERRE CAO  
Rens. 42 33 72 89

## LE MONDE diplomatique

Novembre 1991

- **ÉTATS-UNIS :** L'Amérique de M. Bush ne renonce pas à la puissance militaire, par Richard J. Barnet. - Déficit budgétaire ou déficit social ?, par Jacques Decroix.
- **DÉFENSE :** Washington s'assure la suprématie dans la nouvelle donne stratégique, par Paul-Marie de La Gorce. - Un bilan de la politique de défense réaganienne, par Jean Klein.
- **EUROPE DE L'EST :** La Serbie dans le bouillier de la guerre, par Catherine Samary. - L'affrontement yougoslave vu d'Albanie, par Odette Marquet et Christiane Montécor. - Les lenteurs de la recomposition roumaine, par Jean-Yves Potel. - La Slovaquie tentée par la séparation, par Joseph Yacoub.
- **URSS :** L'union est morte, vive la communauté économique ?, par Jean Radvanyi.
- **MÉDIAS :** La guerre des chaînes d'information, par Yves Eudes.
- **CULTURE :** Retrouver la violente beauté de la symphonie arabe, par Pierre Armand.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

Le Monde  
ÉDITIONS

## Thomas Schreiber HONGRIE La transition pacifique

Budapest s'inquiète des turbulences à ses frontières, la police embauche et l'indifférence politique gagne la population... Et pourtant la Hongrie capitaliste qui tente de s'arrimer à l'Europe, semble la mieux partie.

En vente en librairie

Canofile 250.  
C'est aussi simple qu'une armoire,  
avec le génie en plus.



Pour classer, pour gérer, on n'a jamais rien inventé de mieux qu'un document dans un dossier, des dossiers dans un tiroir et des tiroirs dans une armoire... Le génie de CANOFILE 250, vous permet de classer jusqu'à 13 000 documents A4, dans 200 tiroirs, réunis dans une armoire de 15 cm de diamètre : un disque laser amovible... et autant d'armoires que vous voulez ! Avec CANOFILE 250, d'un seul geste, le document est mis en mémoire, même recto verso. Tout petit, utilisable par tous, CANOFILE 250 ne change pas vos habitudes de classement et ne demande aucune connaissance informatique.

Vite classés, vite retrouvés, tous vos documents vont pouvoir être encore mieux exploités. Ça aussi, c'est du génie. Découvrez vite des possibilités de classement et d'organisation que vous ne pouvez même pas imaginer...

Canofile 250

le classement électronique qui respecte vos habitudes.

Canon

Division Systèmes de Gestion du Document et de l'Image.  
TEL. 49 39 25 25 - FAX 49 65 22 88

### CLASSEMENT PERSONNALISÉ

Afin de vous informer sur les méthodes de classement spécifiques à votre profession, merci de compléter avec précision les informations ci-dessous.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Ma fonction/service \_\_\_\_\_  
Raison Sociale \_\_\_\_\_ Notre activité principale \_\_\_\_\_ Code APE \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

Merci de renvoyer à CANON, Division Systèmes de Gestion du Document et de l'Image, Centre d'affaires Paris-Nord 93154 LE BLANC-MESNIL CEDEX.

هنا من الامور







Le Monde

## INITIATIVES

## 55 ans : le bel âge ?

**D**EPUIS des années, on nous serine avec les dangers qui menacent les salariés les plus âgés, vulnérables, dépassés, pen ou mal formés. On a stigmatisé les conséquences de la préretraite, qui jette au rebours une somme de savoir-faire et d'expérience. On a déploré les pertes de compétences et la déformation de la pyramide des âges, qui a provoqué, à son tour, d'autres tourments.

Bien sûr, cela est vrai dans la majorité des cas. Il suffit de se rappeler ce qui s'est passé pour les plus de cinquante-cinq ans dès qu'un plan social lié à une restructuration pointait le bout de son nez, au milieu des années 80. Jusqu'à 700 000 salariés ont été placés en préretraite en 1984. On découvre, dans le contexte économique d'aujourd'hui, et Martine Aubry, ministre du travail, n'a pas manqué de le faire observer, que la tentation existe de nouveau de se débarrasser des « vieux ». Mêmes maux, mêmes remèdes, et résultats tout aussi discutables.

**M**AIS le sort des cadres supérieurs ou des plus diplômés qui ont été contraints de quitter leur activité, ne se compare pas avec celui des ouvriers physiquement « cassés » par des années de labeur. Les premiers peuvent encore agir, se rendre utiles, et parfois ne se privent pas, au travers d'associations de bénévoles, de continuer à exercer leur métier. Ou, du moins, à utiliser leurs connaissances ou leurs compétences, ainsi que le font tous ceux qui se regroupent au sein d'ECHE, d'ACTI ou d'AGIR, toutes organisations qui entretiennent un rapport avec le monde du travail.

D'autres, toujours parmi ces cadres ou les professions intellectuelles, ont certes renoncé aux rites de leur ancienne fonction, mais ont profité de leur disponibilité nouvelle pour se lancer dans d'extraordinaires aventures. Parfois, ils se sont davantage réalisés là que dans leur vie antérieure, assourdisant enfin leurs goûts ou leurs passions, se révélant à eux-mêmes. Tel pour la peinture à laquelle il se consacre à temps plein, tel autre à l'écriture, à l'animation d'une grande cause humanitaire. Dans un village du Gard où il s'est retiré, l'un de ces préretraités use par exemple de son réseau de relations pour mettre au jour, année après année, des kilomètres de l'aqueduc romain entre Uzès et Nîmes.

Pour tous ceux qui ont réussi à franchir le cap difficile des cinquante-cinq ans sans être désarçonnés ni aigris et qui sont

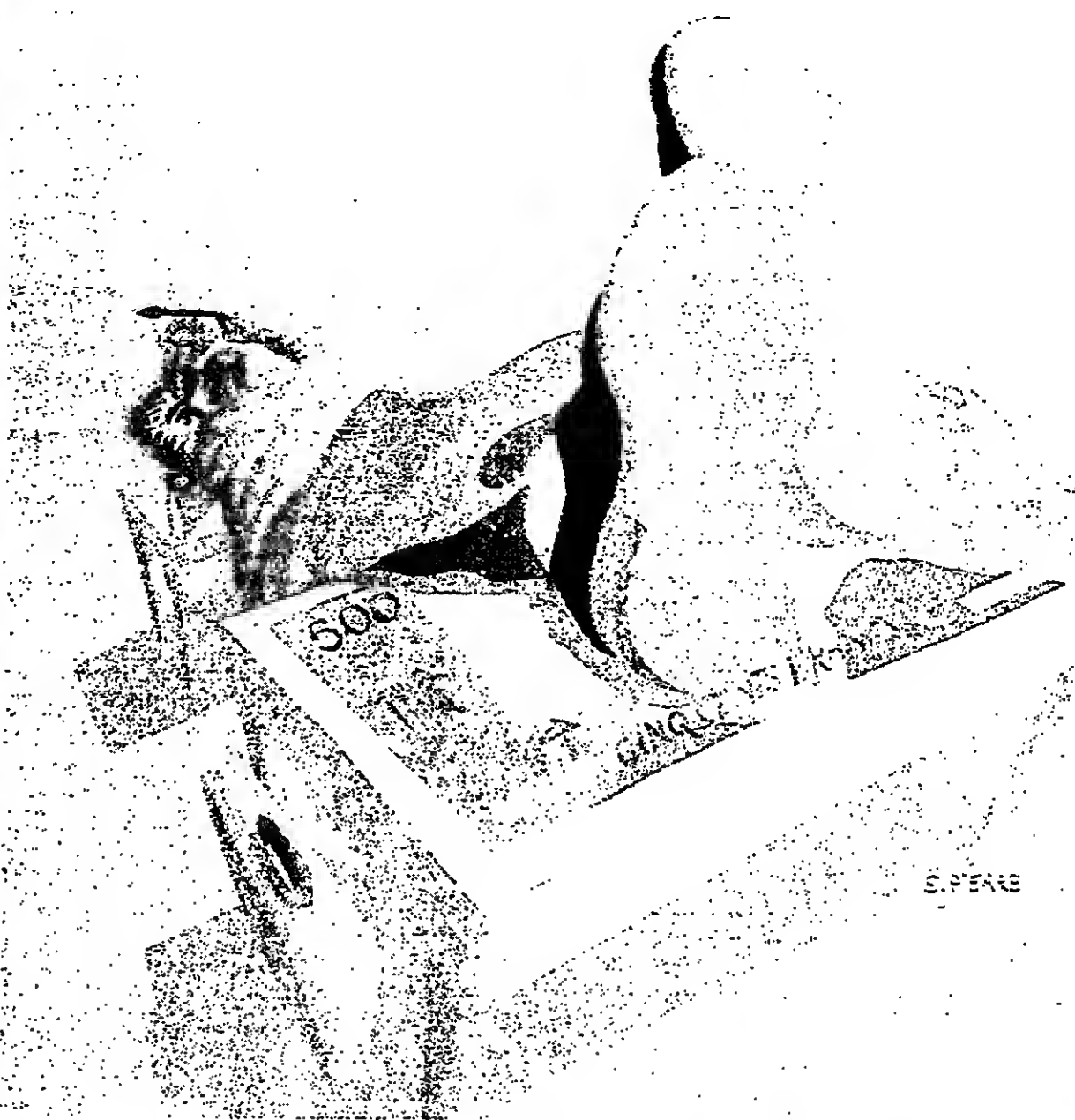
restés à leur poste dans l'entreprise, les cinq années qui précèdent la retraite, entre cinquante-cinq et soixante ans, peuvent être celles de la plénitude. Le bel âge, en quelque sorte. Il ne peut plus rien leur arriver puisque, grâce à une disposition du régime d'assurance-chômage, ils sont garantis de toujours retomber sur leurs pieds. Au pis, s'ils sont licenciés, ils touchent 57 % de leur revenu antérieur jusqu'à l'âge de la retraite et, nantis de cette assurance, ils peuvent à nouveau prendre des risques.

Certes, ce ne sont pas ceux qui ont toujours été des battants et qui n'ont jamais cessé de courir après la réussite, mais leur situation est désormais psychologiquement différente. Libérés d'une angoisse et dotés d'un parachute, ils peuvent encore mieux se consacrer à leurs exploits. Sans concession, avec une tranquillité d'esprit qu'ils n'avaient pas jusqu'à là. Ils peuvent essayer d'imposer leurs idées, défendre leur point de vue avec d'autant plus de fermeté que la sanction, si elle intervient, ne produira pas l'irréparable.

**C**ERTAINS, quoique peu nombreux, en profitent pour jouer leur va-tout et s'offrir une fin de carrière sur les chapeaux de roue. Ils vont changer de trajectoire, se faire plaisir, et ainsi devenir consultants salariés dans des cabinets réputés. Le cas se retrouve souvent dans les cabinets d'ingénierie, de recrutement ou de réorientation de carrière (l'ontplacement), où des cadres âgés de plus de cinquante-cinq ans viennent offrir l'expérience de toute une vie. D'autres, encore plus aventureux, décident de devenir de véritables « mercenaires », qui passent de la mise en place d'un projet à un autre, avec des contrats limités dans le temps mais, quand même, en prévoyant de fortes indemnités en cas d'échec ou si le commanditaire renonce à son idée. Ceux-là, qui jouent gros, se font à peine peur, et peuvent se permettre d'être intranquillisés, presque pour le plaisir. S'il y a rupture, ils n'auront pas forcément perdu, et pourront toujours recommencer... ailleurs.

Ce final est possible en théorie comme en pratique, mais rares sont les cadres de cet âge qui avouent franchement s'y adonner. Pourtant - et c'est la preuve d'un détachement - tous disent qu'ils sont prêts à tout arrêter si on les emmène. Pour devenir les préretraités qu'ils ne souhaitent pas vraiment être.

Alain Lebaube  
Lire notre dossier  
pages II et III.



## Un couffin dans le bureau

Quelques sociétés pionnières mettent en place des solutions pragmatiques pour garder les enfants de leur personnel. Objectif : gagner en efficacité... page IV

STAGES...

## Des formations de qualité

Réunis au sein d'une association, un certain nombre d'organismes de formation et d'entreprises clientes s'engagent sur la qualité des stages... page IV

## 11 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

■ Gestion et finances ..... p. VI et VII  
■ Ressources humaines ..... p. VIII  
■ Juristes ..... p. VIII et IX

■ Cadres ..... p. IX et X  
■ Informatique ..... p. XI et XII  
■ Fonction commerciale ..... p. XII  
■ Secteurs de pointe... p. XII à XVI

Le Monde

INITIATIVES

OPÉRATION SPÉCIALE OFFRES D'EMPLOI

## Gestion finance

12 daté 13  
NOVEMBRE

Confirmés ou jeunes diplômés

LE MONDE INITIATIVES

vous propose les meilleures opportunités de carrière dans le secteur gestion finance

## ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

Vous avez moins de 39 ans et 8 années d'expérience professionnelle (hors fonction publique) ou de mandat électif local

Vous pouvez vous inscrire jusqu'au 16 décembre 1991 (inclus)  
(date limite de dépôt des dossiers)  
à l'épreuve de sélection \*

DU CYCLE DE PRÉPARATION AU 3<sup>e</sup> CONCOURS

qui commencera à l'automne 1992

Renseignements et inscriptions :

ENA - 13, rue de l'Université, 75343 PARIS Cedex 07  
Tél : 49-26-43-25 et 49-26-44-03 - Minitel : 3615 ENA

\* La sélection se déroulera au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 1992

مكتبة من الكتب



هكذا في الحاضر

## L'âge des contrastes

Aujourd'hui, vieillissement biologique et vieillissement professionnel ne coïncident plus

**A**LAIN T... a cinquante-cinq ans. Ancien directeur adjoint de la communication d'une multinationale, il touche 65 % de son salaire depuis l'âge de cinquante ans pour rester chez lui. Il ne se sent pas retraité pour autant. Il n'a jamais été si occupé, ni aussi actif. Mais le sport de compétition (il a fait, l'an dernier, pour la première fois, le marathon de New-York), les musées, la musique, les lectures et les voyages ne suffiraient pas à le maintenir dans le coup. Consultant, il a encore plein de projets professionnels et apporte fréquemment son concours à une société de conseil, mais de manière ponctuelle. Il refuse d'être à nouveau aliéné par le travail, malgré les propositions d'embauche.

« Travailler douze heures par jour, subir des contraintes, jamais plus. Je suis un rentier heureux. Je fais ce qui me plaît, quand ça me plaît. »

Le retraité des années 70, qui se consacrait à ses loisirs après une vie de labeur, c'est fini. Les « nouveaux vieux » veulent utiliser leurs compétences et être encore efficaces. Ils ont des réflexes d'hommes d'entreprise.

Pour Xavier Gaullier, sociologue, chercheur au CNRS, spécialiste de l'étude des âges et auteur de la *Deuxième Carrière*, les trois étapes traditionnelles de la vie — jeunesse — formation — âge adulte — production — et vieillesse — repos — ne correspondent plus à la réalité. La préretraite a marqué une rupture avec cette conception classique. « Il y a, au milieu de la vie, une crise d'identité semblable à la crise d'adolescence. Et le tournant psychologique n'est pas facile à prendre. C'est ce que j'appelle le nouvel âge », explique Xavier Gaullier. La retraite est intermédiaire. La préretraite, elle, tombe dessus sans prévenir. C'est toujours culpabilisant. On se dit quelque part, bien à tort : ce n'était pas inéluctable, je dois être mauvais. »

Il y a en effet, dans la période actuelle, une contradiction difficile à résoudre. Professionnellement, on est vieux de plus en plus tôt, à cinquante-cinq, cinquante-cinq, même cinquante ans, selon la conjoncture économique. Alors que, biologiquement et médicalement, on est de plus en plus tard. Au cours des vingt dernières années, on a gagné



dix ans sur le vieillissement physiologique. Les quinquagénaires de 1991 sont aussi pimpants et fringants que ceux de 1971.

### Vitalité culturelle

« A cinquante-cinq ans, on est PDG ou au chômage », lance, sous forme de boutade, Michel Garibal, membre du Conseil économique et social et auteur du rapport sur les *Conséquences du vieillissement de la population active*. La diversité est pour lui la caractéristique des situations des cinquante-cinq ans. Ils sont déjà exclus au bien au sommet de leur carrière ; ils vivent le désespoir des chômeurs ou ont l'assurance des vainqueurs. Cadres supérieurs, pour autant qu'aucune fusion ne les menace, ils ont encore des perspectives d'avenir. C'est l'âge où ils s'assoient enfin dans les fauteuils des directeurs généraux et des présidents qu'ils occupent depuis trente ans.

A l'inverse, les gros bataillons de cadres moyens ont subi une prolifération lente et régulière ; menacés dans leur emploi, ils se sentent mal à l'aise dans ce senti-

ment de précarité, souvent dépassés moins par les évolutions technologiques que par les transformations humaines de l'entreprise. Stressés, angoissés, souvent usés et fatigués par les anti-dépresseurs et les somnifères, beaucoup accueillent la préretraite comme une libération. D'autant que la vitalité culturelle et la forme physique, sont encore là et que les jeunes préretraités de cinquante-cinq ans, qui n'ont perdu ni leur curiosité ni leur dynamisme, profitent de leur sécurité financière pour entamer ce que Xavier Gaullier appelle une deuxième carrière.

On ne dira jamais assez l'importance de la qualité conjugale sur leur psychisme. Les uns vivent une deuxième lune de miel, les autres entrent dans un enfer à deux. Denis, lui, a payé cher d'avoir trop investi dans sa vie professionnelle. Sa femme, lassée de ne jamais le voir, l'a quitté peu avant son licenciement. Il ne lui reste, avec la solitude, que le sentiment d'un immense et désolant échec.

Liliane Delmas

## Le parachute de l'UNEDIC

L'IDEE paraît d'un bon sentiment. Elle a vite donné lieu à des abus. Des petits melins, chez les salariés, ont vite vu la faille. Des employeurs, et parmi les plus importants à partir de 1987, n'ont pas tardé à s'engouffrer dans la brèche. Au point que Philippe Séguin, ministre des affaires sociales à l'époque, a dû négocier d'apurement avec le président d'une grande firme automobile privée pour que celui-ci ne donne pas le mauvais exemple. Puis que, aidé par Jean-Pierre Delalande, député RPR, auteur d'un amendement opportuniste, il tente d'endiguer un contournement abusif des règles édictées par l'UNEDIC.

La bonne idée s'appuyait sur une simple constatation. Un salarié âgé de plus de 56 ans et 2 mois, au même de 55 ans, est assuré de toucher jusqu'à sa retraite une indemnité équivalente à 55 % de son salaire brut antérieur dans le cadre d'une convention de préretraite FNE (Fonds national de l'emploi), dès lors que son employeur a négocié avec les pouvoirs publics un plan social de réduction des effectifs. En revanche, le même salarié, privé de son emploi à la suite d'une rupture individuelle du contrat de travail au à l'occasion d'une procédure de licenciement collectif de licenciement (moins de dix), et donc soumis aux modes d'indemnisation de l'assurance-chômage, était moins favorisé. Il ne pouvait espérer qu'une indemnisation dégressive, limitée dans un premier temps à l'allocation dite de base, représentant au minimum 57 % de son salaire antérieur, ensuite à l'allocation de fin de droits, puis enfin à l'allocation spécifique de solidarité, le cas échéant. La descente vers l'enfer, en réalité, dans l'attente de la retraite, à 60 ans ou au terme des 150 trimestres de cotisation à la Sécurité sociale.

En février 1984, les partenaires sociaux, gestionnaires de l'UNEDIC, décidèrent de mettre fin à cette disparité de traitement, qui pénalisait les chômeurs venus notamment des PME. Il fut donc admis, dans un fameux article 20 de la convention de cette institution, que les personnes âgées de 57 ans et 6 mois, et en cours d'indemnisation depuis « un an au moins », seraient maintenues dans l'allocation qui leur était versée à cet âge et jusqu'au moment de la retraite, là aussi à 60 ans ou dès l'obtention des 150 trimestres. Sachant qu'ils pouvaient percevoir l'allocation de base pendant 548 jours, et l'allocation de fin de droits pendant 274 jours, l'âge de la garantie de revenu minimum était abaissé, à 56 ans et 2 mois au plus, à 55 ans au mieux.

On voit bien l'avantage. Après 56 ans et quelques mois, il est possible d'être privé d'emploi et, après une période de chômage indemniée à 57 %, au minimum,

d'enchainer sur une longue plage de prise en charge, à peu près équivalente à la préretraite FNE. Au passage, la faible différence d'indemnisation pour se trouver compensée par les indemnités de licenciement conventionnelles, supérieures au montant des indemnités légales. Dans le cas d'une prise en charge par l'UNEDIC, en effet, le salarié inscrit au chômage en reste le seul bénéficiaire, et il est exempté d'impôt sur cette somme. Dans le cadre d'une convention de préretraite FNE, à l'inverse, il peut lui être demandé de financer, en partie, sa préretraite avec ce surplus. De même, l'employeur doit théoriquement participer aux dépenses occasionnées par cette mesure de traitement social.

### Intérêts communs

Dès lors, le dévoiement de la disposition est logique. Le salarié âgé, comme le chef d'entreprise, ont l'un et l'autre intérêt à éviter la procédure FNE pour lui préférer celle de l'UNEDIC, plus avantageuse. En fin de carrière, et pour peu qu'elle échappe, en partie, se préretraite avec ce surplus. De même, l'employeur doit théoriquement participer aux dépenses occasionnées par cette mesure de traitement social.

Tout en ayant conscience des abus ainsi permis, les pouvoirs publics et les partenaires sociaux n'ont pas encore trouvé la parade efficace. Dans un premier temps, en juillet 1987, l'amendement Delalande obligeait les entreprises à verser trois mois de salaire moyen à l'UNEDIC, quand elles licencient un salarié de plus de 55 ans pour raison économique. L'autorisation administrative de licenciement ayant été supprimée, les « fraudeurs » poursuivaient leur pratique, en qualifiant les ruptures de contrat de travail de « licenciement pour d'autres raisons ». En 1989, il fut décidé que l'amende serait payée dans tous les cas de figure, sauf si le salarié âgé en question avait moins de deux ans d'ancienneté dans l'entreprise. Peine perdue. On s'aperçut que, par le biais de mutations dans des filiales, les employeurs se débarrassaient pour répondre à cette condition, avec le complicité des salariés en cause. Aujourd'hui, les partenaires sociaux, qui négocient une nouvelle convention pour l'assurance-chômage, envisagent d'imposer la contribution de trois mois de salaire moyen, en n'acceptant aucune exception. Mais comment peut-on croire que certains ne parviendront pas à se glisser entre les mailles du filet, ou qu'ils ne trouveront pas la pénalité économique, au regard du coût d'une convention FNE, de plus en plus difficile à négocier avec les pouvoirs publics ?

A. Le.

## Les charmes du conseil

Beaucoup de préretraités se lancent dans cette spécialité

**L**IBERTÉ d'action, autonomie et organisation de son temps : l'activité de conseil présente tous les atouts pour séduire les jeunes retraités en mal d'occupation. Beaucoup s'y dirigent. Mais tous n'y réussissent pas. « Pour eux, c'est un véritable fantasme, constate un consultant. Mais certains vont à la catastrophe car, en particulier en ce qui concerne le conseil aux dirigeants, cette activité ne s'improvise pas et elle suppose une véritable technicité. »

Ancien de la CEGOS, Michel Bijon, lui, connaissait bien le métier. Il présentait depuis longtemps que le passage à la retraite serait pour lui un tournant et il avait décidé de s'y préparer. Du coup, une fois acquiescé le dernier de ses 150 trimestres de cotisations, il quitte la CEGOS où il travaillait depuis vingt-deux ans. « Mon idée était de continuer à exercer la même activité d'accompagnement d'équipes de dirigeants mais d'une autre manière, explique-t-il. Je souhaitais notamment développer mes compétences et mes interventions dans le domaine psychologique. J'avais profité de mes

dernières années à la CEGOS pour en tester la faisabilité. »

Pour se mettre à son compte, il a suffi qu'il transforme une pièce de son appartement du 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris en bureau et qu'il s'équipe en informatique. En effet, il travaille seul et confie uniquement sa comptabilité à un spécialiste. « Mes ambitions sont modestes, dit-il. Mon objectif est de travailler dix jours par mois. »

### Rares reconversions

Un objectif d'autant plus impératif qu'en réalité Claude Bijon partage sa vie entre Paris et le Var où il a diversifié son activité dans l'aide à la réinsertion par l'entreprise. « Cela a été le résultat du hasard et la conséquence de rencontres avec l'Association varoise des amis de Jéricho, qui m'ont conduit à m'intéresser aux problèmes de l'exclusion et de la réinsertion. » Un tel inflexionnement de trajectoire est-il fréquent ? « La retraite est un chemin initiatique, elle ne révèle rien. Elle donne l'opportunité

de faire des choses, de se redécouvrir soi-même », répond Claude Bijon, qui a par ailleurs pris le temps de publier, en février 1991, un ouvrage intitulé *Les Stratégies de rupture*.

Indéniablement, le filet financier de la retraite permet tout de même de prendre des risques limités et de tenter un léger changement d'orientation. C'est ce qu'a fait Jacques Thiriet, qui dirigeait la branche française d'un groupe de conseil suisse. « J'ai profité de ma retraite pour me lancer dans le conseil à la création de PME. C'est plus concret et plus précis que le conseil stratégique aux grandes entreprises, que je pratiquais auparavant. Mais je n'étais pas certain de réussir à m'imposer dans ce monde. »

En réalité, il semble bien que la plupart des jeunes retraités continuent sur des voies très liées à leurs activités précédentes. « On ne se découvre pas polyvalent à 55 ou 60 ans, estime un consultant. Les cadres supérieurs qui jouent de la coudoie et s'intéressent à la politique, le faisaient déjà lorsqu'ils avaient 40 ans. »

Le cabinet EOS Dirigeant, spécialiste en gestion des ressources humaines et en outplacement, s'est occupé de recenser des cadres préretraités de 59 ans. L'un d'eux est associé à un cabinet de conseil qui existait déjà. Une entreprise, ingénieur issu d'une grande entreprise du bâtiment, a créé une structure de conseil spécialisée dans ce secteur. Les responsables d'EOS Dirigeant constatent qu'il y a eu les candidats à la poursuite d'activité souhaitent valoriser leurs compétences, utiliser leurs expériences et leurs canaux d'adresses. Même s'ils sont en partie libérés des contraintes financières et du souci de leur CV, ils gardent chevillé au corps le sens de l'efficacité et de la réussite. « Il est vrai, constate Claude Charpentier et Denis Paul Guillaume, deux des fondateurs d'EOS Dirigeant, que cette génération a le souvenir des reconversions soixante-huitardes dont on ne peut pas dire qu'elles aient été brillantes. » Certains retours à la terre ont en effet été douloureux.

Françoise Chlot

## L'échappatoire du bénévolat

L'aide aux défavorisés peut constituer un prolongement d'activité

**Q**UAND Pierre Lary, après une carrière principalement consacrée à la direction des filiales de sociétés de services, se retrouve en préretraite, en 1989, il a une idée précise de ce qu'il veut : « Je rendrai utile aux autres », en mettant bénévolement ses compétences professionnelles au service d'une cause d'intérêt général ; mais aussi « rompre avec ce que j'avais vécu pendant trente-cinq ans, c'est-à-dire avec les multiples contraintes qu'il faut supporter pour gagner sa vie. »

Il attend de cette nouvelle étape qu'elle soit agréable à vivre, plus détendue, riche en contacts, et, si possible, qu'elle lui permette de voyager. Car il en a rarement eu l'occasion jusqu'à présent. Il s'agit de l'association AGIR, dont les quelque 2 000 adhérents apportent une aide bénévole aux entreprises, associations, municipalités, etc., trop pauvres pour faire appel à des professionnels rémunérés, que ce soit en Afrique, en Asie du Sud-Est ou en France. On lui propose d'abord de partir un an au Cameroun pour aider à la création d'une entreprise de transports, ce qui lui plaît fort (ainsi qu'à son épouse...), mais le projet tourne court. Il va alors prendre en charge l'organisation et l'animation d'une équipe d'assistance économique aux pays de l'Est. C'est un peu trop lourd à son goût, mais il s'enthousiasme à l'idée de « pouvoir vivre de l'intérieur un moment unique de l'histoire de ces pays. »

Il a beaucoup à raconter : « Partout nous sommes accueillis et magnifiquement reçus. En Soudan, on intervient dans une entreprise, nous avons fait la connaissance du maire d'une ville de

150 000 habitants, un fonceur qui s'est mis à faire appel à nous dans toutes sortes de domaines : environnement, traitement de l'eau, formation à la gestion... Ainsi, juste en face de sa maison, une brasserie provoque une pollution énorme parce qu'elle fonctionne au charbon. Il aimerait pouvoir remplacer celui-ci par l'électricité. Nous lui avons envoyé un ancien ingénieur de BSN pour étudier la question. Et nous en profitons pour lui donner d'autres conseils pour le fonctionnement de la brasserie. »

Bref, ce travail est « passionnant ». Et, comme le souligne son coéquipier, Michel Couret, préretraité lui aussi et spécialiste de la récupération thermique et de l'incinération des déchets ménagers : « Notre chance, c'est d'être libre de toute préoccupation commerciale. Nous n'avons rien à vendre, nous avons seulement à être à la hauteur des préoccupations des gens qui nous font confiance. »

Quant à Emmanuel Rivière, ancien cadre dirigeant de Robbe-Poudon dans la région lyonnaise, débordant d'activité depuis qu'il est en préretraite, il a profité de cette dernière pour se replonger dans un milieu syndical (UCC-CFDT) qu'il avait dû abandonner en accédant à un poste de directeur. Mais, surtout, il consacre beaucoup de temps à un travail de réflexion et d'imagination tant à la CFDT que dans le cadre de l'Association Economie et humanisme. En effet, à son avis : « L'expérience acquise par les gens qui arrivent en fin de carrière est une ressource trop peu exploitée ; elle pourrait apporter beaucoup en matière d'innovations. » Pour

lui, cette période est une « deuxième existence professionnelle » dans laquelle il est enfin libre de faire des choix, conformes à ses aspirations et d'essayer d'inventer des solutions aux problèmes rencontrés du temps où on le chargeait de fermer des usines.

### Médecin sans ordonnance

C'est un peu le même désir qui a amené Daniel Lhelle, médecin en région parisienne, à démissionner d'une « deuxième existence professionnelle ». Les généralistes peuvent, en effet, quand ils atteignent soixante ans, bénéficier d'une allocation équivalente à une préretraite à condition de renoncer à la « médecine de soins » (c'est-à-dire à tout ce qui coûte de l'argent à la Sécurité sociale, notamment la prescription de médicaments et d'examen).

Profitant de cette garantie d'un revenu minimum, il s'est lancé dans une aventure : tenter de mettre en pratique un nouveau type de « relations médicales » que lui suggéraient depuis longtemps sa pratique et sa réflexion. Et cela auprès de ces patients, sans cesse plus nombreux, dont les maux résistent inexplicablement à tous les traitements, y compris les plus sophistiqués.

« J'avais toujours fait une grande place au dialogue, dans les consultations. Mais le fait que le médecin soit par définition celui qui « sait » empêchait que ce dialogue dépasse les banalités et que puisse s'exprimer un autre savoir : celui, obscur mais essen-

tiel, que le malade a sur les causes profondes de sa maladie, et sur ce que peut signifier son irruption dans sa vie. » Il fallait donc cesser de « barrer ce savoir en parlant à la place du patient », et, à travers un échange avec lui, permettre qu'émerge ce qui se passe non seulement dans son corps, mais dans son être tout entier, pour que la maladie cesse d'être en quelque sorte une « parole » nécessaire.

Depuis trois ans, Daniel Lhelle, médecin sans ordonnance, soigne ainsi par l'écoute ceux qui veulent bien tenter l'aventure avec lui. A leurs frais (même si c'est parfois à un tarif très modeste), puisque la Sécurité sociale n'est pas concernée. Et il fait de sa « préretraite » le temps le plus fort, le plus créatif de sa vie active.

Il ne faut pas se faire d'illusions : des cas comme ceux qui viennent d'être évoqués sont rares. Ceux qui quittent le travail avant l'heure, après une vie professionnelle intéressante et riche en responsabilités, sont avant tout des gens traumatisés et non des hommes et des femmes portés par une forte aspiration à se réaliser dans de nouveaux domaines. Ils tentent de faire contre mauvaise fortune bon cœur en consacrant une part de leur temps à des tâches utiles. Et ils trouvent nombre de satisfactions. Mais aucun ou presque n'ira jusqu'à dire que ces dernières sont de taille à effacer sa nostalgie.

Marie-Claude Betheder



## Enfin libre !

ENTRE ses articles sur le recrutement, sa participation à de nombreuses tables rondes, ses interventions à l'université Dauphine ou à l'ESSEC et l'ouverture de son cabinet de conseil à destination des PME, Bruno Legrix de La Salle dispose d'un emploi du temps qui ressemble plus à celui d'un jeune loup qu'à celui d'un homme retraité.

Pourtant, à l'aube de la soixantaine, ce pur produit IBM a, d'une certaine façon, déjà passé la main. Responsable du recrutement et de l'image de Big Blue depuis 1985, ce bachelier connu comme le loup blanc sur les campus les plus prestigieux a, en effet, volontairement cessé de vanter les mérites du numéro 1 mondial de l'informatique le 31 décembre 1989.

Lorsque IBM France lui a proposé comme aux autres managers approchant l'âge de la retraite de rester salarié de la compagnie jusqu'à son soixantième anniversaire mais de cesser toute activité, notre homme n'a pas hésité l'ombre d'un instant. Cette préretraite maison ne lui permettait-elle pas d'être totalement libre de ses mouvements tout en continuant à percevoir de confortables revenus ? A la terrasse d'un café de Saint-Germain, Bruno Legrix de La Salle explique les principales raisons de son départ : « Je voulais sortir du carcan d'IBM, je ne souhaitais pas tout arrêter à soixante ans, mais un peu plus tard, ce qui nécessitait une préparation. J'avais également le sentiment d'avoir fait le tour des problèmes de recrutement et, de plus, je me doutais que les années suivantes allaient être difficiles et qu'il valait mieux partir pendant que mon image était au plus haut ».

Alors que son successeur à la lourde tâche de recruter personnel n'est cette année ni véritablement en 1992, Bruno Legrix de La Salle profite pleinement de sa situation. « Grâce à cette formule financière avantageuse, je peux consacrer du temps à l'enseignement et à l'édition, qui m'intéressent moi-même », dit-il simplement.

Autre satisfaction, cet

homme, qui a consacré toute sa vie à IBM, peut enfin travailler à une échelle plus humaine en s'intéressant aux PME. Le cabinet qu'il est en train de créer, Target Partners, entend aider « les petites entreprises qui n'ont pas de notoriété à recruter intelligemment ».

### Un constat sévère

Pourtant, avoir été ingénieur puis directeur de l'agence d'IBM Nancy avant d'être promu directeur général pour le Moyen-Orient puis patron du management et de la formation, et enfin, du recrutement, ne prédisposait pas à voler de ses propres ailes. « Je suis comme un oiseau hors de sa cage. Je me sens beaucoup plus libre mais avec tous les dangers que cela comporte, surtout qu'une des principales caractéristiques d'IBM est l'absence complète d'esprit d'entreprise ».

Libre de ses mouvements, Bruno Legrix de La Salle savoure également avec une délectation non dissimulée une liberté de parole qui risque de surprendre ceux qui l'ont entendu faire la retenue dans les amphithéâtres. Même s'il se défend d'être critique et de « cracher dans la soupe », son « constat » est sévère : « Il faut bien reconnaître que la culture d'IBM est assimilable à celle du PC il y a dix ans : même andoctrinement, mêmes structures... Si l'entreprise a su parfaitement gérer la croissance, elle ne sait pas gérer la non-croissance actuelle et la consanguinité du management fait que personne n'a la solution. (...) Aujourd'hui, je ne conseillerais plus à un cadre de rester toute sa vie chez IBM. Comme dans certains cabinets d'audit, il est très bon d'y passer quelques années, mais pas plus ». D'ailleurs, reconnaît-il, « mon départ, c'est le truc le plus intelligent que j'aie jamais fait ».

Frédéric Lemaître

## Une nouvelle race d'experts

Les banquiers en retraite réalisent des missions particulières

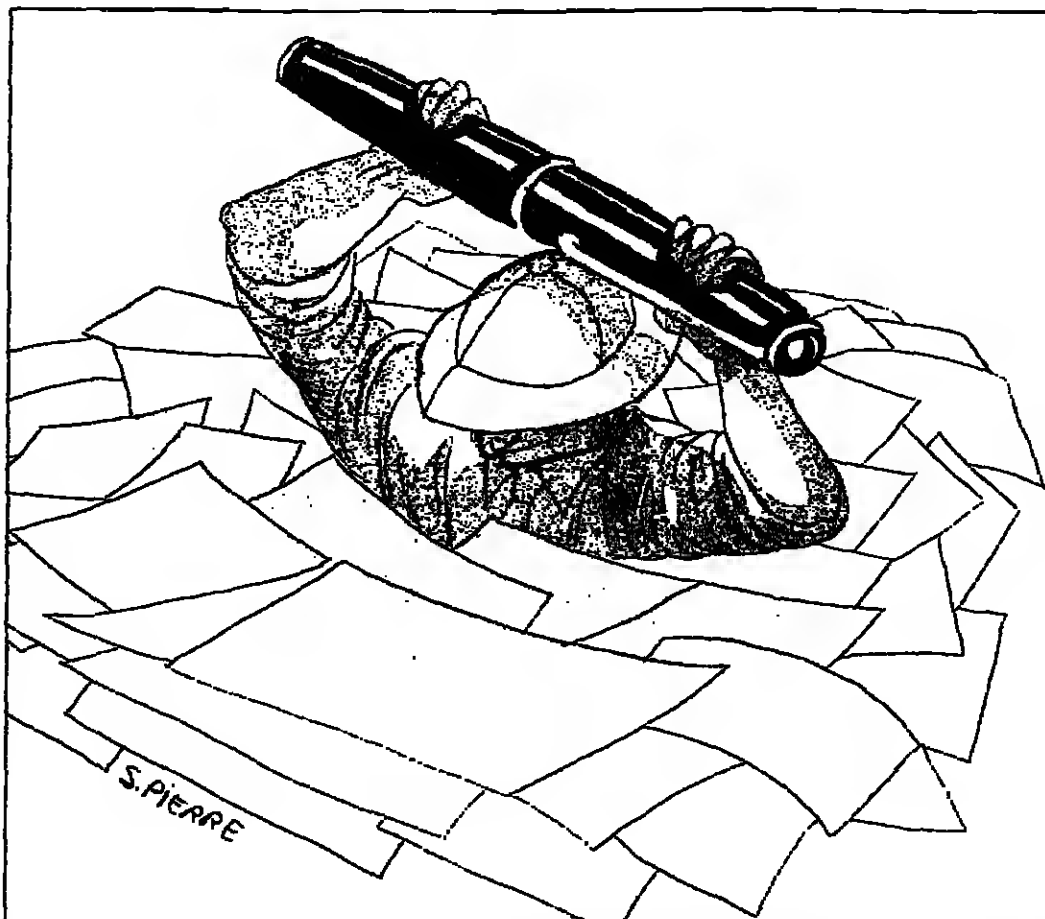
ON les appelle les « Abédiens ». Ils n'appartiennent pas à une nouvelle secte mais à l'Association bancaire pour l'entreprise et le développement (ABED). Créée en 1988 avec le soutien de l'Association française des banques (AFB) et d'une dizaine de banques, cet organisme est né d'un double constat : « De plus en plus d'anciens cadres de banque avaient le désir de rester en activité, explique Georges Bernard, fondateur de l'ABED. Et, parallèlement, le besoin en conseil bancaire dans les pays en voie de développement était immense ».

De plus, tandis que les préretraités se multipliaient dans les banques, celles-ci prenaient conscience qu'elles s'étaient séparées de leurs meilleurs experts. D'où l'idée de rassembler les retraités et préretraités en mal d'activité pour leur confier des missions de conseil tant en France qu'à l'étranger, notamment en Afrique. Missions rémunérées, s'entend. Les honoraires s'élèvent à 1 800 francs par jour, 15 % sont réservés à la société ABED-Conseil qui gère l'activité. Pas question en effet pour ces consultants de travailler bénévolement. A la fois « pour rester crédibles et obtenir des missions intéressantes », et parce que, pour certains, le revenu de préretraité ne suffit pas à assumer leurs charges. Leurs clients sont des banques et des entreprises françaises, le ministère de la coopération ainsi que la Banque mondiale, le FMI ou encore la Commission européenne.

### Goût de l'aventure

Les missions durent six mois en moyenne. Des dossiers souvent complexes, que les grandes banques françaises n'aimeraient pas traiter en nom propre, car cela impliquerait leur responsabilité », souligne Georges Bernard, Roger M., par exemple, revient du Cameroun où il a effectué pour le compte du gouvernement local une mission de onze mois, « il s'agissait de remplacer au pied levé l'équipe dirigeante d'une banque accusée à juste titre de malversations. La caisse était vide, il fallait payer le personnel et faire patienter les clients. On a réussi à remettre sur pied cette banque. J'en suis fier ». D'autant plus que lorsque la petite équipe d'« Abédiens » a quitté Paris pour Bamako, aucune banque française n'aurait parié un centime sur leur réussite. Il a fallu bien sûr prendre des risques : menaces, séquestration, voire coups, sont survenus au cours des missions les plus délicates. « Il faut avoir un certain goût de l'aventure, reconnaît un préretraité. Nous voulons vivre l'histoire et non pas rester dans nos pantoufles ». Pour certains, le passage par l'ABED constitue une étape avant d'ouvrir leur propre société de conseil.

C'est le cas de Pierre, cinquantenaire, dont vingt-cinq d'expérience bancaire de haut niveau,



licencié l'an dernier. « J'ai contacté tous les organismes bancaires pour faire mon propre placement. L'AFB m'a dirigé vers l'ABED qui m'a trouvé un contrat à durée déterminée (CDD) de six mois de chargé de mission auprès du directeur général d'une banque ». Pendant sa période de chômage, Pierre a écrit un livre sur l'organisation bancaire. « Un bon passeport pour trouver un emploi » et constituer la clientèle de son futur cabinet. Actuellement en CDD, il gagne 80 % de son salaire antérieur. « J'ai une attitude de consultant externe. La fin de vingt-cinq ans de salariat, c'est quand même une libération ! On n'est plus bloqué par des plans de carrière, ni

préoccupé de savoir si son patron sera toujours en place le lendemain ».

L'ABED compte cent adhérents répartis sur le volet dont trente licenciés ou préretraités auxquels sont confiées les missions en priorité. Mais la demande est loin de combler l'offre. « Des missions au rabais, on en trouve tant qu'on veut », déclare Georges Bernard, qui voudrait bien organiser des départs vers les pays de l'Est. Mais on n'arrive pas à mobiliser des financements pour envoyer nos hommes sur le terrain dans des conditions décentes. J'ai des listes d'attente de volontaires pour l'Afrique ».

Francine Alzicovici

## Les reconversions des cadres de l'Etat

Les hauts fonctionnaires coupent rarement les ponts avec l'administration

QUE sont devenus les hauts fonctionnaires au terme de leur carrière ? D'abord, y ont-ils renoncé après avoir été rayés des fichiers d'une administration qu'ils ont servie ?

Dans les annuaires des grands corps, scrupuleusement tenus par leurs collègues en retraite, ils apparaissent sous le vocable de fonctionnaires « honoraires ». « Très rares sont ceux qui, après avoir rompu les ponts et qui sont partis pêcher à la ligne, dit plaisamment Pierre Gisserot, chef de service de l'inspection générale des finances. Sur nos 380 collègues aujourd'hui retraités, la moitié d'entre eux s'occupent d'activités sociales, ce qui n'est pas dans son sens le plus noble, croyez qu'il ne s'agit pas de la « jeunesse bouillonnante » - bien qu'il soit très difficile de contrôler leur activité strictement privée. C'est dans les dîners en ville que nous apprenons qu'ils cultivent un jardin secret, ce qui montre bien que nous ne sommes pas exclusivement « d'affreux financiers », comme l'opinion a tendance à le croire ».

« Ceux qui se sont complètement coupés de leurs anciennes administrations, autrement dit les marginaux, nous ne les connaissons plus, dit ce jeune énarque ayant des responsabilités au sein de son association d'anciens élèves. Tout simplement, on ne parle plus d'eux dans les réseaux ».

Le fait est que pour tel inspecteur des finances, dont on sait qu'il est passionné de culture biblique et qu'il consacrerait sa retraite à cette tâche, tel autre, qui se dévoue à la bonne santé des finances d'un archevêché, ou Jean Rigaud, président de RTL (conseiller d'Etat honoraire), que passionnent le Musée d'Orsay et la Chartreuse de Villeneuve-Avignon, les ruptures totales entre la deuxième et la troisième carrière sont exceptionnelles. La troisième carrière est la continuation de ce

que fut l'activité professionnelle des grands commis de l'Etat en activité.

Mis à part les hauts fonctionnaires qui ont délibérément choisi de poursuivre une carrière politique (par exemple, le conseiller d'Etat honoraire Edouard Balladur ou l'inspecteur des finances honoraire Georges Mesmin, député du 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris), les grands commis ne coupent pas les ponts lorsque sonne l'heure de la retraite. Une retraite dont on sait qu'elle peut être prise au bout de quinze ans de service dans la fonction publique, mais qui, la limite d'âge de soixante-cinq ans passée, peut être rendue effective deux ans plus tard pour certains corps, avec l'accord du ministre.

« Si une topographie des fonctionnaires honoraires était dressée, dit un ancien élève de l'ENA, ils se classeraient en trois groupes : ceux qui, atteints par la limite d'âge, se voient à des œuvres caritatives, mais ne le disent pas, discrétion et pudeur obligent. Ceux qui ont largement anticipé leur activité future et qui sont la majorité. Ceux, enfin, qui n'ont pas attendu l'âge de la retraite pour partir pontoufler ».

### « Une population inoxydable »

C'est ainsi que tous les profils se rencontrent : de tel préfet hors cadre, qui se consacre à l'association de province « Souffle et dialogue », à tel autre de ses collègues devenu directeur des relations extérieures de Primagaz, en passant par tel maître des requêtes curvant dans les pompes funèbres. Plus classiques et mieux connus du grand public sont, bien sûr, les parcours d'un Simon Nora (inspecteur des finances) ou d'un François Bloch-Lainé (inspecteur général honoraire des finances), dont on sait moins qu'il est aussi mem-

bre du comité de direction de la Croix-Rouge française.

« Il s'agit bien d'une population inoxydable, dit joliment Jean-Michel Gaillard, ancien directeur général d'A 2, lui-même ancien élève de l'ENA, pour qui le besoin d'être présent est extrêmement prégnant. Echapier aux grands cir-

cuits organisationnels dans lesquels on a si longtemps vécu est très mal accepté. En revanche, se voir attribuer une mission prestigieuse ou une mission du gouvernement assortie de voyages fait partie de la stratégie du maintien ».

Jean Menanteau

■ **Erratum.** - Dans l'encadré « Le poids des chasseurs de têtes » du « Monde Initiatives » du 30 octobre 1991, il fallait lire : « ... Plus des trois quarts des cadres supérieurs bénéficient d'une voiture de fonction : 90 % des cadres gagnant au moins 40 000 livres par an, 68 % de ceux dont le salaire annuel dépasse 25 000 livres ».

### ACCORD FRANCO-AUSTRALIEN dans le domaine des Ressources Humaines

Le Groupe EGOR, leader européen du Conseil en Ressources Humaines, a signé un accord avec le Groupe BALLANTYNE ARCHER, un des leaders australiens du Conseil en Recrutement.

EGOR, créé à Paris en 1971, est aujourd'hui présent à travers ses filiales dans 12 pays européens et 62 bureaux. Il a, par ailleurs, des correspondants au Brésil, en Finlande, Norvège et Tchécoslovaquie.

BALLANTYNE ARCHER a, pour sa part, été créé en 1987 par des professionnels australiens reconnus. Leur société est implantée à Melbourne et Sydney et emploie 21 consultants seniors.

Cet accord de représentation mutuelle exclusive procurera des synergies bénéfiques à EGOR, BALLANTYNE ARCHER et à leurs clients respectifs.

## Maturité

Les quinquagénaires s'adaptent

CINQ ans d'inconnu... Passé la cinquantaine, les salariés sentent peser sur eux la menace ou la libération - les témoignages divergent - de la préretraite à cinquante-cinq ans. Dès lors, c'est l'heure d'une préparation psychologique qui ne reste pas sans conséquences pour l'entreprise. « Ce seul est très délié », explique cette responsable du personnel d'une entreprise agroalimentaire. J'ai constaté à plusieurs reprises que les salariés en préretraite très souvent entre eux. Certains le vivent comme un drame. D'autres, encore une minorité, se sentent pousser des ailes ».

Pas question pour autant de voir des attitudes changer du tout au tout. « Je ne crois pas qu'il y ait un lien entre l'existence du filet de sécurité « préretraite » et un comportement en entreprise où les personnes exprimeraient enfin ce qu'elles ont sur le cœur, témoigne ce directeur des ressources humaines d'un groupe industriel. Vous touchez là au fait individuel. Quand un salarié a eu peur toute sa vie professionnelle de prendre des initiatives, il ne va pas le vaincre d'un seul coup à cinquante-deux ou cinquante-trois ans ».

### Une affaire personnelle

Difficile d'aller jusque-là effectivement. Les responsables du personnel notent, en revanche, une plus grande maturité de la part des salariés. « J'ai maintenant fréquemment la visite de quinquagénaires qui viennent aux nouvelles, précise le responsable du personnel. Préretraite ou pas ? Telle est la question. Si préretraite il y a, certains, les plus dynamiques, me demandent s'il est possible de les

faire partir tout de suite car ils ont des projets en tête et souhaitent s'y atteler le plus vite possible. » C'est sans aucun doute cette évolution vers la non-passivité qui frappe en premier. Mais ce bouillonnement reste encore limité. « Laissez évoluer les mentalités, indique ce cadre du personnel. C'est vrai que les préretraités sont en grande majorité une mesure consensuelle au sein de l'entreprise entre les syndicats et les directions. Mais, ensuite, une préretraite, c'est une affaire personnelle. Les salariés ont aujourd'hui presque cinquante ans peuvent y réfléchir et penser à organiser leur vie, ce qui n'était pas le cas de ceux qui ont fait les frais en premier de ces mesures d'âge ».

Une période charnière qui fait dire à Michel Lemaire, directeur des affaires sociales de Saint-Gobain, qu'il est temps effectivement d'envisager une meilleure gestion des fins de carrière en entreprise : c'est vraiment une question qui se pose, et nous devons, nous DRH et directeurs des affaires sociales, réfléchir sérieusement. L'entreprise a une responsabilité ».

Les pistes les plus connues jusqu'à présent visent essentiellement à assurer le transfert du savoir. Les plus de cinquante ans sont souvent recrutés en fin de carrière pour des opérations de formation, dans le cadre, par exemple, des universités d'entreprises. Mais ces offres, par nature, ne peuvent toucher qu'une minorité d'entre eux. Certains responsables du personnel évoquent maintenant la question du « transfert relationnel », encore difficile à assumer par le salarié lui-même.

Marie-Béatrice Baudet

سنة من العمل



INNOVATIONS

# Un couffin dans le bureau

Quelques sociétés pionnières organisent la garde des enfants de leur personnel

**TRAVAILLER** et élever un enfant en bas âge, est-ce compatible ? D'après une récente étude du CREDOC, 54,2 % des Français pensent que oui. Pourtant, un autre chiffre vient immédiatement nuancer cette appréciation optimiste : 23,7 % des femmes actives travaillent à temps partiel et 36 % de celles qui travaillent à temps plein souhaitent un temps partiel.

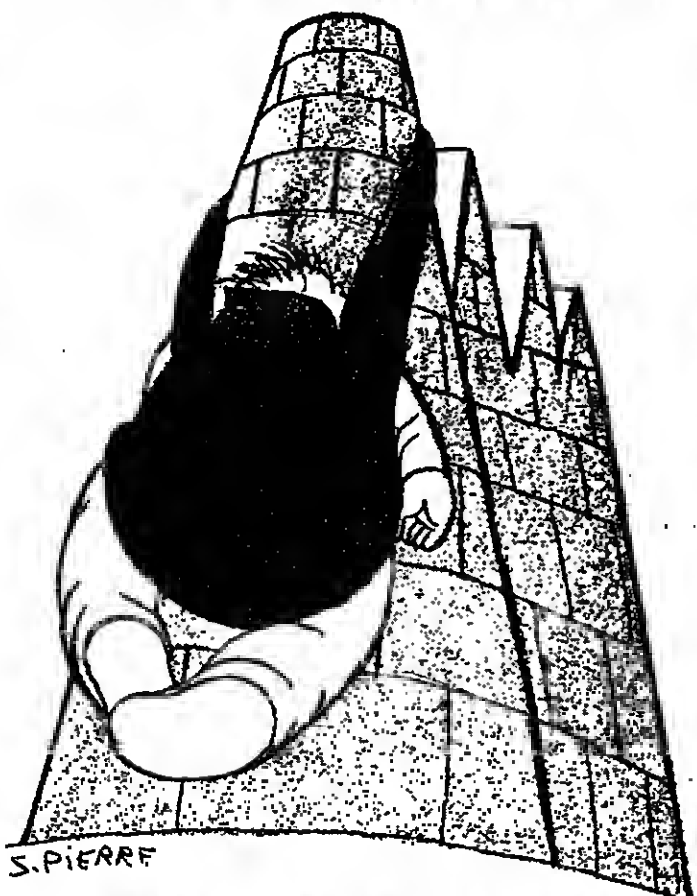
C'est que, de nombreux exemples le démontrent, les difficultés rencontrées par les femmes pour concilier vie de famille et vie professionnelle sont immenses. Qu'un stage de formation, un déplacement de quelques jours en province ou à l'étranger, une tâche exigeant d'arriver très tôt sur le lieu de travail ou, au contraire, de partir tard soit proposé et c'est aussitôt le problème de la garde des enfants qui est posé. Que l'enfant soit malade, et c'est la femme encore, le plus souvent, qui s'absente de son travail, pour demeurer auprès de lui. Les entreprises, dans leur grande majorité, le savent et s'en accommodent. Pourtant, parmi elles, quelques pionnières tentent des initiatives intéressantes dont elles se félicitent. Au départ, chacune a des motivations différentes, qui toutes reviennent cependant au souci d'améliorer l'efficacité du travail.

## Crèches d'urgence

Pour la Manufacture nationale de tapis de Lodève (Ain), qui a créé une crèche collective dès son implantation en France, c'était une question vitale. Avec un personnel quasi exclusivement féminin, issu de la communauté bari, cette entreprise de quarante employés, n'a, comme le dit M. Blasco, son directeur, pas eu le choix. « Comme vous le savez, nous sommes très prolifiques, explique-t-il avec humour, or ce n'est pas la peine d'aller demander à des femmes qui ont cinq ou six enfants de venir faire de la tapisserie si vous ne les aidez pas à gérer leur vie familiale. » D'où la création dès 1964, date de l'arrivée de l'entreprise en France, d'une crèche collective au sein de l'entreprise.

La création de crèche est d'ailleurs la mesure la plus prise. Dans ce domaine, il y a longtemps que les hôpitaux de l'assistance publique font figure d'avant-garde. La crèche collective de l'hôpital Paul-Brousse, à Villejuif, par exemple, existe depuis vingt ans. Il y a dix ans, l'hôpital a ajouté un pôle en créant une halte d'accueil de 6 h 20 à 9 heures pour les enfants de trois à dix ans. Les infirmières commencent leur service très tôt le matin, il fallait trouver un moyen de garder les enfants avant l'heure d'ouverture des écoles. Les animatrices de la halte d'accueil, toutes titulaires d'un BAFA (brevet d'aptitude aux

fonctions d'animation), font en sorte que les enfants se reposent et leur servent un petit déjeuner copieux avant qu'un car de l'hôpital ne les accompagne dans leurs écoles respectives. Inconvénient majeur du système : la grande étendue de Villejuif. « L'enfant qui était déposé en premier était déposé presque trop tôt tandis que le dernier arrivait à l'heure limite et surtout avait un temps de transport très long », explique Marie-Sophie Desailles, directrice des ressources humaines. D'où l'accord passé il y a deux ans avec la RATP pour bénéficier de deux autobus supplémentaires et réduire les temps de transport d'autant.



S. PIERRE

A l'autre bout de la chaîne, dernière-née des crèches d'entreprise, celle du journal *Libération*. Créée à l'initiative des salariés, financée en partie par la mairie de Paris et en partie par *Libération*, elle ouvrira ses portes en novembre prochain.

Mais, sans aller jusqu'à la crèche proprement dite, d'autres entreprises tentent de trouver des solutions originales aux problèmes de garde d'enfants de leur personnel. C'est par exemple le cas de Colgate-Palmolive France (à Courbevoie) qui a créé une crèche d'urgence (elle ouvrira ses portes en janvier 1992) pour parer aux imprévus comme, par exemple, un parent seul qui doit partir quinze

jours aux États-Unis pour l'entreprise ou un accident, etc., bref, tout événement qui soudain contraindrait la famille à ne pas pouvoir se reposer sur les horaires d'une crèche traditionnelle. Les enfants sont accueillis chez des assistantes maternelles pour des périodes de trois ou quatre mois maximum, les horaires étant adaptés à chaque cas particulier : de jour, de nuit, ou même vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Dans le même ordre d'idée, les Laboratoires de thérapie moderne (LTM) ont souscrit une assurance garde d'enfants à domicile auprès de la compagnie L'Abeille pour résoudre le problème posé aux parents par la maladie ou l'acci-

dent sous-utilisées pendant les vacances servent de local, les moniteurs sont recrutés parmi les enfants du personnel titulaires d'un BAFA. Le séjour dure une semaine et permet à la fois aux enfants de connaître le lieu de travail de leurs parents et à ceux-ci de présenter leurs enfants à leurs collègues pendant les heures de repas.

Enfin, Belin SA a choisi de s'attaquer aux problèmes de garde des enfants des femmes envoyées en stage de formation. Lorsque le ramassage des biscuits, activité non qualifiée, traditionnellement féminine, est devenu le fait de machines complexes, il a été décidé de former les femmes au maniement et à l'entretien de ces machines. Des formations CAP ont été mises en place par l'entreprise, en collaboration avec le ministère de l'éducation nationale. Commencées il y a huit mois, les stages se tiennent alternativement dans l'une des deux usines Belin situées à Evry et à Châteauneuf-Thierry. Très vite, des problèmes sont survenus : comment se rendre à l'usine éloignée, du domicile, alors que la famille possède une seule voiture utilisée par le mari ? Comment faire garder les enfants pendant la semaine complète d'absence ? Pour faire face à ces difficultés, rencontrées par son personnel féminin, Belin SA a proposé de prendre en charge les frais de garde des enfants pendant les semaines où les opératrices devaient se rendre à l'usine éloignée de leur domicile et de leur prêter une voiture.

Mais, pour essentiel qu'il soit, le problème de la garde des enfants ne constitue pas l'ensemble des difficultés rencontrées par les salariés pour concilier vie familiale et vie professionnelle. La mutation d'un salarié, par exemple, est souvent vécue par sa famille - et donc par lui-même - comme un événement stressant et angoissant. C'est pour résoudre cette question que certaines entreprises ont développé un service d'aide à la mobilité du conjoint. C'est notamment le cas de Thomson CSF pour qui le problème s'est posé de manière aiguë lors d'une création de filiale à Brest, en avril 1991. « La création de cette filiale est un projet très important, explique Christian Sanchez, directeur des ressources humaines de la division, puisque c'est là que sera implanté notre centre de fabrication et de fourniture d'équipement vidéo-communication. Il s'agissait donc pour nous de recruter un personnel très motivé car la crédibilité du projet repose sur notre capacité à amener des gens compétents. » D'où un contrat passé avec la société Mobilité Développement qui prend en charge une série de dispositifs comme trouver du travail au conjoint et lui fournir une documentation complète sur la région, rechercher un logement correspon-

## Mobilité du conjoint

Plus « bricoleuse » mais tout aussi significative quant à la volonté de concilier vie familiale et vie professionnelle, la mise en place par la société Malakoff (Saint-Quentin-en-Yvelines) de locaux destinés à accueillir les enfants du personnel pendant les vacances scolaires : les salles de

dant aux aspirations et aux moyens de la famille, inscrire les enfants dans un établissement scolaire et dans les centres culturels et sportifs de leur choix, mettre à disposition des salariés une logistique complète d'accompagnement à la mobilité (architecte, assurances, juristes...).

D'autres entreprises, comme France Télécom (à Lyon) ou AXA (à Belbent, en Seine-Maritime), ont choisi de laisser une partie de leurs salariés travailler à domicile, soit une semaine sur deux (France Télécom), soit seulement le mercredi (AXA).

## Gains de productivité

Pour toutes ces entreprises, le bénéfice de telles mesures est incontestable. Cela va du gain de productivité pur et simple - à France Télécom, où, depuis trois ou quatre ans, 14 agents, dont 13 femmes, travaillent chez eux de 18 heures à 20 heures (heures de pointe), la productivité a augmenté de 10 % à 15 % ; chez AXA, où l'expérience dure depuis onze ans, on remarque que les salariés traitent 20 % de dossiers supplémentaires lorsqu'ils travaillent à domicile - à la réduction de l'absentéisme (LTM) en passant par une plus grande disponibilité des cadres (Colgate), par une plus grande facilité à « passer » l'été grâce à un moins grand nombre de personnes non qualifiées (Belin SA) et par une meilleure insertion de l'entreprise dans l'environnement social. Ainsi de la Manufacture nationale de tapis de Lodève, où la crèche d'entreprise fait office pour les habitants de la ville de crèche municipale, de Colgate, qui ouvre sa crèche d'urgence, aux habitants de Courbevoie et des environs, en échange de quoi la municipalité garantit une priorité aux salariés de Colgate qui souhaitent une place dans une crèche municipale.

Reste que la démarche est encore embryonnaire. Pour tenter de la stimuler, le secrétariat d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés a décidé d'apporter sa pierre à l'édifice en créant cette année un Prix de l'innovation sociale destiné à récompenser les entreprises les plus dynamiques en la matière. Mais, surtout, il a pris un certain nombre de mesures dont l'objectif est d'autoriser les entreprises à bénéficier de réductions d'impôts sur les bénéfices pour les comités d'entreprise qui versent des aides financières aux parents pour la garde de leurs enfants - doivent prendre effet d'ici à la fin de l'année.

Véronique Maurusson

FORMATION

# Qualité garantie

« Satisfait ou remboursé » : avec ce slogan, l'Association pour la promotion de la qualité de la formation continue (APQFC) annonce son ambition. Faire en sorte, de manière indiscutable, que la qualité de la formation soit garantie aux entreprises qui, font appel à des organismes de formation. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, 45 organismes de formation de la région parisienne, adhérents de l'association, ont signé cet engagement et sont soutenus dans leur démarche par une quarantaine d'entreprises, parmi les plus grandes, qui ont passé avec eux un contrat d'assurance qualité très exigeant. C'est la première fois qu'une telle opération est tentée en France.

Cette initiative est née en mars dernier, à une époque où, y compris du côté du secrétariat d'Etat d'alors, chargé de la formation professionnelle, on multipliait les mises en garde en évoquant les stages défilés en les organismes incrimés. A l'époque, la délégation à la formation continue (DFC) de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, animée par Louis Puthod, et elle-même grosse consommatrice de formation, servit de catalyseur. Il fallait réagir, que la profession commence à faire le ménage, et prendre des dispositions pour que le procès ne puisse pas être instauré.

## Cahier des charges

Peu à peu, les organismes de formation intéressés et les entreprises clientes ont peu à peu défini un projet, qui a pris la forme de cette association et de cet engagement à la qualité de la formation. Les adhérents, qui pourront utiliser le label, devront respecter la qualité de leur formation et, en cas de difficultés, accepteront de rembourser le ou les stagiaires. D'où le slogan. Et elles promettent aussi que, s'il se produisait un incident, elles en informeraient aussitôt leur commanditaire.

Pour pouvoir prendre ce risque, les ont débattus avec leurs clients, les entreprises, les questions de cette garantie ne peuvent s'exercer. Car, bien entendu, l'assurance ne peut couvrir les exigences les plus exorbitantes, ni servir à dissimuler les responsabilités des autres acteurs de la formation, les stagiaires d'abord, les employeurs ensuite. Pour ce faire, un contrat est donc établi entre les deux partenaires sur la base d'un cahier des charges précis qui fixe les éléments d'évaluation, définit les investissements réciproques et établit les objectifs.

Si les résultats ne sont pas obtenus, ou si un différend apparaît entre l'organisme de formation et l'entreprise cliente, le dossier sera soumis à l'arbitrage d'une commission de l'association, au sein de laquelle siègent des représentants des organismes de formation ainsi que des entreprises. Il lui reviendra de trancher, et d'obliger au respect du contrat.

## Accréditations et sanctions

Bien entendu, il n'est pas question de proposer ce type d'engagement à toutes les entreprises clientes, qui ne répondraient pas toujours aux critères souhaités. En revanche, l'association établit le nombre minimum de contrats de qualité qu'il doit signer au cours de l'année, en fonction de son chiffre d'affaires ou des spécificités de son marché. A tout moment, un adhérent peut perdre le bénéfice de son affiliation et, en tant que tel, de nouveaux organismes peuvent être accrédités, après une période probatoire de six mois.

Globalement, l'attention est claire. Il s'agit bien de faire des organismes de formation eux-mêmes le moteur de la modernisation d'un secteur d'activité trop souvent contesté.

A. Le.

APQFC, DFC, 47, rue de Tocqueville, 75017 Paris. Tél. : 47-64-66-40.

INSERTION

# Le travail en héritage

Pour trouver un emploi, mieux vaut être fils de cadre que d'ouvrier

APRÈS l'école, que se passe-t-il ? Tous les deux ans environ, l'INSEE essaie de répondre à cette question en suivant le parcours de 1 500 jeunes. Les résultats actuellement disponibles (1) dans le cadre des bilans formation-emploi frappent par l'immobilisme des situations décrites. Deux postulats : une formation élevée favorise l'embauche, et les enfants de cadres sont beaucoup mieux armés que les fils ou les filles d'ouvriers.

« C'est certainement ce dernier point qui est le plus frappant, reconnaît Eric Join-Lambert, auteur de l'étude et responsable de la section éducation-formation professionnelle et emploi à l'INSEE. Chacun d'entre nous connaît dans son entourage un enfant de cadre qui est au chômage. Mais si on prend la mesure globale du phénomène, ce type d'exemple reste exceptionnel. Les enfants de cadres sont vraiment peu touchés par le chômage. C'est sans commune mesure en tout cas avec les situations de fils d'employés ou d'ouvriers. » A cela plusieurs raisons. Le piston ? Il jouerait effectivement, ou tout au moins s'appuierait sur des réseaux qui aident à faire entrer

le jeune en entreprise, souvent par le biais d'un stage qui débouche ensuite sur une embauche. « Qui plus est, explique Eric Join-Lambert, un enfant de cadre qui a un niveau 4 (sortie des classes terminales) ou, contrairement à un fils d'employé ou d'ouvrier, commencé des études supérieures. Son niveau général est donc meilleur. »

Sans oublier bien sûr l'environnement familial, qui favorise ou non l'insertion scolaire du jeune, compte tenu du budget alloué ou non. « Regardez comment les enfants d'enseignants sont en général à l'aise. Ce n'est pas anodin. Leurs parents connaissent les ficelles et leur transmettent ce savoir, constate Eric Join-Lambert. Ce n'est pas un hasard non plus si l'insertion affective plutôt les enfants d'ouvriers ou d'employés. »

## Les jeunes filles défavorisées

Les statistiques sont en effet éloquentes : entre 1985 et 1989, 19 % en moyenne des fils de cadres désiraient travailler étaient deman-

deurs d'emploi neuf mois après la fin de leurs études. C'était le cas de près de 50 % des fils d'ouvriers non qualifiés et d'employés de commerce ou des services, dont une grande majorité d'ailleurs ne dépassait pas le second cycle court.

Ce butoir, qui revient finalement à une « sortie du système scolaire sans qualification professionnelle », est véritablement un handicap quand on connaît le rôle charnière du baccalauréat pour l'insertion professionnelle. Un point mis en évidence par les études du CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) sur les chemineurs des sortants de secondaire en 1986. « Trois ans après, 62 % des jeunes filles de niveau bac technologique ont trouvé un emploi stable. C'est le cas de 14 % de celles dépourvues de formation professionnelle. » Des chiffres qui, sans y prendre garde, pourraient sembler en contradiction avec un constat optimiste du dernier bilan emploi-formation de l'INSEE, qui note que « depuis 1985 l'embauche des jeunes sans qualification professionnelle s'est nettement améliorée ». 1985 : 60 % des niveau 6 (sortie du premier cycle du second degré) pointent au chômage neuf mois après la fin de l'école. 1988 : la statistique est tombée à 40 %.

Surprenant, ne criions pas victoire, tempère Eric Join-Lambert. Ces statistiques ont à modérer par l'importance qu'ont revêtu au cours de la période les TUC et les SIVP, qui ont fait sortir les jeunes des statistiques du chômage sans leur donner pour autant un emploi stable. Cela dit, c'est vrai qu'une amélioration de la conjoncture comme celle que nous avons pu connaître en 1988 est tout à fait favorable aux basses qualifications. Seulement la médaille a son revers : une détérioration des conditions économiques les pénalise en premier. Nous devons donc nous attendre, lors de la sortie du prochain bilan formation-emploi, notamment en raison de la guerre du Golfe, à une remontée du chômage des niveaux 6 et 5 bis.

A la recherche d'un emploi, les jeunes filles doivent aussi faire face à une autre discrimination : celle du sexe. Comme le note l'enquête de l'INSEE : « Avec une formation comparable, les garçons

s'en sortent relativement mieux que les filles, seules les diplômées du supérieur faisant exception à cette règle ». En mars 1985, 54 % des garçons ayant une scolarité très courte déclarent être à la recherche d'un emploi, contre 78 % de filles. « Peut-on parler de sexisme ? Je n'en sais rien, dit Eric Join-Lambert. En revanche, il y a une explication tout à fait objective. Les jeunes filles peu qualifiées se dirigent inexorablement vers des postes d'employé de bureau. Les autres, mieux armées professionnellement, deviennent secrétaires. Vous avez dans le cadre de ces deux métiers une concurrence très serrée qui se joue à l'intérieur du groupe des femmes. Il y a beaucoup d'appelées mais peu d'éues : les jeunes filles ont moins d'orientations possibles. »

M.-B. B.

(1) « Les bilans formation-emploi de 1984 à 1988 », INSEE première n° 138, mai 1991.



## TRIBUNE

## Alternance et alternance

par Claude Michel

L'ACTUALITÉ a porté ses projecteurs sur ces trois termes : apprentissage, alternance et stage ; or, au fil des jours, leur signification devient incertaine ; particulièrement celle de l'alternance, où chacun met ce qui l'arrange. A la veille des négociations paritaires interprofessionnelles et de la table ronde annoncée par le gouvernement, un petit effort de clarification s'impose pour bien les différencier.

L'apprentissage est défini par la loi du 23 juillet 1987, comme une « *éducation alternée* ». Il s'appuie sur un contrat de travail et deux lieux de formation, l'entreprise et l'établissement d'enseignement, et permet d'accéder aux diplômes de l'éducation nationale, non seulement aux CAP, mais également aux BTS et à ceux d'ingénieur. La pédagogie est établie à partir de l'emploi, c'est-à-dire de la pratique professionnelle. Par son contrat d'apprentissage, l'apprenti s'engage à assurer la formation d'un jeune ; le jeune, de son côté, fait partie de l'entreprise ; en se formant, il acquiert une réelle expérience. L'enseignement, pour sa part, utilise la découverte professionnelle du jeune pour structurer et compléter ses connaissances.

L'insertion par alternance, créée en 1983 et confirmée en 1991 par les paritaires sociaux, a pour but de répondre à un certain nombre de situations non couvertes par les systèmes classiques de formation. Il existe trois formules d'insertion correspondant à trois objectifs différents : le contrat d'orientation pour les jeunes sans qualification et sans projet professionnel, le contrat de qualification pour

donner une qualification reconnue dans des conditions particulières d'emploi et le contrat d'adaptation pour les jeunes dont la qualification ne correspond pas entièrement à l'emploi disponible. Ces trois contrats appliquent la même conception de l'alternance que l'apprentissage, à savoir un contrat de travail, deux lieux de formation et une pédagogie à partir de l'emploi réel.

Pour les professionnels, c'est donc clair : comme en Allemagne, l'alternance est une forme pédagogique bien identifiée et sans ambiguïté. La loi de 1987 lui a donné toute sa dimension. C'est la conception de l'alternance que veulent promouvoir les professionnels dans « un apprentissage à la française » et dans les contrats d'insertion qui le complètent. A moins de 50 % de temps passé dans l'entreprise, il n'y a pas d'alternance.

MAIS, bien sûr, il existe en France une autre voie de formation professionnelle, celle qui a la préférence de l'Etat, la voie scolaire. Elle comporte souvent des contacts avec l'entreprise ou des stages de durée variable. En effet, la plupart des règlements d'examen des diplômes professionnels rendent obligatoires des périodes en entreprise de quatre à seize semaines, en moyenne de huit semaines. Il s'agit pour le jeune de découvrir l'entreprise et de réaliser une première application des connaissances, qu'il a acquises selon des schémas scolaires. Y a-t-il alternance ? Non, le stage n'est ni de l'apprentissage ni de l'alternance puisqu'il s'agit d'une progression de conception scolaire avec seulement un ou plusieurs séquences d'application.

Mais aujourd'hui la confusion s'installe. Citons la lettre de Matignon du 30 septembre : « *L'alternance dans les établissements scolaires. Au collège, dès la classe de sixième, une information concrète sera donnée sur les métiers et les formations. Dès la classe de quatrième, des actions d'orientation et des formules d'alternance seront organisées pour motiver les élèves.* » Ainsi le moindre contact ou stage en entreprise avec les métiers et les entreprises devient de l'alternance.

QUEL audacieux amalgame ! Pour ne pas accepter l'alternance que demandent les entreprises, on dilue le concept en le faisant couvrir une réalité différente. Autant les professionnels souhaitent des progrès dans la qualité des stages et de toutes les formes de coopération qui se sont développées ces dernières années avec les établissements d'enseignement ; autant elles ne peuvent accepter de jouer avec de fausses notions. Dans ces conditions, l'alternance à la française n'existera pas ; elle s'appellera alternance, mais n'en aura que le nom. Le jeune et l'entreprise passeront à côté d'une véritable chance de meilleure formation, et l'avantage, dans la compétition économique, restera toujours au système allemand. Sur un tel enjeu, peut-on se laisser glisser dans les mirages de la mystification ?

► Claude Michel est président de la Commission enseignement-formation du CNPF.

## ÉCHOS

## Droits du travail dans la CEE

■ Sous le titre « Vers quels droits du travail dans la Communauté ? », l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP) et l'Ecole nationale de la magistrature organisent un colloque, à Marcy-l'Etoile (Rhône), les 28 et 29 novembre. Au cours de ces deux journées, des fonctionnaires français et étrangers, des acteurs sociaux, des universitaires et des magistrats tenteront de faire le point sur ces questions. Le droit communautaire est au centre des préoccupations des douze Etats membres. Il aura des incidences dans le domaine du droit du travail et entraînera sans doute une adaptation des droits nationaux. Mais quels seront les enjeux pour les praticiens du droit du travail dans la création des règles ?

► Renseignements et inscriptions auprès de Daniel Xirau et de Marie-Hélène Dujet. Tél. : 78-87-02-44. INTEFP, 1488, route de Saint-Bel, BP 84, 69280 Marcy-l'Etoile.

## « Agir contre le chômage de longue durée »

► Ouvert par Martine Aubry, ministre du travail, clos par Edith Cresson, premier ministre, et Vasso Papanicolaou, commissaire européen, le colloque « Agir contre le chômage de longue durée » se tiendra à Paris, à la Maison de la chimie, les 18 et 19 novembre. Cette manifestation est organisée par la délégation à l'emploi, et la Mission interministérielle recherche expérimentation (MIRE), en étroite collaboration avec la Commission des Communautés européennes. Son objectif est de confronter un ensemble de points de vue et d'analyses sociales et économiques sur un phénomène qui frappe durement tous les Etats membres de la CEE. La lutte contre le chômage de longue durée fait partout figure de priorité mais les résultats obtenus ne sont pas toujours à la hauteur des espoirs.

A. Le.

En rassemblant acteurs publics, chercheurs, experts français et étrangers, ainsi qu'élus, chefs d'entreprise, responsables d'associations et d'organismes de formation, l'objectif de ces journées est de contribuer à une meilleure connaissance des causes, des effets et des traitements du chômage de longue durée, et de promouvoir une démarche d'évaluation des politiques publiques.

► Contact organisation : Athènes, l'agence, 73, boulevard de Sébastopol, 75002 Paris. Tél. : 40-41-98-17.

## La formation des moins qualifiés dans la ville et dans l'entreprise

► Pour leur première « rencontre », les éditions Paidès, qui dépendent de l'INFRAP, un organisme de formation, et de Polynôme, ont décidé de frapper fort. Elles organisent, à la Cité des sciences de La Villette, à Paris, le 12 décembre, une journée consacrée à la formation des moins qualifiés dans la ville et dans l'entreprise, qui s'appuiera sur les travaux de Paulo Freire. Brésilien, ce dernier a entrepris des actions originales à São Paulo et rédigé de nombreux ouvrages sur les questions d'insertion et de formation. Il est très proche de Bertrand Schwartz, par sa démarche, et une partie de la séance sera d'ailleurs consacrée à une discussion entre eux.

Mais la manifestation permettra aussi d'entendre Paul Picard, maire de Mantes-la-Jolie, Pierre Cardo, maire de Chanteloup-les-Vignes, et Paul Pavy, chargé du programme « Solidarité » au sein de la Caisse des dépôts et consignations. Des expériences françaises seront également présentées.

Martine Aubry, ministre du travail, et Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, participeront à ces discussions. ► Polynôme, 14, rue Falguière, 75015 Paris. Tél. : 43-06-00-68.

## LIBRAIRIE

## Le Pointage ou le placement, histoire de l'ANPE de Martine Muller

Éditions L'Harmattan. Logiques sociales, collection « MIRE ». 184 pages.

■ Sans que cela ait pu être prémédité, l'ouvrage survient au cœur du débat. La directrice générale de l'ANPE a été remplacée, parce que sa conception de l'Agence — et celle des agents eux-mêmes — ne correspondait pas à celle du ministre du travail. Depuis des semaines, le polémiste sur l'efficacité de ce service public a été relancé au plus haut niveau,

et, pour la première fois de l'histoire, par des membres du gouvernement. Michel Chassagne, Pierre Bégovoy et François Duboin.

Au centre de ces critiques, une fois de plus, la difficulté pour l'institution de faire autre chose que de compter les chômeurs, bien ou mal selon les avis, de les accueillir, puis de les orienter vers des dispositifs de substitution, les stages ou le traitement social du chômage. Et un reproche aussi lancinant, que fondamental : le manque de succès dans la tâche de placement, tant d'autres, des cabinets de recrutement aux entreprises de travail temporaire, accomplissent beaucoup mieux. La livre de Martine Muller, parce

qu'il redonne une perspective historique à ce sujet actuel, permet de comprendre pourquoi nous en sommes là. Dès sa naissance, ce service public a eu davantage pour mission de traiter à part l'angoissante question des chômeurs, plutôt que de trouver des solutions opérationnelles. Citant Gérard Vandepotte, directeur de 1983 à 1990, elle rappelle qu'on ne peut qu'être frappé de la sophistication des outils statistiques dont l'ANPE dispose pour comptabiliser les demandes d'emploi et de l'indigence de ses informations sur l'emploi. Le pointage a toujours été préféré au placement et l'existence d'une administration séparée,

intervenant comme un ministère bis, selon un découpage auquel Jacques Delors s'était en son temps opposé, n'a sans doute rien arrangé. L'ANPE a été conçue de telle façon que, y compris culturellement, elle n'est pas préparée aux enjeux de la période, et singulièrement à une montée durable du chômage. Pour autant, faut-il, comme l'auteur, en tirer des conclusions qui, s'appuyant sur André Gorz, conduisent à penser que la solution est dans la remise en cause du lien au travail, et dans l'abandon des objectifs de retour à l'emploi, à temps plein et définitif ? Mais c'est aussi un sujet de débat...

A. Le.

## STAGES

Le service **JOBSTAGE** est accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE.

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter Jobstage en téléphonant au 46-65-11-11 ou en s'inscrivant sur Minitel 3615 LEMONDE. Les frais annuels d'inscription sont de 140 F.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 45-65-11-11.

## PERSONNEL

Région : Paris. Période : immédiat. Durée : 2 à 6 mois ou temps partiel. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 minimum, école de commerce ou DESS ressources humaines. Objet : participation aux activités du département. Réf. : 13905.

## MARKETING

Région : St-Denis. Période : novembre. Durée : 15 jours. Ind. : 5800 F. Profil : bac expérience de la vente ou action commerciale. Objet : qualification d'un fichier, prise RDV contacts. Réf. : 14819.

Région : Bourgogne-Besançon. Période : janvier 1992. Durée : 3 mois minimum. Ind. : à négocier. Profil : bac + 4 école de commerce ou ingénieur agro. Objet : assistant chef de marque. Réf. : 14820.

Région : Bourgogne + France. Période : janvier 1992. Durée : 6 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Objet : contrôle des données existantes et études sur leurs évolutions possibles. Réf. : 14921.

## COMMERCIAL

Région : Asnières. Période : novembre. Durée : 3-4 mois. Ind. : 3 500 F. Profil : bac + 2 école de

commerce BTS. Objet : assistant directeur expert et communication. Réf. : 15002.

Région : Bourgogne (52). Période : janvier 1992. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 3 école de commerce. Objet : assistant export. Réf. : 15003.

Région : Paris. Période : novembre. Durée : 1 mois minimum. Ind. : à débattre. Profil : bac + 2 commerce international, anglais. Objet : préparation de salon, promotion de la société. Réf. : 15004.

## VENTE

Région : Paris et RP. Période : novembre. Durée : à négocier. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2 BTS IUT. Objet : préparation de l'assortiment gestion du rayon. Réf. : 16013.

Région : province. Période : novembre. Durée : à déterminer. Ind. : à négocier. Profil : bac minimum. Objet : recouvrer dépenses impayées. Réf. : 16014.

Région : Paris RP. Période : novembre. Durée : à déterminer. Ind. : fixe + commissions. Profil : bac + 1 école de commerce. Objet : relation et développement de services liés à la communication. Réf. : 16015.

Région : Paris RP. Période : novembre. Durée : à déterminer. Ind. : à négocier. Profil : bac + 3 école de commerce. Objet : assistant commercial. Réf. : 16016.

Région : Paris RP. Période : novembre. Durée : à déterminer. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2 commercial. Objet : étude des tarifications et supports commerciaux. Réf. : 16017.

Région : Paris. Période : immédiat. Durée : 3 à 6 mois minimum. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2 expérience vente et prêt-à-porter. Objet : suivi commercial. Réf. : 16018.

Région : Paris. Période : immédiat. Durée : à définir. Ind. : 4 500 F + frais. Profil : bac + 2, BTS action commerciale force de vente. Objet : attaché commercial. Réf. : 16019.

Région : Bagnaux. Période : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : 1500 F. Profil : bac + 2 communication action commerciale. Objet : attaché commercial. Réf. : 16023.

Région : Chambly. Période : immédiat. Durée : à définir. Ind. : % sur CA. Profil : bac force de vente. Objet : vente de pins. Réf. : 16024.

Région : Bourgogne (52). Période :

janvier 1992. Durée : 3 mois minimum. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2 BTS commerce école de commerce. Objet : constitution d'un service commercial. Réf. : 16025.

Région : Paris. Période : immédiat. Durée : à déterminer. Ind. : suivant réponse. Profil : bac + 2 BTS ou équivalent. Objet : élaboration d'un fichier client prise de RDV. Réf. : 16026.

## INFORMATIQUE

Région : Les Ulis. Période : janvier 1992. Durée : 9 mois. Ind. : à négocier. Profil : connaissances UNIX, anglais, technique développement langage C. Objet : optimisation du Call Process. Réf. : 17510.

Région : Villepinte. Période : novembre. Durée : 5 mois. Ind. : à négocier. Profil : connaissances informatiques et techniques de programmation, goût pour la pédagogie, anglais souhaité. Objet : conception et création d'un cours. Réf. : 17512.

Région : Villepinte. Période : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à négocier. Profil : notions bases de données, anglais technique. Objet : système de marketing direct. Réf. : 17513.

Région : Les Ulis. Période : immédiat. Durée : 10 mois. Ind. : à négocier. Profil : UNIX Language C RESEAUX OPENVIEW MOTIF X11, anglais. Objet : gestion à distance de sites informatiques. Réf. : 17514.

Région : Lyon. Période : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à négocier. Profil : CC++X WINDOW MOTIF interfaces architecturales recommandées. Objet : conception et création d'un cours. Réf. : 17515.

Région : Evry. Période : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à négocier. Profil : compétences techniques et initiative créative, aisance en anglais. Objet : analyse conceptuelle et réalisation d'une application informatique. Réf. : 17520.

Région : Evry. Période : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à négocier. Profil : Unix X-Windows Informix ou Ingres, grande aisance en anglais. Objet : prototype d'une solution client-servant pour logiciel de marketing direct. Réf. : 17521.

Région : Evry. Période : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à négocier. Profil : très bonnes connaissances SSBD relationnel, tool-kit Ingres et

architecture client-servant, anglais indispensable. Objet : étude et prototypage d'une solution client-servant pour logiciel mondial de gestion de contrats. Réf. : 17522.

Région : Bagnaux. Période : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1500 F. Profil : bac + 3 informatique connaissances Obase et clipper. Objet : suivi d'une application Foxpro. Réf. : 17531.

## CHIMIE

Région : Les Ulis. Période : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : connaissances chimie organique et chromatographique, anglais. Objet : traitement et analyse de l'échantillon. Réf. : 21001.

Région : Dunkerque. Période : janvier 1992. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2 DUT BTS ingénieur agroalimentaire. Objet : recherche développement de nouveaux produits. Réf. : 21002.

## SECRÉTARIAT

Région : Paris. Période : immédiat. Durée : 3 mois renouvelables. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2 Word 5. Objet : dactylographie secrétariat. Réf. : 24008.

Région : Paris. Période : immédiat. Durée : à déterminer. Ind. : 1500 F. Profil : bac pro ou BTS secrétariat connaissances traitement de texte. Objet : secrétariat. Réf. : 24009.

Région : Paris. Période : immédiat. Durée : à déterminer. Ind. : à définir. Profil : bac secrétariat ou BTS, connaissances Word 4 ou 5. Objet : secrétariat administratif. Réf. : 24010.

Région : Paris. Période : novembre. Durée : 1 mois minimum. Ind. : à négocier. Profil : bac secrétariat, anglais. Objet : secrétariat bureautique. Réf. : 24011.

## COMMUNICATION

Région : Paris. Période : immédiat. Durée : à déterminer. Ind. : 1500 F. Profil : bac + 2 communication. Objet : animation émissions radio hebdomadaires. Réf. : 18507.

Université de Paris IV-Sorbonne

celsa

formation continue

ouverture de 2 sessions de 3ème cycle

☐ DESS « communication des collectivités territoriales » en collaboration avec le CNFPT

☐ DESS « stratégie médias » en collaboration avec le CESP

Admission sur concours : 5 décembre 1991

Clôture des inscriptions : 22 novembre 1991

47 45 17 90

Le Monde EDITIONS

Thomas Schreiber

HONGRIE

La transition pacifique

Budapest s'inquiète des turbulences à ses frontières, la police embauche et l'indifférence politique gagne la population... Et pourtant la Hongrie capitaliste qui tente de s'arrimer à l'Europe, semble la mieux partie.

En vente en librairie

مكتبة من الكتب



هنا من اجل

## Gestion et des Finances

Groupe Industriel français de 1500 personnes, leader sur ses marchés (convecteurs et chauffe-eau électriques), recherche pour son unité de production (400 personnes), un

### JEUNE CONTROLEUR DE GESTION USINE (1ère expérience indispensable)

Il aura pour mission de créer la fonction au sein de l'usine avec ce qu'elle comporte de classique (comptes d'exploitation, suivi des budgets, prix de revient, comptabilité analytique, suivi et création de tableaux de bord...). Il conseillera le Directeur de l'Usine en matière d'organisation administrative, concevra et mettra en place un système performant de gestion et d'information. Le Contrôleur de Gestion agira en concertation permanente avec ses interlocuteurs tels que les Achats, l'Informatique ou les Méthodes...

Ingénieur ou diplômé d'une Ecole de Commerce, fort d'une première expérience de 2 à 3 ans en milieu industriel, le candidat souhaite faire la preuve de ses qualités de gestion, d'organisation, de créativité et de maîtrise de l'outil informatique.

Il évoluera ainsi au sein d'une entreprise qui ne le laissera pas dormir sur ses lauriers.

Le DRH du Groupe attend votre dossier de candidature à l'adresse suivante :

ATLANTIC Industrie - Service du Personnel  
44 Boulevard des Etats Unis - BP 65  
85002 LA ROCHE SUR YON Cedex.



### CONTROLEUR DE GESTION

Société commerciale spécialisée dans la distribution de prêt-à-porter, nous sommes n°1 sur notre marché, filiale d'un des premiers groupes français.

Nos ambitions européennes sont grandes, autant que les exigences qui caractérisent notre métier.

Pour optimiser notre croissance, nous recherchons un contrôleur de gestion à fort potentiel.

Vos convictions, étayées d'arguments chiffrés pertinents et persuasifs, seront vos principaux atouts pour réussir à ce poste clé, évolutif pour des candidats de valeurs.

En relation avec les directions de l'entreprise, vous définirez et suivrez les outils de gestion orientés vers la mesure et l'accroissement de la performance.

A 30/35 ans, de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, Sup de Co, DESS...), vous recherchez un poste où vous pourrez autant affirmer vos qualités relationnelles que votre autonomie.

Dans un climat de confiance favorisant l'initiative, nous vous donnerons les moyens d'affirmer votre potentiel. Ce poste est à pourvoir dans la métropole Lilloise.

Merci d'adresser votre candidature en précisant sur l'enveloppe la référence CGK à Alliance RH & rue Valthon - 92110 Clichy, qui transmettra.

### ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN

### ANALYSTE FINANCIER

Au sein de la direction des marchés Actions et Produits Dérivés, vous rejoignez le bureau d'analyse financière : une équipe jeune et très professionnelle (12 personnes couvrant l'ensemble des secteurs économiques).

Responsable d'un secteur d'activité, vous prenez en charge l'ensemble des études (de valeurs et de secteur) nécessaires aux décisions d'investissement (publications, comités d'investissement, recommandations aux "gestions" via les commerciaux de la table). Vous bénéficiez d'outils informatiques très performants.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un analyste diplômé de la SFAF si possible, riche d'une expérience d'au moins 2 ans de la fonction.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo + prétentions) sous réf. 519 à **MEDIA PA** 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

36 15  
LM



#### LA PERTINENCE

Pendant un mois, grâce à la télématique du Monde, vous recevrez des candidatures qui correspondent exactement aux profils que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 écrans (formation, expérience, langue...), complétés par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.



#### LE RENDEMENT

Du jeune diplômé au profil le plus pointu, le Monde, en couplage avec son service télématique expert de l'emploi des cadres, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos rendements.

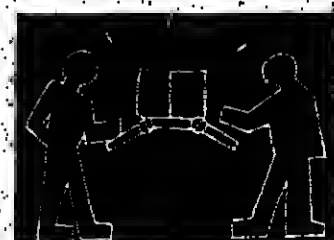
#### L'EXPERTISE

Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 LM soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs curriculum-vitae.

36 17  
LM CV

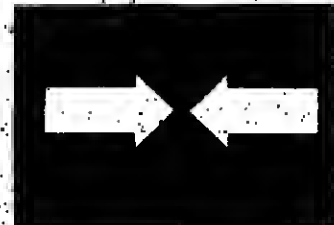
#### L'INTERACTIVITE

Offrez-leur la possibilité de poster directement dans votre boîte aux lettres et découvrez leurs CV sur 3617 LM CV.



#### LA CONVIVIALITE

Pour connaître les spécificités de rendement, pour répondre aux candidats en temps réel, pour joindre une lettre si nécessaire, il vous suffira d'une simple pression sur la bonne touche.



Deutsche Bank



Dans le cadre de notre développement international sur les VALEURS DU TRESOR nous recherchons pour intégrer notre équipe de Market Making un

### TRADER JUNIOR H/F

Vous avez une expérience réussie d'au moins un an dans le MARKET MAKING des Valeurs du Trésor. Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil David KELLNER PH CONSEIL - 17 rue Fondary - 75016 PARIS ou de lui téléphoner au 46.77.70.97



PH CONSEIL

### JEUNE AUDITEUR OPERATIONNEL

Filiale du Groupe ECCO, ECCO Sécurité regroupe une quarantaine de sociétés en France mais aussi aux U.S.A., en Espagne et au Danemark. Nos activités sont essentiellement du service, nous avons aussi quelques filiales Industrielles.

Rattaché directement au Directeur Financier, notre auditeur devra analyser les procédures comptables, s'assurer de la fiabilité des comptes et du reporting mensuel de nos différentes sociétés. Il travaillera en liaison constante avec nos contrôleurs de gestion et les directeurs financiers de nos filiales.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience d'audit de 1 ou 2 ans en cabinet, vous maîtrisez l'anglais et surtout l'espagnol et vous aimez l'international. Rejoignez notre groupe qui peut vous offrir de réelles opportunités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 9138 à notre conseil qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Ariane  
search

118 rue de Tocqueville  
75017 Paris

#### Pour le CAMEROUN

Filiale d'une banque internationale recherche

### SON DIRECTEUR FINANCIER

Membre du Comité de Direction, il a la responsabilité de l'ensemble des opérations comptables et fiscales, des opérations financières et de trésorerie. Il supervise le contrôle de gestion, dynamise et anime une équipe de 80 personnes, développe et optimise les outils de gestion comptable et financière.

### UN AUDITEUR JUNIOR

à fort potentiel  
Sous la supervision d'un auditeur senior, il a la responsabilité de missions de surveillance et de révision en matière d'engagements clients, de procédures, de contrôle comptable, de protection et sécurité.

Nous nous adressons à des diplômés de Grande Ecole, experts comptables ou équivalent, maîtrisant l'Anglais et le Français.

LE DIRECTEUR FINANCIER devra justifier d'une solide expérience dans un poste similaire ou dans un établissement financier ou d'une grande entreprise.

L'AUDITEUR JUNIOR devra avoir une expérience de 2 ans en audit et organisation dans un cabinet ou dans une banque.

Ces 2 postes sont évolutifs et se situent dans un contexte de travail jeune et dynamique, à vocation internationale. Priorité sera donnée aux candidats camerounais.

Merci d'adresser votre CV, lettre de motivation et prétentions au Cabinet NIZERY - 17, rue de la Ville, l'Evêque 75008 PARIS.



## Gestion et des Finances

### Conseiller auprès du Président UN CHARGE DE MISSION TRES OPERATIONNEL

■ Opérationnel par votre expérience de 3 à 4 ans du Conseil en Organisation, acquise dans un Cabinet de premier plan. Mais opérationnel terrain, surtout, par les responsabilités qui vous seront confiées au sein de cette société importante, fabricant et distributeur des produits Grand Public (CA 2 Mds F - 5 filiales - 3 sites, 700 magasins), filiale elle-même d'un groupe international leader sur ses marchés.

■ Travaillant en liaison directe avec le PDG, avec un rôle de consultant interne, l'essentiel de votre mission porte sur l'analyse-diagnostic puis la résolution des problèmes identifiés, en matière de coûts, de rentabilité, de productivité, etc... En fonction des différents projets, vous intervenez sur l'ensemble des sociétés du groupe, en France et à l'étranger (Maghreb, Antilles).

■ Cette mission de confiance concerne une forte personnalité, pragmatique et polyvalente, qui saura rapidement s'imposer par ses compétences techniques, son implication personnelle, sa capacité d'écoute et d'analyse pour évoluer ensuite vers des responsabilités opérationnelles.

■ Une bonne maîtrise de l'anglais et de la micro sont nécessaires.

■ Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous référence H 318 M à Ernst & Young Conseil, 51 rue Louis-Blanc, Cedex 75 - 92037 Paris La Défense 1.

**ERNST & YOUNG**  
CONSEIL

### CHEF DE PROJET - BACK-OFFICE

Nous sommes une société du secteur Banque et Bourse en plein essor. Nous avons pris une part déterminante dans la modernisation de la Place financière.

Notre ambition est de poursuivre cet effort en proposant de nouveaux services de Back-Office aux Banques, Sociétés de Bourse, Etablissements financiers.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe Etudes/Projets pour participer à la conception puis à la mise en œuvre de ces nouveaux services.

Vous intervenerez à la fois sur les aspects économiques, organisationnels et commerciaux.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou supérieure de commerce, vous avez acquis une première expérience d'au moins 4 à 5 ans, dans une fonction proche ou similaire.

Nous offrons de réelles possibilités d'évolution à un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, et prétentions) sous la référence "Back-Office" à : SICOVAM - Monsieur R. ALLOUCHE 5, rue du Centre - 93167 NOISY LE GRAND Cedex.

**SICOVAM**

LE TRAIT D'UNION ENTRE VOTRE TALENT ET LA REUSSITE

### OUVREZ VOTRE FUTURE SUR UN GROUPE EN PLEINE ÉVOLUTION...

LE GROUPE GMF EST UN DES PLUS GRANDS GROUPES FINANCIERS DE FRANCE. SES SERVICES SONT PRÉSENTS DANS DE NOMBREUX SECTEURS : ASSURANCE, BANQUE, CREDIT, INVESTISSEMENT, LOGISTIQUE, ALIMENTAIRE, COMMUNICATION.

### Contrôleur de Gestion

H/F

ESC - DAUPHINE

De formation supérieure en gestion, vous avez acquis une première expérience (environ 3 ans) de la fonction d'organisateur et/ou de la mise en place d'une comptabilité analytique dans le secteur tertiaire.

Venez mettre vos compétences, votre créativité, votre énergie et vos qualités relationnelles au service de la Direction du Contrôle de Gestion et de la Planification de notre Secteur Assurance IARD.

Au sein d'une petite équipe jeune et dynamique, vous participerez à la refonte de notre comptabilité analytique et serez chargé de la conception puis de la mise en place de nouvelles procédures analytiques et budgétaires.

Une bonne maîtrise de l'outil informatique (micro et logiciels gros systèmes) est impérative.

Votre réussite à ce poste vous ouvrira de larges perspectives d'évolution de carrière au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, sous réf. 19/SM, à : Sylvie MARANT, GME Service Recrutement, 35, rue d'Alsace 92831 LEVALLOIS-PERRET

**GMF**

PARIS 17<sup>e</sup>

Filiale d'un des premiers établissements bancaires de la place recherche un

### Organisateur

± 280 KF

Paris

Rattaché à la Direction de notre filiale, vous serez chargé des missions d'organisation de l'activité de trading sur titre de créances négociables.

En relation avec les front et back-office vous aurez la responsabilité de concevoir les cahiers des charges, d'élaborer les procédures et de mettre en place l'organisation informatique concernant cette activité jusqu'aux phases de test, formation...

Agé d'environ 30 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 5) et

avez une expérience similaire d'au moins 4 ans en milieu bancaire ou financier. Organisé et rigoureux, vous savez mener à bien les projets qui vous sont confiés, ce qui vous ouvrira les meilleures perspectives au sein de notre structure.

Contacter Catherine le Ninivin au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS. sous réf. CLN7563MO.

**MP**

**Michael Page Banking**

Spécialiste en recrutement Bancaire

Première société mondiale de services informatiques, EDS évalue, développe et met en œuvre, pour ses clients, les technologies de l'information. EDS compte plus de 69 000 collaborateurs, répartis dans 28 pays.

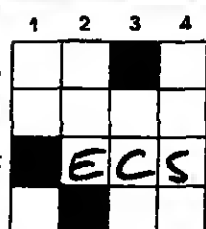
### CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé d'enseignement supérieur de gestion, avec 2 à 3 ans d'expérience, vous serez chargé de la mise en place du contrôle budgétaire dans une nouvelle division EDS. Vos qualités de communication alliées à vos compétences techniques et à votre pratique courante de l'anglais vous permettront de jouer un rôle actif dans le développement de notre organisation. En rejoignant notre contrôle de gestion, vous intégrerez un groupe international en croissance rapide.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 91/14, à EDS, Département Recrutement, Le Guillaumet, Cedex 70, 92046 Paris-La Défense.

**EDS**

RELEVEZ LE DÉFI DU CHANGEMENT



Expérience, Compétence, Supériorité

### Assistant Reporting

Directement rattaché au responsable du Service Consolidation, vous participerez à l'élaboration des tableaux de bord et des comptes consolidés du groupe. En outre, vous participerez à l'harmonisation des méthodes de reporting et vous serez amené à réaliser des études ponctuelles.

Diplômé d'une M.S.G ou d'une Ecole de commerce, vous êtes débutant ou possédez une première expérience dans le domaine de la gestion. Vous savez faire preuve d'une grande rigueur dans l'analyse des chiffres et maîtrisez l'outil informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. DS 830 à ECS - Relations Humaines - 29 Avenue Mac Mahon, 75017 PARIS.

**ECS**

VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

### Directeur Comptable et Fiscal de haut niveau

Filiale française d'un groupe leader mondial dans l'industrie minière, nous réalisons avec 1500 personnes un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de Francs. Notre Société, composée de multiples unités opérationnelles réparties sur l'ensemble du territoire, doit sa réussite à la motivation et au professionnalisme de ses collaborateurs, dont l'objectif est la satisfaction du client.

Le Directeur Comptable et Fiscal est responsable de l'ensemble des comptabilités du Groupe (comptabilité générale, comptabilités clients et fournisseurs, gestion des trésoreries). Ultérieurement, il devra prendre en charge d'autres fonctions dans le cadre de la Direction Financière. Il encadre une vingtaine de collaborateurs. Ce poste est basé à proximité de REIMS. La rémunération est motivante.

A 35/45 ans, vous avez une solide formation comptable ou financière (Expertise Comptable ou Grande Ecole de Gestion) et de bonnes connaissances en anglais ou en allemand. Votre expérience d'environ 10 ans, acquise en cabinet ou en entreprise, de préférence internationale à multi-sociétés, vous rend rapidement opérationnel. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) s/réf. 137/01/M à notre Conseil - ARPE - 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

**CONSEIL arpe**  
EN RECRUTEMENT

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 L M

فيلد من الحروف



هذا من اجل

## Ressources Humaines

### MOULINEX

15000 collaborateurs dans le monde, 8 milliards de chiffre d'affaires dont plus de 80% à l'export, le Groupe MOULINEX (MOULINEX et KRUPP) connaît un fort développement international et se situe aujourd'hui parmi les leaders mondiaux de l'industrie de l'électroménager. Au sein de la Ligne Produits Industrielle (4 établissements, 1400 personnes), nous concevons, fabriquons et commercialisons les composants électroniques et électromécaniques indispensables aux produits finis.

Pour participer à notre croissance et évoluer dans un environnement où les relations humaines font partie intégrante de la stratégie du Groupe, rejoignez-nous en tant que :

### RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

Auprès du D.R.H. de la Ligne de Produits Industriels, vous serez responsable, dans un premier temps :

- de la gestion opérationnelle et des relations sociales d'un établissement,
- du développement de la communication interne pour l'ensemble de la Ligne de Produits.

Vous participerez activement à la construction de la gestion prévisionnelle de l'entité.

Vous avez une formation supérieure économique et gestion des ressources humaines. Vous concevez la fonction comme une composante dynamique du développement de l'entreprise.

Enthousiasme, imagination, sens du concret, écoute, aptitude à développer des relations constructives avec des interlocuteurs multiples sont des qualités dont votre première expérience opérationnelle peut témoigner.

Le poste proposé est basé à Saint-Lô (50), au cœur de la région normande. Merci d'adresser votre candidature (CV détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions) à l'attention de Christine BOUTIN - MOULINEX Direction des Ressources Humaines du Groupe - BP 45 93171 BAGNOLET CEDEX.

### MANAGER

### NOS

### RESSOURCES

### HUMAINES

### A METZ...

... une fonction-clé pour un jeune généraliste dans une de nos filiales en plein développement. A 30 ans environ, après une formation supérieure, vous possédez déjà une 1ère expérience du poste.

En étroite liaison avec le Directeur Régional, vous prendrez en charge le recrutement, la formation, la gestion des carrières, les relations sociales.

Notre ouverture d'esprit, votre souplesse ainsi que votre pragmatisme et votre goût pour la communication vous permettront de dialoguer efficacement avec les équipes opérationnelles et de progresser au sein du groupe Sodexho au tout 1er plan international dans le

domaine des services et de la restauration collective. Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature sous réf. LM309RRH à P. TORDJMAN - SODEXHO - BP 67 - 78185 Saint-Quentin en Yvelines cedex.

**SODEXHO**  
Là où vivent les hommes.



## Juristes

*cela fait bientôt 3 siècles que nous pensons à vous, cela ne nous empêche pas d'être en avance !*

Etre la 1ère Mutuelle d'Assurance-Vie de la CEE, c'est soutenir au rythme de croissance rapide (+33% par an), garantir des produits performants et un service de qualité. Recherchons pour notre Service Juridique :

### JURISTE

Vous devez être titulaire d'un diplôme de 3<sup>e</sup> cycle de droit (D.E.A., D.E.S.S. ou D.E.A. de Droit, Urbanisme, Commerce, etc.). Conscients de nos besoins opérationnels, vous êtes rigoureux et créatif dans les solutions que vous proposez.

Titulaire d'une maîtrise, D.E.A., D.E.S.S. en Droit, vous avez acquis une expérience de 1 à 3 ans dans l'immobilier et de préférence chez un promoteur.

En plus de vos qualités de rigueur et de méthode, vous possédez un sens relationnel développé et savez faire preuve de disponibilité.

Merci d'adresser lettre + CV + photo + préf. sous réf. 2041 à Sibylle du Cray, Norwich Union, 36 rue de Châteaudun, 75441 Paris Cedex 09.



### PEUGEOT S.A.

recrute pour son Département Juridique au Service Droit des Sociétés

### JEUNE JURISTE

Diplômé de 3<sup>e</sup> cycle

Ce poste s'adresse exclusivement à des juristes débutants ou ayant un à deux ans d'expérience en entreprise ou en cabinet.

Titulaires d'un diplôme de 3<sup>e</sup> cycle et disposant d'une formation en Droit Privé et maîtrisant l'anglais.

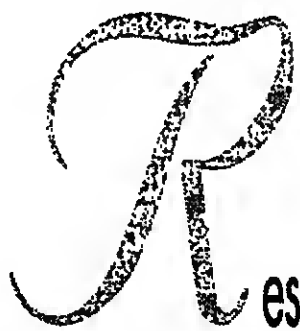
Les candidatures manuscrites, CV et photo sont à adresser à :

### PEUGEOT S.A.

Gestion du Personnel

75, avenue de la Grande-Armée - 75116 PARIS

Réponse rapide et discrétion assurée.



### Responsable des Ressources Humaines Spécialiste des affaires sociales - ROUEN

De formation supérieure, votre expérience minimum de 5 ans en Ressources Humaines dans l'industrie ou le BTP ainsi que vos connaissances juridiques sont autant d'atouts que vous souhaitez valoriser en élargissant vos responsabilités au sein d'une entreprise souple et innovante.

En étroite collaboration avec la DRH (20 pers.), vous prendrez en charge les affaires sociales de l'entreprise et serez responsable de la gestion des Ressources Humaines de notre entité Gérie Cvi (400 pers.) dont vous assurerez le recrutement du personnel, la gestion des carrières, la communication interne et la coordination de la formation.

**QUILLE**

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 31835/LM à Marion PERRIER QUILLE - 18, rue Henri Rivière - 76000 ROUEN.

### L'ARGUS Le Monde

LE FORUM DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE

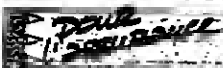
## Passeport pour l'Assurance.

Bac +2 à Bac +5, jeunes cadres, pendant 2 jours, venez rencontrer des assureurs qui recrutent.

RENCONTREZ LES RESPONSABLES DES GRANDES SOCIÉTÉS ET COURTIERS D'ASSURANCES, PARTICIPEZ AUX CONFÉRENCES.

TIRAGE AU SORT AVEC VOTRE INVITATION, GAGNEZ UN VOYAGE PARIS - NEW-YORK POUR 2 PERSONNES\*

ENTRÉE GRATUITE



\* Pour obtenir votre invitation, écrivez à : L'Argus - service M - 2, rue de Valenciennes - 75009 Paris

29-30 NOV. 91 - CNIT - PARIS LA DÉFENSE

29 nov. de 10h à 19h • 30 nov. de 10h à 18h

### BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Conseils Juridiques et Fiscaux

recherche pour son Département Social un

### CONSEIL EN DROIT SOCIAL

- expérience professionnelle indispensable (trois ans minimum dans un cabinet),
- formation de haut niveau en droit du travail (DEA, DJCE ou IEP),
- esprit d'initiative, sens des contacts, pratique de l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo au : 3, Villa Emile Bergerat 92522 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX



**Le Monde des Juristes**

**JURISTE**

**UGEOT S.A.**

**NE JURISTE**

**EUGEOT S.A.**

**CONSEIL EN DROIT SOCIAL**

REPRODUCTION INTERDITE

**Le Monde des Juristes**

Important groupe français à capitaux publics en pleine évolution, disposant d'une implantation internationale, recherche pour son service juridique basé à Paris un

**JURISTE OPÉRATIONNEL**

pour conseiller ses différentes directions et participer aux études et opérations liées aux fusions, acquisitions, prises de participations... Généraliste, il sera capable d'intervenir également, au sein de l'équipe juridique, sur des dossiers dans d'autres domaines du droit des affaires (droit des contrats, de la concurrence, de la distribution).

Agé de 30 à 35 ans, titulaire d'un DEA ou DESS, vous êtes juriste en droit des affaires, avec une expérience de 5 à 7 ans acquise dans le service juridique d'une grande entreprise ou au sein d'un cabinet.

Anglais juridique indispensable.

Merci de téléphoner ou d'adresser votre CV sous réf. 3008.

FAIRWAY Horizon juridique,  
27 rue Marbeuf, 75008 Paris, France. Tél. : 47.23.32.75



L'AIR LIQUIDE, 30 milliards de chiffre d'affaires, 2 milliards de bénéfice net, recherche pour sa Direction Juridique deux juristes

**Un Juriste Généraliste**  
(Réf. DJ 810)

Affecté au Service Juridique France, votre mission consistera à traiter les dossiers pré-contentieux, contentieux et immobilier. Ouvert, vous apprécierez les contacts et possédez en plus d'une solide formation en Droit Privé (maîtrise minimum), une expérience professionnelle indispensable de 3 à 5 ans, acquise de préférence en cabinet (avocat, conseil juridique...).

**Un Juriste d'Affaires Internationales**  
(Réf. PH 112)

Affecté au Service contrats internationaux, votre mission consistera à assister les départements ou filiales du groupe dans la rédaction et la négociation de contrats à caractère international concernant notamment la vente des produits et d'équipements, les acquisitions, les projets de coopération...

De formation supérieure en droit des affaires, vous avez une bonne connaissance en droit communautaire que vous avez mis en pratique pendant 5 ans minimum dans un cabinet ou en entreprise.

Pour ces deux postes basés à Paris, vous devez maîtriser l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) en précisant la référence choisie à L'AIR LIQUIDE, Direction des Ressources Humaines France - 75 quai d'Orsay 75007 PARIS.



N° 1 mondial pour la production et la distribution des gaz industriels, nous le sommes aussi pour l'ingénierie des gaz de l'air.

Présent dans 58 pays à travers 120 filiales, notre développement international s'accroît sur les marchés les plus porteurs : Europe, USA, Japon... et dans des secteurs d'avenir : santé, électronique, agro-alimentaire, spatial...



**Juriste d'entreprise H/F**  
**Droit des affaires**  
Poste basé près de Montpellier

En relation avec la Direction générale et les structures opérationnelles, vous êtes chargé de l'élaboration, du suivi des contrats et de la gestion totale des polices d'assurances. Véritable expert en droit des affaires, vous conseillez et assistez les responsables de chantier et assurez la liaison avec les conseils juridiques.

De formation juridique supérieure (DESS droit des affaires, DJCE, ICH...), vous avez une expérience en entreprise ou en cabinet. Qualités de communication, sens de l'analyse et goût du terrain vous permettront de réussir dans cette mission et d'évoluer vers des responsabilités élargies. Des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir. Anglais indispensable.

Adresser CV et photo, sous la référence LR 1191 F, à Robert PUJAT, Florian Mantione Institut, 39 rue Etienne Marcel, 75001 Paris, ou consultez le Minitel 3615 code SOFTEL.

**Florian Mantione Institut**  
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Le Monde • Mercredi 6 novembre 1991 IX

**Le Monde des Cadres**

**Construire l'Europe**

**CHARGE DE MISSION**

**Opérations Europe**

Filiale de la Générale des Eaux, le Générale Frigorifique est le spécialiste de la distribution de matériels frigorifiques destinés aux professionnels (CA consolidé 700 MF, leader européen sur 5 pays).

Dans le cadre de notre stratégie européenne, vous participez à la construction du groupe en renforçant la synergie entre les filiales. Dans une optique de gains de productivité, vous intervenez dans un environnement très informatisé sur l'organisation des achats, la logistique, les stocks, etc... De plus, d'une manière très opérationnelle, vous travaillez pour les filiales sur des actions ponctuelles et quotidiennes à partir du siège de la société basé en très proche banlieue Est de Paris.

Ce poste très complet s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, de formation ingénieur ou Ecole de Commerce. A 26/28 ans, vous avez acquis une première expérience généraliste en milieu industriel ou dans la distribution. En abordant des problèmes marketing, de logistique ou d'organisation, vous avez exercé votre activité sur plusieurs marchés européens.

Anglais courant, Allemand souhaité.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 48/2157 J à :

**EGOR S.A.**  
8, rue de Belfort - 75008 PARIS  
Tél. : (1) 42.25.71.07



PARIS AIR-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BRUXELLES DARMSTADT DUISBURG ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM



**MENSIA CONSEIL**,  
cabinet spécialisé en Organisation et Stratégie  
recrute des :

**JEUNES CONSULTANTS**  
**EN ORGANISATION**

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce (HEC, ESCP, ESSEC, ESC Lyon) vous êtes débutant ou vous avez une première expérience au sein d'un cabinet de conseil en Organisation.

Vous êtes rigoureux dans l'analyse, la conception et la réalisation. Vous aimez le travail en équipe et l'innovation. Astucieux, méthodique et capable d'initiative vous devez savoir rendre compte de votre travail.

Nous vous proposons de participer à des missions :  
- d'audit de fonctionnement et d'organisation,  
- de conduite d'opération de changement et de réorganisation,  
- d'amélioration des systèmes de pilotage et de gestion au sein des entreprises, établissements publics et administrations pour qui nous intervenons en partenariat.

Puis, en fonction de vos qualités personnelles, de conduire des missions d'audit global ou de projet d'entreprise incluant une forte dimension stratégique.

Réf. CO/91.

**JEUNES CONSULTANTS**  
**SECTEUR PUBLIC**

Diplômé d'une Grande Ecole, d'un IEP ou d'une Université vous êtes très intéressé par le secteur producteur de biens et services publics et par les politiques publiques. Vous souhaitez apprendre les logiques et la culture de nos clients.

Astucieux, méthodique et capable d'initiative vous possédez une solide culture économique et littéraire, un sens critique aiguisé et des qualités certaines de rédaction.

Nous vous proposons de vous investir dans la conduite de changement et de modernisation des administrations centrales et des services extérieurs de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics et dans des missions d'évaluation des politiques publiques.

Si votre capacité d'apprentissage et de diagnostic vous permettent de fonctionner de façon autonome dans des contextes et situations complexes vous conduirez de tels projets dans un proche avenir. Réf. CS/91.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre, photo) et la référence choisie à **MENSIA CONSEIL**, 9, rue du Château d'Eau 75010 Paris.

**LA MACRO-ECONOMIE COMME TERRAIN D'INVESTIGATION**

Naturellement passionné par l'économie, vous avez acquis, lors de vos études Sciences Po, Ensaie ou Sciences économiques, une excellente formation économique.

A 28-30 ans, vous l'avez complétée par quelques années d'expérience en tant qu'économiste dans un secteur proche des domaines financiers.

Notre Direction des Etudes Economiques vous propose d'intégrer une équipe de spécialistes et de participer à son développement.

Grâce à vos différentes analyses sur l'évolution économique des pays européens

**Economiste**

et astucieux, à vos prévisions sur les taux de change et taux d'intérêt, vous êtes à même de fournir les conseils les plus pointus à vos différents interlocuteurs internes et externes.

Vous avez le goût des contacts et êtes à l'aise dans la rédaction d'études spécifiques et de documentations.

L'anglais est indispensable, l'allemand est un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence LM/10, à Françoise Domengat - Direction des Carrières du CCF - 103, Champs-Elysées 75419 Paris Cedex 08.



**PENSER L'ARGENT AVEC INTELLIGENCE**

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3615 LM

Handwritten note: *Handwritten text in a box, possibly a signature or reference.*



هذا من ليد

**Johnson & Johnson**  
SA

Notre groupe international, implanté dans 59 pays, est le leader mondial dans les domaines de l'hygiène et de la santé. Dans le cadre du développement de notre filiale française, nous recherchons notre

**RESPONSABLE CENTRAL DES ACHATS**

Rattaché au Directeur des Opérations Industrielles, vous mettez en place et assurez la politique achat flux matières de la société, pour ses deux sites industriels, pour un volume d'achat de 140 MF.

Votre poste est basé dans l'un de ces sites industriels : à SEZANNE (Marne) d'où vous animez, dynamisez et coordonnez les équipes implantées sur les deux sites industriels.

Vous êtes un intermédiaire privilégié entre les Fournisseurs, la Production, l'Ingénierie produits, le Développement et la Qualité.

De formation supérieure, Ingénieur et/ou commerciale, vous avez ou moins 5 ans d'expérience réussie dans la fonction Achats, et vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Votre implication personnelle et votre sens aigu de la négociation feront de votre poste un élément essentiel de l'organisation.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, sous réf. ACH/YBL à JOHNSON & JOHNSON - D.R.H.S. - 55/57 avenue Kléber 75016 PARIS.

**PEUGEOT S.A.**  
recherche

**CHARGÉ D'ÉTUDES MARKETING**

Il devra nécessairement :

- avoir une formation supérieure avec des connaissances en statistique et en analyse de données (grandes écoles d'ingénieurs, ISUP, ENSAE, ou diplômes universitaires équivalents) ;
- être capable de concevoir, suivre et analyser des enquêtes en clientèle de tous types, tant en France qu'à l'étranger ;
- posséder de la rigueur d'analyse, une capacité à rédiger de façon précise et la goût de la recherche marketing.

Il lui sera offert un développement de carrière dans un groupe dont le projet est ambitieux.

Les candidatures manuscrites, CV et photo sont à adresser à :

**PEUGEOT S.A.**  
Gestion du Personnel  
75, avenue de la Grande-Armée - 75116 PARIS

**Futur Responsable de l'Exploitation H/T**  
BAC + 4 ou 5  
Branche des Travaux Publics

TRANSCEP

Nos clients sont parmi les éditeurs les plus prestigieux en France. L'un d'entre eux recherche un

**Editeur confirmé**

Sa mission consistera à concevoir les ouvrages et en assurer la réalisation en coordonnant l'activité d'un groupe de 6 personnes. Les objectifs sont ambitieux et s'adressent à un cadre souhaitant initier et développer d'importants projets.

De formation supérieure, vous avez plusieurs années d'expérience dans ce métier.

Votre aptitude à juger un manuscrit, votre charisme et votre goût pour l'innovation éditoriale seront déterminants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, en notant la référence E/775 sur l'enveloppe - ORNICAR - 6, rue Halévy Place de l'Opéra - 75009 PARIS.

**ornicar**

**CESIA** CONSEIL EN SYSTEMES D'INFORMATION

**Jeunes Consultants**

Participez à notre développement et mettez en action notre devise : "Aider les organisations à évoluer grâce à une utilisation intelligente des techniques de l'information".

Conseil en Systèmes d'Information et de Communication, nous sommes spécialisés dans les schémas directeurs stratégiques, l'audit et la conception de Systèmes d'Information et les études d'organisation correspondantes. Des administrations publiques aux grandes entreprises, nous déployons une stratégie offensive sur un marché concurrentiel. La forte croissance de notre activité (+ 30% en 1991) nous conduit à renforcer notre équipe de consultants. Vous êtes jeunes diplômés de grandes écoles (X, Centrale, Mines, SUP AERO, ESE, HEC, ESSEC...), vous possédez des connaissances informatiques et bénéficiez d'une première expérience professionnelle réussie. Vous avez l'esprit d'entreprise, un jugement rapide et sûr, vous savez vous adapter, vous avez le goût des interventions stratégiques à très haut niveau. Notre structure en pleine expansion vous offre une évolution rapide et motivante en travaillant dès le début sur des projets d'envergure. Merci d'adresser votre candidature sous réf. B.300.91 à notre Conseil Critère - 4, rue du Général Lanrezac 75017 Paris

**Critère**

**Lyon**

Cette société de conseil intervient en management de l'environnement auprès des collectivités locales. Notre fort développement actuel sur un marché très porteur nous amène à recruter un

**Consultant Senior en Ingénierie de Communication**

De formation IEP, Ecole Supérieure de Commerce, vous êtes depuis au moins 10 ans intervenu comme conseil auprès des mairies, collectivités locales, organismes publics.

Une tête bien faite, une forte implication personnelle, une volonté de vous intégrer à un cabinet offrant de larges possibilités d'évolution font que nous devons nous rencontrer.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 4452, à notre conseil, Jacques VUARIER,

**argos** 41 quai Fulchiron, 69005 LYON. Tél. : 78.38.31.77. PARIS-LILLE-LYON-MONTREAL

**CONSULTANTS HAUT NIVEAU**  
PARIS - LYON - ROUBAIX - AIX - NANTES - STRASBOURG

Le développement constant du Groupe HAY en France offre à des consultants confirmés des opportunités nouvelles d'intégration dans différents bureaux régionaux.

De formation supérieure (X, HEC, ENA...), les candidats devront justifier d'au moins 10 ans d'expérience diversifiée du management, dans des entreprises internationales et si possible d'une pratique du conseil.

Ils seront les partenaires des entreprises en matière de Développement des Ressources Humaines (Stratégie et Efficacité de l'Organisation, Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences, Rémunération, Management de la Performance, Recrutement...).

Ils bénéficieront des méthodologies et des bases de données internationales du Groupe.

Le salaire sera très motivant pour des candidats autonomes, capables de réaliser des objectifs ambitieux et de s'intégrer à des équipes d'un très bon niveau d'expertise.

Adressez votre dossier (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) sous réf. AF 910 à : Hay Management Consultants - 13, rue Alphonse de Neuville - 75017 PARIS. Confidentialité garantie.

**Hay Management Consultants**  
Hay Group 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

**BCEOM** Société Française d'Ingénierie recherche un(e)

**EXPERT EN TRANSPORT URBAIN, CHEF DE PROJET**

Au sein de notre département "Développement Régional et Urbain" (40 personnes environ), vous serez chargé(e) d'élaborer des offres et d'orienter des études en France et à l'étranger (Afrique, Amérique Latine, Asie, Europe de l'Est). Ces études ont pour objet la conception, l'organisation et le développement de systèmes de transport, urbains et régionaux, privés et publics, ferroviaires et routiers.

De formation scientifique appliquée à l'économie des transports, avec dix ans d'expérience professionnelle, vous savez prévoir la demande, élaborer des scénarios d'offre, et estimer l'intérêt économique des projets. Vos références concernent tant les investissements que l'exploitation, tant le voirie que les transports en commun.

La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions s/réf. 91/11 à BCEOM - Liliane DUPONT - 15, Square Max Hymans 75741 PARIS Cedex 15.

**AGENCE DÉPARTEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA DROME (STATUT COMITÉ D'EXPANSION) recrute**

**SON DIRECTEUR**

**SES MISSIONS**

- Animer et coordonner une structure de mission chargée du suivi des entreprises (stratégie d'implantation, promotion, conseils) ;
- Impulser des actions collectives de développement notamment entre les collectivités locales (zones d'activités, etc.) ;
- Assurer une liaison étroite avec le service économique du Conseil général ;
- Mettre en œuvre un partenariat dynamique avec les acteurs économiques (chambres consulaires, collectivités locales, secteur bancaire, ministères, CEE).

**SON PROFIL**

- BAC + 4 (au minimum) ;
- Connaissance et pratique du monde des entreprises, des stratégies industrielles, des politiques économiques publiques et des collectivités locales ;
- Expérience professionnelle actuelle (ou récente) de direction d'un organisme à vocation de développement économique ;
- Forte capacité de management d'une équipe et de coordination.

**CANDIDATURE** (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle) à adresser à l'attention de Monsieur le Président de l'AIDE 5, faubourg Saint-Jacques 26000 VALENCE avant le 30 novembre 1991.



## L'Informatique



Un partenaire européen  
pour des télécommunications mondiales.

## System Support Engineers

BT - BRITISH TELECOM - un des plus grands opérateurs de  
TELECOMMUNICATIONS dans le monde. Nous offrons aux grandes entreprises  
des solutions globales de télécommunications. Pour notre CENTRE DE SUPPORT  
CLIENTELE EUROPEEN nous recherchons des System Support Engineers.

**VOTRE MISSION :** • vous intervenez depuis notre centre ou sur site en Europe,  
sur toute la gamme de nos produits de COMMUNICATION : maintenance des  
logiciels, aménagement des outils de gestion de réseau, coordination et suivi des  
installations, contrôle des performances réseaux • vous êtes l'expert de votre  
domaine en liaison avec nos bureaux en Europe et aux USA (courts déplacements).

**VOUS AVEZ :** • au moins 25 ans • une formation supérieure, enrichie d'une  
première expérience en Systèmes et Réseau de Télécommunication, avec une  
orientation marquée pour le support clientèle : Transmission de données (X25,  
SNA...), réseaux numériques (multiplexeurs, modems...) • une connaissance de  
l'environnement UNIX est un plus • anglais courant et une autre langue européenne.

**NOUS VOUS OFFRONS :** • la possibilité d'approfondir vos connaissances par de la  
formation et de la pratique pour évoluer dans un Groupe International • de très  
bonnes perspectives de progression dans un environnement dynamique et très  
professionnel.

Pour un entretien individuel en anglais avec la société le 25 ou le 26/11/91.  
Adresser au télécopieur CV, lettre en anglais, photo et rémunération actuelle à  
EUROMAN - 195 avenue du Général Leclerc - 78220 VIROFLAY.  
FAX : (01) 30 24 39 00 en indiquant la référence 6856 sur la lettre et sur l'enveloppe.

Anglais

La Défense

BT

CENTRE INFORMATIQUE  
RÉGION PARISIENNE

recherche son

## DIRECTEUR ADJOINT

- Notre G.I.E. informatique gère un réseau de  
plus de 1 500 terminaux ou micro-  
ordinateurs.
- Le titulaire du poste, Adjoint au Directeur,  
sera progressivement chargé de l'encadrement  
des services opérationnels techniques.
- Ce poste s'adresse à un candidat de formation  
supérieure ayant les qualités d'un leader,  
d'un gestionnaire.
- Il devra justifier d'une expérience réussie dans  
le management de structures informatiques.
- La rémunération sera fonction de l'expérience  
acquise.

CV et prétentions à envoyer au journal, qui transmettra.

sous n° 8422 Le Monde Publicité  
15-17, rue du Colonel-Pierre-avia  
75002 Paris Cedex 15

Pour renforcer notre département des systèmes d'information et de télécommunications en  
accompagnement de la décentralisation de l'entreprise, nous recherchons des

Ingénieurs  
en Informatique  
(Bac + 4/5)

Vous travaillerez dans un environnement matériel hétérogène (BULL, DIGITAL, HP...) sur des  
systèmes constructeurs, UNIX, ORACLE, dans les domaines d'informatique de gestion (gestion  
du personnel, gestion des activités d'exploitation et de maintenance, contrôle de gestion...).

CONCEPTEUR  
EN SYSTÈME D'INFORMATION  
(2 à 5 ans d'expérience) Réf R1

Vous aurez à réfléchir sur les architectures  
fonctionnelles pour favoriser cohérence et  
coopération des différents systèmes  
d'information locaux et transversaux. Vous  
concevrez les nouveaux systèmes après ana-  
lyse des enjeux et des besoins avec les chefs  
de projets et les utilisateurs.

Votre expérience en organisation et en  
conception, votre force de proposition vous  
permettront de réussir dans cette fonction  
d'envergure.

CHEFS DE PROJETS JUNIORS  
(débutant ou 1ère expérience) Réf R2

Construire les outils de la gestion écono-  
mique des activités d'entretien des équipe-  
ments d'exploitation de nos réseaux  
(matériels roulants et équipements fixes) sera  
votre première mission auprès des unités  
opérationnelles techniques.

Rigoureux, opiniâtre, vous possédez une  
bonne culture économique.

## INGENIEUR SYSTEME

(débutant ou 1ère expérience) Réf F1

Après formation, vous participerez à  
l'optimisation de l'utilisation des ressources  
de communication entre systèmes  
informatiques.

Vous veillerez à l'évolution des logiciels  
d'intercommunication, en assurerez le  
support technique et serez le conseiller dans  
ce domaine des chefs de projets informa-  
tiques et des utilisateurs.

INGENIEUR METHODES  
EN PRODUCTION INFORMATIQUE  
(débutant ou 1ère expérience) Réf F2

Après formation, vous serez chargé de  
l'évolution des méthodes, de leur mise en  
œuvre sur les systèmes informatiques  
opérationnels.

Vous participerez ensuite à la mise en pro-  
duction informatique de nouveaux systèmes,  
en environnement UNIX distribué multi-  
constructeurs.

Maintenant que vous savez,  
rejoignez-nous l'esprit libre

RATP

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions),  
en précisant la référence choisie, à Marie Laure DELCOURT - Recrutement cadres RATP  
44, rue Louis Blanc - 75010 PARIS.

36 15  
LM

Chaque mois, 25 000 utilisateurs  
se connectent sur 3615 LM, -  
le service télématique  
expert de l'emploi des cadres.  
Depuis un an, 40 000 CV  
ont été déposés sur 3615 LM.

## KPMG Fiduciaire de France

EDORCA - Département Fiduciaire de France, une  
vibrante et dynamique équipe de professionnels, pour vous  
offrir des services de conseil et de gestion de vos affaires  
fiscales et patrimoniales.

## Consultant en informatique

Ce poste de consultant suppose une réelle  
compétence en informatique, une réelle  
expérience en gestion d'entreprise et une réelle  
capacité de communication. Vous serez chargé  
de la mise en œuvre de projets informatiques  
dans les entreprises de nos clients.

Vous devez posséder les qualités suivantes :

- Sur le plan technique : une réelle expérience en informatique, une réelle connaissance des systèmes d'information, une réelle connaissance des langages de programmation, une réelle connaissance des bases de données.
- Sur le plan de la gestion : une réelle expérience en gestion d'entreprise, une réelle connaissance des méthodes de gestion, une réelle connaissance des outils de gestion.

Vous devez également posséder une réelle capacité de communication, une réelle capacité de travail en équipe, une réelle capacité de gestion de projet.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

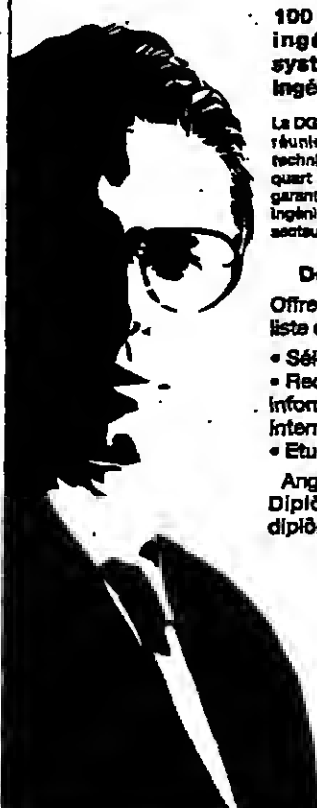
Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

Vous devez également posséder une réelle capacité de gestion de projet, une réelle capacité de gestion de budget, une réelle capacité de gestion de ressources humaines.

J'AI CHOISI  
LES RESPONSABILITÉS

100 Ingénieurs vont rejoindre la DGA :  
ingénieurs de projets, ingénieurs  
systèmes, ingénieurs de spécialités,  
ingénieurs d'affaires.

La DGA c'est l'ensemble des intelligences et des énergies  
réunies dans près de 60 sites industriels services  
techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le  
quart de la recherche-développement en France pour  
garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 8000  
ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des  
secteurs industriels les plus innovants.

Débutants ou première expérience

Offre s'adressant à un ingénieur documenta-  
liste dans le domaine de l'électronique :

- Sélection et analyse d'articles.
- Recherches bibliographiques  
informatisées (serveurs nationaux,  
internationaux).
- Etudes documentaires.

Anglais indispensable - Allemand souhaité  
Diplôme d'Ingénieur en Electronique ou  
diplôme Universitaire équivalent.

DGA

Merci d'adresser votre candidature manuscrite  
avec CV détaillé et photo à :  
Monsieur ALPHEE  
CEDOCAR, 84 Bd Victor Dumas 92000  
NANTERRE

CISI

INGENIERIE

## CHEF DE PROJET

L'informatique scientifique et technique est votre champ de compe-  
tence ? Vous rêvez de donner un nouvel élan à votre carrière ?  
Rencontrez-nous pour parler de notre projet de développement de  
simulateur dans le domaine militaire.

Diplômé d'une Grande École d'Ingénieurs (Sup'Aéro, ENSTA, Sup  
Telecom, Sup'Elec...), votre solide expérience d'au moins dix ans  
vous permettra d'encadrer efficacement l'équipe composée d'une  
dizaine d'ingénieurs de haut niveau. Votre fort potentiel vous  
permettra de réussir à ce poste alliant responsabilités techniques,  
humaines et relationnelles.

La connaissance d'ADA, UNIX, VAX/VMS, HOOD, SA/RT,  
simulation numérique, modélisation de systèmes serait un atout  
supplémentaire.

En rejoignant CISI Ingénierie, vous découvrirez l'imagination et la  
rigueur d'équipes de très haut niveau, des perspectives de carrière  
d'un grand groupe et des unités autonomes à taille humaine.

Pour ce poste basé dans le Sud de la Région Parisienne, merci  
d'adresser votre dossier de candidature à Annick LE MERRER  
CISI INGENIERIE - 3, rue Le Corbusier Silic 232  
94528 RUNGIS Cedex, ou contactez-nous par téléphone  
au 49.79.46.66, par fax au 46.87.69.89.

Un regard neuf sur les technologies

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

كثيرا من الناس



دولت کے لیے

**Le Monde**  
de

## REPRODUCTION INHIBITED

L'ingénierie des systèmes d'information mettant  
en oeuvre les technologies nouvelles  
(base de données **Oracle**, architecture  
client/serveur, réseau) est notre métier.  
Pour poursuivre notre développement, nous  
recherchons un

X. Vous pouvez aussi vous adresser à la Direction Générale des  
 Impôts, 115 rue de Valenciennes, 59100 Lille, ou à la Direction  
 Provinciale des Impôts, 11 rue de Valenciennes, 59000 Lille.  
 Les renseignements sont aussi accessibles sur Internet : [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr)  
 Dans ce poste à heures complètes, vous serez chargé(e) de  
 la vente et de l'entretien des produits de la gamme CITE. Vous serez  
 prêt à vous occuper :  
 - des appels clients, alors contactés avec nous en  
 adressant lettre manuscrite, cv, photo et prétentions  
 sous réf. IAI à : CITE,  
 Systèmes d'Information  
 121, rue Aristide Briand  
 92300 Levallois Perret.

## rectitude

**NATURE DU TRAVAIL :**

- Architecture du traitement ;
- Ecriture des codes ;
- Réalisation des graphiques.

**LANGAGES:** Fortran, C,

**SYSTÈME D'EXPLOITATION : Unix.**

**DURÉE DE L'EMPLOI: 1 an.**

**LIEU DE TRAVAIL :** Toulouse.

Merci d'envoyer C.V. et prétentions à M. le Directeur du CESR :  
9, av. du Colonel-Roche, B.P. 4346, 31029 Toulouse Cedex.

Il aura pour mission, au sein de la direction des systèmes d'information, d'assister le chef du département des études d'organisation et d'informatique dans les domaines suivants :

- spécification de projets nouveaux
- suivi de projets sectoriels développés sous le SGBD/R ORACLE
- encadrement de la sous-traitance
- définition de la politique de maintenance

### **Profil du candidat :**

- bonne connaissance ORACLE
- expérience de la gestion de projet
- expérience de la sous-traitance

Envoyer candidature manuscrite + C.V. + photo à :  
Monsieur le Président du conseil régional d'Ile-de-France  
direction de l'administration générale  
service du personnel  
251, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

**Le Monde**  
*de la*

# Responsible export

Un leader de l'imprimerie  
offset en France (plus de 2  
Milliards de Francs de CA),  
de réputation mondiale, crée  
son département Export et  
recherche son Responsable.  
Rattaché au Directeur  
Commercial, vous :

- prospectez en particulier  
en Europe une clientèle de  
haut niveau au sein des  
ministères, des grandes  
entreprises... • créez puis  
animez un réseau d'agents  
et de correspondants  
• développez les relations  
qu'a déjà établies l'entre-  
prise avec ses partenaires  
étrangers • suivez toute  
la procédure des appels

d'offres internationales. Agé de 35 ans environ, de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...), vous avez une expérience réussie de la vente à l'exportation de produits industriels, notamment auprès des administrations. Vous parlez couramment l'anglais et une autre langue (allemand...).

Poste évolutif, basé à Paris.  
Merci d'adresser votre  
candidature, sous référence  
1076/LM, à Bernard Krief  
Recrutement, BP 186-07,  
75326 Paris Cedex 07.

**BERNARD KRIEF RECRUTEMENT**  
PARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS  
Un département de Bernard Krief Consulting Group



**BANQUE PRIVEE  
MONEGASQUE,**  
filiale d'un puissant  
groupe financier  
européen, nous  
poursuivons notre  
développement et  
recherchons notre

# Responsable commercial

**CLIENTELE PRIVÉE**

Rattaché au Directeur des Services Bancaire, vous élaborez un plan d'action commerciale visant à développer le portefeuille existant et satisfaire les besoins d'une clientèle exigeante : qualité du service, disponibilité...

Vous qualifiés d'amateur vous permettez de prendre la responsabilité d'une petite équipe de professionnels que vous renforcez et motivez.

A 35 ans environ, de formation supérieure (type ESC) ou équivalent, vous êtes prêt à tout homme de terrain. Vos atouts, vous les justifiez.

Un salaire très intéressant, une acquisition significative acquise dans une entreprise privée.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à C&C-Club Monaco, M. MARTINI, 9 rue d'Alsace, MC 98000 MONTE-CARLO

R	M
T	

**Roland Moreno Technology,**  
l'Unité de Recherche et Développement  
du Groupe Innovation présidé par

## Roland Moreno l'inventeur de la carte à puce,

recherche des

**ingénieurs  
électroniciens  
débutants ou confirmés**

**En fonction de votre expérience, vous prendrez en charge ou vous participerez à la conception de produits dans les secteurs de pointe suivants :**

**Carte à mémoire, sécurité informatique,  
Télécommunications et Monétique.**

Les postes sont basés à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. G/200 à  
RMT - Smart Card Center - 137, boulevard de Sébastopol - 75002 Paris

36 15  
T M

3615 LM vous permet de consulter  
un mois d'offres d'emploi  
parues dans *Le Monde*.  
Les annonces  
présentes sur 3615 LM  
sont mises à jour quotidiennement.

**Le Monde**  
PUBLICITE



**Pour passer vos annonces :**

**46-62-72-02**

**46-62-73-90**

**FAX : 46-62-98-74**

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M



## Secteurs de Pointe

### jeunes chercheurs H/F

DIPLOMES GRANDE ECOLE D'INGENIEURS  
OU 3EME CYCLE UNIVERSITAIRE  
Débutants ou 1ère expérience

LE CCETT, CENTRE DE RECHERCHE COMMUN  
AU CNET ET A TDF,  
SITUE AU COEUR DE LA TECHNOLOGIE RESEAU-ITALIE,  
JOUER UN ROLE DE PREMIER PLAN DANS LES  
SECTEURS D'ETUDES RELATIFS AUX SERVICES ET  
RESEAUX A LARGE BANDE,  
LA TVHD, LA VIDEO-TELEPHONIE, LES SERVICES  
ET TERMINAUX MULTIMEDIA.

CCETT

► Ingénieur électronicien diplômé ENI, ENSI, INSA, ESEO, ENSEA... ou titulaire d'un DEA, DESS à dominante électronique, vous avez de préférence une première expérience en développement de produits de télécommunications ou de télématique dans l'industrie. Vous définirez et concevrez le système de visualisation d'un terminal de communication multimédia. **R.M. FP**

► Vous avez acquis de très bonnes connaissances en électronique et télécommunications par votre formation ENST, ESE ou par votre diplôme universitaire (Doctorat) et pratiquez couramment l'anglais. Vous assurerez la prise en charge d'études liées au multiplexage de données sur un support de diffusion numérique (DAB). **R.M. AB**

► Vous êtes diplômé ENSEA, ENSERB, EPF... ou possédez un doctorat. Vous connaissez impérativement le traitement du signal, le langage de programmation Pascal ou C et l'anglais technique. Vous mettrez en oeuvre des procédés de codage audio-numérique faisant appel à la psycho-acoustique (réduction de débit...). **R.M. YD**

► Issu d'une grande école du type ENST, ESE... ou titulaire d'un Doctorat, vous maîtrisez l'environnement des télécommunications et l'informatique. Vous travaillerez à la définition de systèmes d'accès conditionnel appliqués aux nouveaux services de distribution (RDS, DAB...). **R.M. FC**

Merci d'adresser lettre de motivation, c.v. et prétentions en précisant la réf. à Pascal Foulachon, Groupement Ressources Humaines, CCETT, B.P. 59, 35512 Cesson Savigné Cedex.

### GERER LA QUALITE DE LA PRODUCTION DE L'USINE LA PLUS PERFORMANTE D'EUROPE

L'un des tous premiers fabricants mondiaux de produits de conditionnement et d'emballage, recherche pour son unité de fabrication située dans le Nord de la France son

## CHEF DE SERVICE QUALITE

Rattaché au Directeur d'usine, il optimisera les méthodes et les outils nécessaires à améliorer la qualité des produits.

Animateur d'une structure de 12 personnes, il sera l'interlocuteur principal de clients prestigieux dans le domaine des boissons.

L'extrême sophistication des moyens de production et de contrôle nécessite un candidat ingénieur mécanicien diplômé possédant une première expérience (1 à 3 ans) ou sein d'une production de grandes séries.

Anglais nécessaire.

Ecrire sous réf. 45 C 2226-1M  
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71 rue d'Auteuil  
75016 Paris

etap

### R & D, une mission clé dans notre stratégie

Pôle européen du leader mondial de l'imagerie Médicale, nous concevons, produisons et commercialisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie une gamme complète de systèmes de radiologie et de radiothérapie.

### Ingénieur Recherche et Développement

pour notre site de Production de Tubes à Rayons X.

De préférence débutant, vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs et vous souhaitez vous investir pleinement dans une mission de haut niveau dans un contexte résolument international.

Intégré à une équipe dynamique et performante, vous êtes responsable de l'étude et de la réalisation de projets visant à améliorer les performances et la qualité de nos nouveaux produits.

En collaboration étroite avec le Chef de projet, vous prenez en charge la définition et l'analyse des expérimentations nécessaires à la qualification du tube (foyer, rendement X, tenue Haute Tension, durée de vie...).

Situé à Issy les Moulineaux, ce poste, à la pointe de l'innovation, offre de réelles perspectives d'évolution.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence IRD, à Pascal GUICHARD General Electric CGR - 52, boulevard Gallieni - 92133 ISSY LES MOULINEAUX.



General Electric CGR

### JEUNE INGENIEUR SYSTEME

Créez notre département Sécurité/Qualité

Votre profil :

- une formation BAC + 5 (Ecole d'Ingénieur, Université),
- une expérience de 3 ou 4 années en tant qu'Ingénieur Système MVS,
- la connaissance de produits tels que ACF/2, RACF, TOP SECRET, sera un atout supplémentaire.

Votre mission : vous assurerez la sécurité globale du système d'information du Groupe. Vous mettrez en oeuvre les procédures de protection et d'accès et garantirez le back-up permanent des centres.

Technicien mais également organisateur, homme de dialogue, vous êtes à même d'instaurer un climat de partenariat entre nos différents départements.

Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite, salaire actuel) sous référence FAM à notre conseil : EL CONSEIL - 7, rue Paul Lelong 75002 PARIS.



### Ingénieur Réseau (Novell 386)

Important groupe international immobilier et financier, nous faisons évoluer l'architecture de notre système global (100 MAC, 90 PC sous Novell 386) ; nous préparons notre deuxième site informatique proche du premier à Paris, pour 1992.

De formation supérieure adaptée (MAGE ; Ingénieur Réseau...), avec au moins trois ans d'expérience probante en entreprise, vous avez impérativement mis en place et géré un réseau Novell, maîtrisez Ethernet et/ou Token-Ring.

Après avoir pris connaissance de notre architecture actuelle, vous participerez à sa gestion et sa maintenance ; vous contribuerez à son évolution, aux études et à l'implantation du deuxième site, puis à l'optimisation de l'ensemble. Au-delà des aspects techniques (sécurité, veille technologique, relations prestataires...), vous détecterez les besoins réels des utilisateurs, les assisterez constamment.

Cette opportunité vous motive : merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil s/réf. 9502. Confidentialité garantie.

SEQUOIA  
CONSULTANTS

60, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

### KAISER

CONSTRUCTEUR DE VEHICULES INDUSTRIELS  
recherche

### DIRECTEUR DE PRODUCTION

Ingénieur de formation mécanicien, âgé d'environ 40 ans, il devra justifier d'une expérience réussie de plusieurs années dans les fonctions METHODES-ORDONNANCEMENT et FABRICATION, acquise dans les secteurs de la production d'ensembles mécano-soudés et mécaniques intégrant hydraulique, électricité et protection de surfaces (véhicules industriels, ferroviaire, matériel de T.P., machines agricoles).

Gestionnaire et animateur d'hommes, il aura à prendre en charge les services Fabrication-Méthodes, Ordonnancement et Approvisionnement avec le souci constant de rechercher, avec les autres responsables, le meilleur compromis en vue d'atteindre les objectifs.

Le lieu de travail est situé à LONGUYON (54).

Adressez lettre de candidature et Curriculum Vitae à : André PERESSIN - Directeur des Ressources Humaines - 29, rue du 14 Juillet 67980 HANGENBIETEN

### Responsable Productique Conception



Notre Centre d'Etudes et de Recherche, situé à BOBIGNY (93), recrute son Responsable Productique Conception.

De formation supérieure (Ingénieur Grande Ecole), vous possédez une expérience significative (3 ans environ) au cours de laquelle vous avez pu affirmer vos qualités d'Ingénieur d'Etudes et votre parfaite connaissance en C.A.O.

Intégré au bureau d'études, votre mission sera de proposer les évolutions de la CFAO Conception et de l'informatique adaptée aux études, de suivre leur développement et d'en assurer la mise en oeuvre.

Aisance relationnelle, esprit de communication, rigueur et dynamisme seront vos points forts pour manager une équipe de 5 personnes.

Vous vous êtes reconnu ! Adressez dès maintenant CV, photo et prétentions à VALEO ECLAIRAGE SIGNALISATION - F.R. CUMINAL - 17, rue Henri Gantier - 93012 BOBIGNY Cedex.

Le Groupe Valeo par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.



L'EQUIPEMENT  
AUTOMOBILE

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 L M

تونس 11



كلمة من السيد

## Secteurs de Pointe

**Spécialistes de l'injection des pièces plastiques ou des moules, votre expérience nous intéresse.**

**Vous souhaitez évoluer vers un métier d'avenir, nous vous en donnons les moyens.**

### INGENIEUR RESPONSABLE DU PROCÉDÉ

Nous sommes un très grand groupe qui investissons dans la création d'une nouvelle branche d'activité, dans une technologie nouvelle. Nous souhaitons vous confier la responsabilité complète du lancement et du développement d'un nouveau procédé pour assurer la croissance de ses fabrications.

De formation Ingénieur Arts et Métiers ou similaire, votre expérience des moules et de la fabrication des pièces injectées en grande série vous donnera la possibilité de vous adapter à notre nouveau métier.

Merci d'adresser CV + Lettre manuscrite sous la référence 936 à notre Conseil :

Claudine GALLET Ressources Humaines - 3 rue Corneille - 75006 PARIS

### DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE LEADER DANS LE MONDE  
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AÉRONAUTIQUES RECHERCHE :

#### PLANIFICATION

##### Responsable études stratégiques et planification (réf. VP1)

7 à 15 ans d'expérience acquise dans un secteur de haute technologie, dans un environnement international. Une expérience en Conseil d'Entreprise serait appréciée.

Participer à la définition des objectifs stratégiques et à leur mise en forme dans le Plan d'Entreprise Annuel.

Conduire les études stratégiques spécifiques dans le cadre de la stratégie du Groupe.

Assurer l'organisation et la coordination de la mise en œuvre des orientations stratégiques au sein du Groupe.

##### Ingénieurs planification (réf. VP2)

3 à 7 ans d'expérience, motivés par la planification économique et commerciale d'Entreprise.

Coadjoindre et coordonner l'élaboration du Plan d'Entreprise Annuel.

Promouvoir la synergie entre les unités du Groupe.

Assurer l'analyse comparative des résultats et prévisions.

#### INNOVATION

##### Ingénieurs nouveaux produits / services de télécommunications (réf. VP3)

3 à 7 ans d'expérience dans des domaines liés à l'innovation technologique et ses applications au développement de nouveaux produits.

Participer à la stratégie d'innovation du Groupe.

Identifier les opportunités de création de nouveaux produits/services.

Étudier leur lancement sur le marché.

■ Homme ou femme d'imagination et de contact, vous aimez le dialogue et l'action. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Pour ces postes basés à Paris, des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence choisie à : **MEDIA PA** - 50/54 rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX qui transmettra.

### Directeur des Ventes Indirectes

Les solutions logicielles d'un leader mondial

Nos produits logiciels sont reconnus parmi les meilleurs de leur catégorie et notre part du marché mondial est en progression rapide. Nous souhaitons engager un directeur expérimenté et compétent pour poursuivre le développement des ventes en direction des utilisateurs finaux des grandes entreprises à travers notre réseau de distributeurs et de concessionnaires implantés en France et en Belgique.

Ce poste exige au minimum cinq ans d'expérience de ce type de vente en environnement PC, matériel ou logiciel et un talent confirmé pour la direction et le

soutien des réseaux de distributeurs et de concessionnaires. Sens des relations interpersonnelles, qualités d'expression et pratique courante de l'anglais sont indispensables.

Des avantages nombreux, notamment sous forme d'intéressement et d'attribution d'un véhicule de fonction, témoignent de l'importance que nous attachons à ce poste. Si vous possédez l'expérience et l'enthousiasme nécessaires pour relever ce défi, nous vous remercions d'adresser votre CV et vos prétentions à PKI, c/o Coréad Conseils, 223, bd Péreire, 75017 Paris.

### Jeunes Ingénieurs et Universitaires scientifiques



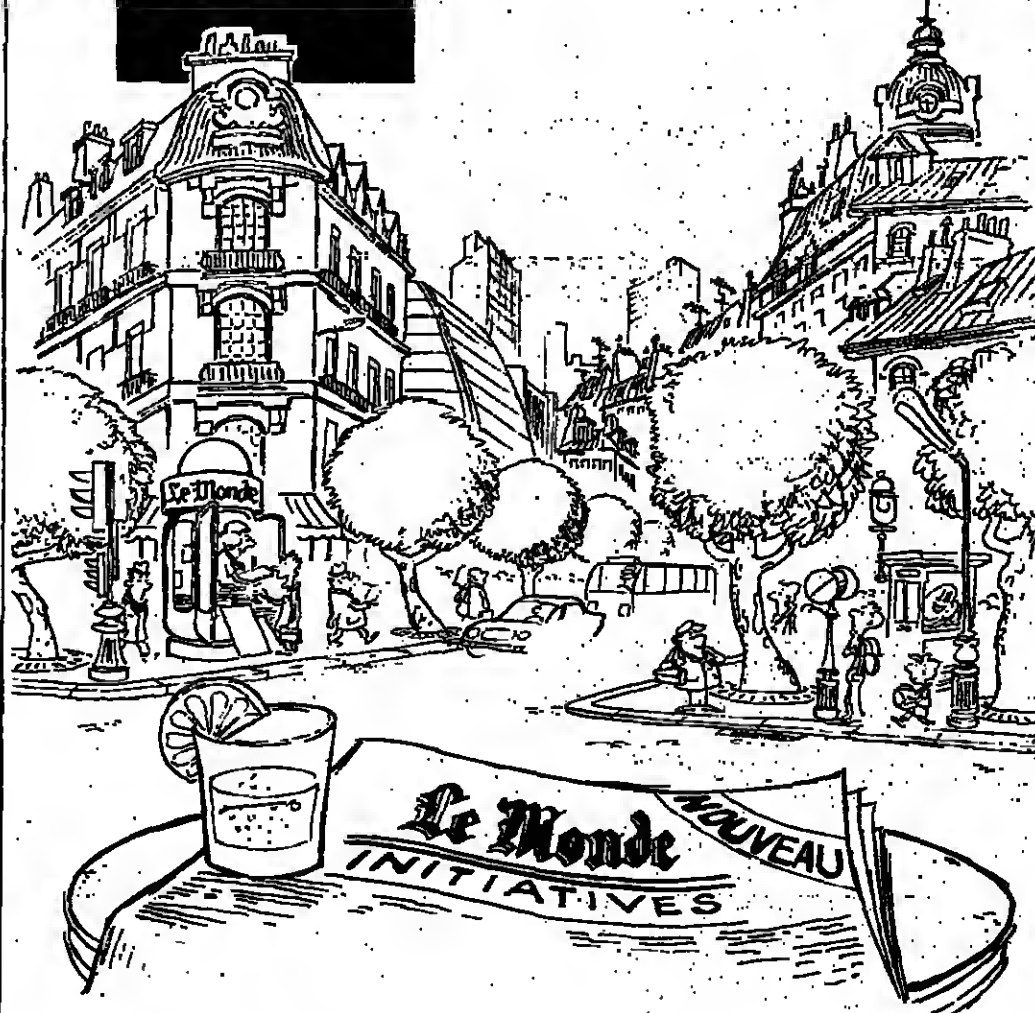
et

3615 LM

vous donnent rendez-vous dans Télématin

Antenne 2 - Mercredi 6 Novembre 1991 à 6h40

### EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde...



... AVEC 8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

DANS LE "SUPPLÉMENT" LE MONDE INITIATIVES (MARDI DATÉ MERCREDI)

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

**Le Monde**  
INITIATIVES



## Secteurs de Pointe

### Votre métier : l'électronique Votre passion : l'automobile

MOTOROLA Electronique Automobile, c'est la maîtrise technologique d'un des premiers groupes mondiaux d'électronique au service de l'automobile. Pour accompagner notre croissance, nous intégrons aujourd'hui des professionnels de premier ordre :

#### INGÉNIEURS COMMERCIAUX (réf. LM/IC)

Auprès de clients français, vous analysez le marché et les besoins, vous assurez la préparation et la négociation des offres ainsi que l'interface entre MOTOROLA et les clients ; études, usines, achats, recherche.

Ingénieur diplômé d'une Grande École, vous avez éventuellement une première expérience de la fonction technico-commerciale ; diplôme Bac + 2 en électronique, vous avez une solide expérience (10 ans) de technico-commercial. Votre esprit d'équipe, votre goût des contacts et votre aptitude à la négociation vous permettront de réussir à ce poste relationnel.

#### INGÉNIEURS D'APPLICATION (réf. LM/IA)

Interface technique entre les clients et MOTOROLA, vous développez, en collaboration avec les bureaux d'études, les applications spécifiques des clients et vous assurez le suivi technique des phases de développement jusqu'au lancement série du produit.

Ingénieur électronicien, vous avez l'expérience (2 à 5 ans) du design de circuits électroniques, et si possible des procédés de fabrication, un esprit d'équipe et un goût des contacts affirmé.

Ces postes basés à ISSY-LES-MOULINEAUX (92) impliquant de fréquents contacts avec les États-Unis et l'Europe, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à Patricia Paillet - MOTOROLA Electronique Automobile - 8, boulevard Dérivée - 49010 ANGERS Cedex.



**MOTOROLA**  
Electronique Automobile

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL AÉRONAUTIQUE FRANÇAIS réputé pour son dynamisme et son avancée technologique recherche, pour sa Direction Technique (Paris-Ouest) :

### INGENIEUR D'ETUDES (INFRA-ROUGE)

De formation Ingénieur ou équivalent, âgé d'environ 27 ans, il aura pour mission de développer les moyens (calculs et essais) conduisant à une expertise technique destinée à améliorer la "discretion infra-rouge" des avions.

Le poste implique des contacts variés, intra et extra entreprise, la préconisation des moyens d'études, la supervision de leur application, la validation des résultats, ainsi que la spécification, le suivi de réalisation et la mise en oeuvre des outils appropriés (informatiques ou autres...).

Adressez CV + photo + salaire actuel et lettre manuscrite sous référence 37.67/SI/108 à ADEQUATION - 62/64, avenue Emile Zola - 75015 PARIS.

Adequation

conseil en recrutement

### Ingénieur d'Etudes Technologies Hyperfréquences

Nous sommes une Division importante (CA : 4,5 milliards de francs, 5 000 personnes) d'un groupe industriel international, leader dans le domaine de l'électronique militaire. Nous recherchons aujourd'hui un Ingénieur de Développement de Filières Technologiques Avancées. A la tête d'une petite équipe de techniciens, vous êtes chargé de rechercher, d'évaluer, de sélectionner et de valider les nouvelles technologies nécessaires aux matériels en cours de développement. A cette fin, vous participerez à l'élaboration du plan technologique qui détermine la stratégie industrielle de notre société.

Ingénieur électronicien, vous bénéficiez d'une bonne expérience des hyperfréquences et possédez des connaissances en physique des matériaux. Votre curiosité intellectuelle et votre goût pour la recherche technologique constituent un atout important pour votre réussite dans ce poste. Votre performance vous permettra d'évoluer vers une fonction d'encadrement.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. C.407.91/M à notre conseil CRITERE 4, rue du Général Lanrezac - 75017 PARIS.

**Critère**



La mairie de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), ville nouvelle de 38 000 habitants, 900 salariés, située entre AIX et MARSEILLE, au bord de l'étang de Berre, crée sa Direction de l'environnement et recrute :

### UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE DIRECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Le directeur de l'environnement aura pour missions principales dans une nouvelle direction au sein des services techniques :

- de formuler des propositions visant à harmoniser développement économique et environnement ;
- de mettre en œuvre une politique de valorisation des sites naturels ;
- de développer une politique de valorisation des déchets ;
- de formaliser une réelle politique de l'eau sur la ville ;
- de proposer un programme d'actions visant la propreté urbaine et l'embellissement de la ville ;
- de développer au sein des services municipaux une politique d'économies d'énergie ;
- d'assurer le suivi des relations avec les différentes administrations et industriels concernés par la protection de l'environnement.

#### PROFIL :

- Ingénieur d'une école comportant une filière spécialisée dans les problèmes d'environnement, de génie climatique ou de chimie, le candidat devra être une force de proposition et développer de très bonnes capacités relationnelles.

STATUT : Conditions statutaires ou contractuel.

#### CLOTURE :

Les candidatures + curriculum vitae pour tous ces postes sont à adresser à Monsieur le Maire - B.P. 102 - 13743 VITROLLES CEDEX

A l'attention de Nicole MASSU-DUGARD (Direction des relations humaines).

CLOTURE DES CANDIDATURES : (cachet de la poste faisant foi) 15 NOVEMBRE 1991

**cellier**

Notre groupe, qui réalise 70 % de son C.A. à l'exportation, recherche pour accompagner la forte croissance de sa DIVISION INDUSTRIES

### Ingénieurs d'Affaires Internationales

Pour les domaines suivants : **PÉTROLE - PEINTURE - GENIE CHIMIQUE**

De formation INGÉNIEUR, vous alliez compétences techniques, qualités commerciales et expérience internationale pour vendre nos installations d'une valeur unitaire de 10 à 50 MF. Vous devrez négocier avec vos interlocuteurs FRANÇAIS et ÉTRANGERS, coordonner la réalisation des affaires et assister vos clients de la prise de commande jusqu'à la mise en place des installations. ANGLAIS INDISPENSABLE. ALLEMAND SOUHAITE.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions (a/réf. 1A) à : GROUPE CELLIER - Direction du Personnel BP 603 - 73106 AIX-LES-BAINS cedex

L'envol des technologies

Leader Mondial des MATERIAUX SPECIAL V et des FIBRES OPTIQUES

## CORNING

La Direction Technique Européenne située à FONTAINEBLEAU (77) recrute un

### INGENIEUR DEVELOPPEMENT MICROPHOTOLITHOGRAPHIE

Corning, implante sa première unité de production pour une nouvelle ligne de produits, les composants en optique intégrée.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe hautement qualifiée pour apporter votre expertise en microphotolithographie ou dans des domaines similaires.

Participer au développement des nouveaux procédés de fabrication, au choix et à la mise en production des équipements industriels sera votre principale mission.

Ingénieur Physico-Chimiste, diplômé Grande École (ENSPCI, ENSCP, ENSEEG...) ou équivalent, vous avez une première expérience industrielle dans les procédés, si possible dans un domaine technologique proche de celui de la microphotolithographie.

Très motivé par la technique, vous souhaitez développer vos compétences et possédez des capacités d'adaptation et d'ouverture à des technologies variées. Autonomie, esprit d'initiative et rigueur seront autant de qualités qui faciliteront votre réussite dans cette fonction et votre évolution au sein de notre Groupe international.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous réf. M/1 à CORNING EUROPE - Service du Personnel - BP n° 3 - 77211 AVON Cedex.

## Si l'énergie est votre centre

Société de pointe dans le domaine de la récupération d'énergie à partir de résidus urbains, nous vous proposons de contribuer à notre développement.

Vous assurerez le suivi et l'optimisation de l'exploitation d'importantes installations de traitement. Vous contribuerez à la valorisation de l'énergie et des sous-produits et entretiendrez des relations contractuelles importantes.

Jeune cadre, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience d'environ 2 ans dans un domaine similaire. Votre pratique des marchés publics sera appréciée.

Salaire : 170 à 210 KF, selon la formation et l'expérience. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre manuscrite), sous réf. M/511, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra. Confidentialité assurée.

سكناء من الجاهل



هذا من ليدو

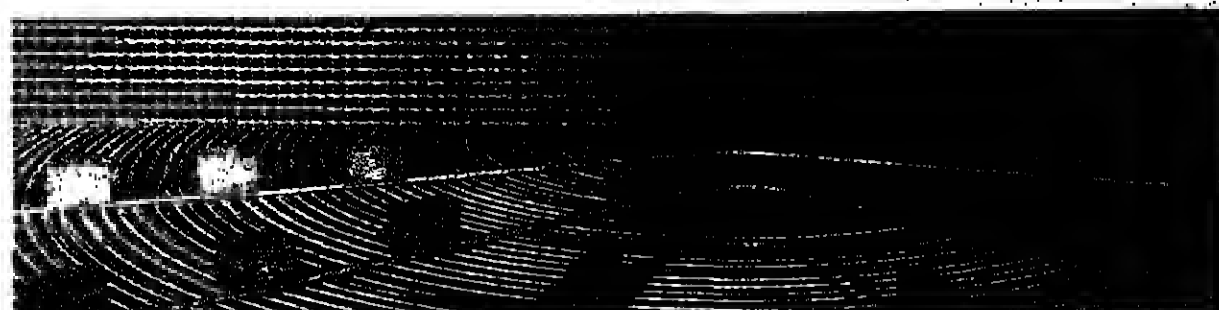
## Secteurs de Pointe

### Jeunes Diplômés

Mettre au point un générateur de vapeur, un nouveau connecteur, un tunnelier, une extrudeuse, c'est forcément au meilleur niveau de la compétition internationale de la part du 1er concepteur constructeur mondial de réacteurs nucléaires. Du tunnelier pour les futurs grands chantiers européens au réacteur nucléaire du 21ème siècle, de l'extrudeuse pour l'agro-alimentaire aux connecteurs pour l'automobile, des échangeurs thermiques pour la pétrochimie aux logiciels de calculs de structures pour des secteurs allant de l'aéronautique au génie civil, les grandes réalisations industrielles du Groupe Framatome constituent des champs d'action pour tous les métiers. Conception, Production, Intervention - Réalisation, Informatique, Vente, Finances, c'est avec les meilleures compétences que Framatome envisage l'avenir en France (Région parisienne, Rhône-Alpes, Bourgogne, Pays de Loire) et dans le monde entier. Groupe Framatome, Service Ressources Humaines, 1 place de la coupole, 92084 Paris-La Défense, Cedex 16.

GRUPE FRAMATOME - 14 800 PERSONNES - CA : 13,5 MILLIARDS DE FRANCS - 4 PÔLES D'ACTIVITÉ : NUCLÉAIRE, CONNECTIQUE, MÉCANIQUE, INFORMATIQUE AU SERVICE DES INDUSTRIES NUCLÉAIRE, SPATIALE, AUTOMOBILE, PÉTROLIÈRE, AGRO-ALIMENTAIRE...

**Quand Framatome met au point un nouveau générateur de vapeur, c'est tout le pays qui s'illumine.**



GRUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

### INGÉNIEURS EN MÉCANIQUE DE PRÉCISION



GRÂCE À VOUS  
2 JOURS

Johnson-Johnson

ETHICON se situe à l'avant-garde de la technologie médicale. Son métier : concevoir, réaliser et commercialiser des instruments chirurgicaux, en particulier pour la chirurgie endoscopique avec incision minimale. Notre capacité à créer de nouveaux concepts, à fabriquer des produits de haute fiabilité a fait de nous un leader dans l'un des marchés à plus forte croissance du monde. Filiale du groupe Johnson & Johnson, nous recherchons des ingénieurs spécialisés en mécanique de précision, pour notre centre de développement situé à Hambourg. Ces postes représentent une chance exceptionnelle de développer les techniques d'intervention chirurgicale les plus avancées au sein d'un groupe réputé pour sa capacité d'innovation et le haut niveau de sa technologie.

#### Ingénieur de conception

Dans cette fonction essentielle, vous serez en liaison constante avec les chirurgiens pour identifier leurs besoins et recueillir leurs suggestions : vous travaillerez en collaboration avec les chefs de produits et le bureau d'études pour définir le cahier des charges des nouveaux instruments et des nouvelles méthodes d'intervention chirurgicale. Vous êtes ingénieur de conception en mécanique de précision. Idéalement dans le secteur des instruments médicaux. L'anglais est indispensable, l'allemand est souhaité. (Réf. B/5041M)

#### Ingénieur de développement

Votre rôle sera d'assurer le développement de produits depuis l'idée initiale jusqu'à la mise en production. Vos interlocuteurs seront les chirurgiens, les dessinateurs, l'atelier des prototypes, les fournisseurs. Ingénieur mécanicien, vous avez l'expérience de la conception de systèmes mécaniques originaux ainsi que des procédés de production en grande série. Homme d'équipe, vous trouverez des solutions élégantes à des problèmes complexes, en tenant compte des contraintes de temps, de coût et de qualité. L'anglais et l'allemand sont indispensables. (Réf. B/5042M)

Ces postes offrent un environnement stimulant tout en exigeant une motivation et un dynamisme élevés dans un secteur où les techniques évoluent en permanence et où les bonnes idées se traduisent rapidement en applications concrètes. Les salaires sont élevés et les avantages nombreux (retraite, déménagement, cours de langue...). Ecrire en précisant votre rémunération actuelle ainsi que la référence choisie à J. MOLLER - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75.

PA Consulting  
Group  
Creating Business Advantage

### FORMATION ET COMMUNICATION TECHNIQUE POUR DES PRODUITS LEADERS

CGI, l'un des premiers groupes mondiaux de Conseil et d'Ingénierie Informatique (3500 personnes, 1,8 Md de CA), présent dans tous les métiers de son secteur, conçoit, développe et diffuse des logiciels classes parmi les plus vendus au monde, souvent considérés comme des "standard" internationaux.



Notre équipe en charge de SIGAGIP\*, l'un des leaders européens des logiciels de gestion (ressources humaines, financières...) recherche

#### JEUNE CHARGÉ DE COMMUNICATION

Étroitement associé à la vie et au développement de SIGAGIP\*, vous serez responsable de l'élaboration, de la conception graphique et rédactionnelle d'un ensemble documentaire.

Vous avez une expérience de rédacteur, de préférence dans le secteur technique et de solides qualités de communication.

#### ANIMATEUR DE FORMATION

Vos compétences en informatique de gestion doivent vous permettre, après une familiarisation avec SIGAGIP\*, de conduire à titre permanent des sessions de formation auprès de nos clients.

Votre perception précise de leurs attentes et de leurs besoins vous permettra de jouer un rôle important de relai d'informations auprès de nos équipes techniques, de participer au développement de nos outils pédagogiques et de collaborer à l'élaboration de nos documentations produits.

Vos atouts : pédagogie, qualité d'écoute, disponibilité, engagement personnel. La maîtrise de l'anglais serait un plus.

Ces deux postes nécessitent une formation supérieure. Ils sont ouverts sur des évolutions de carrière diversifiées dans les différentes activités du Groupe CGI.

Merci de nous adresser lettre, C.V. et photo en précisant la référence du poste choisi.

à Madame D. Jamet

\* SIGAGIP est une marque déposée de CGI

#### CGI INFORMATIQUE

30, rue du Château des Rentiers - 75640 Paris cedex 13  
ou directement sur minitel 3614 code CGI INF, tapez AVENIR





## BILLET

## L'incohérence des routiers

Une «coordination des transports routiers» revendiquée par des centaines de camions qui bloquent la circulation sur les autoroutes A8 au nord de Lyon, A 72 entre Saint-Etienne et Clermont-Ferrand, A 10, près de Châtelleraud ainsi que sur la rocade de Bordeaux et sur le boulevard périphérique de Caen. Cette coordination dit avoir «pour souci primordial de sauver l'artisan et la PME du transport routier» et vouloir continuer à perturber le trafic jusqu'à ce que le gouvernement lui donne satisfaction.

La variété des revendications de ces camionneurs traduit plutôt l'incohérence et un réel malaise qu'une stratégie digne de ce nom. Ces «petits» routiers demandent, pêle-mêle, qu'on leur garantisse des prix plus rémunérateurs, que leurs clients les paient plus vite, que les gendarmes cessent de les «persécuter» en les contrôlant à tout propos. Ils dénoncent la baisse du budget de «mise» alloué, en 1992, au réseau routier et exigent de ne pas être assujettis aux mêmes règles que les autres conducteurs lorsque les permis de conduire à points entravent en vigueur, au printemps 1992, ils demandent la détaxation du gazole et le report du paiement de leurs dettes sociales et fiscales.

Ce n'est pas seulement parce qu'ils en veulent à la terre entière — Etat, clients, concurrents et forces de l'ordre — que ces routiers ont peu de chance d'obtenir satisfaction. Car s'ils traversent une crise, ils doivent d'abord s'en prendre à eux-mêmes. C'est par la croissance du trafic, ininterrompue depuis 1984, et incapables d'apprécier leurs vrais coûts d'exploitation, ils ont pratiqué, depuis des années, des prix de dumping pour faire rouler coûte que coûte leurs camions. Certains de ces anciens chauffeurs installés à leur compte ont accepté de facturer 4,50 francs le véhicule-kilomètre alors que le prix normal se situe aux alentours de 6,50 francs. Pour se tirer du pétrin et se protéger de leurs propres errements, ils demandent, aujourd'hui, le rétablissement d'un tarif de référence que le Marché commun condamne par avance. Après avoir exigé moins d'Etat quand les affaires prospéraient, ils en veulent plus — mais pas en matière de sécurité routière — maintenant que les temps sont devenus plus durs.

Il est remarquable que les deux fédérations professionnelles, la FNTR et l'UNOSTRA, ne se soient pas solidarisées avec les berrages «sauvages». Même si elles comprennent ces mouvements de colère, elles savent qu'ils sont inadéquats aux évolutions qui s'imposent au transport routier.

ALAIN FAUJAS

## Volkswagen et Suzuki vont développer en commun un petit véhicule

Le constructeur automobile japonais Suzuki Motor et le groupe allemand VAG (Volkswagen) ont conclu un accord pour développer en commun un véhicule de petite cylindrée destiné, sans doute, à remplacer le terme l'actuelle Marbella. Celui-ci sera fabriqué et commercialisé en Europe par SEAT, la filiale espagnole de VAG. L'accord de principe a été annoncé mardi 5 novembre à Tokyo, mais les détails de cette coopération — qui devrait relancer les polémiques sur le développement des japonais en Europe — ne seraient établis qu'en mai ou juin 1992.

Volkswagen coopérerait déjà avec Toyota pour la fabrication à Hanovre du véhicule utilitaire Taro. Il avait par ailleurs conclu un accord de commercialisation avec le même constructeur japonais pour la distribution de ces automobiles en Japon. Mais c'est la première fois que le groupe allemand coopère avec un fabricant

japonais pour mettre au point un modèle destiné aux particuliers. Engagé depuis plusieurs années dans une politique de croissance externe, Volkswagen avait pris le contrôle de SEAT en pleine déconfiture en 1986. Il vient également de reprendre les automobiles tchécoslovaques Skoda, et doit enrichir très rapidement sa gamme de petits véhicules.

Quant à Suzuki, qui figure aux côtés de Isuzu et de Daihatsu parmi les «petits» constructeurs japonais, il était déjà implanté en Europe de l'Ouest comme de l'Est. Il détient en effet 32 % du capital de Land-Rover-Santana, qui assemble depuis 1985 en Espagne des «tout-terrain». En avril dernier, il avait reçu le feu vert des autorités hongroises pour la construction, à 40 kilomètres de Budapest, d'une usine d'assemblage destinée à produire 50 000 voitures par an pour le marché européen (le Monde du 25 avril).

## Après l'évacuation des piquets de grève par les forces de l'ordre

## Quelques dizaines de salariés de Renault-Cléon ont repris le travail

Le climat demeurait tendu, mardi matin 5 novembre, à l'usine Renault de Cléon après l'évacuation par les forces de l'ordre, à 3 h 30, des piquets de grève. Une réunion de négociation devait avoir lieu entre la direction, les syndicats et l'émissionnaire du ministère du travail tandis que seulement quelques dizaines de salariés de l'équipe du matin reprenaient le travail.

## CLÉON

de notre envoyée spéciale

Il était 3 h 30 lorsque quatre compagnies de CRS ont pénétré mardi matin 5 novembre dans l'enceinte de l'usine de Cléon. Entrés par surprise à l'intérieur du site par deux portes annexes, les quatre-vingts policiers ont rapidement convergé vers la fameuse porte P4, accès principal de l'usine. Ils étaient immédiatement rejoints par d'autres lignes de CRS arrivés de l'extérieur. Les

centaines de grévistes rassemblés autour d'immenses braseros s'épouvaient pour leur part en invectives, appelant à la démission de M. Gollmitz, le directeur de l'usine. Mais les délégués syndicaux ont rapidement pris les choses en main en tentant de faire refuser dans le calme leurs troupes les plus échauffées.

«La lutte n'est pas finie, lançait un ouvrier au mégaphone. Notre boulot est de maintenir l'action en convainquant les gars de l'équipe du matin de ne pas reprendre le travail avec un fusil dans le dos. Il nous faut tenir.» Tenir, tel était le mot d'ordre qui rapidement circulait parmi les grévistes. A peine une demi-heure plus tard, les premiers agents de maîtrise de l'usine commençaient de nettoyer les lieux en démontant les tentes installées par les membres des piquets de grève, sous les quolibets des grévistes. A 5 h 10, les lumières de l'usine se sont rallumées pour la première fois depuis dix-neuf jours, tandis que les policiers regagnaient leurs cars. Une trêve de courte durée toutefois puisque ces derniers reprenaient leur faction devant la porte à

l'heure de l'arrivée des premières équipes du matin. Ils formaient avec la rangée d'en face, constituée de grévistes, un comité d'accueil peu engageant et seuls quelques dizaines d'ouvriers se sont risqués à franchir les portes ainsi encadrées.

Aussitôt l'intervention des forces de l'ordre achevée, la direction et les syndicats faisaient savoir chacun de son côté qu'ils souhaitaient ouvrir des négociations. Celles-ci devaient d'ailleurs commencer dans la matinée à la direction départementale du travail et de l'emploi sous l'égide de M. Jean Courdouan, l'émissionnaire envoyé par M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail. L'ordre d'intervention des forces de police est parvenu «en fin d'après-midi lundi», a précisé M. Georges Lemarchand, inspecteur divisionnaire de police de Rouen. Au moment même où la CGT faisait finalement savoir qu'elle refusait les dernières propositions écrites de la direction.

Face à une direction de plus en plus pressée d'en finir, la CGT, qui orchestre ce mouvement avec l'appui de plus en plus mesuré de la CFDT, n'en finit pas, en effet,

de souffler le chaud et le froid.

Le chaud, lorsqu'à l'issue de l'entretien de près de trois heures d'heure organisé lundi après-midi entre direction et syndicats, les responsables locaux de la centrale cégétiste se sont félicités de la «porte ouverte» des directeurs de l'usine vers une négociation. Ces derniers ne venaient pourtant que de confirmer par écrit les propositions déjà formulées le 2 novembre, à savoir : «valorisation financière non négligeable des efforts du personnel», et «examen au cas par cas» des dossiers des quatorze grévistes susceptibles de faire l'objet d'un licenciement pour faute lourde.

Le froid, lorsqu'au terme de l'ultimatum posé par la direction et expirant lundi soir, la CGT a finalement constaté qu'aucune précision chiffrée n'était apportée en ce qui concerne l'augmentation de salaire et qu'elle discernait de surcroît un «volonté de «revanche» dans les propos relatifs aux sanctions. En tout état de cause, la levée des piquets de grève, condition préalable à toute négociation, n'était pas, lundi soir, «encore à l'ordre du jour», ainsi que le relevait M. Lucien Buisson, porte-parole de la section CGT de Renault-Cléon.

En pratiquant ce jeu trouble, l'objectif de la CGT est-il de gagner du temps en attendant que le mouvement s'étende aux autres usines du groupe? On aurait pu le croire en entendant le porte-parole de l'union départementale de la

Seine-Maritime, regretter lors du rassemblement inter-professionnel de soutien, que «l'union [ne soit pas] encore à la hauteur de ce qu'il convient» ou à voir l'enthousiasme qui a accueilli l'annonce du blocage par piquets de grève de deux des trois accès de l'usine du Mans. Quant à M. Louis Viannet, actuel numéro deux de la CGT, sa présence à Cléon n'était attendue que jeudi matin, soit trois semaines après le début du conflit.

A moins qu'il ne s'agisse de gagner du temps avant de trouver les moyens de sortir honorablement de l'ornière dans laquelle ce conflit semble s'enfoncer, car, si la direction est intransigente quant à la libre circulation des travailleurs et des marchandises, celle des quelques centaines de grévistes qui entretiennent nuit et jour des braseros de pneus et de branches d'arbres devant les entrées de l'usine n'en paraissent pas moins intactes.

«Par expérience, nous nous méfions des promesses, car nous ne sommes pas des naïfs», ont déclaré, au cours de la manifestation, des grévistes, et qu'elle n'a pas tenu», lâchait, désabusé, un ouvrier. Une méfiance qui n'épargne pas totalement les syndicats. «Au début du conflit, ce sont d'abord les ouvriers qui ont poussé les syndicats et non l'inverse», remarque cet autre. De fait, seule une minorité de grévistes arbore le badge de la centrale.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

## Les Douze invitent les Etats-Unis à assouplir leurs positions dans les négociations de l'Uruguay Round

En adoptant une attitude plus constructive dans les pourparlers genevois, les Etats-Unis devraient enfin concrétiser l'intention, qu'ils proclament au niveau politique, de conclure vers la fin de l'année l'Uruguay Round, ces négociations commerciales multilatérales engagées à l'automne 1986 à Punta del Este. Tel est le message que les ministres du commerce extérieur des Douze, réunis lundi 4 novembre à Bruxelles, souhaitent voir transmis à M. George Bush lors du sommet CEE-Etats-Unis, le 9 novembre à La Haye.

## BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le 9 novembre à La Haye, le président américain, accompagné de M. James Baker, rencontrera MM. Rudd Lubbers et Hans Van den Broeke, premier ministre et ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, le pays qui assure actuellement la présidence de la Communauté, ainsi que MM. Jacques Delors et Frans Andriessen, président et vice-président de la Commission européenne. C'est la «déclaration transatlantique» approuvée en 1990, qui a institutionnalisé ces rencontres euro-américaines au sommet, deux fois par an.

«En engageant avec détermination le débat sur la réforme de la politique agricole commune (PAC), l'Europe a donné un signal politique majeur et elle est en droit d'en attendre un juste retour de la part des Etats-Unis. Ceux-ci n'ont toujours pas admis qu'il leur faudra faire aussi des concessions. Au niveau de la négociation, ils continuent à adopter une attitude d'attente, ou négative», a constaté M. Dominique Strauss-Kahn, le ministre français. M<sup>me</sup> Yvonne Van Rooy, le ministre néerlandais, a brodé sur le même thème : l'Europe a fait un geste, aux Américains de bouger.

La déclaration publiée par le conseil à l'issue de la réunion souligne la nécessité «de réduire substantiellement l'écart entre les Etats-Unis et la Communauté dans

les domaines de l'accès au marché [réduction des droits de douane ainsi que des restrictions non tarifaires aux échanges], l'agriculture, les services, la défense de la propriété intellectuelle, les règles et disciplines, le règlement des différends, les subventions...». Les Américains sont donc invités à abandonner l'attitude consistant à subordonner un dégel général des pourparlers à une percée sur le terrain agricole, c'est-à-dire, dans leur esprit, à des concessions supplémentaires et substantielles des Européens. Ceux-ci font valoir qu'avec le feu vert politique en faveur de la réforme de la PAC le mouvement réclamé par Washington a bel et bien eu lieu.

Dans la foulée, M. Strauss-Kahn suggère à M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT (l'organisation qui régit le commerce international, dans le cadre de laquelle se déroule l'Uruguay Round), de faire preuve de retenue en évitant de présenter, comme il en aurait l'intention, un projet de compromis qui serait inacceptable pour la Communauté.

La décision politique prise par les ministres de l'agriculture, le 21 octobre, est ainsi fortement valorisée par les Douze, et en particulier par les Français, qui s'estiment, si l'on ose dire, dédouanés, grâce à elle, par rapport aux autres pays producteurs. Mais ces derniers considéreront-ils comme suffisantes les promesses, par définition à ce stade incertaines, que recèle le projet de réforme de la PAC? M. Strauss-Kahn admet que les décisions concernant la réforme ne pourront pas être prises d'ici à la fin de l'année, ou même d'ici à février, la nouvelle date mise en avant par les Américains pour achever l'Uruguay Round. «Cependant, a-t-il ajouté, le principe d'un certain nombre d'avancées, et notamment celui de boissées des prix, compensées par des versements aux producteurs, a bel et bien été retenu».

Les Américains sont apparemment invités à s'en satisfaire. Le porte-parole de la Commission, laquelle négocie au nom des Douze, parle de la nécessaire flexibilité dont devra faire preuve la Communauté à condition que les autres participants à la négociation adoptent une attitude analogue.

PHILIPPE LEMAÎTRE

مكتبة في الجزائر



## ÉCONOMIE

## CONJONCTURE

La faiblesse du dollar provoque une remontée du mark

## Le franc dans une zone de turbulences

Le franc est victime depuis plusieurs semaines d'un accès de faiblesse face au mark, provoqué par l'affaiblissement récent du dollar, mais aussi par les conséquences de taux d'intérêt désormais plus faibles à Paris qu'à Francfort. Les ministres français et allemands des finances se réunissent mardi 5 novembre à Bonn, à l'occasion de leur conseil économique et financier biennal.

Depuis son retour aux finances, en 1988, M. Pierre Bérégovoy a fait de la fermeté du franc son principal objectif de politique économique, répétant inlassablement son engagement jusqu'à en faire sourire ses interlocuteurs, et dénonçant à l'envi « le pari de la dévaluation ». La réussite de sa politique de « désinflation compétitive » — la baisse des prix français est désormais la plus faible des grands pays industrialisés — la forte croissance économique enregistrée entre 1988 et 1990, la réduction du déficit budgétaire ont effectivement rendu inutiles de nouvelles dévaluations du franc (la dernière remonte à janvier 1987) et donné à la place financière de Paris une nouvelle crédibilité auprès des investisseurs internationaux.

Grâce à ces résultats, la France a pu profiter du mouvement mondial de baisse des taux d'intérêt amorcé depuis 1990. Le taux d'escompte — principal indicateur du coût du crédit, qui avait atteint jusqu'à 10 % en décembre 1989, a depuis été ramené à 8,75 %. Lorsque la Banque de France annonce, le 17 octobre, un nouvel assouplissement du crédit, celui-ci est plutôt bien accueilli par les mar-

chés, qui avaient anticipé la décision depuis plusieurs semaines. Cependant, stable au cours de la seconde quinzaine d'octobre, le franc a soudainement perdu du terrain au cours des dernières semaines. Le mark atteignait, mardi 5 novembre au matin, 3,4180 francs, son niveau le plus haut depuis janvier 1990. Comment expliquer ce brusque accès de faiblesse de la monnaie française? Les causes immédiates sont à rechercher en dehors de l'Hexagone. La brusque poussée du mark coïncide exactement avec l'accès de faiblesse du dollar face aux principales devises, provoqué par l'attente d'une nouvelle diminution du crédit aux États-Unis. Or, toute évolution du dollar influe en premier lieu sur celle du mark, la seconde principale monnaie d'arbitrage. Mécaniquement, lorsque le dollar baisse, le mark monte face aux autres monnaies, dont le franc. La persistance de tensions sociales, la poursuite d'une croissance économique lente sont autant d'éléments qui accentuent la poussée du mark.

Au-delà de cette hausse conjoncturelle sur le mark, il faut, maintenant, prendre en compte le fait, capital, que le franc n'est plus défendu par des taux d'intérêt plus élevés que ceux de ses partenaires, tout en conservant des atouts qu'il n'avait pas auparavant. Lors de la dernière crise du Système monétaire européen (SME), en janvier 1990, lorsque le cours du mark atteignait, pour la première fois, 3,42 francs, à 1 centime de son cours plafond de 3,4305 francs, une spéculation, fondée sur une dévaluation du franc, s'était développée après la chute du mur de Berlin. La perspective de voir une Allemagne réunifiée acquérir un potentiel

encore plus important faisait prévoir à beaucoup un réajustement du SME au profit, précisément, de la devise allemande.

Un ressort de rappel très puissant, néanmoins, jouait en faveur du franc, celui d'une politique de taux d'intérêt élevés menée par la Banque de France, plus de 3 points d'écart en Allemagne, qui rendait très coûteuse, et même ruineuse, une spéculation contre le franc si le réajustement du SME ne se produisait pas rapidement. Or ce réajustement se borna, le 8 janvier 1990, à une légère rectification sur la lire italienne. En même temps, M. Bérégovoy faisait admettre à l'Allemagne que le franc ne serait pas dévalué, ce qui conférerait à notre monnaie une nouvelle crédibilité. Résultat : le cours du mark remonta, à Paris, non loin de son cours pivot de 3,3538 francs, le ressort de rappel jouant son rôle.

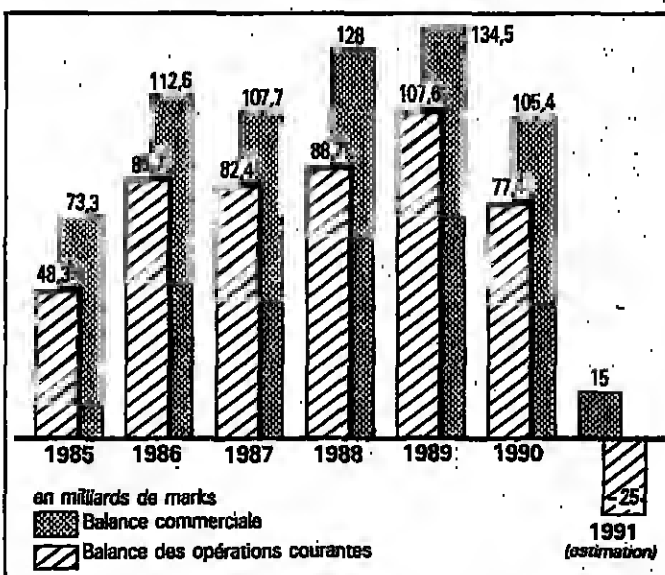
Aujourd'hui, ce ressort n'existe plus, puisque l'écart de taux entre Paris et Francfort est retombé à zéro, le rendement du trois mois financier étant même inférieur : 9 1/4 % contre 9 3/8 % à 9 1/2 % outre-Rhin. Le mark monte donc, mais sa montée est limitée par l'approche de son cours plafond de 3,4305 francs, toute spéculation contre le franc dans la zone des 3,42 francs-3,43 francs étant vouée à l'échec en raison de l'accord franco-allemand de l'hiver

1989-1990. Simplement, un nouveau cours d'équilibre mark-franc est déterminé en fonction des taux d'intérêt à Paris et à Francfort, cours qu'un économiste averti comme M. François Chevallier, de la Banque française de commerce extérieur, situe entre 3,41 francs et 3,42 francs. Au-delà, il incomberait à la Banque de France et à la Banque fédérale d'Allemagne d'intervenir pour faire respecter les parités, mais d'une façon purement mécanique, comme la Banque de France et la Banque d'Espagne l'ont fait entre mars et juin 1991 pour empêcher une peseta intrinsèquement surévaluée, mais dopée par des taux d'intérêt meurtriers, de crever son plafond par rapport au franc.

Il y a deux ans, un opérateur sur les marchés avait intérêt à emprunter des marks et à les vendre pour placer les fonds en francs, avec un rendement supérieur de 2 à 3 points : la place de Paris attirait les capitaux comme un aimant. Ce n'est plus vrai à l'heure actuelle, même si le taux d'inflation français est inférieur à celui de l'Allemagne, même si l'Allemagne se trouve actuellement confrontée à une conjoncture particulièrement difficile. Les marchés des échanges récompensent rarement la vertu.

FRANÇOISE LAZARE et FRANÇOIS RENARD

## La réunification a fait fondre les excédents extérieurs allemands



La réunification allemande a fait fondre brutalement les énormes excédents extérieurs des pays : ceux de la balance commerciale comme ceux de la balance des paiements courants.

Depuis 1948, la balance des opérations courantes n'avait été déficitaire que cinq fois outre-Rhin : en 1952, en 1965 et en 1979-1980-1981 (l'Allemagne avait, au cours de ces trois années, enregistré le contrecoup d'une relance conjoncturelle opérée à contre-temps, à la demande des grands pays industrialisés pour les

aider à stimuler l'activité mondiale). Depuis 1990, les chiffres des comptes extérieurs couvrent toute l'Allemagne alors qu'avant cette date ils ne concernaient que sa partie ouest.

La situation du commerce extérieur s'est fortement dégradée depuis le début de cette année, les importations progressant à toute allure alors que les exportations stagnent : sur les six premiers mois, l'excédent commercial n'a été que de 5 milliards de deutschemarks. Malgré la disparition de ses énormes excédents extérieurs, l'Allemagne garde une monnaie forte.

■ **Dévaluation du rouble touristique.** — La banque centrale soviétique, la Gosbank, a annoncé, lundi 4 novembre, la dévaluation de 31,9 % du rouble touristique par rapport à la monnaie américaine. Les taux de change du rouble officiel et du rouble commercial restent inchangés.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :  
Jacques Lescaux, président  
directeur de la publication  
Bruno Freppart  
directeur de la rédaction  
Jacques Guili  
directeur de la gestion  
Manuel Leclercq  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
adjoints au directeur  
de la rédaction

Jacques Amahé  
Thomas Farnaud  
Philippe Herveaux  
Jacques-François Simon

Daniel Varinet  
directeur  
des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Bourne-Méry (1944-1989)  
Jacques Faure (1989-1991)  
André Laurens (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1989)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : 40-85-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BOURNE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : 40-85-30-10

## Le franc « serait réévalué » en cas de réalignement monétaire

déclare M. Bérégovoy

au « Club de la presse » d'Europe 1

Invité, lundi 4 novembre, au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a déclaré qu'il était en mesure de « garantir que le chômage sera réduit en France à l'horizon de 1992 » grâce à la « cohérence » de la politique économique du gouvernement. La baisse du chômage sera rendue possible d'une part grâce à la reprise de la croissance économique et d'autre part grâce à des mesures structurelles. « Avec une croissance de 2,2 % (en 1992), le mouvement de reprise de l'emploi est possible », a-t-il dit.

A propos de l'affaiblissement actuel du franc face au mark, M. Bérégovoy a estimé que « s'il y avait un réalignement au sein du système monétaire européen, le

franc serait réévalué, parce que c'est la France qui a le taux d'inflation le plus faible ». « Le franc est dans une situation convenable » même s'il se rapproche plutôt de son plancher au sein du SME, car « la France a choisi de baisser ses taux d'intérêt alors qu'ils ont augmenté dans la plupart des autres pays », a commenté le ministre d'État.

M. Bérégovoy a insisté sur le fait que les privatisations partielles seraient « transparentes » et se feraient sans « brader ». Il n'a exclu ni privatisations totales, ni nationalisations, ces dernières pouvant concerner des « secteurs décisifs pour notre économie », comme la santé et la protection de l'environnement, ajoutant qu'il n'y aurait pas avant la fin de la législature.

## AFFAIRES

Dernier fabricant français de couches-culottes

## Celatose SA devrait passer sous contrôle étranger

Le groupe Celatose SA, dernier fabricant français indépendant de couches-culottes, devrait passer sous contrôle étranger. Un groupe industriel, dont le nom et la nationalité n'ont pas été révélés, devrait prendre le contrôle de COPL, le holding détenteur de 61,65 % du capital de l'entreprise de Vouziers. Un communiqué de Celatose précisait, lundi 4 novembre, que cet accord, encore en cours de négociation, était subordonné à la réalisation d'un audit de la société et à l'autorisation de la direction du Trésor, indiquant ainsi indirectement que l'acquéreur n'est pas un ressortissant de la Communauté européenne.

La cotation de l'action Celatose au second marché de la Bourse de Lille, qui avait été suspendue mercredi, devait reprendre mardi 5 novembre. « Le prix de cession des actions COPL, arrêté avec l'acquéreur, induit un prix de l'action Celatose qui ne saurait être supérieur à 77 francs, précisait le communiqué de la société. Sous réserve de la réalisation de cette acquisition, une opération de garantie de cours sera mise en place dans le courant du mois de décembre 1991. »

Sousmise à la concurrence parti-

culièrement vive de l'américain Procter et Gamble (couches Pampers) et du suédois Mölnlycke (marque Pseudocel). Celatose SA, qui vend essentiellement des couches pour bébés et des produits d'hygiène féminine en grandes surfaces, avait déposé son bilan en décembre 1989. Elle devait être reprise, pour un 1 franc symbolique, par un groupe de financiers conduits par MM. Emmanuel Coste et Joël Picard. Elle a connu depuis un redressement spectaculaire, son résultat d'exploitation passant d'un déficit de 72 millions de francs en 1989 à un bénéfice de 46 millions en 1990 pour un chiffre d'affaires de 1,1 milliard (le Monde du 22 juillet). Une nouvelle progression du résultat d'exploitation est prévue pour cette année.

Pour se poursuivre, ce redressement exigeait de lourds investissements dans un secteur de plus en plus concurrentiel. Il semble qu'une partie des financiers reprenneurs n'ait ni les moyens (à l'exception de Location, qui appartient au groupe Elf) ni l'envie de se lancer dans cette aventure. Ils préfèrent passer la main en réalisant au passage une importante plus-value.

P.-A. G.

## France-Allemagne : l'écart se réduit

	Taux court (3 mois) (en points)	Taux long (10 ans) (en points)
Décembre 1987.....	+ 4,8	+ 3,5
Décembre 1988.....	+ 3	+ 2,2
Décembre 1989.....	+ 2,7	+ 1,9
Décembre 1990.....	+ 1	+ 1,1
Novembre 1991.....	- 0,2	+ 0,41

Le tableau ci-dessus montre que l'écart des taux d'intérêt nominaux à court et long terme, qui était important il y a encore quatre ans entre la France et l'Allemagne, a été considérablement réduit et a même disparu pour le court terme.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT

Le Conseil d'administration s'est réuni sous la présidence de Monsieur Sarkis Bedoian le 31 octobre 1991.

Ce dernier a proposé une nouvelle stratégie de développement de l'établissement.

La majorité des administrateurs ne l'ayant pas approuvée, Monsieur Bedoian a présenté sa démission.

Monsieur Roger Benoît a été nommé Président-directeur général et Monsieur Gilles Brochard directeur général.

Le Conseil a exprimé ses remerciements à Monsieur Bedoian pour l'œuvre qu'il a accomplie depuis la création de l'établissement en 1979.

Monsieur Sarkis Bedoian a été nommé Conseiller du président.

## Crédit Agricole

## RÉMUNÉRATION DES TITRES PARTICIPATIFS OCTOBRE 1985

La rémunération annuelle des Titres Participatifs du Crédit Agricole - octobre 1985 se compose d'une partie fixe égale à 50 % du TMO (taux moyen mensuel de rendement à la date de règlement des emprunts garantis par l'État et assimilés) et d'une partie variable égale à 39 % de ce TMO, multipliée par un coefficient de participation qui varie selon l'évolution des résultats nets du groupe Crédit Agricole, conformément au contrat d'émission.

Les résultats nets s'établissent à F. 5 060,5 millions en 1990 contre 4 890,7 en 1989. Compte tenu du coefficient de participation de 3,042 % retenu pour le coupon de 1990, le coefficient applicable à la rémunération de 1991 s'élève à 3,148 % soit 172,77 % du TMO.

Conformément au contrat d'émission, la rémunération globale ne peut dépasser 120 % du TMO. Sur la base d'un TMO moyen de 9,7142 % (période de référence d'octobre 1990 à septembre 1991 inclus), le coupon mis en paiement le 4 novembre 1991 s'élève à F. 116,57 pour un titre participatif de F. 1 000 nominal.



KOMPASS FRANCE  
sur Minitel

36 28 12 34

L'accès immédiat à  
100 000 entreprises  
250 000 décideurs  
38 000 produits



Leader de l'information  
Business to Business

KOMPASS FRANCE SA  
22, Avenue Franklin Roosevelt  
75008 PARIS  
TEL (1) 43 59 37 59  
FAX (1) 45 63 83 49



## ÉCONOMIE

# Les agents des impôts dans la tourmente de la modernisation

Deux ans après l'une des plus grandes grèves de la fonction publique, l'administration panse les plaies et entreprend son aggiornamento

Deux ans après l'une des plus longues grèves de l'histoire moderne de la fonction publique - conflit qui, dans certains départements, avait duré pas moins de cinq mois entre le printemps 1989 et l'été 1990 - les agents des impôts, - un inépuisable sentiment de « gâchis humain » plane encore dans nombre de centres des impôts.

Les agents s'en sont retournés à leur assiette. A raison de douze vérifications fiscales par an et par contribuable, et du traitement de milliers de déclarations par agent, les quelque trente mille fonctionnaires des centres des impôts ont regagné leurs bureaux. Le cœur lourd d'une amertume qui sera sans doute encore longue à se dissiper. Le 26 novembre, six fédérations des finances appellent à une journée de grève nationale et de manifestations contre les projets de « modernisation et de restructuration » du ministère des finances.

« Psychologiquement, les agents sont persuadés d'avoir perdu », reconnaît M. Marc Lagac, responsable CFTD de la fédération des finances. Seule conséquence réellement positive de ce conflit, aux yeux des agents, l'acquisition d'une liberté d'expression toute neuve, qui leur donne l'impression qu'« aujourd'hui, c'est fini, qu'ils ne se laisseront plus imposer à l'envi ce qu'on leur impose ». Et l'on se souvient à l'envi ces histoires de directeurs ou de chefs de centre qui ont, depuis deux ans, vu leur bureau envahi par des agents en colère après une décision jugée inacceptable.

tionnaires des impôts en 1991 n'est plus tout à fait identique à celui qui prévalait en 1989. Les acquis négociés à l'issue du conflit entre le ministre des finances et les syndicats produisent toujours leurs effets, ne serait-ce que sur la feuille de paie. Et le débat ouvert dans la douleur par les grévistes a trouvé une résonance particulière au cœur même de l'État et de la haute administration avec, notamment, la poursuite de la politique de « renouveau du service public » chère à l'ancien premier ministre, M. Michel Rocard.

### Une amélioration inégalement répartie

Principal acquis de ce conflit dont les agents ne se sont sans doute pas rendu compte, l'arrêt des suppressions d'effectifs au ministère des finances. Alors même que cette administration avait perdu quelque 11 000 emplois depuis 1984 et s'apprêtait à se conformer à la lettre de cadrage de M. Rocard prévoyant, pour 1990, la suppression de 2 700 emplois supplémentaires, le conflit de l'automne 1989 a entraîné le gel de toute suppression d'emploi au Trésor, à la direction générale des impôts (DGI) ainsi qu'à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. Un gel qui a été maintenu dans la loi de finances pour 1991 et dans le projet de budget pour 1992.

Autre acquis de la grève, l'augmentation sensible des crédits sociaux et de fonctionnement. Les premiers ont doublé et les seconds ont progressé de près de 20 % depuis 1989, représentant un investissement supplémentaire de plus de 200 millions de francs sur deux ans. « Nous devons absolument assouvir notre démarche de modernisation sur des réalisations concrètes et tangibles aux yeux des agents de terrain », explique M. Jean Lemierre, directeur général des impôts. Sous peine de ne pas être crédible. Cette augmentation budgétaire s'est donc combinée, dès 1990, à une politique de déconcentration des crédits de fonctionnement, le but étant, en particulier, de permettre à un directeur, d'un service, d'entendre de gérer au mieux son parc immobilier et mobilier (meubles, machines, fournitures de bureau...) sans être obligé de passer par Paris.

Nombre d'agents ont donc vu leur bureau rafraîchi d'un coup de peinture, les archives absentes arriver et la photocopieuse ne plus manquer de papier. Certes, cette amélioration des conditions de travail, dépendant largement de la bonne volonté d'une hiérarchie locale nullement rompue à

ce type d'exercice, a été inégalement répartie sur le territoire. Certes, il subsiste encore des endroits où le télécopieur est conservé sous clé et où la moindre rampe de papier doit être quinquennale. Il n'empêche : d'ici à 1993, tous les crédits de fonctionnement, soit plus de 10 milliards de francs, seront ainsi déconcentrés, l'État conservant pour sa part la gestion du plan d'information fournie.

Une autre carence du service public des impôts, mise en évidence par la grève, a également bénéficié de cette approche « concrète » des problèmes posés à la DGI : la micro-informatique. « A l'heure où tout le monde ou presque peut s'offrir un micro, nous en sommes toujours à calculer à la main les évaluations fiscales demandées par nos usagers », fulminait à l'époque cet agent d'assiette en jetant l'anathème sur le plan informatif hypercentralisé, dit « de cathédrale », qui avait jusqu'alors prévalu à Bercy. Cette critique a été entendue et l'effort financier réalisé en micro-informatique - de l'ordre de 80 millions à 100 millions de francs par an - est aujourd'hui reconnu par tous : « Ils ont arraché 6 000 micros sous plastique aux arrivés dans les centres », concède volontiers M. Gérard Gourguenon, secrétaire national du SNUI (autonomie).

Des caquillages sont, là encore, à regretter dans la mesure où arrivées des micros et formation ne sont pas, bien souvent, allées de pair et que

seuls quatre mille cinq cents postes de travail pour trente mille agents sont aujourd'hui informatisés. Sans compter que, dans la précipitation, les logiciels de traitement des déclarations n'ont pas été toujours au point ou au fait de la dernière modification de la législation fiscale. Résultat, ces faiblesses ont généralement été palliées par les « bidouillages » de certains agents créatifs, ce qui a posé des problèmes lorsque ces ingénieurs auteurs ont, par exemple, été mutés ailleurs. Conscience de cette dérive, la DGI est en train de mettre au point une bourse de l'innovation informatique tendant à faire circuler les améliorations apportées par les agents et à répercuter les meilleures d'entre elles sur tout le réseau.

### «Le pari de la confiance»

Reste que le profond malaise mis en lumière par les grévistes de 1989, lié à un mode de gestion de plus en plus archaïque et centralisé des personnels de ce ministère, ne se dissipera pas à coup de micros et de pots de peinture. « Il faut faire le pari de la confiance », écrit, en avril 1990, M. Jean Choussy, D. inspecteur des finances, au terme de sa mission portant sur les conditions d'amélioration

du dialogue social au sein de cette administration. « Confiance dans la valeur des cadres, dans la capacité des agents, dans le rôle des organisations syndicales, dans l'aptitude de l'administration centrale à redéfinir ses missions », poursuivait M. Choussy en prônant la déconcentration des pouvoirs au sein d'un ministère érigé en autant de « baronnies » hypercentralisées qu'il y a de directions.

Un pari sur l'intelligence qui laisse, pour l'heure, largement sceptiques les organisations syndicales : « C'est un pari que nous avons toujours perdu », rappelle M. Lagac en mettant en doute la capacité de la hiérarchie des services extérieurs à assumer ces nouvelles responsabilités, tout en redoutant que ne réapparaissent des « potentiels locaux ». Certes, reconnaît M. Lemierre, « les chefs de centre nouvellement promus passent aujourd'hui brutalement de vingt ans de carrière de technicien ou de travailleur social à la gestion, forcément plus complexe, d'une structure pouvant employer plus de deux cent cinquante personnes ». Mais, dans la mesure où les quelque huit cent cinquante chefs de centre ont vocation à jouer un rôle plus important dans le cadre de cette déconcentration, la DGI entend maintenant améliorer la sélection de ces fonctionnaires tout en leur dispensant une formation à la gestion sociale avant leur prise de poste.

Cette politique de déconcentration vise à « retrouver des marges de

manœuvre sur le terrain tout en assurant le mécanisme de répercussion brutale de la confiance », explique M. Lemierre. Exemple : un vérificateur est statistiquement tenu de réaliser douze contrôles par an. La réforme devrait inciter les responsables de brigade de contrôle à moduler cette répartition en fonction du terrain fiscal et à raisonner en équipe et non plus par individu.

Ce changement de mentalité prendra du temps. Et l'on s'affirme prêt, à la DGI, à accepter que tous les services n'avancent pas au même rythme. Pour accélérer ce processus, une chance réside dans l'entrée en lice, en 1993, du marché unique européen, qui ne manquera pas d'avoir des répercussions au niveau fiscal national. Signe des temps, le rapport que vient de remettre M. Pierre Consigny, inspecteur des finances, à M. Pierre Bérégovoy prévoit la création d'une mission commune, sur le terrain, entre les douanes et les services des impôts (voir encadré). A croire que la voie de la déconcentration est, cette fois, inéluctable.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

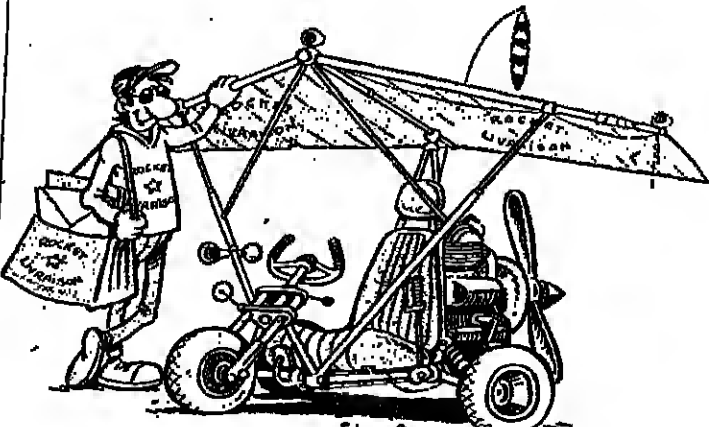
### Inévitable fracture

Si ce sentiment de défiance prédomine, il se double inévitablement d'une certaine défiance à l'égard de toutes les structures existantes, qu'elles soient hiérarchiques ou syndicales : « Nous nous en sommes défendus », se défend ainsi cet agent vérificateur parisien. De fait, nombre d'organisations syndicales, comme celle de l'Union nationale des agents des impôts, d'une certaine « dérive négativiste ». « A croire que nous devons sur l'amélioration de la qualité de service public n'a plus prise sur des fonctionnaires, devenus fatalistes, voire le « Je m'en fous », lâche M. Jean-Marie Poirier, de Force ouvrière.

Si la blessure des fonctionnaires des impôts apparaît encore à vif - des traces subsistent d'ailleurs de l'inévitable fracture entre « les bons grévistes et les mauvais grévistes » - le monde dans lequel évoluent les fon-

## POUR UN ENVOI FACILE DE VOS DOCUMENTS EN EXPRESS, DEUX SOLUTIONS :

1. LES ENVOYER EN EXPÉDITION AVEC "TED".
2. LES EXPÉDIER AVEC TED 250 FRANCE.



### "Ted"

autre nom de Teddy l'aviateur de chez Rocket-Livraison. Ici avec son U.L.M. à l'acétylène, détenteur du record Champaubert-Chigny-les-Roses en 24'32" : 1658 expéditions dont 903 arrivées à destination. Son projet : Paris-Marseille en 8 h 50 (le vent dans le dos).

### TED 250 FRANCE

la nouvelle enveloppe pré-payée de EMS CHRONOPOST pour l'envoi facile de vos documents urgents. Détenteur du record de fiabilité : suivi informatisé pour une livraison garantie le lendemain avant midi dans toute la France métropolitaine à un prix compétitif.

## EMS CHRONOPOST LES MAÎTRES DU TEMPS.

### 5.000 ESSAIS GRATUITS : METTEZ TED 250 FRANCE A L'ÉPREUVE\*

Pour pouvoir mettre gratuitement TED 250 FRANCE à l'épreuve de vos envois express, appelez vite le 0.5.4.3.2.1.0.0 (N° Vert - appel gratuit), ou retournez ce bon d'essai à EMS CHRONOPOST - Promotion des Ventes - 41, rue Camille Desmoulins - 92442 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Société : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_ Téléphone : \_\_\_\_\_ APE : \_\_\_\_\_

\* offre limitée aux 5 000 premières demandes (1 échantillon par client et par entreprise) Valable jusqu'au 31/12/91



## La Rue de Bercy prépare l'échéance européenne

Quinze mois avant l'échéance européenne, la Rue de Bercy se met en ordre de bataille. M. Pierre Consigny, inspecteur général des finances, vient, en effet, de remettre à M. Pierre Bérégovoy son rapport sur les réformes de structures nécessaires pour se mettre en conformité avec la nouvelle donne fiscale communautaire. Les conclusions du rapport, qui ont reçu l'aval du ministre des finances, devraient être soumises aux organisations syndicales d'ici à la fin novembre. Un double souci a prévalu tout au long de cette mission : que M. Consigny eût été vu confier en octobre 1990 : que l'efficacité de l'État dans le calcul et le recouvrement de l'impôt soit préservée et que les agents du ministère ne fassent pas les frais de cet inévitable remodelage des compétences.

Les directions des douanes et des impôts sont notamment concernées par cette réforme, qui modifie les conditions de perception de la TVA intracommunautaire et des contributions indirectes (taxes sur les vins, les alcools...). Dans le nouvel espace européen, la TVA intracommunautaire, qui s'applique aux droits de douane, devrait être perçue par l'Etat français au moment où une entreprise française décide d'acheter telle marchandise venant d'un autre pays de la CEE. C'est pourquoi M. Consigny préconise le transfert de cette perception des douanes vers la direction des impôts, déjà compétente en matière de TVA interne. Toutefois, le souci de ne pas désarmer devant le risque de fraude e-

conduit M. Consigny à envisager la création d'un service commun aux douanes et aux impôts.

Entre 2 500 et 4 000 agents, parmi les quelque 20 000 fonctionnaires des douanes, seraient, selon les estimations du rapporteur, « rendus disponibles » par ce transfert. Les douanes seraient toutefois prêtées à reconverter quelque 400 agents dans la lutte contre la fraude, tandis que la DGI aurait besoin de près de 350 agents supplémentaires pour traiter cette nouvelle charge.

En ce qui concerne les contributions indirectes, la législation européenne prévoit que les produits qui y sont soumis ne pourront circuler dans la CEE qu'avec un document d'accompagnement et que leur transport ne pourra s'effectuer qu'entre entrepôts agréés. C'est la raison pour laquelle M. Consigny a estimé que la surveillance de ces produits relève davantage de la compétence des douanes, qui perçoivent déjà les taxes sur les produits pétroliers, que de celle des impôts.

Ce transfert de compétences entraîne toutefois celui de certains services des impôts (micro-taxe) qui emploient près de 2 500 agents. Ces déplacements de personnel se feront, dans la plupart des cas, sur la base du volontariat. Un régime transitoire de deux ans est prévu durant lequel les agents des impôts qui seront passés aux douanes conserveront leur statut. S'ils choisissent d'adopter celui des douanes, ces agents garderont, de toute façon, leur régime indemnitaire d'origine.

V. D.

سنة ١٤١٢ هـ



## MARCHÉS FINANCIERS

## Les OPA en Grande-Bretagne

# - Ultramar rejette l'offre de Lasmo - Hawker Siddeley accélère sa restructuration

La compagnie pétrolière britannique Ultramar a rejeté sans appel, lundi 4 novembre, l'OPA hostile de 1,1 milliard de livres (11 milliards de francs) de sa rivale Lasmo en la qualifiant d'« opportuniste et dérisoire » dans un document de défense publié quatre jours après la démission surprise de trois dirigeants du groupe, dont son président, M. John Darby (le Monde du 2 novembre). Ultramar a accusé Lasmo de vouloir cacher sa propre faiblesse financière à travers cette OPA, estimant qu'il s'agit d'une « augmentation de capital déguisée ».

L'endettement de Lasmo a été multiplié par cinq depuis neuf mois et s'élève actuellement à 300 millions de livres, ajoute Ultramar. Le groupe convoité note que les termes offerts par Lasmo donnaient 53 % du capital de la nouvelle société formée en cas de fusion aux actionnaires actuels d'Ultramar alors qu'Ultramar représente 64 % des réserves pétrolières combinées des deux groupes. Ce document était très attendu par la City où une offre rivale ou une surenchère sont considérées comme très probables.

De son côté, le groupe d'ingénierie britannique Hawker Siddeley, qui est la cible d'une OPA de 1,5 milliard

de livres lancée par le conglomérat BTR (British Tyre and Rubber) fin septembre, a prévu une baisse de 7 % de son bénéfice imposable pour l'année 1991, à 130 millions de livres contre 140,4 millions en 1990. Ce chiffre prend en compte une charge exceptionnelle de 30 millions de livres (300 millions de francs) pour couvrir les frais de restructuration suscités par l'offre hostile de BTR. Hawker Siddeley, qui devait publier mardi 5 novembre son document officiel de défense, a dû confirmer le chiffre qu'attendaient les analystes, après des fuites dans la presse dominicale.

Pour se défendre contre l'offre de BTR, le groupe a activé son programme de restructuration, prévoyant notamment la vente de plus de la moitié de ses activités, dont celles liées à l'électricité, aux équipements ferroviaires, aux instruments de contrôle et à l'ingénierie générale. Au cours des dix-huit mois terminés en décembre, le groupe devrait aussi avoir réduit son personnel de 18 %. Parallèlement, BTR qui a annoncé posséder 7,5 % de sa cible, a étendu son offre jusqu'au 15 novembre.

## Promodès ouvre un hypermarché en Grèce

Promodès, qui revendique la deuxième place dans la distribution intégrée française, vient d'ouvrir près de l'aéroport d'Athènes, à Alimos, un hypermarché de 6 700 mètres carrés sous l'enseigne Continent. Il s'agit du plus grand hypermarché dans ce pays qui ne dispose que de grands supermarchés (environ 2 500 mètres carrés). Il sera décliné à 100 % par Promodès, qui n'exclut pas ensuite une participation grecque. Le groupe français se donne six mois pour faire le point, mais d'ores et déjà il a acquis un autre terrain à Salonique. Avec 40 % de son chiffre d'affaires consolidé réalisé à l'étranger.

Promodès a mené une vigoureuse politique d'implantation hors des frontières, essentiellement en Europe (il est présent aux États-Unis sous l'enseigne Red Food). Pour le premier semestre 1991, le groupe affiche un chiffre d'affaires de 35,6 milliards de francs, en hausse de 32 % (15,4 % à périmètre comparable, abstraction faite du rachat de Diers et Mercapopular en Espagne ainsi que de celui de Plaza en Allemagne). Le résultat net consolidé s'élève à 142 millions (pari du groupe), en hausse de 17 %.

## Feu vert pour le constructeur japonais

## Nissan Motor va pouvoir racheter son réseau français

Nissan a désormais le contrôle direct de son réseau de distribution en France. Le numéro deux japonais de l'automobile vient en effet de recevoir le feu vert des pouvoirs publics pour racheter son réseau français de vente à l'importateur Jean-Pierre Richard (société Richard-Nissan), selon un communiqué publié, lundi 4 novembre, par les deux sociétés.

Nissan Motor qui possédait déjà 9,55 % de Richard-Nissan devrait à l'issue d'une opération dont le montant est estimé à 630 millions

de francs - détenir 80 % du capital de la firme (les 50,5 % détenus par M. Jean-Pierre Richard lui-même, complétés par les 21,4 % possédés par ses proches, via le groupe familial Richard). Le groupe Nissan a pris soin de préciser dans son communiqué que cette prise de contrôle n'entraînera pas de modification de sa politique vis-à-vis du marché français. Nissan indique également qu'il « respectera l'esprit et les objectifs de l'accord automobile CEE/Japon ».

## Les progrès de la restauration collective

## Sodexo privilégie la croissance interne

Dépassée depuis le début de l'année 1991 de l'alliance manquée avec la Compagnie des wagons-lits, Sodexo, première société française de restauration collective (à égalité avec la Générale de restauration, du groupe Accor), a poursuivi sa croissance malgré la morosité de l'économie. En effet, pour l'exercice annuel achevé en août, le chiffre d'affaires a augmenté de 20 %, atteignant 8,7 milliards de francs, et le bénéfice net s'est élevé à 190 millions, soit une progression de 25 %, mieux que ce qui était attendu.

La plus grande partie de la progression des bénéfices et un bon tiers de celui du chiffre d'affaires sont dus à la croissance « interne », c'est-à-dire au gain de nouveaux contrats (1). « Notre stratégie », dit M. Pierre Bellon, président de Sodexo, « est de privilégier la croissance interne en la complétant par des acquisitions ». Son groupe cherche à la fois à élargir sa clientèle, à offrir de nouveaux services et à gagner de nouveaux territoires de façon à équilibrer les risques et les marchés. Il a acquis en avril deux sociétés belges (Restaura et Belgorest), représentant un chiffre d'affaires total de 340 millions de francs, ce

qui double presque l'activité du groupe dans ce pays, et il vient de prendre 52 % d'une société allemande, réalisant un chiffre d'affaires de 200 millions de francs. Sur cette base, M. Bellon table sur une nouvelle progression de 10 % du chiffre d'affaires et de 25 % du bénéfice pour 1991-1992. Il vient de lancer une augmentation de capital de 675 millions de francs par obligations à bons de souscription d'actions pour profiter de la légère baisse des taux d'intérêt et pour renforcer ses capitaux permanents.

Quant à la Compagnie internationale des wagons-lits, où il ne détient plus que 5 % du capital, M. Bellon a approuvé le principe de l'offre publique d'achat lancée par Accor, qui éclaircit la situation de l'actionnariat. Il juge insuffisant le prix de 8 650 francs belges par action (il y a un an, les actions du groupe Bruxelles-Lambert ont été vendues à 12 500 francs belges). Néanmoins, s'il n'a pas d'autre solution, il apportera ses dernières actions à l'OPA.

GUY HERZLICH

(1) La variation des taux de change est responsable d'une progression de quatre points.

## NEW-YORK, 4 novembre

**Résistant**  
La semaine s'est ouverte à Wall Street lundi 4 novembre, comme la précédente s'était achevée : sur une note résistante. La première partie de la séance avait pourtant mal commencé et, à mi-parcours, l'indice Dow Jones avait perdu plus de 27 points. Mais progressivement, il réussissait à remonter un peu son handicap pour s'inscrire en clôture à la cote 3 046,51, soit à 10,74 points seulement (-0,35 %) au-dessous de son niveau précédent. Le bilan général a été remarquable à ce résultat. Sur 2 129 valeurs traitées, 966 ont baissé tandis que 649 montaient et que 515 reproduisaient leurs cours précédents.

L'avalanche de statistiques inquiétantes sur la santé de l'économie américaine n'a pas, semblerait-il, eu de répercussions aussi sévères sur le marché que sur le dollar. Il est vrai que la promesse d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt annoncée par tous les experts - car c'est le seul moyen d'éviter un retour à la récession à quelques semaines du lancement de la campagne des présidentielles - a contribué à calmer un peu le zèle des investisseurs. « On n'achète que l'essentiel si l'on vend plus », assurent les gérants de portefeuilles.

VALEURS	Cours du 1 <sup>er</sup> novembre	Cours du 4 novembre
Alcoa	62	62 1/8
Amstar	48 1/2	48 1/2
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	18 1/2	18 1/2
Eastman Kodak	44 1/2	44 1/2
Exxon	80 1/2	80 1/2
Ford	27 1/4	27 1/4
General Electric	68 1/2	68 1/2
General Motors	34 1/2	34 1/2
Goldman Sachs	48 1/2	48 1/2
IBM	98 1/4	98 1/4
ITT	35 1/2	35 1/2
Medco	70 1/2	70 1/2
Pfizer	71 1/2	71 1/2
Schering	58 1/2	58 1/2
Union Carbide	44 1/2	44 1/2
United Technologies	12 1/2	12 1/2
Windsor	17 1/2	17 1/2
Xerox Corp.	63 1/2	63 1/2

## LONDRES, 4 novembre

**Net recul**  
Les valeurs ont nettement reculé lundi 4 novembre au Stock Exchange. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 21,7 points soit 0,9 %, à 2 527,9. Le volume des échanges s'est contracté à 362,2 millions de titres contre 499,7 millions vendus.

Les incertitudes politiques, l'attente du discours, mercredi, du chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, sur l'économie britannique ainsi que des réactions négatives à des courriers sur certains secteurs ont limité l'entrée des investisseurs sur le marché. Les pertes se sont accentuées en fin de séance avec l'ouverture en retrait de Wall Street.

o Rhône-Poulenc Rorer cherche aussi de nouveaux partenaires au Japon. « L'ouverture au Japon du groupe pharmaceutique franco-allemand Rhône-Poulenc Rorer Inc. passera son prochain conseil d'administration à la fin de novembre. Le groupe français de la chimie, Rhône-Poulenc, a déclaré à l'ouverture de la séance que la fusion lancée par le groupe allemand Hoechst au pays de Sollefke pour fusionner l'une de ses filiales du géant agrochimique, Nissimoto, en vue de doubler sa part du marché local, Rhône-Poulenc Rorer Japan, comme Rhône-Poulenc, contrôlé par moins de 0,5 % du marché pharmaceutique japonais, le deuxième mondial. Elle travaille toutefois déjà (en société mixte ou en accord de commercialisation) avec des partenaires japonais comme Yamamoto Pharmaceutical, Dai-nippon Pharmaceutical et Chugai Pharmaceutical.

o Suez acquiert la majorité de Parthenon Investment. - La première phase de la restructuration du pôle de capital-développement de la Compagnie de Suez, annoncée mardi 29 octobre par M. Gérard Worms (le Monde du 31 octobre), a été réalisée avec l'acquisition, le 30 octobre, par Suez de 20,33 % du capital de Parthenon Investment auprès de Continental Biny. L'achat de ces 351 551 actions, au prix de 450 F, porte de 31 % à 51,33 % la participation de la Compagnie de Suez dans le capital de Parthenon. Parallèlement, toujours dans le cadre de la restructuration du pôle de capital-développement de Suez, la société Rubis Investment, contrôlée par la banque Worms et au sein de laquelle se trouve Elf et le C.A. agricole, a annoncé, lundi 4 novembre, avoir acquis comme prévu le bloc de contrôle de 63,4 % du capital de la compagnie de Penhoit auprès de Suez et de AXA. Pour Suez, la vente de ses titres Penhoit (30,15 %) se traduit par un profit de cession de 402 millions de francs.

o AKZO : baisse de 2,6 % du bénéfice. - Alors que la plupart des grands chimistes mondiaux continuent de souffrir, le groupe néerlandais AKZO a décliné au troisième trimestre de 1991 un bénéfice net de 161,5 millions de

## PARIS, 5 novembre

**Flottement**  
Le plus grand calme a régné mardi à la Bourse de Paris. Et après sa courte séance, le marché a tenté de retrouver son équilibre. Mais il lui a fallu développer beaucoup d'efforts pour y parvenir. D'abord en léger repli (-0,08 %), les valeurs françaises devaient ensuite très légèrement se raffermir (+0,14 %) avant de s'effriter de nouveau. En milieu d'après-midi, le petit ballet continuait et l'indice CAC 40 s'élevait à 0,10 %, au-dessus de son niveau précédent.

A dire vrai, les investisseurs ne savent plus trop quelle attitude adopter. Rue Vivienne, les spéculateurs continuent de scruter les moindres réactions de Wall Street. Dans cette attente, les courtiers d'échanges se redressent comme une poule de chagrin. Selon l'expression consacrée, les opérateurs spéculent sur les spéculateurs. En début d'après-midi, le marché a pris connaissance de l'indice INSEE sur la production industrielle pour le troisième trimestre. Celui-ci est en hausse de 0,63 %, confirmant ainsi le diagnostic de la reprise d'activité après la creux du quatrième trimestre 1990 et du premier trimestre 1991. « Ce chiffre est trop ancien pour donner une indication précise sur la situation actuelle », ont prudemment déclaré les courtiers. Et puis les investisseurs ont pris bonne note de la promesse électorale de faire per M. Pierre Bérégovoy de réduire le chômage.

**Nouveau glissement**  
Fermée trois jours pour la célébration, lundi 4 novembre, de la fête de la culture, la Bourse de Tokyo a retrouvé ses portes mardi. Répondant à la veille du week-end dernier, la baisse s'est poursuivie en sa rétrospective tout au long de la séance. A la clôture, l'indice Nikkei s'inscrivait à la cote 24 950,98, soit à 93,39 points (-0,37 %) au-dessous de son niveau précédent.

Le mouvement a surtout résulté d'un repli de 10 points. Ainsi à peine 200 millions de titres ont été échangés de moins contre 280 millions vendus dimanche. Selon les courtiers, l'attente continue de réajuster tant que le nouveau premier ministre, M. Miyazawa, n'aura pris ses fonctions, son arrivée devant toujours d'après des rumeurs tenaces, être accompagnée d'une baisse des taux d'intérêt. Mais les analystes ont déclaré que cette dernière est déjà inscrite dans les cartes.

VALEURS	Cours du 1 <sup>er</sup> novembre	Cours du 5 novembre
Alcatel	1 150	1 150
Bois de France	1 150	1 150
Chemin	1 150	1 150
Elf	1 150	1 150
Indes	1 150	1 150
Matras	1 150	1 150
Matras	1 150	1 150
Sony Corp.	1 150	1 150
Toshiba	1 150	1 150

o Rhéno-Poulenc Rorer cherche aussi de nouveaux partenaires au Japon. « L'ouverture au Japon du groupe pharmaceutique franco-allemand Rhône-Poulenc Rorer Inc. passera son prochain conseil d'administration à la fin de novembre. Le groupe français de la chimie, Rhône-Poulenc, a déclaré à l'ouverture de la séance que la fusion lancée par le groupe allemand Hoechst au pays de Sollefke pour fusionner l'une de ses filiales du géant agrochimique, Nissimoto, en vue de doubler sa part du marché local, Rhône-Poulenc Rorer Japan, comme Rhône-Poulenc, contrôlé par moins de 0,5 % du marché pharmaceutique japonais, le deuxième mondial. Elle travaille toutefois déjà (en société mixte ou en accord de commercialisation) avec des partenaires japonais comme Yamamoto Pharmaceutical, Dai-nippon Pharmaceutical et Chugai Pharmaceutical.

o Suez acquiert la majorité de Parthenon Investment. - La première phase de la restructuration du pôle de capital-développement de la Compagnie de Suez, annoncée mardi 29 octobre par M. Gérard Worms (le Monde du 31 octobre), a été réalisée avec l'acquisition, le 30 octobre, par Suez de 20,33 % du capital de Parthenon Investment auprès de Continental Biny. L'achat de ces 351 551 actions, au prix de 450 F, porte de 31 % à 51,33 % la participation de la Compagnie de Suez dans le capital de Parthenon. Parallèlement, toujours dans le cadre de la restructuration du pôle de capital-développement de Suez, la société Rubis Investment, contrôlée par la banque Worms et au sein de laquelle se trouve Elf et le C.A. agricole, a annoncé, lundi 4 novembre, avoir acquis comme prévu le bloc de contrôle de 63,4 % du capital de la compagnie de Penhoit auprès de Suez et de AXA. Pour Suez, la vente de ses titres Penhoit (30,15 %) se traduit par un profit de cession de 402 millions de francs.

o AKZO : baisse de 2,6 % du bénéfice. - Alors que la plupart des grands chimistes mondiaux continuent de souffrir, le groupe néerlandais AKZO a décliné au troisième trimestre de 1991 un bénéfice net de 161,5 millions de

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3835	3810	Indes	825	822
Amstar	282	289	Intertec	155 50	155 50
B.A.C.	130	130	Logi Invest	70	68
Bouy	818	818	Logi Invest	287	242
Bois de France	321	321	Logi Invest	70 40	70 40
Bois de France	287	243	Logi Invest	97	95 30
Bois de France	889	889	Logi Invest	754	754
Bois de France	400	392	Logi Invest	363	364
Bois de France	895	710	Logi Invest	492	492
Bois de France	242	142	Logi Invest	176	171
Bois de France	260	260	Logi Invest	101	97
Bois de France	925	923	Logi Invest	389	380
Bois de France	289	289	Logi Invest	730	730
Bois de France	770	785	Logi Invest	270	265
Bois de France	171 20	171 20	Logi Invest	347	348 00
Bois de France	375	383	Logi Invest	218	218
Bois de France	1220	1200	Logi Invest	85 50	85 50
Bois de France	337 60	337 60	Logi Invest	850	849
Bois de France	950	950			
Bois de France	200	206			
Bois de France	139	139			
Bois de France	245	237 70			
Bois de France	251	251			
Bois de France	132	132			
Bois de France	119	118			
Bois de France	124 90	124 90			
Bois de France	439	435			
Bois de France	100	100 90			
Bois de France	930	930			
Bois de France	998	998			
Bois de France	228 60	228 50			
Bois de France	123	120			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 4 novembre 1991  
Nombre de contrats : 42 553

COURS		ÉCHÉANCES		
		Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier		106,92	106,96	107,30
Précédent		107,12	107,16	107,46
Options sur notationnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
107	0,38	1,01	0,49	1,05
CAC 40 A TERME				
(MATIF)				
Volume : 5'513				
COURS	Novembre	Décembre	Janvier	
Dernier	1 852	1 865	1 891	
Précédent	1 869,50	1 884,50		

## Options sur notional

<b>CHANGES</b>	<b>BOURSES</b>
<b>Dollar: 5,618 F ↑</b>	<b>PARIS (INSEE base 100 : 28-12-90)</b>
	31 octobre 4 nov.
	Volume Commerce 100 GR 100 GR

## CAC 40 A TERME

COURS	Novembre	Décembre	Janvier
Dernier	1 852	1 863	1 891
Précédent	1 850	1 863	1 891

## CHANGES

Dollar : 5,618 F
Mardi 5 novembre, le dollar évalue dans une marge étroite sur le marché des changes européen, après avoir fortement chuté au cours des deux dernières semaines. A Paris, le dollar s'échangeait en effet à 5,618 F au lieu de 5,604 F au cours de la séance précédente.
FRANCFORT 4 novembre 5 novembre
Dollar (en DM) : 1,6375 1,6428
TOKYO 4 novembre 5 novembre
Dollar (en yen) : 129,38 129,38

## BOURSES

PARIS (INSEE base 100 - 28-12-90)
31 octobre 4 nov.
Valeurs françaises : 120,60 119,80
Valeurs étrangères : 116,40 115,90
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC : 4947,2 4957,1
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1856,67 1841,51

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	1 <sup>er</sup> NOV.	2 <sup>e</sup> NOV.	3 <sup>e</sup> NOV.	4 <sup>e</sup> NOV.	5 <sup>e</sup> NOV.
\$ E.U.	5,6070	5,6085	+ 200	+ 210	+ 368
\$ Can.	5,0000	5,0036	+ 40	+ 58	+ 100
Yen (100)	129,38	129,38	+ 104	+ 115	+ 207
DM	1,6375	1,6428	- 10	- 10	- 25
Mark	1,6375	1,6428	- 10	- 10	- 25
FR (100)	16,5790	16,5880	- 60	- 110	- 20
PS	7,12	7,12	- 10	- 10	- 20
£ (1 000)	16,5790	16,5880	- 60	- 110	- 20
£	16,5790	16,5880	- 60	- 110	- 20
£	16,5790	16,5880	- 60	- 110	- 20

## TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.U.	15/16	5/16	3/16	1/16	1/32	1/64
15/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
5/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
3/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
1/32	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
1/64	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont sous indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## Le Monde-RIL

## ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 5 novembre :  
Xavier Guiffier  
chercheur au CNRS.  
Le Monde initiait dès 6 novembre  
publie une enquête sur le thème  
« 65 ans, le bel âge ? »

Mardi 5 novembre :  
Pascal Sarda  
directeur général de Cois Bleu.



## BOURSE DU 5 NOVEMBRE

[illegible]

**COMPTANT.**

[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

### Cote des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 5/11	COURS act.
Stamp-10 (1 unit)	5.904	5.618	5
Cor.	6.993	6.992	3
Aluminium (100 lbs)	36 3/4	34 1/2	36
Aluminium (1000 lb)	16 584	16 993	16
Payas-Sac (100 lb)	303 480	303 290	291
Isule (1000 tons)	4.961	4.969	33
Isule (100 tons)	86 203	86 170	8
Co. Bromine (1 L)	2.042		2
Grice (1000 drachmes)	3 998		378
Silver (100 lb)	37 740		32
Subo (1000 lbs)	82 270		82
Nitrate (100 lb)	3 740		4
Autuche (100 acts)	49 800		46
Espagne (100 post)	5 429		6
Japan (100 ms)	5 975		4
Japan (100 ms)	5 975		4
Japan (100 ms)	4 332		4

## Marché libre de l'or

DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/1
achat	vente			
500	6 050			
350		Or fin (fils en barre)	\$4500	\$4500
050	17 050	Or fin (en lingots)	64800	64850
311		Napoléon (20)	389	374
250	750	Pièce Fr (10)	346	
1	10 300	Pièce Suisse (20 fr.)	398	371
500	3 300	Pièce Latine (20 fr.)	398	371
87		Souverain	470	474
100	90	Pièce 20 dollars	2065	2060
300	48 900	Pièce 10 dollars	1022 50	1070
100	5 600	Pièce 5 dollars	625	
500	4 300	Pièce 50 pesos	2446	2440
220	4 480	Pièce 10 florins	382	387

## PUBLICITÉ

**FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offer - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché connu

هكذا هي الأصل



## COMMUNICATION

Avec 50 000 exemplaires et des partenariats multiples

« Courrier international »  
fête un an de succès

Il y a un an, personne ou presque ne croyait au succès de l'hebdomadaire *Courrier international*. Aujourd'hui, ce journal d'une trentaine de pages qui publie en français les traductions des meilleurs articles sélectionnés dans la presse internationale, en donnant la priorité à l'information économique, a une diffusion d'environ 50 000 exemplaires, dont 35 000 abonnés.

Le journal, installé dans un immeuble neuf du vingtième arrondissement de la capitale, emploie vingt-cinq salariés, dont deux tiers de journalistes. Certains sélectionnent les articles publiés dans une centaine de quotidiens, hebdomadaires et de mensuels publiés en anglais, allemand, espagnol, italien, russe, japonais, etc., tandis que d'autres les traduisent et que les derniers les « peaufinent » avant parution. Une quarantaine de journalistes indépendants, baptisés « vigiles », sont en outre chargés de surveiller les journaux scandinaves, africains ou arabes. « Leur collaboration peut aller d'un simple coup de téléphone à un travail à mi-temps », précise M. Jacques Roselin, directeur de la publication et rédacteur en chef.

Un virier  
de qualité

Le fondateur de *Courrier international*, qui fut consultant auprès de la Commission de Bruxelles, avant de se lancer dans la presse, a de qui tenir : son arrière-grand-père créa au début du siècle le quotidien *Le Socialiste de la Marche* et fut, lors de sa mort, aux honneurs de la une de *l'Humanité* de laurée. Pour M. Roselin, le modèle journalistique demeure le magazine britannique *The Economist*, le projet de lancer *Courrier international* vient d'une lecture boulimique de la

presse étrangère : « En lisant la presse internationale, on peut identifier les thèmes porteurs. Or, les journaux français les reprennent avec un certain retard. D'où l'aspect prospectif de *Courrier*. »

Cet aspect a fait mouche auprès d'une certaine catégorie de lecteurs. Selon une récente étude IPSOS, ce sont à 78 % des cadres supérieurs ou des membres de professions libérales et pour 89 % des diplômés de l'enseignement supérieur. Un virier d'une qualité supérieure à ceux des autres hebdomadaires d'actualité (67 % de cadres supérieurs en moyenne et 73 % de diplômés du supérieur). Ce lectorat, par ailleurs passionné d'information - 72 % écoutent régulièrement la radio, 57 % lisent la presse étrangère - a permis à *Courrier international* d'attirer des partenaires (France-Info, RFI, l'émission « Direct » de Christine Ockrent, l'Agence centrale de presse, *Libération*, la *Truffe*) et d'assurer ainsi sa promotion. L'hebdomadaire est en négociations avec le ministère de la recherche et de la technologie afin de créer « une veille technologique », mais aussi avec l'« émission » de M6 et son homonyme « Capitales », l'émission sur la ville de FR3. Enfin, le journal a l'exclusivité de la version française du guide *The World In 1992* bientôt publié par *The Economist*.

L'objectif en 1992 est de dépasser les 50 000 exemplaires diffusés et de faire passer le chiffre d'affaires publicitaire, de 20 % actuellement, à 30 % des recettes. Mais aussi de préparer une augmentation de capital au printemps prochain, réservée aux actuels actionnaires (Pierre Bergé, la Société générale de Belgique, avec 33 % chacun) qui figurent aux côtés des fondateurs (34 %) et d'éponger ainsi son déficit d'exploitation. Mais, à terme, l'entrée dans le capital de groupes de presse n'est pas exclue. Deux « poids lourds » ont déjà fait des offres à *Courrier international*.

Y. M. L.

## Pour résister à la récession publicitaire britannique

Publicis-FCB lance une OPA amicale  
sur l'agence Geers Gross

Le groupe Publicis a annoncé, lundi 4 novembre, l'acquisition de l'agence publicitaire britannique Geers Gross (65 millions de francs de revenus en 1990). Le conseil d'administration de Geers Gross recommandera à ses actionnaires d'accepter l'offre de 35 pence (3,50 francs) par action ordinaire, laquelle représente un bonus de presque 15 % par rapport au dernier cours de bourse.

Geers Gross, fondée il y a vingt-sept ans, a été la première agence publicitaire à entrer en Bourse. Les raisons qui ont poussé les membres du conseil d'administration de Geers à accepter l'offre de Publicis sont dues à la récession qui affecte le marché publicitaire.

Le CSA  
saisit le Conseil d'Etat  
à propos des infractions  
au parainage de TF1

« Sacré soirée » et TF1 ont été à nouveau épinglés par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pour leurs pratiques en matière de parainage. Le CSA a décidé d'en appeler au Conseil d'Etat pour la part trop belle faite par Jean-Pierre Foucault, le 11 septembre, à la toute nouvelle 106 de Peugeot. Sous le slogan « Avec la Peugeot, passez une sacrée soirée », le nouveau modèle de la firme au lion avait bénéficié chez Jean-Pierre Foucault de sept minutes de plateau.

Pour le CSA, il s'agit là d'une infraction aux règles en matière de parainage ou de publicité. « Compte tenu de la gravité » de cette infraction, le CSA laisse au Conseil d'Etat le soin d'apprécier les sanctions. En 1990, les recettes de parainage des chaînes de télévision ont atteint un pic de 700 millions de francs, capté, pour moitié par TF1.

Le cinquième Forum Interpresse a ouvert ses portes. M. Georges Kiejman, ministre de la communication, a inauguré, le mardi 5 novembre, le cinquième Forum Interpresse qui se tient au CNIT de la Défense, sous le haut patronage du ministère de la culture et avec le parrainage de la Fédération nationale de la presse d'information spécialisée.

Le retour à la croissance passe donc par une alliance avec un partenaire plus puissant.

Dès que l'offre publique d'achat de Publicis aura été bonifiée, Publicis London et Geers Gross fusionneront. La nouvelle entité portera le nom de Publicis et occupera le septième rang sur le marché britannique. Elle engrangera un revenu de l'ordre de 25 millions de livres sterling (250 millions de francs).

Parallèlement à cette opération, l'agence Foot Cone and Belding (FCB), partenaire américain de Publicis, a racheté The Creative Business (TCB), une autre agence britannique. Les deux entreprises fusionneront pour former FCB-TCB, la dix-septième agence britannique. En Grande-Bretagne, le groupe Publicis-FCB sera donc représenté par trois unités spécialisées : la nouvelle entité Publicis, Publicis Focus et FCB-TCB. Bien que le marché publicitaire britannique souffre fortement de la contraction des investissements industriels et commerciaux, il demeure avec des investissements publicitaires de 5 milliards de livres (50 milliards de francs) le troisième marché mondial, après les Etats-Unis et le Japon.

Huit millions de dollars pour les droits télévisés de *Scarlett*. Le groupe CBS, associé à des partenaires américains et européens, a acheté pour le prix record de 8 millions de dollars (45 millions de francs environ) les droits d'adaptation télévisée de *Scarlett*, la suite d'*Autant en emporte le vent* écrite par Alexandra Ripley. Cet accord, conclu le 1<sup>er</sup> novembre avec CBS, associé au producteur Robert Halmi, président de la firme new-yorkaise RHI Entertainment, au groupe allemand de communication Kirch Group et à l'italien Silvio Berlusconi, bat, de loin, le précédent record de 2,5 millions de dollars payés pour acquérir les droits de *Thy Neighbor's Wife*, de Guy Talese, un film qui n'avait jamais vu le jour. Les droits, qui incluent aussi l'étranger, ont été enlevés à l'issue de plus d'un mois de surenchères. Parmi les perdants figurent le producteur Dino de Laurentis, des producteurs indépendants et plusieurs groupes italiens et allemands.

## CARNET DU Monde

## Naissances

- Paris. Aigre. Nantes.

Naissance de  
Agnès Sophie Marie  
LE MERDY,

le 24 octobre 1991.

Mariage  
M. JOURDANAS,  
Patrick LE MERDY.

## Adoptions

- Joëlle et Jean-François BIFFAUD,  
Grégoire, Alexandre et Pierre,  
leurs enfants,  
sont heureux d'annoncer l'arrivée dans  
leur foyer, le 25 octobre 1991, de

Gia Linh,

née le 10 décembre 1990 au Vietnam.

Ses six cousines, ses deux cousins,  
ses deux petites-cousines, ses trois  
petits-cousins, ses tantes, ses oncles et  
sa grande-mère lui souhaitent la bien-  
venue dans la famille.

Nogent-sur-Marne.

## Mariages

- Marie-Laurence PITOIS  
et Maurice FIJADE

sont heureux d'annoncer leur mariage,  
qui a été célébré le 26 octobre 1991, en  
l'église Saint-Paul, à Paris-6.

68, rue de la Concorde,  
94700 Maisons-Alfort.  
58, boulevard Jean-Jaures,  
93400 Saint-Ouen.  
19, rue Monge,  
82000 Montauban.

## Décès

- M<sup>me</sup> Françoise Angrand,  
son épouse,  
Pierre-François, Pierre-Yves,  
ses enfants,  
M<sup>me</sup> Marguerite Angrand,  
sa mère,  
M<sup>me</sup> Marianne Angrand  
et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre-Charles Angrand  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Angrand  
et leur fils,  
M. et M<sup>me</sup> Pascal Royer,  
ses sœurs, frères, beaux-frères, belles-  
sœurs, neveux et nièces,  
M. et M<sup>me</sup> Roland Royer,  
ses beaux-parents.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri-Pierre ANGRAND,

survenu le 26 octobre 1991, à l'âge de

soixante-neuf ans, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans la  
stricte intimité familiale.

34, rue Perrot,

92240 Malakoff.

- Le président de l'université Pierre-  
Mondès-France de Grenoble,  
Le directeur de la faculté de sciences  
économiques,  
L'ensemble des personnels,  
font part de la disparition de leur  
colleque enseignant

Jean-François BOUCHE,

décédé subitement dans sa quaranti-

ème année, le 2 novembre 1991.

- Nous apprenons le décès de

Pierre BOURDA,  
ancien sénateur des Hautes-Pyrénées.

survenu le 1<sup>er</sup> novembre, à l'âge de  
soixante-dix-neuf ans.

Qui le 1<sup>er</sup> juillet 1912 à Vic-en-Bigorre (Hautes-  
Pyrénées), Pierre Bourda, licencié en droit, s'inscrit  
en 1937 au barreau de Tarbes dont il fut  
bénévolement élu président de la fédération départementale  
du Parti radical socialiste des Hautes-Pyrénées  
de 1951 à 1973, conseiller général de la  
commune de Vic-en-Bigorre de 1949 à 1955, date à  
laquelle il n'avait pas été réélu, Pierre Bourda  
était entré au Sénat en 1958. Récusé en 1959, il  
avait reconquis son siège en 1963, qu'il  
avait conservé jusqu'en 1974, date à laquelle il  
n'avait pas sollicité le renouvellement de son  
mandat. Depuis lors, Pierre Bourda s'était retiré  
de la vie politique pour se consacrer à des respo-  
nsabilités qu'il assumait à la tête des fédérations  
départementales de chasse et de pêche ainsi qu'à  
la fédération des œuvres laïques.

- M<sup>me</sup> Hélène Brunner-Lachaux,  
Les familles Brunner et Lachaux  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand BRUNNER,  
philosophe,  
professeur des universités  
de Neuchâtel et de Berne,

à Cortaillod (Suisse), le 1<sup>er</sup> novembre  
1991, à l'âge de soixante et onze ans.

Les obsèques ont eu lieu le 5 novembre  
à Lausanne (Montreux), à 13 h 30.

- On nous prie d'annoncer le décès

M. André COLLIGNON,  
survenu le vendredi 25 octobre 1991, à  
l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

L'incinération aura lieu le jeudi  
5 novembre, à 10 heures, au crémato-  
rium de Villanar, 95, rue Marcel-  
Sembat (Seine-Saint-Denis).

Rendez-vous à 8 h 30, à l'hôpital  
Louis-Mourier, à Colombes (Hauts-de-  
Seine).

- M<sup>me</sup> Liliane Crips,  
M. Fritz Taubert,  
Marc Taubert,  
M. et M<sup>me</sup> Ariele Fruchtel,  
ont la douleur de faire part du décès de

Nahia Nicolas CRIPS,  
combattant volontaire, FFI.

survenu le 31 octobre 1991, dans sa  
quarante-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus  
stricte intimité.

20 bis, boulevard Arago,

15013 Paris.

- L'Association internationale des  
sociologues de langue française,  
Son président,  
Son bureau  
Et ses membres,  
ont le grand regret de faire part du  
décès de

M. Henri JANNE,

président-fondateur de l'AISLF,  
ancien ministre  
de l'éducation nationale  
et de la culture de Belgique,  
recteur honoraire et professeur émérite  
à l'université libre de Bruxelles,  
membre titulaire et ancien président  
de l'Académie royale des sciences,  
des lettres et des beaux-arts,  
membre titulaire

de l'Académie européenne des sciences,  
des arts et des lettres,  
membre correspondant  
de l'Institut de France  
(Académie des sciences morales  
et politiques),  
docteur honoris causa de l'université  
Paris-V-René-Descartes (Sorbonne),  
gouverneur honoraire de la Fondation  
européenne de la culture (Amsterdam),  
membre de l'International Council  
for Educational Development  
(Princeton),  
sous-secrétaire honoraire  
de l'Armée française,  
croix de guerre française avec palmes,  
officier de la Légion d'honneur,  
médaille pro merito  
du Conseil de l'Europe,

survenu le 26 octobre 1991.

L'incinération a eu lieu le 30 octo-  
bre, au crématorium d'Uccle, à  
Bruxelles.

NAISLF, sociologue,  
Université de Toulouse-Le Mirail,  
5, allée Antonio-Machado,  
31058 Toulouse Cedex.

[Né à Bruxelles le 20 février 1908, docteur en  
philosophie, ministre de l'éducation nationale  
dans le gouvernement Lefèvre-Spaak de 1963 à  
1965, recteur de l'université libre de Bruxelles de  
1965 à 1968, Henri Janne avait consacré sa vie à  
une œuvre d'homme de lettres et de sciences  
humaines. Membre de nombreuses organisations scientifi-  
ques internationales, il avait écrit, en 1968, « Le  
Système social, essai de théorie générale » Édi-  
tione de l'Institut de sociologie de l'université  
libre de Bruxelles, qui servit de référence à de  
nombreux étudiants et chercheurs en sociologie.]

- M. Alfred Koppenheim,  
M. et M<sup>me</sup> Lionel Koppenbeusscher  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Martial Pavet  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Koppenheim  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Maurice Narchen  
et ses enfants,  
M. Marcel Stourdé  
et ses enfants,  
Leurs familles,  
Leurs amis,  
ont la douleur de faire part du décès  
accidentel de

M<sup>me</sup> Alfred KOPPENHEIM,

survenu le 2 novembre 1991, dans sa  
quarante-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
mercredi 6 novembre, à 14 heures, en  
l'église Saint-Honoré d'Étrelle, 66 bis,  
avenue Raymond-Poincaré, Paris-16<sup>e</sup>,  
sa paroisse, suivie de l'inhumation au  
cimetière du Montparnasse.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean de VILLEUR,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945.

survenu le 3 octobre 1991 aux Baux-  
de-Provence.

Remerciements

- M. Maxime Grozel,  
M<sup>me</sup> Pascale Roschier,  
très touchés des nombreuses marques  
de sympathie et d'affection qu'ils ont  
reçues lors du décès de

M. Jean-François GROZEL,  
expriment leurs sincères remerciements  
à tous ceux qui se sont associés à leur  
douleur.

81, rue Marcel-Bonnet,  
94230 Cachan.

- M<sup>me</sup> Jacques Guillermain  
et ses enfants,  
très touchés par les nombreuses mar-  
ques de sympathie et d'affection qu'ils  
ont reçues lors du décès de

M. Jacques J. GUILLERMAIN,  
expriment leurs sincères remerciements  
à tous ceux qui se sont associés à leur  
douleur.

21, rue Pierre-Curie,  
95360 Montigny.

Le service religieux sera célébré le  
13 h 45, en l'église Saint-Thomas de  
Montigny (Val-d'Oise).

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue Pierre-Curie,  
95360 Montigny.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94  
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F  
Abonnés et actionnaires : 80 F  
Communications diverses : 95 F  
Thèses étudiants : 50 F

Nos abonnés et nos actionnaires,  
bénéficiant d'une réduction sur les  
insertions dans le Carnet du Monde,  
sont priés de bien vouloir nous com-  
muniquez leur numéro de référence.

## Anniversaires

- Il y a un an disparaissez

Jacqueline BROMBERG.

René Bromberg,  
Ses enfants,  
Et sa famille,  
prient ceux qui l'ont connue et aimée  
d'avoir pour elle une pensée particu-  
lière.

- Il y a cinq ans, le 3 novembre  
1986,

Théophile KAHN,

nous quitte.

Une pensée est demandée à ceux qui  
l'ont aimé.

- Pour le onzième anniversaire du  
décès de

docteur Jacques

PODRABINEK-BERNACKI,

une pensée affectueuse de la part de  
ceux qui l'ont connu et aimé.

## Avis de recherche

- Le cabinet d'avocats Ashurst Mor-  
ris Crisp, Broadwalk House, 5, Appold  
Street, London EC2A 2HN, recherche  
les filles de

M<sup>me</sup> Mabel LEROY,

née Taylor,  
veuve de Charles Léon Joseph Leroy,  
décédée le 13 janvier 1968, et qui habi-  
tait à « Péradynna », 5, rue des Oliviers,  
Le Cannet, Nice.

Écrire à l'intention de  
M. D.D. Vada.

## Communications diverses

- « La conférence de paix au  
Proche-Orient : inquiétudes et  
espoirs », débat avec G. Fuch et  
A. Rouquier, jeudi 7 novembre, à  
20 h 30, CBL, 10, rue Saint-Claude,  
75003 Paris. Tél. : 42-71-68-19.

## Soutenances de thèses

- Laurent Marquet de Vasselot :  
« Ordre public social et métamorphose  
du droit du travail (Droit et pratiques  
du temps de travail) », Université Pan-  
théon-Assas (Paris-II), vendredi  
8 novembre 1991, à 14 h 30, salle des  
Conseils, 12, place du Panthéon.

THÈSES  
Tarif Étudiants :  
50 F la ligne H.T.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5644

1 2 3 4 5 6 7 8 9

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

1. Se fait prendre en charge.

2. S'obtient par touches successives. Épargne de nombreux efforts.

3. Telle qu'il y a quelque chose à en tirer. Lettre grecque.

4. N'est pas désarmé. Deuxième couche.

5. Il est souhaitable qu'elle soit d'une parfaite correction.

6. Conjonction. Font partie.

7. Ne rime pas. Prennent sur eux. Fit la lumière.

8. De quoi se mettre à table et manger le morceau. Pièce qui n'est plus représentée.

9. Ramasseur de mégots.

Solution du problème n° 5643

Horizontalement

1. Buettiers. 2. Etourdi. 3. Soitaines. 4. Tis. 5. Ena. 6. Tu. 7. Parcoure. 8. Col. 9. As. 10. Lira. 11. Ale. 12. Ors. 13. Espar. 14. Soile. 15. St. Us. 16. Sec.

Verticalement

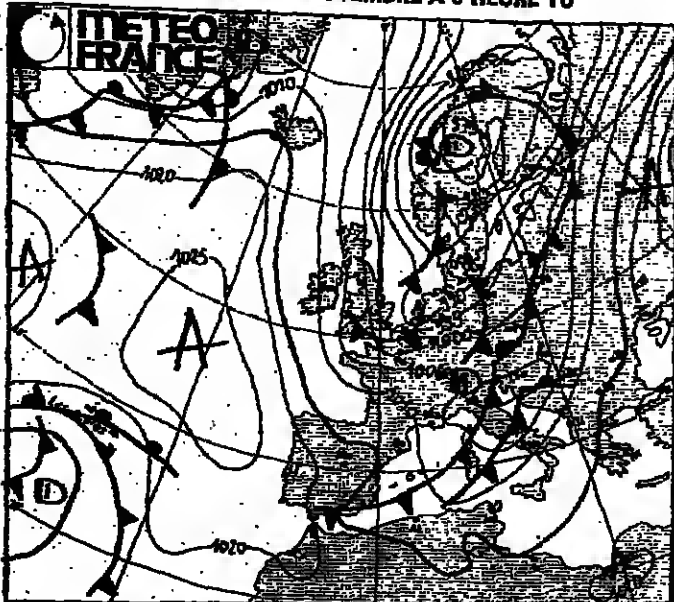
1. Belle. 2. Cius. 3. Ut. 4. Espoir. 5. Solaire. 6. Tis. 7. Ena. 8. Ou. 9. Iun. 10. Sels. 11. Edredon. 12. Se. 13. Fils. 14. Apis. 15. 8. Traile. 16. 9. Trouser.

GUY BROUTY

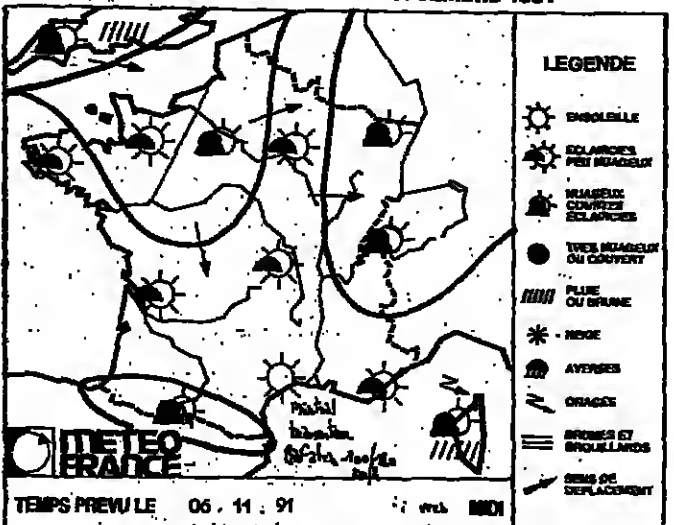


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 NOVEMBRE A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 6 NOVEMBRE 1991



Mercredi : le soleil se montrera plus généreux. Sur beaucoup de régions, des brumes et quelques brouillards se formeront au lever du jour. Puis ils laisseront place à un temps bien ensoleillé. Toutefois, le ciel se verra de nuages élevés d'abord sur la Bretagne, les Pays de Loire, la Normandie, puis l'Île-de-France, le Nord-Picardie et en fin de journée, sur la Champagne-Ardenne et la Lorraine.

Quelques régions seront un peu moins privilégiées.

La nuit, encore beaucoup de nuages et des averse sur la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté et les Alpes. Il n'aura pas de pluie de 800 à 800 mètres. Puis progressivement, dans l'après-midi, cette zone de temps perturbé se déplacera sur l'Allemagne, et des éclaircies se développeront par l'ouest.

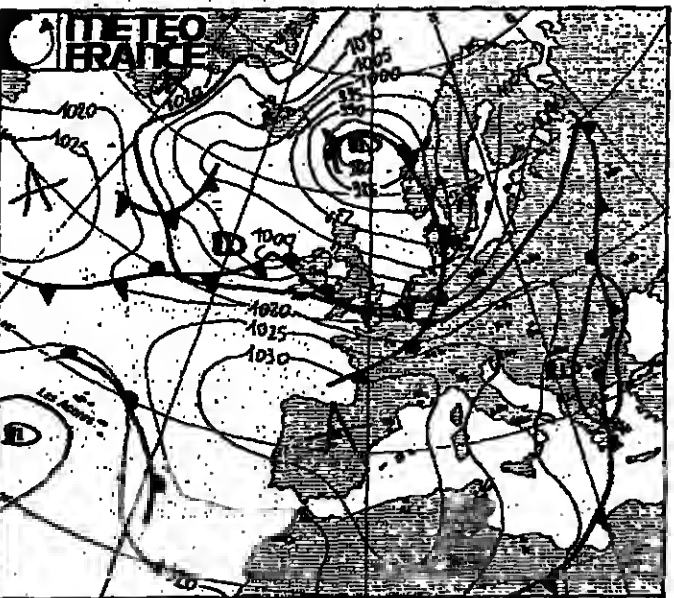
Les Pyrénées resteront accablées toute la journée, et en Corse le temps sera perturbé avec un risque d'orages et d'averses.

Le matin, la tramontane ainsi que le vent de nord-ouest à ouest en Méditerranée souffleront fort à très fort avec des rafales atteignant 100 à 120 km/h.

Les températures minimales seront généralement comprises entre 1 et 3 degrés sur le littoral nord, mais localement elles pourront descendre jusqu'à -2 degrés. Les gels au sol risquent d'être fréquents. Sur les côtes atlantiques, de la Manche et sur le littoral sud, elles oscilleront entre 2 et 5 degrés, entre 6 et 8 près de la Méditerranée.

Les maximales varieront entre 7 et 9 degrés sur la majeure partie du pays, localement 8 dans le Nord ou le Nord-Est. Mais les températures grimperont jusqu'à 10/12 degrés sur les côtes atlantiques et l'extrême Sud-Ouest, jusqu'à 12/16 près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 7 NOVEMBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 5-11-91

FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	14	9	A	ALGER	28	20	D
AMSTERDAM	11	5	D	AMSTERDAM	11	5	D
BARCELONE	15	7	A	BARCELONE	15	7	A
BELGRADE	11	4	D	BELGRADE	11	4	D
BOMBAY	28	20	D	BOMBAY	28	20	D
BUDAPESTE	11	4	D	BUDAPESTE	11	4	D
COPENHAGUE	11	4	D	COPENHAGUE	11	4	D
DUBLIN	11	4	D	DUBLIN	11	4	D
GENÈVE	11	4	D	GENÈVE	11	4	D
LONDRES	11	4	D	LONDRES	11	4	D
MADRID	15	7	A	MADRID	15	7	A
MOSCOU	11	4	D	MOSCOU	11	4	D
MURMANSK	11	4	D	MURMANSK	11	4	D
NAPLES	15	7	A	NAPLES	15	7	A
PARIS	11	4	D	PARIS	11	4	D
PRAGUE	11	4	D	PRAGUE	11	4	D
REIMS	11	4	D	REIMS	11	4	D
ST-PÉTERSBOURG	11	4	D	ST-PÉTERSBOURG	11	4	D
STRASBOURG	11	4	D	STRASBOURG	11	4	D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

IMAGES

## Un Lénine de cire

Vladimir Ilich Lénine est vivant. Du presque. Un reportage hors d'actualité, comme l'on dirait hors d'âge, ouvrant le Journal de vingt heures de TF1, aura prouvé. La transparence, désormais, ouvre aussi les mausolées. Même sur la place Rouge.

Les caméras ont pénétré le saint des saints, cet endroit étrange, ce blockhaus de marbre, où repose le corps du père de la Révolution. Et là, sur un catafalque luxueux, sous une chaise de verre, elles nous ont montré le cadavre embaumé, le visage rose et lisse surtout de Lénine. Il est si « vrai », si conforme à ses photos d'époque et à ses statues de bronze qu'un

certain nombre de peuples, aujourd'hui, jurent bas que beaucoup ont été à la supercherie, au Lénine de cire, de musée Grévin.

En bien non, c'est bien lui, le vrai, l'unique, le seul, avec sa moustache et ses barbes rousses, mieux embaumé que papa ne le fut jamais. Il faut dire que les techniques utilisées, et qui relevaient, paraît-il, du secret d'Etat, ont permis ce miracle de conserver un dieu sur terre.

Ouvrir un mausolée aux caméras c'est déjà annoncer sa fermeture. Laisser la curiosité des journalistes s'exercer sur la température ambiante, 16,6 degrés centigrades, sur la suite de sports médiés, sur la garde y soigne

son pas de parade ou sur la salle des armes saisies sur les visiteurs iconoclastes, c'est évidemment accepter une désacralisation des lieux. Lénine est désormais bien seul en son mausolée. Déjà le débat est engagé de savoir s'il ne conviendrait pas, l'image est osée, de le renvoyer à sa case départ, une ville rebaptisée par référendum Saint-Pétersbourg. L'histoire a ainsi des recourcis.

Le malheur, l'honneur aussi. Tous les journaux télévisés ont montré des images de la chapelle ardente dressée à Élie en mémoire des deux petites-filles violentées et assassinées. Tous ont rapporté, fidèlement, l'effroi, la colère et la détermination des gens à deman-

der, en grande majorité, le rétablissement de la peine de mort pour de tels crimes.

Il y a longtemps, mais c'était hier, un homme, Patrick Henry, enlevé et tué un jeune garçon, Philippe Bertrand. Il fut arrêté, jugé et condamné à perpétuité. Son avocat, Robert Badinter, arracha Patrick Henry à la guillotine. Pour être par sa conviction farouche d'opposant à la peine capitale. Peut-être aussi pour avoir su dire aux jurés une chose : Patrick Henry avait été, avant son crime, bien avant, de ceux qui assiégèrent le palais de justice de Troyes et demandèrent la mort pour Buffet et Bontemps. Au nom de la dis-

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◊ film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 5 novembre

**TF 1**

20.40 Sport : Football, Coupe des coupes (2<sup>e</sup> tour, match retour) : AS Monaco-FC Nanting (Suisse), en direct de Monaco.

21.30 Tapis vert.

21.45 Sport : Football (suite).

22.40 Magazine : Ciel, mon mardi ! Présenté par Christophe Deschavanne.

0.25 Journal, Météo et Bourse.

**A 2**

20.45 Mardi soir : Boire et débiter. ■■

**SERIOUS MOONLIGHT TOUR**

CONCERT DAVID BOWIE LE SOIR À 21 H 05 CANAL JIMMY SUR LE CÂBLE

Film américain de Blake Edwards (1987). Avec Kim Basinger, Bruce Willis, John Larroquette.

22.30 Dérail : Le Bon Vin et les Autres. Animé par Daniel Balle.

23.40 1, 2, 3, Théâtre.

23.45 Magazine : Cinéma, cinémas 2<sup>e</sup>.

0.50 Journal et Météo.

**FR 3**

20.45 Téléfilm : Les Prouesses de Clément Dujar. D'Hervé Baslé, avec Roger Jendry, Michèle Claret.

22.15 Journal et Météo.

22.40 Mardi en France.

23.35 Magazine : Océaniques. Les Hommes-hermes, de Jérôme Prieur : Georges Naval ou la vie éveillée, de Jean-Daniel Paillet.

0.20 Musique : Camet de notes.

**CANAL PLUS**

20.35 Cinéma : Police Academy 6... SOS ville en état de choc. Film américain de Peter Bonerz (1988).

21.55 Flash d'informations.

22.00 Cinéma : 37-2 le matin. ■■ Film français de Jean-Jacques Bessie (1988).

1.00 Cinéma : La Femme caméléon. Film américain, classé X, de John Schlesinger (1990).

2.25 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Caune.

**LA 5**

20.50 Cinéma : Le Fil de Beverly Hills 2. Film américain de Tony Scott (1987).

22.45 Magazine : Ciné Cinq. Présenté par Michel Cardozo.

23.00 Téléfilm : Sœurs de femmes. De Roy Garret, avec Valérie Dany, Deborah Cal.

0.40 Le Club du télé-achat.

1.00 Journal de la nuit.

1.10 Demain se décide aujourd'hui.

2.10 Rediffusions.

**M 6**

20.35 Téléfilm : Lessie, la grande aventure. De William Beaudine, avec Jon Provost, Hugh Rafferty.

22.15 Documentaire : Le Glorieux et la Balance. Les médecines interdites.

23.15 Magazine : La 8<sup>e</sup> Dimension. De Lionel Rotagat et Pascale Bastide.

23.35 Six minutes d'informations.

23.40 Magazine : Dazibao.

23.45 Téléfilm : Échec aux hors-la-loi. De Jerry Jameson, avec Bill Bixby, Bo Hopkins.

2.00 Rediffusions.

**LA SEPT**

20.40 Série : Portraits d'Alain Cavalier.

21.00 Danse : Casse-Noisette. Ballet de Roland Petit.

22.35 Documentaire : Nathalie Sarraute. De Claude Régy.

**FRANCE-CULTURE**

20.30 Archipel médecine. Les sirènes de l'urgence.

21.30 L'Art dans la ville (redif.).

22.40 Les Nuits magnétiques. Paroles d'experts (1).

0.05 Du jour au lendemain. Avec Claudio Magni (le Mythe et l'Empire).

0.50 Musique : Coda. Le jazz de Conzar.

**FRANCE-MUSIQUE**

20.30 Concert (donné le 26 octobre à la Philharmonie de Berlin) : Métamorphoses pour vingt-trois instruments, de R. Strauss ; Symphonie d'instruments à vent à la mémoire de Debussy, de Stravinsky ; Symphonie n° 31 en ré majeur K 297, de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. James Levine.

23.07 Poussières d'étoiles.

## Mercredi 6 novembre

**TF 1**

13.40 Série : Force de frappe.

14.35 Club Dorothée.

17.00 Série : 21 Jump Street.

17.55 Sport : Football, Coupe d'Europe des clubs champions (2<sup>e</sup> tour, match aller) : Sparta Prague-Olympique de Marseille, en direct de Prague.

19.45 Divertissement : Le Bébête Show.

19.50 Tirage du Loto (à 20.45).

20.00 Journal, Tapis vert et Météo.

20.50 Variétés : Sacré soirée. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Ursula Andress, la comtesse de Paris, Enrico Macias, William Sheller, Jean-Louis Murat, Tina Turner, Dany Carrel, les Forbans, hommage à Mort Shuman.

22.50 Magazine : Perdu de vue.

0.20 Journal, Météo et Bourse.

0.40 Série : Mésaventures.

1.05 TF 1 nuit. 7 ans à la Une.

**A 2**

13.45 Documentaire : Opération Terre.

15.10 Hanna Barbara Dingue Dong.

16.10 Jeu : Des chiffres et des lettres junior.

16.30 Magazine : Giga.

18.15 Série : Mac Gyver.

19.00 INC.

19.10 Jeu : Question de charme.

19.35 Divertissement : La Caméra indiscreète.

20.00 Journal et Météo.

20.45 Téléfilm : Chantante soignée. De Bernard Murat, avec Christian Clavier, Marie-Anne Chazel.

22.15 Soirée spéciale : Et les gosses dans tout ça ? Présenté par Michel Héroin. Fictions : Soy, de Jerry Lewis ; OCA, de Lino Brocato ; Louba, de Roland Bykov ; Hassane, d'Euzhan Palay ; Carmelo, de Ciro Duran ; L'Enfance de l'art, de Jean-Luc Godard et Anne-Marie Miéville.

23.45 Magazine : Musiques au cœur de l'actualité.

0.50 Journal et Météo.

**FR 3**

13.35 Série : La Paire Dowling.

14.25 Magazine : Montagne.

14.55 Questions au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale.

17.00 Jef.

18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information.

20.00 Un livre, un jour.

20.10 Divertissement : La Classe.

20.45 Magazine : La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada, en direct du toit de la Grande Arche de la Défense.

22.20 Journal et Météo.

22.45 Série : Gabriel Bird.

23.35 Traverses.

0.30 Musique : Camet de notes.

**CANAL PLUS**

13.10 Série : Le Juge de la nuit.

13.55 Téléfilm : Sous le signe de la croix. De Lionel Chetwynd, avec David Soul, Edward Herrmann.

15.30 Téléfilm : Désastre à la centrale 7. De Larry Elkann, avec Michael O'Keefe, Perry King.

17.05 Les Nuls... l'émission.

18.00 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.05

18.30 Ça sent bon.

18.50 Le Top.

19.20 Flash d'informations.

19.30 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.10 Sport : Football, Coupe d'Europe de l'UEFA : Liverpool-Auxerre, en direct.

22.00 Flash d'informations.

22.05 Le Journal du cinéma.

22.30 Cinéma : Hiver 54, l'abbé Pierre. ■ Film français de Denis Amar (1989).

0.10 Cinéma : Le Sixième Doigt. ■ Film franco-italien d'Henri Duparc (1990).

1.40 Cinéma : Zombi 3. ■ Film italien de Lucio Fulci (1988).

**LA 5**

13.20 Série : L'Inspecteur Derrick.

14.25 Série : Sur les lieux du crime.

15.55 Série : L'Enquêteur.

16.50 Youpi ! L'école est finie.

17.40 Magazine : Babytone.

18.10 Magazine : Jouons les pin's.

18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.

19.05 Série : Kojak.

20.00 Journal, Météo et Le Temps de Nicolas.

20.40 Journal des courses.

20.50 Téléfilm : Une habitude inavouable. De David Greene, avec Gena Rowlands, Josef Sommer.

22.30 Sport : Football, Coupe d'Europe de l'UEFA : Dynamo de Moscou-Cannes, en direct.

0.20 Journal de la nuit.

0.30 Demain se décide aujourd'hui.

0.35 Le Club du télé-achat.

1.20 Rediffusions.

**M 6**

14.25 Série : L'Étalon noir.

14.50 Magazine : 8<sup>e</sup> Avenue (à 15.25).

15.00 Magazine : La Tête de l'emploi.

17.00 Magazine : Noubia.

17.30 Magazine : Ce qu'il faut savoir.

17.40 Jeu : Zygomusic.

18.05 Série : Mission impossible.

19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Cosby Show.

20.40 Mais qui veut tuer ma femme ? De Paul Schneider, avec Joan Rivers, Alex Rocco.

22.15 Téléfilm : Droit de vengeance. De Christopher Crowe, avec Christine Rames, Paul Shenar.

23.50 Magazine : Vénus.

0.20 Six minutes d'informations.

0.25 Magazine : Dazibao.

2.00 Rediffusions.

**LA SEPT**

20.00 Documentaire : Chronique de l'infection. De Gérard Kouchner et Georges Pottier Weber. 2. La Contagion.

20.50 Le Courrier des télé-spectateurs.

21.00 Documentaire : Le Temps verrouillé. De Sibylle Schönemann.

22.45 Cinéma : Paysage dans le brouillard. ■■■ Film grec de Theo Angelopoulos (1987).

0.45 Court métrage : Le Père Noël venu de la mer. De Vassilis Douros.

**FRANCE-CULTURE**

20.30 Antipodes. Littérature sud-africaine.

21.30 Correspondances.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Le baroque (2).

22.40 Les Nuits magnétiques.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

**FRANCE-MUSIQUE**

20.30 Concert idonné le 1<sup>er</sup> octobre à Laon : Quintette pour piano et vents en mi bémol majeur K 452, de Mozart ; Quintette pour piano et vents en ré mineur op. 8, de Magnard ; Septuor en si bémol majeur pour piano, vents et contrebasses op. 78, de Onslow, par le Quintette à vent Nielsen, Mark Marder, contrebasses, Jean Hubaux, piano.

23.07 Poussières d'étoiles.

سكرا من الأصل



